

**E/3133
E/CN.7/354**



NATIONS UNIES

COMMISSION DES STUPÉFIANTS

RAPPORT SUR LA TREIZIÈME SESSION

(28 AVRIL - 30 MAI 1958)

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-SIXIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 9

GENÈVE

TABLE DES MATIÈRES

<i>Chapitres</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
I. QUESTIONS D'ORGANISATION ET D'ADMINISTRATION	1-44	1
Représentation à la session	1-11	1
Ouverture et durée de la session	12-13	2
Election du Bureau	14	2
Adoption de l'ordre du jour	15	2
Ordre de priorité des travaux dans le domaine des stupéfiants	16-21	3
Contrôle et limitation de la documentation	22-33	3
Organisation de la quatorzième session de la Commission	34-39	4
Lieu de réunion de la quatorzième session de la Commission	40-44	5
II. MISE EN ŒUVRE DES TRAITÉS ET CONTROLE INTERNATIONAL	45-184	6
Rapport de la Division des stupéfiants	45-52	6
Ratifications, acceptations, adhésions et déclarations concernant les instruments multilatéraux sur les stupéfiants	53-62	6
Rapports annuels des gouvernements, établis en vertu de l'article 21 de la Convention de 1931	63-73	7
Liste des entreprises autorisées à fabriquer des stupéfiants	74	8
Liste des autorités nationales habilitées à délivrer des certificats et des autorisations pour l'importation et l'exportation des stupéfiants	75	8
Lois et règlements nationaux communiqués en exécution des instruments internationaux relatifs aux stupéfiants	76-82	8
Emploi de dénominations communes pour les stupéfiants placés sous contrôle international	83-87	9
Liste des stupéfiants placés sous contrôle international	88-95	9
Rapport du Comité central permanent de l'opium et état dressé par l'Organe de contrôle des stupéfiants	96-113	10
Nomination d'un membre de l'Organe de contrôle des stupéfiants	114-117	12
Question de la prorogation du mandat du membre de l'Organe de contrôle des stupéfiants nommé par la Commission	118	12
Rapport du Comité d'experts des drogues engendrant la toxicomanie de l'Organisation mondiale de la santé	119-133	12
Décision de placer la lévomoramide sous contrôle international provisoire	134-137	14
Contrôle de la norméthadone	138-145	14
Contrôle de la nicophine (Vilan)	146-150	15
Union postale universelle	151	15
Transport de stupéfiants dans les troussees de premiers secours des aéronefs effectuant des vols internationaux	152-172	15
Rapports du Bureau permanent de la Ligue des Etats arabes pour le contrôle stupéfiants	173-184	17
III. TRAFIC ILLICITE	185-260	19
Introduction	185-191	19
Etude du trafic illicite	192-260	20
I. — Traits caractéristiques	192-204	20
II. — Situation en ce qui concerne chaque stupéfiant	205-260	23

(Suite à la page 3 de la couverture)

TABLE DES MATIÈRES *(Suite)*

<i>Chapitres</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
IV. EMPLOI ABUSIF DES STUPÉFIANTS (TOXICOMANIE)	261-288	32
V. OPIUM ET OPIACÉS	289-339	37
Demande présentée par l'Afghanistan en vue d'être reconnu comme Etat produisant de l'opium pour l'exportation	290-314	37
Recherches scientifiques sur l'opium	315-336	39
Question de la diacéylmorphine	337-339	41
VI. QUESTION DE LA FEUILLE DE COCA	340-349	42
VII. QUESTION DU CANNABIS	350-366	43
VIII. QUESTION DES STUPÉFIANTS SYNTHÉTIQUES	367-375	45
IX. AUTRES SUBSTANCES	376-384	45
Question du khat	377-384	45
X. PROJET DE CRÉATION D'UN BUREAU OU D'UNE INSTITUTION DES NATIONS UNIES POUR LE CONTROLE DES STUPÉFIANTS AU MOYEN-ORIENT, ET MISSION POUR L'ÉTUDE DE LA QUESTION DES STUPÉFIANTS AU MOYEN-ORIENT	385-433	47
XI. ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LE CONTROLE DES STUPÉFIANTS	433-457	51
XII. PROJET DE CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS	458-494	54

ANNEXES

	<i>Pages</i>
I. — Recommandations de la Commission au Conseil économique et social	61
II. — Résolutions adoptées par la Commission (autres que celles qui figurent à la section 2 de l'annexe I)	65
III. — Décisions prises par la Commission (autres que celles qui figurent dans les annexes I, II et V)	67
IV. — Incidences financières des décisions prises au cours de la treizième session de la Commission	69
V. — Texte révisé des articles 1 ^{er} , 2 (par. 1, a), 21, 22 et 28 à 58 du deuxième projet de Convention unique, tel qu'il a été adopté par la Commission à sa treizième session	70
VI. — Liste des documents ayant trait au rapport de la Commission	85



NATIONS UNIES

COMMISSION DES STUPÉFIANTS

RAPPORT SUR LA TREIZIÈME SESSION

(28 AVRIL - 30 MAI 1958)

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-SIXIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 9

GENÈVE



NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

VINGT-SIXIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 9

COMMISSION DES STUPÉFIANTS

Rapport de la Commission au Conseil économique et social sur les travaux de sa treizième session, tenue à Genève du 28 avril au 30 mai 1958

CHAPITRE PREMIER

QUESTIONS D'ORGANISATION ET D'ADMINISTRATION

Représentation à la session¹

1. Les 15 Etats membres de la Commission étaient représentés comme suit :

Autriche : M. F. Obermayer;

Canada : M. K. C. Hossick; M. R. E. Curran (suppléant); M. C. Bourbonnière (suppléant);

Chine : M. Chi-kwei Liang; M. Yung-fa Wu (conseiller);

*Etats-Unis d'Amérique*² : M. A. G. Flues; M. A. L. Tennyson (conseiller); M. Nathan B. Eddy (conseiller); M. Elwyn F. Chase (conseiller);

France : M. C. Vaille; M. R. Establie (suppléant);

Hongrie : M. Imre Vertes; M^{me} Edith Gómöri (suppléante);

Inde : M. Tilak Raj;

Iran : M. A. G. Ardalan;

Mexique : M. Pedro de Alba; M. Roberto Rosenzweig Díaz (suppléant);

Pérou : M. César Gordillo Zuleta;

République Arabe Unie : M. Amin Ismaïl; M. Abdel Aziz Safwat;

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : M. T. C. Green;

Turquie : M. M. Özkol; M. Hürrem Balkan (suppléant);

Union des Républiques socialistes soviétiques : M^{me} V. V. Vassilieva; M. G. F. Kalinkine (conseiller);

Yougoslavie : M. D. Nikolić.

2. Sur l'invitation de la Commission, les Etats dont les noms suivent se sont fait représenter par des observateurs lors des débats consacrés aux points de l'ordre du jour indiqués ci-après :

¹ E/CN.7/SR.374 et 412.

² Conseiller non officiel de la délégation des Etats-Unis M. C. Siragusa.

Etats

Observateurs

Points
de l'ordre
du jour

Afghanistan	M. A. H. Tabibi	4, 5, 6
Brésil	M. Renato Campos Martins	10
Bulgarie	M. Todor Dimov Stoyanov	5
Colombie	M. Vicente González	4, 9
	M. Victor Jiménez Suárez	
Danemark	M. Mogens Nimb	4, 7
Espagne	M. Luis García de Llera	4
Ethiopie	M. Tesfaye Gebre-Egzy	13
	M. Gordon A. Alles	
Grèce	M. G. Panopoulos	Tous les points
Israël	M. M. Kahany	4, 14
Italie	M. Gabriele Tancredi	5, 10, 11
Japon	M. Ichiroemon Kidani	4, 5, 6, 8, 11
	M. Shigeru Inada	
Laos	M. Pheng Norindr	4, 6
	M. Khamphay Abhay	
Liban	M. A. Yazbek	4, 10, 14
Maroc	M. Ahmed Benaboud	4, 5, 7, 10, 13
	M. H. Nargeolet	
Pakistan	M. A. H. B. Tyabji	5, 6, 10
Pologne	M. Andrzej Horoszkiewicz	5, 10
Portugal	M. F. de Alcambar Pereira	4, 10
République fédér. d'Allemagne	M. H. Danner	5, 8, 11
Suisse	M. J. P. Bertschinger	4, 5, 11
	M. Edouard Lehmann	
Tchécoslovaquie	M. P. Pavlík	5
Thaïlande	M. Chitra Posayanonda	4
	M. Tem Suvikrom	
	M. Boonthiang Phanichphant	
	M. Pow Sarazin	

Les observateurs n'ont pas tous été en mesure d'assister aux débats consacrés à tous les points de l'ordre du jour pour lesquels ils avaient été invités.

3. Les Etats ci-après, qui avaient été invités à envoyer des observateurs, n'ont pu se faire représenter à la session :

Etats

Points
de l'ordre
du jour

Argentine	9
Belgique	11
Birmanie	4

ABRÉVIATIONS

Les abréviations ci-après sont utilisées dans tout le document :

<i>Abréviations</i>	<i>Titres complets</i>	<i>Abréviations</i>	<i>Titres complets</i>
Comité	Comité central permanent de l'opium.	Convention de 1936	Convention pour la répression du trafic illicite des drogues nuisibles, signée à Genève le 26 juin 1936, amendée par le Protocole signé à Lake Success, New-York, le 11 décembre 1946.
Organe de contrôle	Organe de contrôle des stupéfiants.		
AAT	Administration de l'assistance technique des Nations Unies.		
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.		
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale.	Protocole de 1946	Protocole amendant les accords, conventions et protocoles sur les stupéfiants, conclus à La Haye le 23 janvier 1912, à Genève le 11 février 1925, le 19 février 1925 et le 13 juillet 1931, à Bangkok le 27 novembre 1931 et à Genève le 26 juin 1936, signé à Lake Success, New-York, le 11 décembre 1946.
OMS	Organisation mondiale de la santé.		
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.		
UPU	Union postale universelle.		
LEA	Ligue des Etats arabes.		
OIPC	Organisation internationale de police criminelle.	Protocole de 1948	Protocole plaçant sous contrôle international certaines drogues non visées par la Convention du 13 juillet 1931 pour limiter la fabrication et limiter la distribution des stupéfiants, amendée par le Protocole signé à Lake Success, New-York, le 11 décembre 1946.
Convention de 1912	Convention internationale de l'opium, signée à La Haye le 23 janvier 1912.		
Convention de 1925	Convention internationale de l'opium, signée à Genève le 19 février 1925, amendée par le Protocole signé à Lake Success, New-York, le 11 décembre 1946.		
Convention de 1931	Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, signée à Genève le 13 juillet 1931, amendée par le Protocole signé à Lake Success, New-York, le 11 décembre 1946.	Protocole de 1953	Protocole visant à limiter et à réglementer la culture du pavot ainsi que la production, le commerce international, le commerce de gros et l'emploi de l'opium, signé à New-York le 23 juin 1953.

*
**

Les précédents rapports de la Commission des stupéfiants au Conseil économique et social sont indiqués comme suit : « Rapport, ... session ». Ces rapports ont tous été publiés sous forme de suppléments aux *Documents officiels du Conseil économique et social* : ils portent les cotes suivantes :

Quatrième session	Supplément n° 9, E/1361-E/CN.7/186.	Huitième session	Supplément n° 4, E/2423-E/CN.7/262.
Cinquième session	Supplément n° 2, E/1889/Rev.1-E/CN.7/216/Rev.1.	Neuvième session	Supplément n° 8, E/2606-E/CN.7/283.
Sixième session	Supplément n° 13, E/1998-E/CN.7/227/Rev.1.	Dixième session	Supplément n° 8, E/2768/Rev.1-E/CN.7/303/Rev.1.
Septième session	Supplément n° 8, E/2219-E/CN.7/240.	Onzième session	Supplément n° 8, E/2891-E/CN.7/315.
		Douzième session	Supplément n° 10, E/3010/Rev.1-E/CN.7/333/Rev.1.

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un texte de l'Organisation.

E/3133
E/CN.7/354

Ordre de priorité des travaux dans le domaine des stupéfiants⁷

16. En examinant l'ordre de priorité des travaux dans le domaine du contrôle des stupéfiants, la Commission s'est inspirée tant de la liste des priorités adoptée à sa douzième session et approuvée par le Conseil économique et social à sa vingt-quatrième session que des résolutions du Conseil et de l'Assemblée générale relatives à cette question. Elle a également tenu compte d'une note du Secrétaire général (E/CN.7/L.171).

17. La Commission a décidé de recommander l'ordre de priorité suivant :

PREMIÈRE PARTIE

FONCTIONS PERMANENTES

Priorité absolue

a) Fonctions découlant de la mise en œuvre des instruments internationaux en vigueur relatifs aux stupéfiants.

DEUXIÈME PARTIE

PROJETS PERMANENTS

Priorité de premier rang.

- b) Recherches scientifiques sur l'opium.
- c) Toxicomanie.
- d) Question des stupéfiants synthétiques.
- e) Question du cannabis.
- f) Question de la feuille de coca.
- g) Question du khat.
- h) *Bulletin des stupéfiants* des Nations Unies.
- i) Questions ayant trait au contrôle d'autres substances (barbituriques, « tranquillisants », etc.).

Priorité de second rang

- j) Recherches scientifiques sur d'autres stupéfiants (y compris le cannabis).
- k) Bibliographie relative aux stupéfiants.

PROJET SPÉCIAL⁸

- l) Transport de stupéfiants dans les troussees de premiers secours des aéronefs effectuant des vols internationaux.

18. Etant donné que la première partie comprend les fonctions dont l'exercice est dévolu à la Commission et au Secrétariat tant par les traités que par la Charte, la Commission a jugé suffisant de présenter ces diverses fonctions en un seul groupe ; toutes sont obligatoires et, en raison du système de communication de rapports et des autres activités interdépendantes que prévoient les traités, il se pose peu de questions de priorité. Pour plus de commodité dans l'organisation des travaux, ont été également classées dans ce groupe certaines fonctions accessoires qui ne sont pas mentionnées en détail dans les traités (mais que l'on a considérées dès le début soit comme y étant implicitement prévues, soit comme indispensables à leur mise en œuvre) ; on peut citer à cet égard la préparation et l'analyse des renseignements reçus au sujet du trafic illicite, afin de les rendre utilisables par les gouvernements et par la Commission. Bien que ce groupe de fonctions et les fonctions accessoires qui s'y rattachent figurent sous une rubrique unique, l'on ne saurait perdre de vue qu'il représente une forte

proportion du volume de travail qui incombe à la Division des stupéfiants.

19. La deuxième partie comprend les projets établis par des organes des Nations Unies ; il convient de noter que l'ordre de priorité fixé ici ne présente un caractère absolu ni du point de vue des ressources à consacrer à ces projets, ni quant au moment de leur exécution. Encore qu'ils ne soient pas expressément exigés par les traités, ces projets sont en majeure partie intimement liés à leur application. Par rapport à l'ordre de priorité de l'année précédente, la Commission a décidé de déplacer la question des recherches scientifiques sur l'opium de la quatrième à la première place, compte tenu de la résolution 667 C (XXIV) du Conseil économique et social, et elle a ajouté une nouvelle question au second rang de priorité, à savoir les recherches scientifiques sur d'autres stupéfiants (y compris le cannabis). La Commission a décidé que la question du khat devrait bénéficier d'un rang de priorité plus élevé que la question des autres substances, c'est-à-dire des amphétamines, barbituriques et « tranquillisants », qui ont figuré à l'ordre du jour de la Commission au cours des années précédentes, mais qui ne sont pas soumises par traité à un contrôle international.

20. En ce qui concerne les projets spéciaux, la Commission a estimé que les mesures prises par elle relativement aux deux projets qui figuraient dans le programme de l'année dernière, savoir le projet de convention unique et les dénominations communes internationales, épuisaient la question à ce stade, et c'est pourquoi elle les a rayés du présent ordre de priorité⁹. Compte tenu de la décision du Conseil d'inscrire à l'ordre du jour de la Commission la question du « transport de stupéfiants dans les troussees de premiers secours des aéronefs effectuant des vols internationaux », la Commission a ajouté cette question à la liste des projets spéciaux.

21. On trouvera au chapitre XI des renseignements concernant les projets à priorité absolue pour lesquels une assistance technique sera nécessaire.

Contrôle et limitation de la documentation¹⁰

22. La Commission a pris note de la résolution 1203 (XII) de l'Assemblée générale qui demandait au Secrétaire général de poursuivre ses efforts, en collaboration avec les Etats Membres, pour réduire la longueur et le volume de la documentation produite et qui suggérait comme objectif pour 1958 un volume de documentation inférieur de 25 pour 100 à celui de 1957.

23. La Commission a fait remarquer qu'une proportion considérable de sa documentation — près des deux tiers peut-être — dérive des obligations imposées par les instruments internationaux sur les stupéfiants et est destinée aux Parties à ces instruments ; elle diffère donc de la documentation générale des commissions techniques du Conseil. De plus, une proportion importante de la documentation sur les stupéfiants est établie,

⁷ Point 16 de l'ordre du jour (E/CN.7/SR.406 et 412).

⁸ En ce qui concerne le projet de convention unique, qui constitue un autre projet spécial, la Commission a, ultérieurement, prié le Secrétariat d'entreprendre aussi d'autres tâches (voir par. 468 ci-après).

⁹ *Ibid.*

¹⁰ E/CN.7/SR.406 et 412.

non pas essentiellement en vue de la session annuelle de la Commission, mais pour être communiquée aux administrations nationales des stupéfiants qui s'en servent tout au long de l'année.

24. Lors de sessions récentes, la Commission a procédé à une révision de la documentation qui résulte des traités et l'a réduite, pour autant que les dispositions des traités le permettent, en éliminant les doubles emplois. Par exemple, alors que dans un certain nombre de cas l'on publiait et le document original et son résumé, on ne publie plus maintenant que l'un ou l'autre.

25. La Commission a noté que, dans le cadre du présent programme, un résumé quinquennal des lois et règlements avait été prévu pour 1961 ; or, à l'heure actuelle, les ressources disponibles ne permettent pas d'entreprendre la préparation de ce résumé. La Commission a décidé qu'elle examinerait à une session ultérieure si cette demande de résumé doit être maintenue.

26. La Commission a fait valoir que la documentation découlant de la mise en œuvre des traités subit un accroissement automatique du fait que, d'une année à l'autre, les gouvernements font parvenir des données plus considérables. Cela est dû principalement à une meilleure application des traités et à un exercice plus actif du contrôle gouvernemental. Qui plus est, le domaine où s'exerce le contrôle s'élargit ; le nombre des stupéfiants placés sous contrôle est passé de 18 en 1946 à 60 en 1958. Lorsque le Protocole de 1953 entrera en vigueur, le champ du contrôle sera élargi encore et il s'ensuivra un accroissement parallèle des renseignements fournis par les gouvernements.

27. La Commission a aussi porté son attention sur la fraction de sa documentation qui résulte des directives et des demandes des organes des Nations Unies. En 1957, la Commission avait déjà approuvé des arrangements assez souples tendant à espacer sur un certain nombre d'années les études et rapports consacrés aux problèmes que posent les stupéfiants synthétiques. Enfin, le nombre moyen de pages de chaque fascicule du *Bulletin des stupéfiants* a été réduit d'environ un quart.

28. La Commission a fait remarquer que ces changements se sont traduits par une économie sensible dans la documentation et ont, momentanément, plus que compensé l'accroissement naturel de chaque année.

29. La Commission a estimé important de passer en revue, année après année, le problème de la documentation afin de limiter celle-ci au volume indispensable. Toutefois, elle a jugé que les possibilités d'économie ultérieure étaient limitées et portaient plus sur la forme et sur les langues de présentation que sur la teneur des documents. A cet égard, la Commission a décidé de prendre les mesures suivantes : i) la longueur moyenne de chaque compte rendu analytique sera réduite de 15 à 12 pages ; ii) la liste complète des autorités habilitées à délivrer des licences d'importation et d'exportation sera publiée seulement tous les deux ans ; iii) on examinera la longueur et la présentation des documents destinés à la Commission et l'on prendra, chaque fois

que ce sera possible, des dispositions pour en assurer la brièveté.

30. Pour ce qui est des dispositions des traités (en particulier l'article premier du Protocole de 1948) prévoyant que les notifications des gouvernements relatives à des stupéfiants nouveaux doivent être transmises aux parties, la Commission a noté que la traduction et la reproduction de ces textes nombreux et volumineux constituent désormais une trop lourde tâche. Les dispositions des instruments internationaux ne précisent pas dans quelles langues ces textes doivent être diffusés. Puisque la plus grande partie de la documentation est d'ordre très technique et très spécialisé, la Commission suggère qu'elle ne soit distribuée que dans la langue dans laquelle elle a été reçue, étant entendu que l'on s'efforcera de la traduire dans une des langues de travail si un gouvernement demande expressément la traduction de tels ou tels passages.

31. La Commission a constaté que le volume de travail qui résulte de la publication dans les langues de travail des textes des lois et règlements nationaux envoyés en vertu de l'article 21 de la Convention de 1931 est considérable. Elle a reconnu la nécessité d'arrangements plus économiques et, dans cet ordre d'idées, elle a décidé qu'elle ne s'opposerait pas, pendant une période d'essai, à la solution que le Secrétaire général a proposée dans le document E/CN.7/L.171 (par. 18).

32. La Commission a décidé de demander au Secrétariat de ne plus établir le document annuel distinct sur la diacétylmorphine et de faire figurer à l'avenir les renseignements qui lui parviendront dans le document annuel relatif au champ d'application du contrôle.

33. La Commission a noté que le Comité d'experts chargé d'étudier le programme des Nations Unies en matière de recherches sur l'opium a recommandé d'établir un rapport annuel sur l'avancement des travaux. La Commission a demandé au Secrétariat de veiller à ce qu'il n'y ait pas double emploi entre ce rapport et le rapport annuel de la Division des stupéfiants.

Organisation de la quatorzième session de la Commission ¹¹

34. En vue de faciliter la préparation de la quatorzième session, la Commission a décidé d'inscrire certaines questions à l'ordre du jour provisoire de cette session, en se fondant sur les suggestions faites à cet égard par le Secrétariat (E/CN.7/L.206). Cette procédure est prévue à l'article 6 du règlement intérieur des commissions techniques, où il est dit également que les Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, ainsi que l'Assemblée générale, le Conseil économique et social, le Conseil de sécurité et le Conseil de tutelle peuvent proposer l'inscription de questions supplémentaires à l'ordre du jour.

35. La Commission a décidé, sans débat, d'étudier à sa prochaine session les questions ci-après, qui apparaissent régulièrement à son ordre du jour :

¹¹ E/CN.7/SR.410 et 412.

- a) Mise en œuvre des traités relatifs aux stupéfiants et contrôle international :
 - i) Rapport de la Division des stupéfiants ;
 - ii) Rapports annuels des gouvernements ;
 - iii) Lois et règlements nationaux ;
 - iv) Rapport du Comité central permanent de l'opium ;
 - v) Etat dressé par l'Organe de contrôle des stupéfiants.
- b) Trafic illicite.
- c) Emploi abusif des stupéfiants (toxicomanie).
- d) Opium et opiacés (y compris les recherches scientifiques sur l'opium).
- e) Question de la feuille de coca.
- f) Question du cannabis.
- g) Question des stupéfiants synthétiques.
- h) Assistance technique pour le contrôle des stupéfiants.

36. En outre, la Commission a décidé d'ajouter, à son ordre du jour provisoire de l'année prochaine, les questions ci-après qui ont été inscrites à son programme de priorité : i) transport de stupéfiants dans les troussees de premiers secours des aéronefs effectuant des vols internationaux ; ii) question du khat ; iii) question relative au contrôle d'autres substances (barbituriques, tranquillisants, etc.).

37. La Commission a décidé également de faire figurer à son ordre du jour provisoire de la prochaine session la question ci-après : « Mission d'enquête au Moyen-Orient sur les stupéfiants »¹², dont l'inscription lui avait été recommandée.

38. La Commission a décidé d'inviter les Etats ci-après à se faire représenter par des observateurs à la quatorzième session, lors de l'examen des questions suivantes :

Trafic illicite : Birmanie, Cambodge, Colombie, Cuba, Espagne, Grèce, Israël, Japon, Royaume hachémite de Jordanie, Laos, Liban, Maroc, Portugal, Thaïlande et Viet-Nam.

Ces états ont également été invités à participer aux débats du Comité du trafic illicite.

Emploi abusif des stupéfiants (toxicomanie) : Danemark, Grèce, Italie, Japon, Maroc, République fédérale d'Allemagne.

Opium et opiacés : Afghanistan, Grèce, Japon, Viet-Nam.

Question de la feuille de coca : Bolivie, Colombie,

Question du cannabis : Brésil, Grèce, Italie, Liban, Maroc, Pakistan.

Question des stupéfiants synthétiques : Belgique, Grèce, Italie, Japon, République fédérale d'Allemagne, Suisse.

Contrôle de nouvelles substances : Belgique, Ethiopie, Grèce, République fédérale d'Allemagne, Suisse, Yémen.

Assistance technique pour le contrôle des stupéfiants : Afghanistan, Maroc, Thaïlande.

39. La Commission a recommandé que son Comité du trafic illicite se réunisse, comme les années précédentes, trois jours ouvrables avant le début de la quatorzième session et que la composition et le mandat du Comité restent inchangés.

¹² Voir chap. XI ci-après.

Lieu de réunion de la quatorzième session de la Commission¹³

40. La Commission a reçu communication du plan de conférences que l'Assemblée générale a adopté dans sa résolution 1.202 (XII)¹⁴. Elle a noté en particulier que, selon cette résolution, les sessions des organes des Nations Unies doivent en règle générale se tenir au siège desdits organes, mais qu'une session de la Commission des stupéfiants peut, en des circonstances exceptionnelles et sur décision du Conseil économique et social prise en consultation avec le Secrétaire général, se tenir à New-York.

41. Compte tenu de cette résolution, le représentant des Etats-Unis a proposé que la quatorzième session de la Commission se tienne au Siège de l'Organisation des Nations Unies. Parmi les motifs invoqués à l'appui de cette proposition, il a fait valoir que la presse fait une place plus importante aux comptes rendus des séances tenues au Siège, et qu'un plus grand nombre d'experts des Etats de l'hémisphère occidental peuvent suivre les travaux à New-York. Il a soumis un projet de résolution (E/CN.7/L.177) aux termes duquel la Commission recommanderait au Conseil et au Secrétaire général que la quatorzième session se tienne à New-York.

42. Toutefois, l'opinion a été exprimée qu'il n'entraîne pas dans les intentions de l'Assemblée générale qu'une session sur deux de la Commission se tienne au Siège. L'attention des membres a été appelée sur les dépenses supplémentaires (13.100 dollars) qui seraient encourues si pareille décision était prise (E/CN.7/L.177/Add.1)¹⁵. Des doutes ont été émis quant à la possibilité qu'un plus grand nombre d'experts assistent aux sessions tenues à New-York. La place faite par la presse aux travaux de la Commission dépend plutôt de l'intérêt des travaux du point de vue journalistique que du lieu de la réunion. Les circonstances actuelles ne sont pas exceptionnelles et, par conséquent, ne justifient pas une recommandation de ce genre.

43. Toutefois, plusieurs membres ont donné leur appui à la proposition des Etats-Unis et en ont approuvé les mobiles. Il a été rappelé que, lors du transfert de la Division des stupéfiants à l'Office européen, il avait été envisagé qu'une session sur deux de la Commission se tiendrait au Siège. Certains représentants ont aussi appuyé la proposition des Etats-Unis afin de rendre hommage à M. H. J. Anslinger, commissaire aux stupéfiants des Etats-Unis, qui participe aux travaux de la Commission depuis tant d'années.

44. La Commission a adopté le projet de résolution des Etats-Unis par 9 voix contre une, avec 5 abstentions¹⁶.

¹³ E/CN.7/SR.376, 405 et 412.

¹⁴ E/CN.7/335, par. 21 à 27.

¹⁵ On trouvera les détails sur ces dépenses supplémentaires à l'annexe IV.

¹⁶ Voir résolution I de la Commission à l'annexe I.

CHAPITRE II

MISE EN ŒUVRE DES TRAITÉS ET CONTRÔLE INTERNATIONAL

Rapport de la Division des stupéfiants¹⁷

45. La Commission a examiné le rapport de la Division des stupéfiants pour la période du 16 mars 1957 au 15 mars 1958 (E/CN.7/335 et Add.1). Le représentant du Secrétaire général a mis verbalement la Commission au courant des renseignements supplémentaires relatifs à la période du 16 mars au 30 avril 1958. Le rapport, outre qu'il résume les travaux de la Division au cours des 12 derniers mois, expose la situation en ce qui concerne la mise en œuvre des résolutions et autres décisions concernant le contrôle des stupéfiants qui ont été adressées aux gouvernements par le Conseil économique et social et par la Commission en 1956-1957.

46. Sous forme de suppléments au rapport de la Division, la Commission a examiné un document sur la diacétylmorphine (E/CN.7/335/Add.2), un document énumérant les Etats qui ont adhéré aux traités internationaux sur les stupéfiants (E/CN.7/335/Add.3) et une liste des stupéfiants placés sous contrôle international (E/CN.7/335/Add.4).

47. On trouvera au chapitre V et plus loin dans le présent chapitre des renseignements complémentaires sur les documents (E/CN.7/335/Add.2 et Add.4.)

48. Au sujet du chapitre III (Contrôle) du rapport de la Division des stupéfiants, le représentant de la République arabe unie a informé la Commission qu'un décret ministériel avait placé six nouveaux stupéfiants synthétiques sous contrôle international. Le texte de la loi égyptienne la plus récente, qui a été promulguée en 1953, a été communiqué au Secrétaire général et des efforts sont actuellement entrepris en vue d'unifier les législations des Etats composant la République arabe unie.

49. Au sujet du chapitre IV (Trafic illicite), la question a été posée de savoir si la Birmanie, la Colombie, Cuba et la Syrie avaient répondu aux lettres que le Secrétariat leur avait adressées au nom de la Commission. La Commission a été informée qu'aucun renseignement n'était parvenu de ces pays.

50. A propos du chapitre XIV (*Bulletin des stupéfiants*), l'utilité de cette publication a été de nouveau soulignée et il a été spécialement fait mention des articles sur le promédol (vol. X, N° 1) et sur le cannabis au Maroc. Le représentant du Secrétaire général a remercié les membres de la Commission dont les pays avaient apporté leur contribution au *Bulletin*.

51. Le représentant de la France a soumis un projet de résolution (E/CN.7/L.174) aux termes duquel la Commission inviterait le Secrétaire général à s'inspirer, dans la préparation des documents relatifs aux stupéfiants, d'une liste de pays et de régions destinée à assurer l'uniformité de présentation et à faciliter

l'examen de ces documents par la Commission. Comme il est apparu peu probable qu'un accord général puisse se faire sur ce point, le représentant de la France a retiré son projet de résolution.

52. Les autres questions soulevées au cours de la discussion du rapport de la Division ont été mentionnées dans les sections du présent chapitre auxquelles elles se rattachent.

Ratifications, acceptations, adhésions et déclarations concernant les instruments multilatéraux sur les stupéfiants¹⁸

53. La Commission a examiné les progrès réalisés au cours des 12 derniers mois vers l'adhésion universelle aux instruments concernant les stupéfiants¹⁹.

54. Plusieurs délégations se sont intéressées tout particulièrement à la situation qui résulte du fait que le Protocole de 1953, signé à New-York le 23 juin 1953, n'est pas entré en vigueur.

55. L'article 21 de cet instrument prévoit que le Protocole entrera en vigueur lorsque y auront adhéré 25 Etats au moins, dont trois des neuf Etats dits fabricants et trois des sept Etats dits producteurs d'opium. A la date du 9 mai 1958, 30 Etats avaient ratifié le Protocole ou y avaient adhéré, dont plus de trois des neuf Etats fabricants et un des sept Etats producteurs autorisés à produire de l'opium pour l'exportation.

56. Le Gouvernement de l'Iran, qui est un des sept Etats producteurs, a déposé un instrument de ratification qui n'a pas encore pris effet en raison de certaines difficultés de caractère technique que le Bureau du Conseiller juridique examine avec la délégation de l'Iran. Le représentant de cet Etat pense que ces difficultés seront réglées très prochainement.

57. La Commission a également examiné la question de savoir, si, en raison de la décision de l'Iran d'interdire la production de l'opium, on pouvait encore le considérer comme l'un des trois pays producteurs dont, en vertu de l'article 21, l'adhésion ou la ratification est une condition préalable à l'entrée en vigueur du Protocole. Plusieurs représentants, se plaçant sur le plan du droit, ont douté que l'on puisse considérer l'Iran comme un pays producteur. On a objecté qu'en vertu du Protocole, la situation de l'Iran n'est pas modifiée — que ce pays produise ou non de l'opium — tant que l'Iran n'a pas fait la déclaration officielle prévue à l'article 5, qui modifierait juridiquement son statut de pays autorisé, en vertu de l'article 6, à produire de l'opium pour l'exportation.

¹⁸ E/CN.7/SR.375, 376, 378 et 409.

¹⁹ Pour tous détails supplémentaires se reporter aux documents suivants : E/CN.7/335, par. 1 à 7 ; E/CN.7/335/Add.1, par. 1.1 à 7.1 ; E/CN.7/335/Add.3.

¹⁷ Point 3, a, de l'ordre du jour, E/CN.7/SR.376, 377, 386 et 410.

58. Quelques représentants ont exprimé le regret qu'à part l'Inde les autres Etats producteurs d'opium n'aient pas encore adhéré au Protocole. Ils ont insisté pour qu'ils le fassent le plus tôt possible. Le représentant de la France a estimé que les mesures de contrôle international prévues par le Protocole provoqueraient une diminution du trafic illicite de l'opium et des opiacés.

59. D'autres représentants ont été d'avis que le problème des stupéfiants doit être traité sous tous ses aspects et que la Convention unique s'acquittera de cette tâche de façon plus complète que le Protocole de 1953. Ils ont fait valoir que la simplification résultant du fait que l'on aurait un seul instrument au lieu de neuf présenterait beaucoup d'avantages. Ils ont estimé qu'il est urgent d'adopter la Convention unique dans laquelle seront incorporées les dispositions du Protocole et qui contient d'autres dispositions utiles concernant les stupéfiants synthétiques, la toxicomanie, etc.

60. Quelques délégations ont cependant fait observer que, même lorsque la Convention unique aura été élaborée, il s'écoulera peut-être encore beaucoup de temps avant que l'instrument entre en vigueur, et qu'il sera difficile de parvenir à l'universalité, du fait que les parties à certains des instruments existants ne le sont pas nécessairement à tous. D'autres délégations ont été d'avis au contraire que ce point de vue témoignait d'un pessimisme injustifié.

61. En ce qui concerne le Protocole de 1948 pour lequel deux adhésions seulement (la Hongrie et la Jordanie) ont été enregistrées au cours de la période considérée, la Commission a de nouveau souligné son désir de voir cet instrument ratifié par un plus grand nombre de pays. Cela paraît d'autant plus nécessaire que certains pays n'ont pas encore placé sous contrôle tous les stupéfiants synthétiques²⁰. A cet égard, l'observateur de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que le projet de loi relatif à la ratification du Protocole a été récemment approuvé par le gouvernement fédéral et a été soumis au Parlement, qui prendra une décision définitive.

62. En ce qui concerne les autres traités, la Commission a été mise au courant des faits qui se sont produits depuis sa dernière session. Ce sont notamment l'adhésion de Ceylan à la Convention de 1912, l'adhésion de Ceylan, du Ghana, de l'Indonésie et de la Jordanie aux Conventions de 1925 et 1931, celle de Ceylan, de l'Indonésie et de la Jordanie à la Convention de 1936 et la ratification imminente de cette dernière convention par les Pays-Bas.

Rapports annuels des gouvernements établis en vertu de l'article 21 de la Convention de 1931²¹

63. Le rapport annuel soumis par chaque gouvernement vise à donner un aperçu général de la mise en

œuvre, au cours de l'année, de ses obligations aux termes des traités internationaux relatifs aux stupéfiants. Il est préparé d'après un questionnaire rédigé par la Commission. Conformément à la procédure établie, les renseignements contenus dans ces rapports sont analysés et incorporés par le Secrétariat dans un résumé annuel.

64. Le nombre de pays sur lesquels des rapports annuels pour 1956 ont été communiqués au 31 décembre 1957 a été de 134 (62 Etats et 72 territoires) — le même total que pour 1955.

65. La Commission a examiné le *Résumé des rapports annuels des gouvernements pour 1956* (E/NR. 1956/Summary et Add.1), qui porte sur les rapports annuels reçus par le Secrétaire général jusqu'au 31 décembre 1957. Elle a approuvé la présentation modifiée du *Résumé* et l'insertion, dans chaque chapitre, de notes explicatives passant en revue les obligations découlant des traités internationaux relatifs aux stupéfiants et des résolutions du Conseil économique et social et indiquant les références à d'autres documents. Les débats sur les chapitres I à VIII du *Résumé* sont traités dans la présente section du rapport, alors que les débats sur le chapitre IX (Matières premières) et le chapitre X (Toxicomanie) sont traités dans d'autres sections.

66. A propos du paragraphe 295 du *Résumé*, le représentant de l'Autriche a déclaré que les 26 entreprises en question n'avaient pas de licence pour transformer des stupéfiants mais seulement pour fabriquer des préparations.

67. A propos des régimes de prohibition et des renseignements donnés au paragraphe 502 du *Résumé*, le représentant de l'Inde a indiqué que, bien qu'il n'y eût pas de fabrication de stupéfiants synthétiques dans l'Inde, son gouvernement voulait conserver le droit d'en fabriquer tout en appliquant les mesures de contrôle prévues par les traités internationaux.

68. Répondant à une demande de renseignements plus détaillés sur les exceptions à l'interdiction de fabriquer le cannabis médicinal qui sont mentionnées au paragraphe 501 du *Résumé*, le représentant de l'Inde a expliqué que la teinture de cannabis était la seule exception et qu'on l'utilisait de moins en moins, en raison de l'instabilité des préparations à base de cannabis.

69. Bien que la Commission n'ait pas engagé de débat sur le système des certificats d'importation et des autorisations d'exportation en vue du contrôle du commerce international des stupéfiants, l'observateur du Maroc a attiré l'attention sur une irrégularité dans l'application de ce système entre le Maroc et l'Espagne. La Direction générale de la santé, à Madrid, reçoit copie des certificats d'importation établis au Maroc pour des stupéfiants provenant d'Espagne, mais le Gouvernement marocain ne reçoit pas copie des autorisations d'exportation délivrées par le service espagnol compétent conformément à l'article 13 de la Convention de 1925. Malgré toutes les précautions, cette omission de la part du Gouvernement espagnol pourrait faciliter le détournement de stupéfiants du marché licite vers le trafic illicite, car il est difficile de surveiller les

²⁰ Pour plus de renseignements à ce sujet, voir par. 138 à 145 ci-dessous.

²¹ Point 3, b, de l'ordre du jour (E/CN.7/SR.381, 383, 384, 386, 387, 390, 392 et 409).

importateurs. Ce danger est particulièrement grand quand les stupéfiants sont envoyés dans la province et la ville de Tanger, qui ont un statut économique et douanier particulier.

70. La Commission a entendu une déclaration de l'observateur du Liban au sujet du rapport annuel communiqué par ce pays. Cette déclaration indiquait que le rapport contenait tous les renseignements demandés par les conventions et que le représentant de la Ligue des Etats arabes n'était pas compétent pour en discuter.

71. Pour améliorer et clarifier les renseignements envoyés par les gouvernements sur la nature et l'étendue de la toxicomanie, la Commission a examiné un texte révisé du chapitre X du formulaire des rapports annuels (E/CN.7/318/Add.1) et a décidé de demander au Secrétariat d'insérer ce texte révisé dans le formulaire de rapport.

72. La Commission a pris note du *Résumé des rapports annuels des gouvernements pour 1956*.

73. La Commission a constaté qu'un certain nombre de pays et territoires, dont la liste figure dans l'introduction de l'additif au *Résumé*, n'avaient pas soumis de rapports annuels pour les trois années 1954, 1955 et 1956. Elle a prié le Secrétaire général d'inviter ces pays et territoires, exception faite de la Bolivie qui a récemment présenté un rapport pour 1957, à contribuer plus activement à l'œuvre de contrôle international en lui adressant des rapports annuels.

Liste des entreprises autorisées à fabriquer des stupéfiants

74. La « Liste des entreprises autorisées à fabriquer des stupéfiants » (E/NF.1958/1), préparée de la même façon que l'année précédente, a été examinée par la Commission. Le nombre de ces entreprises est resté presque constant (122 en 1955 et 123 en 1956), tandis que le nombre de pays fabricants a légèrement augmenté; il est passé de 26 à 27. Le nombre des entreprises ayant une licence pour la fabrication de stupéfiants synthétiques a été de 53, soit le même nombre que l'année précédente.

Liste des autorités nationales habilitées à délivrer des certificats et des autorisations pour l'importation et l'exportation des stupéfiants

75. La « Liste des autorités nationales habilitées à délivrer des certificats et des autorisations pour l'importation et l'exportation des stupéfiants » (E/NA.1957/1/Add.1) a été examinée par la Commission. La liste n'a pas été imprimée *in extenso*, mais a été préparée en additif à la liste de l'année précédente, avec indication des changements de noms et d'adresses, etc. des autorités intéressées²². Un autre pays — Saint-Marin — figure maintenant dans la liste, qui comprend au total 169 Etats et territoires.

Lois et règlements nationaux communiqués en exécution des instruments internationaux relatifs aux stupéfiants²³

76. Aux termes des dispositions pertinentes des instruments internationaux, en particulier de l'article 21 de la Convention de 1931, les gouvernements doivent se communiquer, par l'entremise du Secrétaire général, les textes des lois et règlements qu'ils ont promulgués pour donner effet à ces instruments. Le Secrétaire général publie les textes reçus dans la série de documents E/NL.19../... Durant la période écoulée entre le 16 mars 1957 et le 15 mars 1958, 147 textes législatifs au total ont été communiqués au Secrétaire général concernant 31 Etats et 20 territoires²⁴.

77. Pour faciliter la consultation de tous les textes de lois et règlements publiés dans ce domaine, un index cumulatif, préparé conformément à la résolution 626 C III (XXII) du Conseil économique et social, est mis à jour chaque année. La dernière édition de l'index comprend les textes juridiques publiés de 1947 jusqu'au 31 décembre 1957 (E/NL.1957/INDEX). Ces textes législatifs constituent également la base essentielle d'un autre document annuel — un état récapitulatif des additions et autres changements apportés à la liste des substances placées sous contrôle par les législations nationales — état que le Secrétaire général prépare également conformément à la résolution 626 C III (XXII). Le document soumis à la présente session (E/CN.7/336) est fondé sur les renseignements que les gouvernements ont fait parvenir en 1957 (textes législatifs, rapports annuels, etc.).

78. La Commission a reconnu toute l'utilité de ces documents. On a insisté sur la valeur de l'index pour les administrations nationales; en effet, il permet maintenant de déterminer rapidement la position juridique de tel stupéfiant particulier dans les différents pays ou d'un ou plusieurs stupéfiants dans un pays donné.

79. La Commission a été informée qu'un décret promulgué en Hongrie en décembre 1957 prévoit des mesures de contrôle pour la vente des stupéfiants, ainsi que la publication d'une liste de ces stupéfiants. Ce décret comprend aussi des dispositions d'ordre pénal.

80. L'attention de la Commission a été également attirée sur deux des décisions importantes prises par le Gouvernement de l'Inde en 1957 : les pénalités ont été rendues plus sévères et la définition de l'opium dans la législation de base sur les stupéfiants a été étendue de façon à inclure les capsules de pavot, qu'elles se présentent sous leur aspect original, qu'elles soient coupées, écrasées ou réduites en poudre, et que le latex en ait été extrait ou non. Les gouvernements des Etats pourront maintenant rédiger les règlements qu'ils jugeront nécessaires pour assurer le contrôle efficace de la bale de pavot.

²³ Point 3, c, de l'ordre du jour (E/CN.7/SR.405 et 410).

²⁴ Pour plus de détails, voir E/CN.7/335, par. 71 et 72; E/CN.7/335/Add.1, par. 71.1 et 72.1

²² Voir à ce sujet par. 29 ci-dessus.

81. Il a également été signalé que des peines sévères sont imposées aux trafiquants de stupéfiants au Pérou et qu'en Grèce, le Monopole des stupéfiants a seul le droit de promulguer des lois relatives au contrôle des stupéfiants.

82. On a noté que les lois et règlements promulgués par certains Etats au sujet du contrôle des stupéfiants n'ont pas encore été communiqués et l'on a estimé que les gouvernements de ces Etats devraient être invités à envoyer au Secrétaire général le texte de ces lois et règlements.

Emploi de dénominations communes pour les stupéfiants placés sous contrôle international ²⁵

83. A sa douzième session, la Commission avait décidé de demander au Secrétariat de rechercher, en consultation avec l'OMS, s'il ne serait pas possible, en ce qui concerne l'adoption de dénominations communes internationales pour les stupéfiants, de recourir à une procédure ²⁶ qui permettrait de choisir des dénominations sans procéder auparavant à une enquête mondiale pour déterminer si ces dénominations ne risquent pas de provoquer des objections juridiques ou autres ²⁷. Les dénominations qui seraient choisies dans le cadre de la nouvelle procédure seraient protégées d'avance par les dispositions des traités et leur emploi serait obligatoire. La Commission avait également demandé au Secrétariat de rédiger des dispositions appropriées aux fins d'insertion dans la Convention unique.

84. A sa treizième session, la Commission a examiné, à la lumière des nouvelles consultations qui ont eu lieu entre le Secrétariat et l'OMS ²⁸, la possibilité d'appliquer une telle procédure.

85. Le représentant de l'OMS a affirmé que le système ²⁹ appliqué actuellement par son organisation était aussi bon qu'il pouvait l'être, étant donné la nature du problème. Tout essai d'établir des règles obligatoires rencontrerait une opposition sérieuse et pourrait compromettre le fonctionnement du système actuel basé sur l'acceptation volontaire de dénominations communes internationales choisies suivant un système uniforme pour toutes les drogues (qu'il s'agisse de stupéfiants ou d'autres drogues).

86. Plusieurs membres de la Commission ont abondé dans le sens du représentant de l'OMS. D'autres, sans nier les difficultés sur lesquelles pourrait s'achopper tout essai d'établir un système révisé ³⁰, ont estimé que la situation exigeait des améliorations.

²⁵ Point 12 de l'ordre du jour (E/CN.7/SR.378, 379, 410).

²⁶ Comme celle qui est décrite dans le document E/CN.7/331/Rev.1.

²⁷ Rapport, douzième session, par. 55, et annexe III, par. 9.

²⁸ Ces consultations sont résumées dans le document E/CN.7/343.

²⁹ On trouvera un aperçu du système actuel dans les *Actes officiels de l'OMS*, n° 60, annexe 3 (p. 55 et 56).

³⁰ Ces difficultés sont également considérées au chapitre XII, par. 473.

87. La Commission a été d'accord pour penser que, dans les circonstances présentes, elle ne pouvait recommander l'adoption d'une nouvelle procédure. Elle a considéré cependant qu'une application limitée d'un système obligatoire était faisable et elle a décidé que la nouvelle Convention unique devrait prévoir l'emploi obligatoire de dénominations communes internationales pour les stupéfiants, dans toute offre de stupéfiants écrite ou imprimée, dans toute annonce publicitaire y compris les affiches, la littérature descriptive utilisée à des fins commerciales, les labels et conditionnements, pourvu que l'on n'interdise pas l'emploi simultané par les maisons de produits pharmaceutiques de leurs propres labels, marques de fabrique et appellations déposées. Elle a décidé que, dans le cadre de la nouvelle convention, des dénominations communes internationales devraient être adoptées par la Commission si l'OMS ne le faisait pas ³¹.

Liste des stupéfiants placés sous contrôle international ³²

88. En assurant le contrôle des stupéfiants sur le double plan national et international, il devient de plus en plus difficile d'identifier le nombre croissant de substances qui doivent en relever, et cela en raison surtout des noms chimiques compliqués et de la multiplicité des dénominations communes qui désignent souvent une seule et même substance. La Commission a noté avec satisfaction que le Secrétariat avait dressé deux listes de stupéfiants : une liste succincte des substances de base placées sous contrôle international, comprenant quatre pages et donnant les indications essentielles relatives à chaque stupéfiant (E/CN.7/335/Add.4), et une liste plus détaillée, intitulée : « Liste multilingue des stupéfiants placés sous contrôle international » et donnant toutes les appellations connues de ces stupéfiants dans les langues de travail ainsi que de nombreux noms donnés dans d'autres langues communes (E/CN.7/341).

89. La liste succincte est publiée chaque année en tant que partie intégrante du rapport de la Division ; pour chaque stupéfiant, elle indique : i) la dénomination commune internationale, proposée ou recommandée et, le cas échéant, l'appellation employée dans les conventions internationales ; ii) la formule chimique ; iii) la nature du stupéfiant, en d'autres termes s'il s'agit d'une substance naturelle, d'un dérivé de la feuille de coca ou de l'opium, ou d'un produit de synthèse ; iv) l'instrument aux termes duquel il a été placé sous contrôle international et la date de cette mise sous contrôle ; v) le régime de contrôle applicable au stupéfiant au 31 mars.

90. Il ressort de la liste que 60 stupéfiants distincts sont actuellement placés sous contrôle international, dont cinq stupéfiants nouveaux l'ont été pendant l'année écoulée.

91. La Commission a pris acte de la liste succincte des stupéfiants placés sous contrôle international.

³¹ Voir annexe V, art. 42, par. 3 et 4.

³² E/CN.7/SR.376, 405 et 409.

92. La « liste multilingue » est un document imprimé de 112 pages établi en application de la résolution 49 (IV) du Conseil économique et social, qui prévoit notamment qu'il appartiendra au Secrétaire général d'entreprendre la révision de la liste des stupéfiants visés par le contrôle international. Cette liste est le fruit de plusieurs années de travail et les gouvernements, l'OMS et l'Organisation des Nations Unies y ont tous apporté une contribution importante.

93. Les noms, en caractères latins, sont classés dans l'ordre alphabétique ; ils comprennent les termes chimiques, les appellations usuelles, déposées, les dénominations communes internationales et autres. La liste donne également les noms utilisés dans le trafic illicite, à l'exception des dénominations familières. Cette liste est aussi complète que possible pour les noms donnés dans les langues de travail ; celle des noms des stupéfiants dans les autres langues et dans les alphabets non latins a été également dressée, mais il est bien évident qu'elle ne peut être considérée comme exhaustive.

94. La Commission a été d'avis que cette liste est particulièrement utile à consulter en raison de la forme simple et condensée dans laquelle elle est présentée. Tel a aussi été l'avis du représentant de la France qui a signalé en outre que si les illustrations et les diagrammes des formules développées ont eu probablement pour effet d'accroître les frais, il n'en reste pas moins que ces précisions sont essentielles pour répondre aux buts qu'on s'est proposés. D'autre part, il a insisté sur l'importance de cette liste pour le contrôle des stupéfiants à tous les échelons et a souligné qu'elle offrait un bon exemple des services que les organisations internationales pouvaient rendre dans un domaine éminemment spécialisé. Nombre d'autres représentants se sont plu à reconnaître le travail considérable qu'a représenté l'établissement de ce document ; l'utilité de cette liste justifie amplement le temps, l'argent et les efforts que sa mise au point a demandés. Plusieurs représentants ont fait observer qu'afin de tenir la liste à jour, il y aurait intérêt à publier de temps à autre des suppléments ou des révisions.

95. La Commission a approuvé la « Liste multilingue des stupéfiants placés sous contrôle international » et a remercié tous ceux qui ont contribué à l'établir.

Rapport du Comité central permanent de l'opium et Etat dressé par l'Organe de contrôle des stupéfiants³³

96. Sir Harry Greenfield, président du Comité central permanent de l'opium, a présenté le rapport annuel du Comité au Conseil économique et social sur l'activité du Comité en 1957 (E/OB/13 et Add.)³⁴. Il a attiré l'attention sur le fait qu'il s'agit là du cinquième et dernier rapport du Comité dont le mandat vient à expiration. Celui-ci y a donc fait figurer non seulement un compte rendu de son activité en 1957,

mais aussi un jugement d'ensemble sur l'application des conventions et un exposé des tendances du mouvement licite des stupéfiants au cours des cinq années écoulées. Sir Harry Greenfield a signalé que 92 pour 100 des formulaires statistiques adressés par le Comité aux gouvernements pour les années 1955 et 1956 lui ont été retournés dûment remplis. Pour ce qui est des statistiques relatives aux matières premières, il a indiqué que si le système a assez bien fonctionné pour l'opium, la situation est beaucoup moins satisfaisante en ce qui concerne la feuille de coca et la plante de cannabis. Il a conclu en attirant l'attention sur la mesure dans laquelle une publicité bien conçue pourrait contribuer à rendre les travaux du Comité plus fructueux.

97. La Commission a accepté la proposition du représentant de l'Iran d'adresser une lettre à M. Herbert L. May, membre du Comité depuis sa constitution en 1928 et ancien président du Comité, afin de le remercier des services qu'il a rendus au cours des trente dernières années et de lui exprimer tous les vœux de la Commission.

98. La Commission a discuté la question du rapport entre la production et la consommation licites d'opium. D'une part, il a été signalé que les craintes de surproduction ne semblent pas fondées ; en effet, depuis 1956, la quantité produite a été de l'ordre de 775 tonnes, tandis que les chiffres, d'ailleurs incomplets, de l'utilisation et de l'exportation par les pays producteurs atteignaient 887 tonnes. D'autre part, on a appelé l'attention sur la page 12 du rapport du Comité où il est dit que les stocks d'opium, qui ont augmenté pendant la période quinquennale qui s'est terminée le 31 décembre 1956, suffiraient encore à assurer les besoins du monde pendant près de deux ans. De plus, les maigres récoltes des dernières années pourraient être suivies de bonnes récoltes au cours des prochaines années, ce qui augmenterait encore des stocks déjà nettement suffisants.

99. Plusieurs représentants ont posé des questions relatives aux parties du rapport qui présentent pour eux un intérêt particulier. Invité à préciser le sens de la phrase suivante qui figure à la page 7 : « En outre il existe des raisons de croire qu'une production illicite d'opium existe toujours dans un certain nombre de pays, probablement dans des régions éloignées où l'autorité du gouvernement se fait difficilement sentir », le Président du Comité a déclaré que le Comité avait eu dans l'esprit le Laos, le nord de la Thaïlande et certaines régions de l'Amérique du Sud.

100. Le Comité est convenu que tous les pays producteurs d'opium devraient déterminer et consigner, dans leurs statistiques relatives à ce stupéfiant, la teneur en eau de l'opium. La Commission a estimé que la teneur en morphine ou, à défaut, la teneur en eau devraient être indiquées dans les statistiques relatives à l'opium.

101. Commentant l'observation suivante : « En raison de certaines difficultés propres aux conditions mêmes de leur production, les matières premières stupéfiantes ne se prêtent pas facilement au contrôle par statistiques et, en ce qui les concerne, le système existant est encore

³³ Points 3, d, et 3, e, de l'ordre du jour (E/CN.7.SR.380, 384, 386 et 405).

³⁴ Publication des Nations Unies, n° de vente : 1957.XI.3 et 1957.XI.3.Additif.

loin d'être pleinement efficace » (p. 20), le président du Comité a déclaré que les statistiques des produits agricoles cultivés par des exploitants sur de vastes superficies, particulièrement en ce qui concerne le cocaïer et la plante de cannabis, sont en général moins sûres que les statistiques de la fabrication qui n'intéressent qu'un petit nombre de fabriques. Certains représentants ont estimé que les stupéfiants synthétiques soulèvent des problèmes d'une difficulté égale, sinon plus grande.

102. A la question de savoir si le stock de 683 kilogrammes de cocaïne brute dont disposait le Pérou à fin 1956 (voir p. 15) constituait un danger, le Président du Comité a répondu que ce stock était détenu par le gouvernement intéressé, et que, dans ces conditions, il ne semblait pas probable que la cocaïne fût écoulée sur le marché illicite. S'étant récemment entretenu avec des membres du Gouvernement péruvien, il a pu donner l'assurance à la Commission que ceux-ci sont pleinement conscients de la responsabilité qui leur incombe d'empêcher l'usage abusif des stupéfiants.

103. A propos de la consommation de diacétylmorphine, le représentant de l'Inde a tenu à corriger l'impression fautive, que pourrait donner un passage de la page 14, où il est dit que l'Inde est un « consommateur habituel » de ce produit. Or, l'utilisation de cette substance en thérapeutique est interdite, bien qu'elle soit administrée en quantité minime aux malades traités dans les hôpitaux publics. De beaucoup la plus grande partie du stock indien de diacétylmorphine a été convertie en morphine à la manufacture nationale de Gazipur, si bien qu'à l'heure actuelle le stock a été ramené à 4 kilogrammes.

104. Un certain scepticisme s'est fait jour quant à la possibilité pratique de donner suite à la suggestion du Comité (p. 9) selon laquelle il y aurait intérêt à déclarer les importations de stupéfiants dans les relevés relatifs aux trimestres durant lesquels ils ont pénétré sur le territoire national, plutôt qu'à ceux durant lesquels ils ont été dédouanés, cela afin de réduire le nombre des divergences entre les relevés des importations et ceux des exportations. Le Président a expliqué que le Comité s'est seulement proposé de signaler les longs retards constatés.

105. En réponse à une question sur le point de savoir si les statistiques des importations et des exportations des stupéfiants peu dangereux, tels que la codéine, présentent un intérêt suffisant pour en justifier l'établissement tous les trimestres, le Président du Comité a déclaré que les relevés trimestriels permettent au Comité de surveiller beaucoup plus étroitement le mouvement international de ces substances que si les chiffres ne sont présentés qu'une fois par an.

106. La Commission s'est préoccupée de la situation exposée comme suit dans le rapport du Comité : « Dans un certain nombre de cas, la découverte de nouveaux analgésiques a été suivie de déclarations publicitaires émanant des fabricants ou reproduites dans la presse, aux termes desquelles ces substances ne pouvaient provoquer aucune toxicomanie » (p. 19). Sur proposition du représentant de la France, le rapporteur a établi un projet de résolution (E/CN.7/L.181) aux

termes duquel la Commission recommande au Conseil économique et social d'inviter instamment les Etats à surveiller de près la publicité relative aux nouveaux stupéfiants et en particulier à s'assurer, dans la mesure du possible, que les affirmations d'innocuité sont fondées sur des essais cliniques complets et approfondis. La Commission a, à l'unanimité, recommandé au Conseil économique et social d'adopter ce projet de résolution ³⁵.

107. A propos de l'examen, par la Commission, des évaluations des besoins du monde en stupéfiants en 1958 (E/DSB/15), le représentant de l'Organe de contrôle a attiré l'attention sur le fait que l'année en cours marque le vingt-cinquième anniversaire de la constitution de cet organe. Il a opposé la quasi-unanimité avec laquelle les gouvernements soumettent désormais leurs évaluations aux nombreuses lacunes constatées à l'époque où l'Organe de contrôle avait dû dresser son premier état. Il a ajouté que la tâche de l'Organe de contrôle avait gagné progressivement en ampleur au cours des années écoulées du fait de l'apparition de nouveaux stupéfiants.

108. La représentante de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a protesté contre la publication d'évaluations relatives à la Chine continentale (p. 39), qui ont été présentées par un gouvernement que l'URSS n'a pas reconnu comme gouvernement légitime de la Chine et dont ne relèvent pas les régions auxquelles se rapportent les évaluations. Elle a estimé que cette façon d'agir était contraire au principe de l'universalité sur lequel se fondent l'activité de l'Organe de contrôle et le contrôle international des stupéfiants. Le représentant de la Chine a répondu que son gouvernement était reconnu par l'Organisation des Nations Unies comme le gouvernement légitime de la Chine et qu'il était donc seul habilité à présenter des évaluations à l'Organe de contrôle pour la Chine.

109. A propos de la demande de l'Organe de contrôle tendant à obtenir un complément d'information relatif aux évaluations de son pays sur la péthidine (p. 29), le représentant de la Yougoslavie a attiré l'attention sur le fait que la consommation par habitant de la Yougoslavie est bien inférieure à celle du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de nombreux autres pays. Le représentant de l'Organe de contrôle a précisé que les évaluations sont en général comparées aux chiffres de la consommation effective dans le pays intéressé et non aux chiffres relatifs à d'autres pays ; or, l'évaluation dont il s'agit s'élevait à plus du double du chiffre le plus récent de la consommation effective de la Yougoslavie. Lorsqu'il se trouve en présence d'une augmentation aussi brusque d'une évaluation, l'Organe de contrôle des stupéfiants estime utile d'être informé des raisons qui la motivent.

110. Le représentant de l'Inde a signalé que son pays a institué une nouvelle procédure pour établir et examiner les évaluations en matière de stupéfiants. Les évaluations afférentes aux licences individuelles parviennent à l'Administration des contributions indi-

³⁵ Voir annexe 1, projet de résolution I.

rectes de l'Etat intéressé en janvier de chaque année et elles sont transmises, pour examen, aux autorités de l'Etat chargées du contrôle des stupéfiants. Celles-ci examinent ces évaluations du double point de vue médical et sanitaire et établissent un relevé indiquant les besoins de l'Etat et le contingent de stupéfiants alloué à chaque titulaire de licence, relevé qui est transmis au Contrôleur des stupéfiants (Inde) avant la fin d'avril. Le Contrôleur vérifie les évaluations de chaque Etat et transmet les évaluations définitives intéressant les Etats respectifs au Commissaire aux stupéfiants de l'Inde, qui doit en être saisi avant la fin de juin. Le Commissaire aux stupéfiants dresse à son tour un relevé numérique global pour l'ensemble de l'Inde et le soumet au Comité central permanent de l'opium avant l'échéance réglementaire, c'est-à-dire le 1^{er} août. Les évaluations sont donc passées au crible et examinées aussi bien par l'Administration des contributions indirectes de l'Etat que par les experts médicaux.

111. La Commission a exprimé son regret d'apprendre que de nombreux pays ne se conforment pas pleinement au système des évaluations prescrit par la Convention de 1931 et qu'il est encore difficile dans certains cas d'obtenir des évaluations précises.

112. Sur proposition du représentant de la France, le rapporteur a établi un projet de résolution en vertu duquel la Commission recommande que le Conseil économique et social : 1) insiste à nouveau auprès de tous les Etats pour que, lorsqu'ils envoient leurs évaluations, ils indiquent la méthode employée pour les calculs ; 2) rappelle à tous les Etats parties à la Convention de 1931 qu'ils ont accepté de fournir les précisions que pourrait leur demander l'Organe de contrôle des stupéfiants ; 3) attire l'attention sur les fréquentes inexactitudes, relatives aux estimations de la consommation et des stocks, qui sont mentionnées à la section IV, 3 et 4, des « Evaluations des besoins du monde en stupéfiants en 1958 », établies par l'Organe de contrôle des stupéfiants. La Commission a recommandé à l'unanimité au Conseil d'adopter ce projet de résolution ³⁶.

113. La Commission a tenu à remercier les membres sortants du Comité et de l'Organe de contrôle des rapports et des exposés du plus haut intérêt qu'ils ont présentés à la Commission dans l'exercice de leurs fonctions.

Nomination d'un membre de l'Organe de contrôle des stupéfiants ³⁷

114. Aux termes de l'article 5, paragraphe 6, de la Convention de 1931, la Commission nomme un membre de l'Organe de contrôle.

115. Dans le document E/CN.7/349, le Secrétaire général a fait état de la résolution 667 H (XXIV), aux termes de laquelle le Conseil économique et social a fait sienne l'opinion selon laquelle il serait souhaitable

d'assurer, dans toute la mesure du possible, une étroite liaison entre le Comité et l'Organe de contrôle et une union dans la personne de leurs membres, et a invité l'OMS, la Commission des stupéfiants et le Comité, pour que soit atteint le but indiqué ci-dessus, à envisager de désigner comme membres de l'Organe de contrôle des personnes qui sont membres du Comité. Le Secrétaire général a précisé, d'autre part, que l'OMS avait nommé, à titre de membres de l'Organe de contrôle, deux personnes qui figurent également parmi les huit membres du Comité élus par le Conseil en 1957.

116. Un vote au scrutin secret a donné le résultat suivant :

Nombre de membres participant au scrutin	14
Nombre de bulletins déposés	14
Nombre de bulletins nuls ..	1
Nombre de bulletins valables	13
Majorité requise	8
Nombre de voix obtenues :	
M. Vaille (France)	8
M. May (Etats-Unis d'Amérique)	5

117. Ayant obtenu la majorité requise, M. Vaille (France) est élu par la Commission pour siéger à l'Organe de contrôle.

Question de la prorogation du mandat du membre de l'Organe de contrôle des stupéfiants nommé par la Commission ³⁸

118. Par le document E/CN.7/337, le Secrétaire général a attiré l'attention de la Commission sur une communication dans laquelle l'Organe de contrôle soulignait l'intérêt qu'il y aurait à faire en sorte que les nouveaux membres entrent en fonction la veille de la première session de l'Organe de contrôle en 1958. La Commission a accepté cette proposition et a prorogé jusqu'au 31 mai 1958 le mandat de M. C. H. L. Sharman, qu'elle avait nommé pour siéger à l'Organe de contrôle.

Rapport du Comité d'experts des drogues engendrant la toxicomanie de l'Organisation mondiale de la santé ³⁹

119. Le représentant de l'OMS a présenté le huitième rapport du Comité d'experts des drogues engendrant la toxicomanie, de l'OMS (E/CN.7/340), qui s'est réuni à Genève du 14 au 19 octobre 1957. Il a passé en revue quelques-uns des points principaux qui figurent dans le rapport, tels que la publicité excessive donnée aux nouveaux stupéfiants, la valeur de la nalorphine pour le diagnostic de la toxicomanie, la décision du Comité d'experts de ne pas accéder aux demandes d'exemption du contrôle international présentées par la Suède en ce qui concerne l'isomère dextrogyre de la méthadone, par l'Italie en ce qui concerne la préparation « Ticarda » (qui contient de la norméthadone) et par les Etats-Unis en ce qui concerne la propoxyphène.

³⁶ Voir annexe I, projet de résolution III.

³⁷ Point 3, f, de l'ordre du jour (E/CN.7/SR.381, 406).

³⁸ Point 3, g, de l'ordre du jour (E/CN.7/SR.381).

³⁹ E/CN.7/SR.377, 384 et 409.

120. La Commission est d'avis que plusieurs des nouveaux stupéfiants ont fait l'objet d'une trop grande publicité et que l'on n'a pas suffisamment insisté sur les risques qu'ils comportent, en particulier le risque d'engendrer la toxicomanie au cours du traitement thérapeutique; la dextromoramide a été citée comme un exemple récent. La nalorphine, utile pour diagnostiquer la toxicomanie, doit, nonobstant, être utilisée avec une grande prudence. Pour ce qui est de la d-méthadone, du « Ticarda » et du propoxyphène, le Comité d'experts a estimé qu'il n'est pas encore prouvé qu'ils ne soient pas toxicomanogènes.

121. Complétant les renseignements contenus dans le rapport du Comité d'experts au sujet des médicaments « tranquillisants », le représentant de l'OMS a déclaré que ces médicaments provoquent une dépendance psychique qui peut avoir des effets nuisibles et que, s'ils sont utilisés de façon excessive pendant une longue période, ils peuvent même provoquer une toxicomanie.

122. Il a également mentionné les expériences faites sur des animaux pour évaluer les propriétés toxicomanogènes et a signalé qu'une méthode a été mise au point pour évaluer, par des essais sur des singes, les effets toxicomanogènes des nouveaux stupéfiants.

123. Le représentant de l'OMS a attiré l'attention sur la suggestion visant à établir un centre d'information sur la toxicomanie. Celui-ci pourrait rendre service aux chercheurs qui s'intéressent aux différents problèmes médicaux de la toxicomanie.

124. La Commission s'est vivement intéressée au rapport de l'OMS et à l'exposé du représentant de cette organisation. Sauf en ce qui concerne la lévomoramide, dont il sera question dans la section ci-après, les points qui ont été discutés par la Commission à l'occasion de son examen du rapport du Comité d'experts sont traités dans les paragraphes suivants.

125. La Commission a été d'accord avec le Comité d'experts pour estimer que toute publicité en faveur des nouveaux stupéfiants qui ne fait pas mention des risques inhérents à leur emploi et, en particulier, de leur aptitude à engendrer la toxicomanie, est dangereuse. Une des opinions exprimées a été que la seule solution serait d'interdire toute publicité. Dans le même ordre d'idées, il a été fait mention des dispositions du nouveau code sanitaire du Mexique qui interdisent de faire de la publicité autour de certains médicaments et de mentionner leurs propriétés thérapeutiques et leurs modalités d'emploi, afin d'éviter une auto-médication qui présente de grands dangers pour la santé publique. Dans le Royaume-Uni, certaines limites ont été établies, après consultation des fabricants de médicaments, en ce qui concerne la publicité relative aux stupéfiants; les annonces concernant les médicaments qui exigent une ordonnance ne sont plus autorisées, désormais, que dans les publications médicales⁴⁰.

⁴⁰ Cette question a déjà été mentionnée (voir au paragraphe 106 le texte du projet de résolution présenté, pour adoption, au Conseil économique et social.

126. Pour ce qui est de la nalorphine, la Commission a reconnu qu'il serait souhaitable à la fois de mettre au point un analgésique puissant qui ne soit pas toxicomanogène et d'étudier la possibilité de faciliter le diagnostic de la toxicomanie par l'emploi d'une substance antagoniste de la morphine et des autres drogues toxicomanogènes. On a insisté sur la valeur qu'une telle substance pourrait avoir pour déceler les cas de rechute chez d'anciens toxicomanes.

127. Pour ce qui est des médicaments « tranquillisants » et des barbituriques, il a été fait mention de la consommation élevée de tranquillisants dans certains pays et de la nécessité, pour l'OMS, de suivre la situation de près. La Commission a été avisée des mesures prises dans la province égyptienne de la République arabe unie pour avertir le public du danger de ces drogues et pour en réglementer la vente (elles ne peuvent être obtenues que sur ordonnance médicale). Les étiquettes apposées sur les conditionnements doivent indiquer la nature de la drogue et les dangers qu'entraîne son utilisation répétée et abondante. La vente des barbituriques est également soumise à contrôle, et sujette à ordonnance médicale. Les pharmaciens doivent tenir un registre des entrées et des sorties de ces produits et conserver les ordonnances, qui peuvent être contrôlées par un inspecteur. Il a également été fait mention des mesures strictes de contrôle auxquelles les barbituriques sont soumis dans l'URSS et en Yougoslavie. Le représentant de l'OMS a, lui aussi, jugé que les « tranquillisants » et les barbituriques ne doivent être vendus que sur ordonnance médicale.

128. La Commission a également manifesté de l'intérêt pour les expériences faites aux Etats-Unis sur des animaux en vue d'évaluer les propriétés toxicomanogènes des drogues. On a souligné la valeur de ces expériences comme méthode de sélection préliminaire, et les résultats obtenus ont été considérés comme encourageants. Il est apparu qu'il serait utile de comparer les effets de certains médicaments sur le singe et sur l'homme. Il a été également suggéré que les experts qui ont travaillé dans ce domaine publient des articles sur le résultat de leurs travaux dans le *Bulletin des stupéfiants*.

129. L'espoir a été exprimé de voir bientôt établir un centre d'information sur la toxicomanie qui recueillerait toutes les données pertinentes concernant les cas de toxicomanie dus à l'emploi thérapeutique des stupéfiants. On a mentionné la valeur particulière de l'étude sur la toxicomanie par emploi de péthidine aux Etats-Unis, qui est annexée au cinquième rapport du Comité d'experts de l'OMS⁴¹. Le représentant de l'OMS a déclaré que son organisation étudiera la possibilité de provoquer d'autres études de ce genre.

130. La Commission a également discuté la question d'une révision de la liste des préparations exemptées, dont le Comité d'experts a souligné l'intérêt. L'opinion a été exprimée que, si désirable que cela soit en théorie, il sera en pratique difficile de reviser la liste sur le plan national, et plus difficile encore sur le plan international. A cet égard, il faut

⁴¹ OMS. *Série de rapports techniques*, 1955, n° 95.

relever l'observation selon laquelle, dans la plupart des pays, les médecins peuvent librement prescrire toutes les préparations qu'ils veulent, même si elles ne figurent plus dans les pharmacopées et que, de plus, des préparations désuètes entrent dans la composition de certaines spécialités modernes. Le représentant de l'OMS a toutefois fait observer que, bien que les nouveaux produits soient soumis à un examen très rigoureux, diverses préparations désuètes, dont quelques-unes constituent peut-être un danger pour la santé publique, figurent encore sur la liste. Il conviendrait donc de faire un effort pour améliorer cette situation.

131. La discussion a ensuite porté sur le point suivant : le propoxyphène doit-il ou non être soumis au contrôle international ? L'OMS a, en 1956, placé cette drogue sous le contrôle prévu par les stupéfiants du groupe II de l'article premier, paragraphe 2, de la Convention de 1931. Le représentant des Etats-Unis a dit que le groupe II a été réservé aux stupéfiants qui, en 1931, n'étaient pas considérés comme toxicomanogènes, tels que la codéine et la dionine, mais qui pouvaient être transformés en substances toxicomanogènes. La possibilité de transformer le propoxyphène n'a jamais été prouvée et les Etats-Unis, qui n'ont pas encore placé ce stupéfiant sous contrôle national, restent en contact à ce sujet avec l'OMS.

132. Le représentant des Etats-Unis a reconnu que, selon certaines constatations récentes, le propoxyphène a, en effet, quelques propriétés toxicomanogènes, mais celles-ci sont sensiblement moins fortes que celles de la codéine. L'opinion a été exprimée que si le propoxyphène n'est pas, en pratique, toxicomanogène, il pourrait utilement remplacer les stupéfiants dans le traitement de la toux.

133. La Commission a rendu hommage à la contribution importante de l'OMS et, en particulier, son Comité d'experts des drogues engendrant la toxicomanie continuent d'apporter dans le domaine du contrôle international des stupéfiants.

Décision de placer la lévomoramide sous contrôle international provisoire ⁴³

134. Le représentant de l'OMS a expliqué que, bien que seul l'isomère dextrogyre de ce stupéfiant ait fait l'objet d'une notification formelle en vertu du Protocole de 1948, le Comité d'experts des drogues engendrant la toxicomanie a conclu que, sauf preuve du contraire, l'isomère lévogyre devrait aussi être considéré comme toxicomanogène. Le Comité d'experts a donc recommandé — il ne saurait en effet, en l'absence d'une notification, prendre de mesure obligatoire — qu'il soit placé sous contrôle.

135. En vertu de l'article premier du Protocole de 1948, le Gouvernement français a adressé au Secrétaire général une notification relative à la lévomoramide. Le Secrétaire général a communiqué cette notification aux gouvernements le 5 mai 1958.

136. Le représentant de la France a proposé que la Commission place la lévomoramide sous contrôle international provisoire, en attendant la décision de l'OMS à ce sujet, conformément à l'article 2 du Protocole de 1948.

137. A sa 392^e séance, tenue le 12 mai 1958, la Commission a adopté à l'unanimité la proposition française et a placé la lévomoramide sous contrôle international provisoire, de sorte que les mesures applicables aux drogues spécifiées au groupe I de l'article premier, paragraphe 2, de la Convention de 1931, s'appliquent provisoirement à la lévomoramide.

Contrôle de la norméthadone ⁴⁴

138. La norméthadone, qui est un des nouveaux stupéfiants synthétiques, a été placée sous contrôle international en 1954. En étudiant le rapport du Comité (E/OB/13), la Commission a été frappée par la phrase suivante : « Les chiffres de la consommation [de norméthadone] sont incomplets car la République fédérale d'Allemagne, qui doit être le plus gros consommateur de cette drogue, ne l'a pas soumise au contrôle national applicable aux stupéfiants et n'a déclaré jusqu'ici que sa production de 1956 » (p. 16). En 1956, 1.571 kilogrammes de norméthadone ont été fabriqués dans la République fédérale d'Allemagne.

139. On a fait observer qu'il y avait là une lacune dangereuse dans le contrôle international des stupéfiants. En particulier, la norméthadone a été importée en Yougoslavie sans la garantie que constitue le régime des certificats d'importation et des autorisations d'exportation, et les autorités yougoslaves n'ont été mises au courant de ces faits que tardivement, grâce aux renseignements fournis par le Comité. On estime généralement que lorsqu'un pays, et surtout un pays fabricant, ne contrôle pas un stupéfiant, l'efficacité du contrôle est compromise partout ailleurs.

140. L'Observateur de la République fédérale d'Allemagne a répondu que son gouvernement avait la preuve que la norméthadone n'était pas aussi dangereuse que la morphine et que la préparation « Ticarda », après 10 ans d'utilisation en médecine, ne provoquait pas la toxicomanie ⁴⁴. En conséquence, il a contesté la conclusion formulée par l'OMS dans son Etude sur les activités, les effets secondaires et les propriétés toxicomanogènes des stupéfiants synthétiques (E/CN.7/325), selon laquelle la dose de norméthadone qui entretient la toxicomanie est la même que pour la morphine et que, par conséquent, ce stupéfiant doit être considéré comme aussi dangereux. En ce qui concerne la question du commerce international, il a fait observer que rien n'empêche les pays d'obliger les importateurs à obtenir des certificats d'importation. De plus, des arrangements ont été conclus avec le fabricant allemand pour obtenir des statistiques sur l'exportation de la norméthadone, en vue de les transmettre au Comité.

⁴³ E/CN.7/SR.380, 389 et 410.

⁴⁴ Le Comité d'experts des drogues engendrant la toxicomanie de l'OMS a rejeté une demande du Gouvernement italien tendant à ce que la « Ticarda » soit exemptée du contrôle international sur les stupéfiants (voir par. 119 ci-dessus).

⁴² Point 3, i, de l'ordre du jour (E/CN.7/SR.375, 377, 384 et 409).

141. A la demande du représentant de la France, et sur la base d'une décision formelle de la Commission, le rapporteur a établi un projet de résolution que la Commission proposera au Conseil économique et social d'adopter et aux termes duquel le Conseil attirerait l'attention de la République fédérale d'Allemagne sur l'intérêt qu'il y aurait à placer la norméthadone sous contrôle national, en attendant que la République fédérale ait adhéré au Protocole de 1948, et prierait instamment tous les pays qui ne l'ont pas encore fait de placer la norméthadone sous contrôle national (E/CN.7/L.182).

142. Le représentant du Royaume-Uni a estimé que la Commission atteindrait mieux son objectif au moyen d'une résolution de caractère général plutôt qu'en s'adressant expressément à un seul pays. Il a proposé une série d'amendements (E/CN.7/L.188) : toute mention de la République fédérale d'Allemagne serait supprimée et la deuxième partie du dispositif serait rédigée de la manière suivante : « Prie instamment tous les pays qui ne l'ont pas encore fait, et en particulier les pays qui fabriquent et exportent la norméthadone, de placer ce stupéfiant sous contrôle national ». L'opinion du représentant du Royaume-Uni ayant recueilli l'assentiment général, les amendements proposés ont été adoptés.

143. Il a été également proposé que la résolution soit au nom de la Commission plutôt qu'au nom du Conseil, mais la Commission a estimé que cette modification en affaiblirait la portée. La proposition a donc été retirée.

144. La Commission a décidé à l'unanimité de soumettre le projet de résolution amendé à l'adoption du Conseil ⁴⁵.

145. L'observateur de la République fédérale d'Allemagne a donné à la Commission l'assurance qu'un projet de loi tendant à l'adhésion de la République fédérale au Protocole de 1948 avait été déposé au Parlement et, bien que son adoption ait été retardée par l'urgence d'autres mesures, la décision sera sans doute prise très prochainement. Presque tous les stupéfiants synthétiques sont déjà placés sous contrôle dans la République fédérale.

Contrôle de la nicophine (Vilan) ⁴⁶

146. Le représentant de l'Autriche a annoncé à la Commission que ce nouveau dérivé de la morphine avait donné d'excellents résultats dans les hôpitaux et les cliniques. Le stupéfiant est vendu sous forme de préparations, sous le nom commercial de Vilan, et il a été suggéré de lui donner pour dénomination commune internationale celle de « nicophine ». Ses inventeurs ont préparé par voie de synthèse le monochlorhydrate de dinicotylmorphine par estérification de la morphine par l'acide nicotinique. Le composé est soluble dans l'eau, et une solution aqueuse à 1 pour 100 peut être facilement stérilisée et est stable.

147. Des expériences pratiquées sur la souris ont montré que l'effet analgésique du produit est excellent, que son attaque est plus rapide et sa durée d'action

plus longue que celles de la morphine ; après administration de la drogue pendant 14 jours, l'effet analgésique n'avait pas diminué.

148. Les rapports reçus jusqu'ici des cliniques et des hôpitaux montrent que la nicophine est efficace dans le traitement des douleurs aiguës et chroniques et que son effet reste constant pendant une période d'administration prolongée, aucune augmentation de la dose n'étant nécessaire. On n'a constaté aucune irritation locale désagréable et les réactions secondaires telles que nausées, vomissements, etc., sont pratiquement inexistantes. Même après une administration prolongée, aucune euphorie n'a été constatée et l'on n'a pas enregistré non plus de symptôme d'abstinence. C'est seulement lorsqu'elle aura fait l'objet d'une utilisation médicale plus étendue et plus prolongée que l'on saura si la nicophine a ou non des propriétés toxicomanogènes.

149. La Commission a noté que la nicophine tombe sous le coup des mesures de contrôle prévues pour les substances énumérées à l'article premier, paragraphe 1, groupe I, de la Convention de 1931. Le Gouvernement autrichien a notifié la fabrication de ce produit au Secrétaire général. Le représentant de l'Autriche a déclaré que les mesures normales de contrôle des stupéfiants étaient actuellement appliquées à la nicophine en Autriche et que des renseignements détaillés sur ses propriétés chimiques et pharmacologiques ainsi que sur les expériences cliniques seraient réunis et adressés au Secrétaire général.

150. La Commission aimerait vivement savoir si la nicophine a des propriétés toxicomanogènes ou non et elle a exprimé l'espoir que les expériences nécessaires à cet effet seraient effectuées au United States Public Health Hospital de Lexington, Kentucky (E.-U.).

Union postale universelle ⁴⁷

151. La Commission a noté avec satisfaction que le Congrès postal universel, qui s'est réuni à Ottawa d'août à octobre 1957, a adopté des amendements à l'article 108 des Règlements d'exécution de l'UPU, ainsi que la Commission l'avait suggéré. La liste des objets interdits publiée par le Bureau international de l'UPU comprendra donc désormais « les stupéfiants tombant sous le coup des traités multilatéraux sur les stupéfiants ».

Transport de stupéfiants dans les trousseaux de premiers secours des aéronefs effectuant des vols internationaux ⁴⁸

152. A la demande du Secrétaire général de l'OACI ⁴⁹, cette question a été inscrite à l'ordre du jour de la reprise de la vingt-quatrième session du Conseil économique et social, et le Conseil l'a renvoyée, pour examen et rapport, à la Commission des stupéfiants ⁵⁰.

⁴⁷ E/CN.7/SR.375 et 410.

⁴⁸ Point 3, h, de l'ordre du jour (E/CN.7/SR.377, 378, 384, 392, 397, 407 et 412).

⁴⁹ E/3054, p. 1 et 2.

⁵⁰ Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la vingt-quatrième session, Supplément n° 1A (E/3048/Add.1), p. 1.

⁴⁵ Voir annexe I, projet de résolution II.

⁴⁶ E/CN.7/SR.400 et 412.

153. La situation se présente actuellement comme suit : conformément aux dispositions pertinentes de la Convention relative à l'aviation civile internationale, signée à Chicago, le 7 décembre 1944, le Conseil de l'OACI a recommandé que tous les aéronefs effectuant des vols, quels qu'ils soient, soient dotés de trousse de premiers secours comprenant notamment un stupéfiant (annexe 6, 6.2 de la Convention). Il reste à examiner dans quelle mesure les dispositions de la Convention de 1925 qui régissent le commerce international des stupéfiants répondent à cette situation.

154. C'est en raison des difficultés d'ordre juridique suscitées par le transport de stupéfiants à bord des aéronefs — difficultés qui ont été signalées à l'Organisation par l'un de ses membres (la France)⁵¹ — que la question a retenu l'attention du Conseil et de la Commission de navigation aérienne de l'OACI. Par la suite, le Conseil de l'OACI a décidé d'inviter l'OMS et l'Organisation des Nations Unies à étudier les aspects juridiques et médicaux du problème⁵².

155. Lors de l'examen de cette question, la Commission était saisie d'un document de base (E/CN.7/344) qui reproduit les dispositions des traités régissant le transport des stupéfiants dans les trousse de premiers secours des aéronefs, les observations des gouvernements parvenues à l'OACI relativement aux divers aspects de ce problème, et une liste des questions que la Commission pourrait juger utile d'examiner à propos de la demande de l'OACI.

156. Le représentant de l'OACI a précisé que, de l'avis du Secrétaire général de cette organisation, l'examen du projet de Convention unique sur les stupéfiants auquel procède actuellement la Commission offre une occasion favorable de soulever cette question. Si la Commission estime, avec l'OACI, qu'il y aurait lieu d'insérer dans cette convention une disposition prévoyant le transport de stupéfiants dans les trousse de premiers secours des aéronefs, un comité d'experts pourrait, selon le représentant de l'OACI, en élaborer les détails.

157. Il s'agit là d'une question très complexe ; la Commission l'a examinée aussi bien du point de vue médical et juridique que sous l'aspect du contrôle. Elle a noté que la plupart des gouvernements s'étaient prononcés en faveur du transport des stupéfiants en tant que partie intégrante du matériel de premiers secours à bord des aéronefs, mais que ce point soulevait d'autres questions médicales sur lesquelles il y aurait intérêt à prendre l'avis de l'OMS. C'est ainsi qu'il convient de se prononcer sur la nature des stupéfiants nécessaires et sur les quantités à transporter, et de déterminer dans quelles conditions, et par les soins de quelle personne, il conviendrait de les administrer aux passagers. Certaines de ces questions médicales sont étroitement liées aux recommandations qu'il y aura lieu de présenter relativement aux mesures de contrôle et de précaution applicables à ces stupéfiants.

158. Le représentant de l'OMS a exprimé l'espoir qu'il serait possible d'obtenir, en temps utile pour la

quatorzième session de la Commission, les avis médicaux sollicités ; toutefois, s'il fallait consulter des experts, le délai nécessaire pourrait être plus long. En réponse à cette observation, on a souligné l'urgence de la question et tous les Etats ont été instamment invités à fournir les renseignements les plus complets dont ils disposent pour aider l'OMS dans sa tâche.

159. De nombreux représentants ont estimé qu'il serait nécessaire de prendre des mesures applicables pendant la période qui s'écoulerait avant la mise en vigueur de la Convention unique. Vu les dispositions de la Convention de 1925 régissant le commerce international, on a exprimé des doutes quant au caractère licite du transport de stupéfiants dans les trousse de premiers secours des aéronefs, et on a estimé que, faute de mesures convenables de sécurité, on courrait le risque de voir dérober ou détourner de leur usage légitime les trousse de premiers secours des aéronefs. Certains représentants ont estimé que le Conseil pourrait recommander aux gouvernements de prendre des mesures immédiates pour parer à cette carence et que, entre-temps, les quatre organisations internationales principalement intéressées — à savoir : l'OACI, l'OIPC, l'OMS et l'Organisation des Nations Unies — pourraient poursuivre leurs échanges de vues sur un projet de règlement permettant de résoudre cette question. D'autres représentants ont été d'avis qu'il n'y avait pas lieu de prendre des mesures immédiates et qu'il conviendrait d'obtenir au préalable un complément d'information.

160. Par 5 voix contre une, avec 7 abstentions, la Commission a décidé de constituer un groupe de travail qui a été chargé de proposer les mesures d'attente nécessaires pour réglementer le transport de stupéfiants dans les trousse de premiers secours des aéronefs. Les représentants de l'Iran, de la République arabe unie et du Royaume-Uni, ainsi que les représentants de l'OACI, de l'OMS, de l'OIPC et du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, ont été désignés pour siéger à ce groupe de travail.

161. Sous la présidence de M. Green (Royaume-Uni), le groupe de travail a tenu deux séances, les 5 et 6 mai 1958. Il a établi et soumis à la Commission un projet de résolution (E/CN.7/L.184), aux termes duquel le Conseil recommanderait aux gouvernements de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'utilisation abusive et le détournement à des fins illicites des stupéfiants transportés dans les trousse de premiers secours des aéronefs effectuant des vols internationaux, en particulier en prenant des dispositions : i) pour que ces stupéfiants soient conservés dans des récipients sous scellés ou sous clé auxquels n'auront accès que les personnes dûment autorisées ; ii) pour qu'un état des fournitures, de l'utilisation et des stocks de stupéfiants soit tenu à jour par les compagnies aériennes intéressées ; iii) pour que cet état et ces stocks soient régulièrement contrôlés.

162. En présentant ce projet de résolution, le président du groupe de travail a précisé qu'en raison des nombreux problèmes qui restaient à résoudre, le texte avait été rédigé en termes généraux. Il avait principalement pour objet d'attirer l'attention des gouvernements sur la question et de suggérer certaines précautions

⁵¹ Le texte des observations présentées par la France figure dans le document E/CN.7/344, annexe 5, append. A.

⁵² 52 E/3054 et annexe ; E/CN.7/344, annexe 6, p. 1.

élémentaires qui pourraient être prises afin de prévenir tout abus.

163. Toutefois, l'avis a été exprimé que cette résolution serait prématurée, car il convient d'établir au préalable s'il est vraiment indispensable de transporter des stupéfiants à bord des aéronefs ; d'autre part, il importe d'obtenir l'avis d'experts sur des questions connexes, telles que les titres des personnes qui seraient appelées à administrer les stupéfiants et les précautions à prendre pour empêcher leur détournement.

164. Par 11 voix contre une, avec une abstention, la Commission a décidé de recommander au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution ⁵³.

165. Pour ce qui est de l'établissement de règles destinées à régir le transport des stupéfiants dans les aéronefs effectuant des vols internationaux, la Commission a décidé par 12 voix contre zéro, avec une abstention, que cette tâche devait être confiée à l'OMS et menée à bien en collaboration avec l'OACI et le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, et en consultation avec l'OIPC. Le Rapporteur a été prié de rédiger, au nom du Conseil économique et social, une recommandation qui préciserait les points particuliers que ces organisations seraient invitées à examiner. Le représentant de l'OMS a fait observer que cette organisation était toute disposée à donner un avis médical, mais qu'elle ne pourrait assumer aucune responsabilité quant à l'élaboration même des dispositions.

166. Conformément à la décision de la Commission, le rapporteur a établi et présenté un texte dont le dispositif comprend cinq clauses (E/CN.7/L.204) ; ce texte a été accepté et ajouté au projet de résolution approuvé par la Commission (voir par. 164 ci-dessus). Aux termes de ce dispositif, le Conseil : i) inviterait l'OMS à étudier la question sous ses aspects médicaux et à faire rapport au Secrétaire général aussitôt qu'il lui sera possible ; ii) prierait le Secrétaire général de demander l'avis de l'OIPC sur les précautions qu'il y aurait lieu de prendre pour empêcher le détournement de ces stupéfiants à des fins illicites ; iii) prierait le Secrétaire général d'établir, compte tenu du rapport qu'il aura reçu de l'OMS et en consultation avec le Secrétariat de l'OACI et celui de l'OMS, un projet de règlement ; iv) inviterait la Commission des stupéfiants à examiner ledit projet de règlement et à donner au Conseil un avis sur le point de savoir s'il y aurait lieu de recommander aux gouvernements d'appliquer ce règlement sous réserve des modifications que la Commission pourra juger utile d'y apporter ; v) prierait le Secrétaire général de soumettre à la Commission, pour sa quatorzième session, un avis juridique sur le transport de stupéfiants dans les trousseaux de premiers secours des aéronefs effectuant des vols internationaux, compte tenu des dispositions du chapitre V de la Convention internationale de l'opium de 1925.

167. La Commission a également été d'avis de faire figurer, dans le projet de Convention unique, des dispositions relatives au contrôle du transport de stupéfiants

à bord des aéronefs aux fins de premiers secours ; cependant, plusieurs représentants ont estimé qu'il y aurait intérêt à prendre le temps de la réflexion pour déterminer exactement la nature de ces dispositions. La question de savoir si elles devraient avoir un caractère détaillé ou général et s'il y aurait lieu de les établir immédiatement ou ultérieurement, a donné lieu à certaines divergences de vues. D'aucuns ont estimé que ces dispositions risqueraient de rendre la Convention moins acceptable pour certains Etats. D'autres ont suggéré que le champ d'application de toute disposition en la matière devrait être élargi de manière à s'étendre aux navires et aux trains, à l'égard desquels se posent des problèmes analogues.

168. Par 11 voix contre une, avec 2 abstentions, la Commission a décidé de faire figurer dans la Convention unique une clause relative au transport des stupéfiants dans les trousseaux de premiers secours des aéronefs, des navires et des trains effectuant des parcours internationaux. Les représentants qui se sont abstenus ou qui ont voté contre ont déclaré n'être pas opposés en principe à cette mesure, mais ont estimé que l'initiative de la Commission était prématurée.

169. Par 12 voix contre zéro, avec 2 abstentions, la Commission a décidé ensuite de demander au Secrétariat de rédiger, aux fins d'insertion dans la Convention unique, un projet de dispositions qui pourrait faire l'objet, de la part des organisations internationales intéressées, d'un examen et d'une appréciation critique.

170. Conformément à ces instructions, le Secrétariat a établi, aux fins d'insertion dans la Convention unique, un projet de dispositions (E/CN.7/L.189) concernant le transport des stupéfiants non seulement dans les aéronefs mais aussi dans les navires et les trains effectuant des parcours internationaux.

171. La Commission a décidé d'accepter ce projet sans changement, tout en précisant qu'il s'agissait d'un avant-projet qui pourrait donner lieu à révision après que l'OMS et les autres organisations intéressées auraient fait connaître leur avis. Ce projet figurera donc entre crochets dans le texte final du projet de Convention unique ⁵⁴.

172. A la demande du représentant des Etats-Unis, le texte de la Convention a été assorti d'une note en bas de page précisant qu'à son avis l'insertion de cet article était prématurée ⁵⁵.

Rapports du Bureau permanent de la Ligue des Etats arabes pour le contrôle des stupéfiants ⁵⁶

173. Au cours des réunions du Comité du trafic illicite, la question s'est posée de savoir si les rapports du Bureau permanent de la Ligue des Etats arabes (LEA) pour le contrôle des stupéfiants reposaient sur des renseignements communiqués officiellement par les pays intéressés. Depuis de nombreuses années, le Bureau

⁵³ Voir annexe I, projet de résolution IV.

⁵⁴ Art. 43 bis (voir annexe V).

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ E/CN.7/SR.375, 376, 378, 381 et 411.

soumet au Secrétariat un rapport annuel sur la culture illicite des plantes contenant des stupéfiants, sur le trafic illicite des stupéfiants et sur les mesures prises dans un grand nombre d'Etats du Moyen-Orient pour lutter contre ces activités. Avec l'approbation de la Commission, le Secrétariat communique ces rapports aux membres de la Commission et aux autres gouvernements qui sont mentionnés dans les rapports.

174. Un résumé des débats qui ont eu lieu au Comité du trafic illicite figure au chapitre III, paragraphes 188 et 244 à 247.

175. Cette question a été de nouveau soulevée lorsque la Commission s'est réunie en séances plénières. Le représentant de la Turquie a fait observer que, tout en n'étant pas membre de la LEA, la Turquie n'avait pas refusé, deux ans auparavant, de coopérer avec le Bureau permanent de la Ligue pour le contrôle des stupéfiants. Toutefois, la Turquie ne peut accepter les procédures actuelles par lesquelles des renseignements relatifs à son sujet sont obtenus auprès de sources que l'on qualifie d'« autorisées » et qui, en fait, n'ont pas de caractère officiel ; le rapport de la LEA contient des renseignements sur la Turquie dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils sont inexacts. Les pays qui ne sont pas membres de la LEA devraient avoir la faculté de vérifier l'exactitude de tous les rapports qui les concernent directement.

176. L'observateur du Liban a déclaré que les visites faites par l'observateur de la LEA à son pays avaient eu un caractère privé et que les consultations qu'il y avait eues par la suite n'avaient pas été officielles. En conséquence, il n'avait aucunement le droit de soumettre un rapport sur le Liban. En outre, le rapport de la LEA était en contradiction, à certains endroits, avec le rapport annuel officiel établi par son gouvernement.

177. L'observateur du Liban a souligné qu'il ne pouvait pas y avoir d'objection à ce que l'observateur de la LEA participe aux travaux de la Commission. Dans le passé, lorsqu'un grand nombre de pays n'avaient pas fourni de renseignements officiels et n'étaient pas représentés aux séances de la Commission, les renseignements recueillis par le Bureau permanent pour le contrôle des stupéfiants avaient peut-être une certaine utilité ; la situation est aujourd'hui tout à fait différente et l'observateur a invité instamment la Commission à modifier sa procédure en conséquence.

178. L'observateur de la LEA a rappelé qu'on lui avait confié la direction des travaux du Bureau permanent de la ligue pour le contrôle des stupéfiants et qu'il avait été chargé de soumettre au Conseil suprême de la Ligue des rapports sur le contrôle des stupéfiants dans des Etats membres. Le texte de ces rapports est transmis à tous les membres de la Ligue.

179. En ce qui concerne les remarques de l'observateur du Liban, l'observateur de la LEA n'ignore pas que le Ministère des affaires étrangères du Liban a contesté l'un de ses rapports et, comme le Liban est membre de la Ligue, il propose que le Bureau et le ministère en question poursuivent leur échange de correspondance à ce sujet. Il a reconnu qu'à l'avenir les rapports du Bureau ne devraient contenir de ren-

seignements que sur les Etats membres de la LEA et il s'est engagé à entrer directement en rapport avec les autres Etats au sujet desquels il aurait reçu des renseignements.

180. Le représentant du Secrétaire général a rappelé que la Commission avait pris l'initiative⁵⁷ d'inviter un observateur de la LEA à assister à ses futures sessions, ainsi que l'Assemblée générale et le Conseil économique et social l'avaient fait en ce qui concerne leurs sessions respectives. Le Bureau permanent pour le contrôle des stupéfiants a adressé des rapports au Secrétariat et la pratique a été établie et acceptée de donner à ces rapports la distribution limitée dont il est fait état au paragraphe 173 ci-dessus. Si la Commission désire modifier cette procédure, il convient de donner au Secrétariat des directives appropriées.

181. Afin d'examiner cette question de plus près, la Commission a créé un Comité composé des représentants de l'Autriche, du Canada, de la France, de la République arabe unie et de la Turquie, ainsi que des observateurs du Liban et de la LEA. M. Özkol (Turquie) a été désigné comme président de ce comité, qui s'est réuni le 30 avril 1958.

182. Le Président a informé la Commission que le Comité était parvenu à un accord complet. Le Bureau permanent de la LEA pour le contrôle des stupéfiants continuera à adresser son rapport à la Commission, mais sans mentionner les Etats non membres de la Ligue. Chaque fois qu'il possédera des renseignements au sujet de ces Etats, il devra les transmettre aux autorités nationales compétentes ; en ce qui concerne la Turquie, des mesures ont été prises à cet effet. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux Etats membres de la LEA, le Comité a noté que la procédure à suivre ne relevait pas de sa compétence mais de celle de la LEA ; il s'est toutefois permis de recommander que les renseignements soumis soient préalablement approuvés par les gouvernements intéressés.

183. Le Comité a proposé à l'unanimité l'adoption par la Commission d'un projet de résolution sur cette question (E/CN.7/L.176). Aux termes de cette résolution, la Commission : i) recommanderait au Conseil économique et social d'inviter le Bureau permanent de la LEA pour le contrôle des stupéfiants à se faire représenter aux sessions annuelles de la Commission des stupéfiants ; ii) recommanderait que tous les faits rapportés à la Commission soient basés sur des éléments concrets ; iii) recommanderait que les observations visant tel ou tel pays de la LEA soient approuvées au préalable par le gouvernement mis en cause si ce dernier en fait la demande ; iv) insisterait sur l'intérêt de la documentation visant à coordonner les efforts des différents Etats dans leur lutte contre la toxicomanie.

184. La Commission a décidé que l'invitation au Bureau permanent pour le contrôle des stupéfiants devrait être adressée en son propre nom et, sous réserve de cet amendement, a adopté le projet de résolution par 12 voix contre zéro, avec 2 abstentions⁵⁸.

⁵⁷ Rapport, onzième session, par. 96.

⁵⁸ Voir annexe II, résolution IV de la Commission.

CHAPITRE III

TRAFIC ILLICITE ⁵⁹

Introduction

185. La Commission a constaté que, conformément à la décision qu'elle avait prise à sa douzième session ⁶⁰, le Comité du trafic illicite — composé des représentants des pays suivants : Canada, Etats-Unis, France, Inde, Iran, Mexique, République arabe unie, Royaume-Uni et Turquie — s'était réuni le 23 avril 1958 en session privée, à Genève. Le Comité a élu comme président M. Hossick (Canada) et comme vice-président M. Ismaïl (République arabe unie). Il a continué de se réunir après l'ouverture de la session de la Commission le 28 avril et il a tenu au total 10 séances, les 23, 24, 25 et 30 avril et les 1^{er}, 2 et 5 mai 1958.

186. Les observateurs de la Grèce, d'Israël, du Japon, du Laos, du Liban, du Maroc, de la Suisse et de la Thaïlande ont assisté aux séances du Comité du trafic illicite. Des observateurs de l'OIPC et du Bureau permanent de la LEA pour le contrôle des stupéfiants étaient également présents.

187. Le Comité du trafic illicite et la Commission ont pris acte avec satisfaction des travaux de l'OIPC en 1957, présentés dans le rapport de cette organisation (E/CN.7/348), ainsi que de l'aide et des renseignements fournis par M. Nepote, son représentant. La Commission s'est également félicitée de la collaboration étroite qui existe entre les secrétariats de l'Organisation des Nations Unies et de l'OIPC.

188. Le Comité du trafic illicite et la Commission ont rappelé l'intérêt qu'ils attachent à la présence de M. Safwat, qui a mis à leur disposition sa grande expérience et ses vastes connaissances. A propos de la note ⁶¹ sur le trafic illicite, transmise par le Directeur du Bureau permanent de la LEA pour le contrôle des stupéfiants, le représentant de la Turquie a fait observer que les renseignements donnés par cette note sur le trafic illicite dans son pays n'avaient pas été recueillis auprès des autorités turques, qui sont seules compétentes pour le faire. Il a catégoriquement dénié à la LEA le droit de présenter un rapport concernant la Turquie, qui n'est pas membre de la Ligue. En conséquence, le représentant de la Turquie a rejeté le rapport et a invité le Bureau permanent de la LEA, conformément aux résolutions adoptées par la Commission à ses neuvième et dixième sessions et entérinées par le Conseil économique et social, à se mettre en rapport avec les autorités turques compétentes et à présenter des faits et des renseignements concrets, afin de permettre une coopération efficace. Des informations de caractère général qui ne sont pas fondées sur des faits concrets ou sur des données permettant de combattre le trafic illicite ne sauraient donner lieu qu'à des discussions oiseuses. Dans

sa réponse, M. Safwat a mentionné que, dans un cas, une correspondance avait été échangée avec les autorités turques et il a assuré le représentant de la Turquie de son entier concours. Le représentant de la Turquie a fait savoir à la Commission qu'en effet son gouvernement avait reçu une lettre du Bureau de la LEA qui faisait allusion à l'existence possible de laboratoires clandestins fabriquant de la diacétylmorphine. Les enquêtes menées par la police turque n'ont donné aucun résultat, car les renseignements fournis dans la lettre étaient très vagues. Dans sa réponse, le Gouvernement de la Turquie a insisté sur son désir de collaborer à la lutte contre le trafic illicite, mais à la condition qu'on lui communique des renseignements précis et des preuves, au lieu de simples allégations. L'observateur du Liban a signalé que, conformément aux articles 21 et 23 de la Convention de 1931, les Etats sont seuls qualifiés pour présenter des rapports les concernant. Il a refusé de discuter la note présentée par le Bureau de la LEA, qui ne contient que des déductions personnelles et sans fondement. Il a souligné que seuls les rapports du Gouvernement du Liban contenaient des renseignements pouvant être utilisés valablement par le Comité du trafic illicite et la Commission. Le représentant de l'Iran a également été d'avis que les travaux du Comité du trafic illicite et de la Commission devaient être fondés principalement sur les renseignements officiels fournis par les gouvernements.

189. La Commission a remercié de leur collaboration les observateurs qui ont assisté aux séances du Comité du trafic illicite et de la Commission. La Commission a déjà eu l'occasion, à des sessions précédentes, de souligner la nécessité d'une coopération internationale étroite dans la lutte contre le trafic illicite et elle veut croire que les gouvernements accorderont toute leur attention aux invitations répétées que la Commission leur a adressées d'envoyer des observateurs pour participer à ses travaux. Le manque de renseignements officiels concernant plusieurs pays, ainsi que l'absence d'observateurs de ces pays aux séances consacrées à des questions qui les touchent, ont beaucoup gêné les travaux de la Commission ; celle-ci a exprimé de nouveau l'espoir que les gouvernements intéressés seront à l'avenir animés d'un meilleur esprit de coopération.

190. La représentante de l'URSS a appelé l'attention de la Commission sur les déclarations du représentant des Etats-Unis d'Amérique, qui figurent dans les paragraphes 196 et 234 ci-après concernant l'« introduction en contrebande aux Etats-Unis de diacétylmorphine provenant de la Chine continentale ». A cet égard, elle a rappelé qu'apparemment on ne s'était pas mis en rapport avec le gouvernement intéressé, ce qui n'est pas conforme aux résolutions que la Commission a adoptées à ses neuvième, dixième et douzième sessions. Les représentants de la Hongrie et de la Yougoslavie ont tenu à s'associer à ces observations. Dans sa réponse, le représentant des Etats-Unis a déclaré que la critique

⁵⁹ Point 4 de l'ordre du jour (E/CN.7/SR.390, 392 et 407).

⁶⁰ Rapport, douzième session, par. 83.

⁶¹ Communiquée aux membres de la Commission et aux pays mentionnés dans la note.

adressée à son gouvernement n'est pas fondée, car les saisies en question ont été signalées au Gouvernement de la Chine qui est reconnu par l'Organisation des Nations Unies, et notamment par son Conseil économique et social.

191. Le représentant de la Chine a indiqué que les rapports du Comité central (E/OB/13) et du Comité du trafic illicite (E/CN.7/L.170) font ressortir qu'il existe toujours en Extrême-Orient un important trafic d'opium, de morphine et diacéylmorphine (héroïne). On sait qu'en 1950 les communistes de la Chine continentale ont offert sur le marché mondial 500 tonnes d'opium et il est évident qu'ils continuent à se livrer au trafic illicite d'opium et d'opiacés, activité pour laquelle ils devraient être universellement condamnés. La représentante de l'URSS, appuyée par le représentant de la Hongrie, a déclaré que les affirmations sans fondement du représentant de Taïwan constituaient une calomnie à l'égard de la République populaire de Chine et qu'il s'agissait là d'une tentative pour utiliser une commission technique du Conseil à des fins politiques méprisables.

Etude du trafic illicite

I. — TRAITS CARACTÉRISTIQUES

192. On remarque depuis plusieurs années que la création d'un réseau d'instruments internationaux relatifs au contrôle des stupéfiants, alliée au sens de responsabilité dont les gouvernements font preuve en s'acquittant de leurs obligations à cet égard, a eu pour résultat de tarir pratiquement le trafic intense qui, à partir du commerce licite, alimentait autrefois par d'innombrables fuites le courant souterrain du marché illicite. Le dernier rapport du Comité a de nouveau signalé ce fait dans les termes suivants : « L'un des effets du contrôle institué par les Conventions de 1925 et 1931 a été d'empêcher presque entièrement les toxicomanes de se procurer des stupéfiants à des sources licites et, s'il est vrai que le monde compte encore de très nombreux toxicomanes, ceux-ci sont désormais contraints de s'adresser à des sources qui dans l'ensemble sont illégales⁶³ ». La Commission a étudié les renseignements qui lui ont été communiqués sur le trafic illicite pendant l'année 1957, et a confirmé qu'en ce qui concerne tant les stupéfiants manufacturés que les stupéfiants naturels, le trafic est presque entièrement alimenté par des sources clandestines. On a reconnu d'une façon générale qu'il était extrêmement difficile d'évaluer sur la base des saisies les quantités de stupéfiants qui s'écoulent sur le marché illicite. Les agents des services de répression considèrent d'habitude que les saisies de stupéfiants ne représentent que 20 pour 100 du trafic réel. Le représentant de l'OIPC a fait observer que dans le trafic illicite des diamants ou de l'or le pourcentage des saisies par rapport au trafic réel est sans doute très inférieur ; il est cependant difficile de faire des évaluations, compte tenu des divers facteurs qui entrent en jeu. La Commission a reconnu que les hypothèses au sujet du trafic des stupéfiants risquaient même d'être fallacieuses, puisqu'il est

impossible d'évaluer l'incidence de plusieurs des facteurs en cause, par exemple l'efficacité des services de répression, l'activité et l'ingéniosité des trafiquants, l'ampleur de la demande illicite, etc., et que, de toute manière, la situation varie suivant les différentes sortes de stupéfiants. Dans certains cas, l'enquête se prolonge pendant plusieurs années avant qu'une affaire ne parvienne à son terme. Malgré l'absence de données complètes et les lacunes importantes qui caractérisent l'étude d'ensemble du trafic illicite pour 1957, les grandes quantités sur lesquelles portent un certain nombre de saisies semblent indiquer que l'opium et les opiacés ainsi que la cannabis ont continué à faire l'objet d'un trafic intense. La Commission a manifesté sa vive inquiétude à la pensée des souffrances et de la misère que la persistance d'un trafic aussi important ne manque pas de provoquer.

193. Le trafic illicite des stupéfiants est complexe et revêt de multiples aspects ; les trafiquants se livrent simultanément à plusieurs trafics de stupéfiants et exercent souvent des activités criminelles de plusieurs sortes. Les membres de la Commission et le représentant de l'OIPC ont confirmé qu'il existait des liens étroits entre le trafic des stupéfiants et la fabrication de la fausse monnaie, la traite des blanches, le trafic des métaux précieux et des pierres précieuses, etc. ; un trait alarmant est la résistance armée opposée dans un certain nombre de cas par les trafiquants et qui indique une audace croissante de la part de ces criminels. Au cours d'un certain nombre d'enquêtes importantes effectuées pendant l'année, des bandes ou des *rings* internationaux ont été traqués au prix de risques graves pour les agents qui menaient l'enquête. La Commission a déjà insisté précédemment sur la tâche extrêmement difficile et dangereuse à laquelle les services de répression doivent faire face pour dépister les gros trafiquants ou pour recueillir les preuves nécessaires à leur condamnation. Elle a noté avec satisfaction que d'importants trafiquants n'en avaient pas moins été frappés de lourdes peines de prison dans plusieurs affaires qui ont été jugées au cours de l'année.

194. Parmi les faits qui ont été de nouveau observés cette année, il y a lieu de noter l'organisation très poussée du trafic, les énormes soutiens financiers révélés dans un certain nombre d'affaires, ainsi que la facilité et la souplesse avec lesquelles les trafiquants internationaux se déplacent de pays en pays. Comme exemple de l'activité de trafiquants internationaux, la Commission a relevé une affaire signalée séparément par les Gouvernements de l'Italie⁶⁴, de la Suisse⁶⁵ et des Etats-Unis⁶⁵. En juillet 1957, les autorités suisses ont arrêté Mehmet Hattatoglu, ressortissant turc ; Enzo Berti, Italien ; Otto Hermann, Hans Schlegel et Joseph Keiser, Suisses ; quatre Suissesses ont également été arrêtées comme complices possibles. L'enquête a révélé qu'au moins 35 kilogrammes de morphine base avaient été transportés d'Istanbul à Milan. La quantité totale

⁶³ E/OB/13, p. 21.

⁶⁴ E/CN.7/R.8/Add.13.

⁶⁵ E/NS.1957/Summary 9, affaire n° 405.

⁶⁵ Rapport intitulé « Exemples d'affaires significatives de trafic illicite » présenté par le représentant des Etats-Unis.

transportée a dû être beaucoup plus importante. La drogue était introduite en fraude en Suisse dans des valises à double fond par Hermann, Keiser et Schlegel, qui effectuaient le voyage principalement par avion. Des compagnes de voyage ont été engagées à Zurich à plusieurs reprises, les billets, indemnités journalières et autres dépenses étant payés et les valises à double fond étant fournies. Chaque voyage à Milan a dû permettre le transport de 4 à 5 kilogrammes. A l'arrivée, la morphine base était remise à Constantino Gamba et Enzo Berti, bien connus tous deux comme trafiquants depuis 1953. D'après les déclarations des personnes arrêtées, la morphine base était transformée en diacétylmorphine dans le laboratoire du « D^r » Gamba ; Hattatoglu était le fournisseur ; les trois Suisses jouaient le rôle d'intermédiaires et de transporteurs ; quant à l'équipe Gamba-Berti, elle transformait la morphine base en diacétylmorphine et finançait aussi les opérations. On a signalé que cette bande de trafiquants avait vendu de la diacétylmorphine à différentes reprises à un groupe de trafiquants dirigé par Francesco Saverino et Francesco Pirico, tous deux de Milan, qui l'ont fait expédier par Gênes aux Etats-Unis. Gamba, Saverino et Pirico n'ont pas pu être arrêtés et sont toujours recherchés.

195. En août 1957, des opérations effectuées en Italie avec le concours d'agents secrets des Etats-Unis ont abouti à l'arrestation de trois trafiquants italiens et à la saisie d'un kilogramme de diacétylmorphine. L'un des trafiquants, Armando Fiume, a reconnu qu'il avait précédemment acheté des stupéfiants à Enzo Berti, à Milan. La diacétylmorphine saisie faisait partie du dernier lot fabriqué par la bande de Berti et vendu à un acheteur français non identifié. Ultérieurement, la police italienne a arrêté trois autres trafiquants italiens et un trafiquant français, Augustin Giraud, dit « le grand Giraud », que l'on suppose être le fournisseur français. On a découvert du matériel servant à la fabrication de fausse monnaie française, ainsi que diverses armes à feu et des outils de cambrioleurs.

196. Le représentant des Etats-Unis a mis la Commission au courant d'un certain nombre d'affaires de trafic en provenance d'Extrême-Orient et à destination des Etats-Unis⁶⁶. Dans l'affaire Tchin You et Wong Kai Sue, on a appris que les inculpés se procuraient de la diacétylmorphine pure en provenance de la Chine continentale, par l'intermédiaire d'un marin inconnu, à raison de 2 à 5 livres tous les quatre mois. Dans l'affaire Lee Hon et consorts, une bande de six trafiquants passaient en contrebande de la diacétylmorphine provenant de Chine continentale. Dans l'affaire Ling Mooi Koh et consorts, trois membres de l'équipage du vapeur *Astrid Onstad* avaient transporté en contrebande de l'opium à fumer ; dans cette affaire, l'agent secret a été tué dans l'exercice de ses fonctions par un toxicomane qui s'est aussitôt suicidé.

197. Le représentant de la France a fait état d'une saisie récente de 7 kilogrammes de diacétylmorphine effectuée à l'aérodrome d'Orly le 10 mars 1958. Les autorités françaises surveillaient depuis 1957 les activités

de deux suspects, Louis-Auguste Reppelin et Jean-Michel Casanova. Il a été établi qu'ils étaient, en France, à la tête d'une organisation qui vendait dans des conditions illicites de la diacétylmorphine destinée aux Etats-Unis. La fabrication de la drogue était effectuée par les frères Alexis et Gabriel Carcassonne, avec l'aide de Dominique Montainti. L'un des itinéraires de la diacétylmorphine vendue par le groupe Reppelin-Casanova à destination des Etats-Unis passait par le Mexique. Lorsque José Hawayek-Nayer, ressortissant mexicain, qui était le courrier de l'organisation, arriva à Paris en venant du Mexique via Amsterdam, ses mouvements furent surveillés attentivement et, au moment de son départ, il fut arrêté et trouvé en possession de la drogue dissimulée dans des valises à double fond. La semaine qui précéda l'arrivée de Hawayek-Nayer à Paris et la durée de son séjour dans cette ville furent marquées par un échange de lettres et de télégrammes entre le Mexique et la France. Plusieurs autres membres de la bande en France et au Mexique ont été aussi mis en cause. Le représentant des Etats-Unis a tenu à féliciter les autorités françaises du travail excellent accompli dans cette affaire. Le représentant du Mexique a informé la Commission que les renseignements cités plus haut ont été transmis aux autorités mexicaines compétentes.

198. La Commission a pris note de ces affaires afin d'attirer l'attention de tous les gouvernements sur la nature internationale du trafic illicite, qui ignore les frontières et ne peut être combattu uniquement par des mesures nationales. Le trafic illicite des stupéfiants a été fort justement comparé à un liquide sous pression cherchant à se frayer un chemin, irrésistiblement, vers l'extrémité du système sur lequel la pression s'exerce. Le courant cherche automatiquement et continuellement une faille, une imperfection, une voie pour franchir la barrière qui se dresse devant lui ; il essaie constamment de renverser les obstacles et de passer outre. Pour lutter contre le trafic illicite, il faut à la fois une sage législation, une réglementation précise, de la bonne foi, de la sincérité, de l'efficacité dans l'action et un effort commun soutenu. Le représentant de la Turquie a fait observer que le trafic illicite des stupéfiants comporte trois aspects : production, transport et consommation. L'attention doit rester fixée sur toutes ces trois phases ; si l'on n'applique pas les mesures tant législatives qu'administratives avec la même sévérité dans ces trois domaines, le trafic continuera à se manifester. Sans aucun doute, la responsabilité première dans l'action incombe aux autorités nationales chargées de la répression et de la prévention de ce trafic. La Commission a tenu à affirmer qu'elle a des preuves certaines de l'action vigoureuse et infatigable engagée par ces autorités. On a également des preuves de plus en plus certaines d'une coopération étroite entre les autorités nationales d'un certain nombre de pays ainsi qu'avec les organismes internationaux intéressés, et les membres de la Commission ont tenu à féliciter tout particulièrement à cet égard le Bureau des stupéfiants des Etats-Unis.

199. On possède des renseignements sur l'emploi de plus en plus fréquent des services postaux et des avions

⁶⁶ Ibid.

pour la contrebande des stupéfiants, surtout en Extrême-Orient et dans le Proche et le Moyen-Orient. Le représentant du Royaume-Uni a mentionné en particulier l'introduction en contrebande de blocs de morphine à Hong-kong en provenance de Bangkok. Des automobiles pourvues de cachettes ingénieuses continuent à être le moyen de transport préféré par voie terrestre. Les navires marchands et leurs équipages restent les principaux transporteurs de stupéfiants du trafic illicite international. La Commission a noté que l'ingéniosité des trafiquants pour dissimuler les stupéfiants ne connaissait pas de bornes et elle a tenu à rendre hommage aux services des douanes et aux autres services chargés de la prévention, qui se heurtent à des difficultés extrêmes dans l'accomplissement de leur tâche. En particulier, la visite d'un navire marchand moderne ne constitue pas une petite affaire, comme le montrent les exemples suivants. A l'arrivée à Hong-kong du vapeur *Hai Meng*, venant de Bangkok, des agents des services de répression montèrent à bord et se rendirent à l'arrière où ils arrêterent un membre de l'équipage qui tentait de prendre la fuite. Ce marin fut trouvé porteur d'une clef qui ouvrait la porte métallique donnant sur une écoute de secours qui conduisait au tunnel de l'arbre d'hélice et à la salle des machines. Deux sacs de stupéfiants furent découverts accrochés à l'échelon supérieur d'une échelle d'acier et un troisième suspendu au crochet d'un palan. Le marin conduisit alors les agents dans la salle des machines ; là, il dévissa une plaque métallique du plancher et, après avoir enlevé une fausse soupape et un morceau de tuyauterie factice, révéla une cachette qui contenait quatre sacs imperméables de caoutchouc, de forme allongée, remplis de stupéfiants. Cette cachette ingénieuse ne fut découverte que grâce au concours du marin lui-même et aurait échappé à toute visite ordinaire. La quantité de morphine ainsi découverte, plus de 45 livres, est sans précédent pour Hong-kong ; environ 185 livres d'opium brut et d'opium préparé furent également saisies⁶⁷.

200. Le vapeur *Hoegh Silverbeam*, qui avait été signalé plusieurs fois comme mêlé à des saisies, fit l'objet d'une visite systématique avant son départ de Penang, mais on ne trouva pas de stupéfiants. Une garde fut organisée à bord par des agents des douanes de Penang qui accompagnèrent le navire dans le détroit de Malacca. Des vedettes des douanes de la Fédération de Malaisie et de Singapour surveillèrent de très près le navire afin d'empêcher que l'opium ne soit jeté à la mer. A Singapour, les douaniers visitèrent le navire durant quatre jours et eurent la chance de découvrir, presque par hasard, deux paquets enveloppés de toile et contenant au total 18 plaques d'opium, dissimulés dans l'une des cales parmi les balles de marchandises prêtes à être déchargées. Par la suite, un rapport fut reçu des autorités des Etats-Unis, indiquant qu'on avait saisi à Los Angeles d'autres quantités d'opium ainsi que des pilules d'opium et des accessoires de fumeur⁶⁸.

201. Plusieurs membres de la Commission ont

signalé les peines infligées durant l'année dans leurs pays respectifs pour des délits concernant les stupéfiants. Au Canada⁶⁹, la peine d'emprisonnement maximale est de 14 ans, et le représentant du Canada a indiqué qu'on étudiait la possibilité d'infliger aux récidivistes des peines d'emprisonnement à vie. Des peines de prison dépassant 10 ans et allant jusqu'à 20 ans ont été infligées dans un certain nombre de cas aux Etats-Unis⁷⁰. Au Mexique, les peines vont jusqu'à 10 ans d'emprisonnement sans possibilité de sursis ou de mise en liberté sous caution⁷¹. Dans la province égyptienne de la République arabe unie, il existe des dispositions prévoyant des amendes importantes et l'emprisonnement à vie. En Chine, sept personnes ont été condamnées à la prison à vie et 100 personnes à des peines de prison dépassant 10 ans⁷². Une législation récente dans l'Inde a augmenté la peine minimale, la portant à 3 ans d'emprisonnement, avec aggravation — jusqu'à 4 ans d'emprisonnement — en cas de récidive ; la prison est obligatoire en cas de déclaration de culpabilité et les délits relatifs aux stupéfiants sont désormais considérés comme justifiant l'arrestation sans mandat⁷³. En Turquie, la prison à vie et la peine capitale sont parmi les peines prévues par la loi. En 1957, des peines de prison allant jusqu'à 15 ans et l'expulsion ont été imposées, ainsi que de lourdes amendes ; dans certaines affaires, une interdiction de séjour jusqu'à 5 ans a été prononcée⁷⁴. L'observateur du Laos a mentionné que, dans son pays, les peines vont de 6 mois à 10 ans de prison, et les amendes sont de 2 à 20 fois la valeur du stupéfiant passé en contrebande. En Iran, la pratique actuelle consiste à emprisonner le trafiquant lorsqu'une saisie est faite, sans qu'il lui soit possible de se faire libérer sous caution ; de plus, pour hâter l'enquête, le Ministère de la justice a institué un tribunal spécial dont l'unique compétence est celle de la contrebande des stupéfiants. La Commission a été unanime à reconnaître que l'une des méthodes les plus efficaces de lutte contre le trafic consistait à infliger des peines sévères aux trafiquants. Le représentant de la Chine a déclaré que son gouvernement avait constaté qu'en infligeant des peines sévères aux trafiquants et aux toxicomanes on amenait une diminution du trafic illicite. Le représentant du Royaume-Uni, tout en reconnaissant la nécessité de condamnations sévères pour les délits portant sur les stupéfiants, a émis l'avis qu'un certain nombre d'autres facteurs devraient également être pris en considération. Le représentant de la Turquie a signalé des rapports dans lesquels on ne donnait pas de renseignements sur les peines, ou dans lesquels on les donnait de façon insuffisamment claire. Il a affirmé, comme il l'avait déjà fait à la session précédente de la Commission⁷⁵, que des peines sévères doivent être infligées à tous les stades du trafic illicite

⁶⁹ E/CN.7/R.8/Add.1.

⁷⁰ Rapport intitulé « Exemple d'affaires significatives de trafic illicite », présenté par le représentant des Etats-Unis.

⁷¹ E/CN.7/R.8/Add.28.

⁷² E/CN.7/R.8/Add.37.

⁷³ E/CN.7/R.8/Add.30.

⁷⁴ E/CN.7/R.8/Add.33.

⁷⁵ Rapport, douzième session, par. 103.

⁶⁷ Voir E/NS.1957/Summary 9, affaire n° 363.

⁶⁸ E/NS.1957/Summary 5, affaire n° 176.

(production, transport et consommation) si l'on veut engager une lutte totale et efficace contre ce fléau.

202. Au cours de l'étude des documents sur le trafic illicite, plusieurs représentants ont fait des observations sur le manque de renseignements relatifs à un certain nombre de pays. La Commission a rappelé qu'elle s'était longuement occupée de la question des rapports durant sa session précédente⁷⁶ et a exprimé l'espoir que les gouvernements répondraient à ses demandes répétées de coopération plus étroite dans l'échange des renseignements sur le trafic illicite. Le représentant de l'Inde a déclaré qu'un des effets regrettables de cet état de choses était que, dans les documents internationaux, les pays qui soumettent régulièrement des rapports sont mis en vedette à propos du trafic illicite. La Commission a considéré que ces pays devraient être félicités de leur esprit de coopération et que, d'autre part, il était regrettable que tant d'autres Etats se montrent si négligents dans l'accomplissement de leurs obligations. La Commission a remarqué en particulier qu'un nombre important de pays, qui sont parties à la Convention de 1931, mais pour lesquels on sait qu'il existe un certain trafic illicite, n'ont pas soumis au cours de l'année de rapports de saisie conformément aux dispositions de l'article 23 de cette convention. Ces pays sont les suivants : Afghanistan, Arabie Saoudite, Argentine, Brésil, Birmanie, Cambodge, Ceylan, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Equateur, Espagne, Ghana, Guatemala, Haïti, Indonésie, Laos, Mexique, Maroc, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Portugal, République Dominicaine, Royaume hachémite de Jordanie, Syrie, Turquie, Union Sud-Africaine, Uruguay, Venezuela, Viet-Nam, Yougoslavie. La Commission a demandé au Secrétaire général de prier instamment les gouvernements de ces pays de communiquer régulièrement des rapports de saisie au cours de l'année, conformément aux dispositions de l'article 23 de la Convention de 1931. Les représentants du Maroc, du Mexique, du Portugal, de la Turquie et de la Yougoslavie et l'observateur du Laos ont déclaré que si leurs pays n'avaient pas envoyé de rapports individuels de saisie, c'est parce qu'ils rendent compte des saisies dans les rapports annuels. Un autre aspect de l'échange de renseignements, dont la Commission s'était occupée déjà à ses sessions précédentes, a été discuté une fois de plus, à savoir l'origine des stupéfiants saisis au cours de la lutte contre le trafic illicite. Les représentants de l'Inde, de l'Iran et de la Turquie, en particulier, ont indiqué que l'on avait à plusieurs reprises, sans procéder aux consultations préalables prévues dans la résolution VI (X) de la Commission⁷⁷, signalé que leurs pays respectifs étaient les lieux d'origine des stupéfiants saisis. Des informations de ce genre vont à l'encontre de l'esprit de coopération et sont totalement inacceptables. On a exprimé l'espoir que les gouvernements appliqueraient de façon complète les recommandations des organismes internationaux à cet égard. Le représentant de la Turquie a jugé en outre que le trafic illicite devrait être examiné de la même manière à tous

ses stades (production, transport et consommation), sans insister plus particulièrement sur tel aspect — par exemple l'origine — plutôt que sur tel autre. La Commission a exprimé sa satisfaction de la manière dont le mémorandum annuel de l'OIPC présente les renseignements relatifs à l'origine des stupéfiants saisis (E/CN.7/348).

203. La Commission a appelé l'attention des gouvernements sur un type de coopération internationale qui est particulièrement souhaitable dans certains cas. Au cours des dernières décennies, plusieurs Etats nouveaux se sont créés et plusieurs administrations nouvelles ont été établies. Inévitablement, de ce fait, des difficultés surgissent dans le domaine du contrôle des stupéfiants, qui est de toute façon un domaine très complexe et très technique. Même des administrations établies de longue date éprouvent certaines difficultés à remplir les obligations prévues par les traités internationaux relatifs aux stupéfiants. Les organismes internationaux qui traitent de ces questions de façon continue depuis plus de trente ans ont acquis une masse considérable de connaissances et d'expérience ; cela vaut également pour certaines des administrations nationales les plus avancées. La Commission a exprimé l'espoir que les gouvernements feront plus directement appel à ces connaissances et à cette expérience dans le cadre des programmes d'assistance technique. A son avis, une telle coopération serait précieuse pour les autorités nationales et leur permettrait de jouer un rôle utile dans la lutte internationale contre le trafic illicite.

204. Le représentant du Royaume-Uni a cité, en particulier, la nécessité d'une collaboration étroite et permanente entre les autorités chargées de la répression du trafic dans plusieurs pays de l'Asie du Sud-Est. La Commission a estimé qu'en raison de l'ampleur du trafic illicite en Extrême-Orient, la collaboration entre les services de répression devrait être resserrée sur le plan international dans cette partie du monde. Elle accueillera avec satisfaction toutes mesures que l'OIPC pourra prendre à cette fin, sous forme par exemple d'une réunion régionale des fonctionnaires chargés de la répression du trafic illicite.

II. — SITUATION EN CE QUI CONCERNE CHAQUE STUPÉFIANT

Opium et opiacés

205. La Commission a constaté que l'aspect le plus significatif de la situation demeure le trafic de l'opium et des opiacés, qui a des ramifications internationales très étendues. Comme les années précédentes, ce sont des pays de l'Extrême-Orient, du Proche et du Moyen-Orient qui ont signalé les saisies les plus importantes d'opium brut et d'opium préparé. Il y a eu également un important trafic de morphine et/ou de diacétylmorphine brute et l'on a découvert plusieurs fabriques ou « laboratoires » clandestins. La Commission a l'impression que la demande des toxicomanes qui s'adonnent à la diacétylmorphine dans ces régions du monde s'est accrue ; par ailleurs, il est évident qu'une grande partie du trafic de diacétylmorphine continue à se faire en direction de l'Amérique du Nord et particulièrement des Etats-Unis qui demeurent la cible du trafic illicite international le plus fortement organisé.

⁷⁶ *Ibid.*, par. 187 à 199.

⁷⁷ Rapport, dixième session, annexe B.

A. — *Opium (opium brut, opium préparé, dross, etc.)*

206. Il n'y a pas eu, au cours de l'année, de changement caractéristique dans le trafic de l'opium brut, qui est surtout intense en Extrême-Orient, au Proche et au Moyen-Orient. En Extrême-Orient, il y a eu un important trafic depuis les régions de culture clandestine du pavot situées à la frontière entre la Birmanie, la Chine et la Thaïlande, à travers la Thaïlande⁷⁸ et en direction de la Fédération de Malaisie⁷⁹, de Singapour⁸⁰ et de Hong-kong⁸¹. On aura une idée des quantités considérables sur lesquelles porte ce trafic si l'on considère que la Thaïlande a signalé la saisie d'environ 15.000 livres en une seule opération⁸², et que des saisies de 500 ou 600 livres ont été fréquentes dans la Fédération de Malaisie, à Singapour et en Thaïlande. Les cultures clandestines signalées en Birmanie⁸³, au Laos⁸⁴, en Corée du Sud⁸⁵ et en Thaïlande⁸⁶ constituent également une source d'approvisionnement en opium de contrebande. Les saisies signalées par l'Inde⁸⁷ ont été faites en majorité dans le cadre du trafic intérieur ; on a toutefois saisi dans les ports ou aux frontières de ce pays plus de 2.000 livres d'opium en transit, ou en cours d'exportation illicite. Il y a eu des cas de détournement vers le trafic illicite de l'opium autorisé en vue de la consommation personnelle dans les Etats katchins et chans de Birmanie⁸⁸. On a signalé un trafic d'opium aux frontières indo-pakistanaise et afghano-pakistanaise⁸⁹.

207. Au Proche et au Moyen-Orient, l'opium saisi sur le marché illicite provient généralement de pays de la région. On a signalé un trafic de l'Afghanistan vers l'Iran⁹⁰. La culture du pavot à opium a été récemment interdite en Afghanistan⁹¹. Les saisies signalées par la Turquie (plus de 5.000 livres) ont porté sur de l'opium détourné de la production licite⁹². Le Liban a signalé un trafic de transit⁹³ et 1.700 livres environ ont été saisies. Israël a signalé un trafic de transit⁹⁴ : environ 1.200 livres ont été saisies. L'Irak⁹⁵ et la Jordanie⁹⁶ ont signalé un trafic d'opium. La province

⁷⁸ E/CN.7/R.8/Add.40 ; E/CN.7/347, par. 225 ; E/CN.7/348, p. 26 et 27.

⁷⁹ E/CN.7/347, par. 52 et 220.

⁸⁰ E/CN.7/R.8/Add.20 ; E/CN.7/347, par. 49 et 224 ; E/CN.7/348, p. 20 à 25.

⁸¹ E/CN.7/R.8/Add.41 ; E/CN.7/347, par. 217 ; E/CN.7/348, p. 12 à 14.

⁸² E/NS.1958/Summary 2, affaire n° 53.

⁸³ E/CN.7/348, par. 52.

⁸⁴ E/CN.7/R.8/Add.44 ; E/CN.7/347, par. 52.

⁸⁵ E/CN.7/R.8/Add.40.

⁸⁶ E/CN.7/R.8/Add.30 ; E/CN.7/347, par. 42 à 47 et 218 ; E/CN.7/347, p. 15 à 17.

⁸⁷ E/CN.7/347, par. 52 ; E/CN.7/348, p. 7 à 10.

⁸⁸ E/CN.7/347, par. 44, 52, 218 et 221.

⁸⁹ E/CN.7/347, par. 53, 54 et 227.

⁹⁰ E/NL.1958/13.

⁹¹ E/CN.7/R.8/Add.33.

⁹² E/CN.7/347, par. 229 ; E/CN.7/348, p. 19.

⁹³ E/CN.7/R.8/Add.45 ; E/CN.7/347, par. 228 ; E/CN.7/348, p. 18.

⁹⁴ E/CN.7/R.8/Add.5.

⁹⁵ E/CN.7/R.8/Add.34.

égyptienne de la République arabe unie est toujours la cible du trafic illicite organisé. Plus de 2.600 livres ont été saisies sur des trafiquants qui tentaient de les introduire clandestinement dans la province ; on a également découvert au cours de l'année quelques affaires peu importantes de culture clandestine⁹⁶.

208. On a relevé également des cas de culture clandestine du pavot à opium en Tunisie⁹⁷ et en Algérie⁹⁸. On peut cependant dire que, d'une manière générale, en Afrique, en Europe et en Océanie⁹⁹, le trafic de l'opium a été le plus souvent un trafic de transit effectué à l'aide de navires marchands et de membres de leurs équipages ; dans quelques cas, le stupéfiant se trouvait en la possession d'individus appartenant à des groupes raciaux ou nationaux particuliers.

209. Dans une autre partie du monde, la culture clandestine du pavot à opium a été énergiquement combattue par les gouvernements. Au Mexique¹⁰⁰, les campagnes organisées dans le nord-ouest du pays contre les cultivateurs de pavot ont abouti à la destruction presque totale des plantations clandestines de cette région. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a tenu à féliciter les autorités mexicaines de leur excellent travail. Quelques renseignements sont parvenus concernant la culture illicite du pavot à opium en Equateur¹⁰¹.

210. Le trafic d'opium brut vise à l'approvisionnement des opiomanes, principalement des fumeurs d'opium. La grande majorité des saisies d'opium préparé, de dross, etc., qui ont été signalées, l'ont été par les pays où sévit le trafic de l'opium brut¹⁰². Bien que l'usage de l'opium à fumer soit interdit dans presque tous les pays et que des mesures de police énergiques soient prises contre les fumeries d'opium, l'approvisionnement des fumeurs d'opium a constitué une source de bénéfices considérables pour les trafiquants. Le trafic de l'opium a également pour but d'alimenter la fabrication clandestine d'opiacés : on a découvert des laboratoires clandestins dans des pays où les approvisionnements d'opium sont abondants ou dans des pays voisins ; certains indices donnent à penser qu'il existe également de tels laboratoires dans d'autres pays. La Commission a constaté que le problème de la toxicomanie par emploi de l'opium et des opiacés revêt un caractère de gravité dans plusieurs pays du monde et qu'il est essentiel de prendre des mesures rigoureuses pour tarir les sources d'opium de contrebande.

211. Le représentant du Royaume-Uni a fait savoir à la Commission que l'opium est toujours introduit en quantités importantes à Hong-kong et à Singapour. La situation de ces territoires en ce qui concerne le trafic

⁹⁶ E/CN.7/R.8/Add.50.

⁹⁷ E/CN.7/R.8/Add.46 ; E/CN.7/347, par. 24.

⁹⁸ E/CN.7/R.8/Add.12.

⁹⁹ E/CN.7/347, par. 23 et 24, 29 à 38, 55 à 59, 207 à 216, 230 ; E/CN.7/348, p. 6 et 7, 11, 12, 18, 19, 20.

¹⁰⁰ E/CN.7/R.8/Add.28 ; E/CN.7/347, par. 25.

¹⁰¹ Rapport intitulé « Exemples d'affaires significatives de trafic illicite » présenté par le représentant des Etats-Unis.

¹⁰² E/CN.7/347, par. 60 à 77, 231 à 244 ; E/CN.7/348, p. 28 à 30.

illicite s'aggrave régulièrement, et la charge qui en résulte pour eux devient de plus en plus lourde. La majeure partie de l'opium saisi à Singapour a pu être identifiée comme provenant des régions situées à la frontière entre la Birmanie, la Chine et la Thaïlande. Le nombre total des poursuites engagées pour infractions relatives à l'opium s'est élevé à 1.679. Le Bureau central de renseignements sur les stupéfiants, institué en 1953, a continué à fonctionner et a reçu un volume considérablement accru de demandes d'assistance et de renseignements en provenance de l'étranger. La mise en œuvre de l'interdiction de l'usage de l'opium à fumer est assurée par les autorités de police ; celles-ci ont opéré 2.541 perquisitions dans des locaux où l'on soupçonnait l'existence de fumeries d'opium¹⁰⁸. En ce qui concerne Hong-kong, les trafiquants continuent à utiliser, pour introduire les stupéfiants dans le territoire, les routes maritimes et aériennes Bangkok - Hong-kong, ainsi que les services postaux ; 54 pour 100 de l'opium saisi au cours de l'année a été importé de cette manière. On a également saisi de l'opium qui avait été transporté par la voie aérienne en provenance du Pakistan et du Laos. Il y a eu 4.005 infractions relatives à l'opium, dont 1.776 pour détention et 1.329 pour usage d'opium à fumer¹⁰⁹. La Commission a tenu à féliciter les autorités de Hong-kong et de Singapour pour l'excellent travail qu'elles accomplissent.

212. L'observateur du Laos a déclaré que son pays ne produit plus, officiellement, de pavot à opium. Toutefois, des nomades des montagnes du Nord-Laos cultivent encore le pavot. Il s'agit de minorités ethniques qui produisent cette plante surtout pour leur propre consommation. L'observateur du Laos a signalé les mesures prises par son gouvernement pour abolir progressivement cette culture : i) interdiction de fumer l'opium dès 1948 ; ii) déplacement des montagnards vers des régions moins élevées où la culture du pavot est impossible ; iii) application d'une réglementation de plus en plus sévère en matière de répression du trafic illicite. Les circonstances politiques de ces 12 dernières années ont rendu difficile l'application de ces mesures. L'intégration récente du Pathet Lao dans la communauté nationale permettra un contrôle plus efficace.

213. L'observateur de la Thaïlande a fait savoir à la Commission que le trafic de l'opium dans son pays a le plus souvent son origine à l'étranger. Le Gouvernement thaïlandais fait tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher le trafic de l'opium, qui est acheminé depuis les régions septentrionales du pays vers le sud, d'où il est ensuite expédié vers d'autres destinations. On a augmenté le personnel et les véhicules affectés aux 11 postes de contrôle tenus par les agents des contributions indirectes dans divers centres de communication, le long des grandes routes du nord du pays, ainsi qu'aux nœuds de voies ferrées. On a saisi au cours de l'année une quantité totale de 11 tonnes environ d'opium brut et de 500 livres d'opium préparé ; il y a eu 1.605 poursuites pour infraction à la loi sur

l'opium¹⁰⁵. La provenance première de l'opium est inconnue. La plus grande partie est introduite illicitement par la frontière septentrionale, qui sépare la Thaïlande de la Birmanie. L'observateur a émis l'avis qu'il conviendrait d'inviter le Gouvernement de la Birmanie à exercer un contrôle plus efficace à ses frontières et le Gouvernement thaïlandais est, pour sa part, disposé à apporter sa pleine et entière collaboration en vue de mettre fin à ce trafic.

214. La politique d'abolition progressive de l'usage de l'opium à fumer est appliquée et l'on prend des mesures préparatoires en vue de l'exécution du programme visant au traitement et à la guérison des toxicomanes. Quatre fonctionnaires, dont trois médecins, ont été envoyés à Singapour et au centre de St. John's Island pour se documenter sur le traitement des toxicomanes. A cet égard, l'observateur de la Thaïlande a tenu à exprimer les remerciements de son gouvernement pour l'entière coopération dont font preuve les autorités de Singapour et pour les moyens d'action qu'elles ont placés à sa disposition. Par la suite, le Gouvernement de la Thaïlande a décidé de créer quatre centres pour le traitement et la rééducation des opiomanes par la praxithérapie, l'un à Bangkok, un autre dans le nord du pays, un autre encore dans le nord-est, et le quatrième dans le sud. Une campagne de publicité a été entreprise en vue d'inciter les toxicomanes à se faire soigner dans ces centres. En outre, le Gouvernement thaïlandais a déjà demandé à l'Organisation des Nations Unies, dans le cadre des programmes d'assistance technique, l'envoi d'un expert pour l'aider à mettre en œuvre cette politique.

215. La Commission a pris acte avec une bienveillante compréhension de la situation dans laquelle se trouve le Gouvernement de la Thaïlande et a exprimé sa satisfaction des efforts qu'il tente en vue de réprimer le trafic illicite de l'opium. Le représentant du Royaume-Uni a émis l'avis que le moment était venu de faire de plus grands efforts pour identifier la source de l'opium illicite ; une coopération plus efficace devrait s'instituer entre les autorités de plusieurs pays de cette région du monde, notamment la Thaïlande, le Laos, la Birmanie et le Viet-Nam.

216. Aucun renseignement officiel n'a été fourni par la Birmanie à l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le trafic illicite dans ce pays en 1957 ; des rapports ont toutefois été adressés à l'OIPC. La Commission a rappelé qu'elle avait noté à sa douzième session que, selon certains indices, le trafic illicite augmentait en Birmanie¹⁰⁶. Elle s'est inquiétée du manque d'empressement de ce gouvernement à collaborer avec elle et a chargé le Secrétaire général de poursuivre ses démarches instantes auprès du Gouvernement de la Birmanie pour l'inciter à coopérer à la lutte internationale contre le trafic illicite.

217. Le représentant de l'Inde a appelé l'attention sur les mesures prises par son gouvernement en vue de réprimer le trafic de l'opium¹⁰⁷. Ces mesures ont

¹⁰⁸ E/CN.7/R.8/Add.20.

¹⁰⁹ E/CN.7/R.8/Add.41 ; E/CN.7/347, par. 39, 40, 67, 217 et 236.

¹⁰⁵ E/CN.7/R.8/Add.40.

¹⁰⁶ Rapport, douzième session, par. 110, 157 et 163.

¹⁰⁷ E/CN.7/R.8/Add.30.

consisté à établir, pour l'octroi des licences, des principes visant à éliminer les cultivateurs indésirables et les terrains mal situés, à élever le rendement minimal donnant droit à la délivrance d'une licence de cultivateur, à renforcer les effectifs du personnel de surveillance dans les régions de culture et à organiser une opération de surveillance ininterrompue dans les régions de culture et au voisinage de ces régions, particulièrement pendant et après la saison de la récolte. On a signalé qu'en raison du contrôle rigoureux, les trafiquants concluent maintenant avec les stockeurs d'opium des marchés qui prévoient la livraison du stupéfiant soit sur les grandes routes, soit même aux lieux de destination, et qu'il en résulte une augmentation du trafic illicite par chemin de fer, par colis postaux et par la voie aérienne. En vue de lutter de façon efficace contre le trafic illicite par la voie aérienne, le gouvernement a autorisé l'usage de réseaux radio-phoniques de la police pour la transmission des messages relatifs aux infractions à la législation sur les stupéfiants et aux mesures prises pour empêcher ces infractions. La majorité des saisies a été opérée dans le cadre du trafic intérieur; toutefois, une surveillance très active exercée aux frontières et dans les ports a permis également d'effectuer des saisies importantes d'opium qui était soit acheminé, en transit, de pays étrangers vers des ports de l'Inde ou de l'Asie orientale, soit en cours d'exportation hors du territoire de l'Inde. Le Gouvernement de l'Inde est reconnaissant du concours que lui ont apporté au cours de l'année considérée les autorités des pays avec lesquels il a conclu des accords en vue d'un échange direct de renseignements. Le représentant de l'Inde a déclaré que, dans certains documents, l'opium saisi était indiqué comme provenant de l'« Inde/Pakistan » et a ajouté qu'il lui paraissait inopportun de lier ainsi les deux pays dans les documents officiels. Il a également signalé que les rapports relatifs à l'analyse chimique de l'opium saisi, qui avaient été présentés par l'Australie, ont été examinés par le Chimiste principal du Gouvernement de l'Inde, lequel estime que, faute de certains renseignements essentiels, les rapports en question n'apportent que le plus strict minimum d'éléments sur lesquels on puisse se fonder pour émettre une hypothèse quant à l'origine probable de l'opium.

218. Le représentant de la Turquie a informé la Commission qu'un total de 623 trafiquants ont été mis en cause pendant l'année dans des affaires de trafic d'opium¹⁰⁸. Des peines sévères ont été prononcées dans les affaires déjà jugées: 14 personnes ont été condamnées à des peines d'emprisonnement allant jusqu'à un an; 15 personnes à des peines d'emprisonnement allant jusqu'à 5 ans; 10 personnes à des peines de 5 à 10 ans et 2 personnes à des peines de 10 à 15 ans. Des amendes variant entre 100 et 100.000 livres turques ont également été infligées à 24 personnes. Seize personnes ont vu prononcer contre elles des interdictions de séjour allant jusqu'à cinq ans. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a fait observer que, bien que les peines infligées en Turquie aux trafiquants de diacétyl-

morphine et de morphine base, ainsi qu'aux personnes exploitant des laboratoires clandestins, soient très sévères, il ne semble pas qu'il en soit de même en ce qui concerne les trafiquants d'opium. Il a cité à cet égard la saisie de 300 kilogrammes d'opium à Kirikkale en 1955, à la suite de laquelle ont été mises en cause 9 personnes. Trois d'entre elles ont été condamnées chacune à 6 mois de prison et les autres ont été acquittées. Le représentant de la Turquie a répondu que des peines très sévères étaient prévues par la législation de son pays et avaient été effectivement prononcées, comme il ressort des rapports de la Turquie. Il a déclaré ne pouvoir accepter l'observation du représentant des Etats-Unis et a tenu à signaler, à propos de l'affaire en question, que dans tous les pays démocratiques on tient compte des circonstances atténuantes ou, dans certains cas, du manque de preuves. Il a prié le représentant des Etats-Unis d'indiquer s'il connaissait des législations et des condamnations plus sévères que celles de la Turquie. A cela, le représentant des Etats-Unis a répondu que son pays appliquait aux trafiquants des pénalités très fortes avec un minimum obligatoire de cinq ans d'emprisonnement.

219. L'observateur du Liban a souligné que le trafic de l'opium et des opiacés est, dans son pays, un trafic de transit exclusivement alimenté par les stupéfiants illicitement importés de l'étranger. Grâce à la vigilance des autorités libanaises, un grand nombre de saisies ont été effectuées cette année. Faute de renseignements suffisants, il n'a pas été possible de déterminer l'origine de l'opium saisi; des échantillons ont été envoyés au Laboratoire des Nations Unies aux fins d'analyse chimique. Environ 160 trafiquants de différents stupéfiants ont été arrêtés et ont été condamnés à de fortes amendes douanières ainsi qu'à des peines d'emprisonnement. Il est indispensable, si l'on veut avoir une idée juste de la situation dans cette région du monde, d'étudier le trafic illicite dans la totalité du cycle qu'il décrit au Moyen-Orient. Il est significatif que les quantités d'opium et d'opiacés interceptées sur territoire libanais, où elles se trouvaient en transit, dépassent les quantités totales interceptées par les pays limitrophes du Liban, qui se trouvent dans le cycle du trafic illicite. Seule la collaboration la plus étroite des pays intéressés pourrait atténuer le trafic.

220. Le représentant de la République arabe unie a fait observer que, comme par le passé, ce sont les stupéfiants « noirs » qui sont le plus fréquemment employés dans la province égyptienne. La majorité des saisies ont été opérées à l'entrée dans le pays. Il y a eu 923 affaires et 1.062 personnes ont été mises en cause pour infractions relatives à l'opium; 681 personnes ont été déclarées coupables. M. Safwat, représentant du Bureau permanent de la LEA pour le contrôle des stupéfiants, a fait une déclaration dans laquelle il a repris les renseignements contenus dans la note du Directeur de ce bureau. Il a souligné en particulier l'efficacité du contrôle en Irak, dans la province syrienne de la République arabe unie et en Jordanie. La Commission a estimé que des renseignements plus détaillés concernant les poursuites et les condamnations devraient être fournis pour les Etats

¹⁰⁸ E/CN.7/R.8/Add.33.

membres de la LEA. M. Safwat a promis d'examiner cette question avec les autorités compétentes et de s'efforcer, à l'avenir, de fournir les renseignements souhaités.

221. Le représentant du Mexique a exposé les vastes efforts tentés par son gouvernement en vue d'anéantir la culture clandestine dans le nord-ouest du pays. La campagne organisée au cours des années précédentes a presque entièrement mis fin à cette culture. La consommation d'opium ou d'opiacés au Mexique même ne constitue pas un problème sérieux, mais le Gouvernement mexicain est disposé à coopérer dans toute la mesure de ses moyens en vue de réprimer le trafic illicite de l'opium ou des opiacés, qui est presque exclusivement un trafic de transit¹⁰⁹.

B. — *Opiacés: morphine brute, morphine base et diacétylmorphine*

222. La Commission a appelé l'attention de tous les gouvernements sur la gravité de la situation en ce qui concerne le trafic illicite des opiacés. Il semble que les trafiquants redoublent d'activité, comme en témoigne la découverte de plusieurs « fabriques » ou « laboratoires » clandestins. Depuis longtemps, les renseignements dont on dispose indiquent que les centres du trafic de morphine brute et de morphine base se situent en Extrême-Orient ainsi qu'au Proche et au Moyen-Orient. La fabrication clandestine de ces stupéfiants a été signalée surtout par des pays qui se trouvent dans ces régions et le développement de la toxicomanie, en particulier par emploi de la diacétylmorphine, est un sujet de grave préoccupation pour les pays qui reçoivent des stupéfiants de contrebande.

223. On n'a pas constaté la moindre diminution des quantités de morphine brute acheminées des régions voisines de la Thaïlande du Nord¹¹⁰, via Bangkok, vers Hong-kong¹¹¹, Singapour¹¹², la province chinoise de Taïwan¹¹³, etc. La fabrication clandestine de diacétylmorphine est toujours importante à Hong-kong¹¹⁴ et le trafic se poursuit entre Hong-kong et Macao. On a également signalé un trafic de contrebande de Hong-kong vers la province chinoise de Taïwan¹¹⁵ et le Japon¹¹⁶. On a découvert des affaires de fabrication clandestine en Iran¹¹⁷, en Turquie¹¹⁸ et au Liban¹¹⁹; on a signalé un trafic intéressant l'Iran¹²⁰, Israël¹²¹ et le Liban¹²¹. Une

fabrication clandestine a été découverte en Italie¹²² et en Yougoslavie¹²³. Il a été signalé un trafic de transit intéressant l'Italie¹²⁴, la France¹²⁵, la Grèce¹²⁶ et l'Espagne¹²⁷. On a signalé un trafic intéressant la province égyptienne de la République arabe unie¹²⁸ et la Tunisie¹²⁹. Le trafic de diacétylmorphine continue à être dirigé surtout vers l'Amérique du Nord et particulièrement les Etats-Unis qui sont un des principaux objectifs du trafic illicite international le plus fortement organisé. Il ne semble pas que les toxicomanes du Canada ou des Etats-Unis d'Amérique soient approvisionnés en stupéfiants provenant d'une fabrication clandestine ou de détournements de stupéfiants fabriqués de façon licite dans ces pays; la diacétylmorphine qui y a été saisie provient essentiellement de l'étranger¹³⁰. On a également signalé un trafic de ce stupéfiant par voie terrestre à travers le Mexique¹³¹ à destination des Etats-Unis. On a également signalé la découverte d'une fabrication clandestine en Colombie.

224. L'observateur de la Thaïlande a indiqué qu'il n'existait aucun indice d'une fabrication illicite de morphine ou de diacétylmorphine dans son pays. Le trafic a ses sources dans des régions situées au delà de la frontière septentrionale de la Thaïlande et la drogue est destinée en majeure partie à l'exportation. Le représentant du Royaume-Uni a estimé que l'on possédait des indices suffisants de l'existence d'une ou plusieurs fabriques clandestines dans les régions situées à la frontière entre la Birmanie, la Chine et la Thaïlande et qu'une étroite coopération entre les gouvernements intéressés était absolument indispensable pour mettre fin à ce trafic illicite de morphine brute.

225. La situation à Hong-kong en ce qui concerne la diacétylmorphine a continué à provoquer de graves inquiétudes. On a découvert cinq laboratoires clandestins et plusieurs fabriques de pilules. Sur la quantité globale de stupéfiants confisqués au cours de l'année, les saisies de morphine et de diacétylmorphine sont les plus importantes qu'on ait jamais enregistrées. Dans ce territoire de 640 kilomètres carrés, les saisies opérées par les autorités ont été trois fois plus importantes que celles qu'ont signalées les Etats-Unis. La diacétylmorphine continue à être le principal stupéfiant qu'emploient les toxicomanes. Le nombre total des infractions relatives aux drogues nuisibles s'est élevé à 15.540, dont 11.528 concernaient la diacétylmorphine.

226. Le représentant de la Chine a déclaré que le trafic d'opiacés paraissait en régression. Les saisies

¹⁰⁹ E/CN.7/R.8/Add.28.

¹¹⁰ E/CN.7/R.8/Add.40; E/CN.7/347, par. 90, 94 et 95.

¹¹¹ E/CN.7/R.8/Add.41; E/CN.7/347, par. 90, 95 et 248; E/CN.7/348, p. 48 à 49.

¹¹² E/CN.7/R.8/Add.20; E/CN.7/347, par. 90, 93 et 251; E/CN.7/348, p. 51.

¹¹³ E/CN.7/R.8/Add.37; E/CN.7/347, par. 90, 95 et 247.

¹¹⁴ E/CN.7/R.8/Add.41; E/CN.7/347, par. 113, 118 et 256; E/CN.7/348, p. 56.

¹¹⁵ E/CN.7/R.8/Add.37.

¹¹⁶ E/CN.7/R.8.

¹¹⁷ Rapport, douzième session, par. 145.

¹¹⁸ E/CN.7/R.8/Add.33.

¹¹⁹ E/CN.7/R.8/Add.49; E/CN.7/347, par. 96, 97, 119, 252 et 258; E/CN.7/348, p. 50 et 57.

¹²⁰ E/CN.7/347, par. 120; E/CN.7/348, p. 56.

¹²¹ E/CN.7/R.8/Add.45.

¹²² E/CN.7/R.8/Add.13; E/CN.7/347, par. 110.

¹²³ E/CN.7/R.8/Add.31; E/CN.7/347, par. 88.

¹²⁴ E/CN.7/R.8/Add.13; E/CN.7/347, par. 87, 110 et 246; E/CN.7/348, p. 50 et 57.

¹²⁵ E/CN.7/R.8/Add.12; E/CN.7/347, par. 85, 109, 245 et 255.

¹²⁶ E/CN.7/R.8/Add.47.

¹²⁷ E/CN.7/R.8/Add.9; E/CN.7/347, par. 111; E/CN.7/348, p. 55.

¹²⁸ E/CN.7/R.8/Add.50; E/CN.7/348, p. 55.

¹²⁹ E/CN.7/R.8/Add.46.

¹³⁰ E/CN.7/R.8/Add.1; E/CN.7/347, par. 79, 103, 104, 106, 253 et 254; E/CN.7/R.8/348, p. 55 et 56.

¹³¹ E/CN.7/R.8/Add.28.

effectuées au cours de l'année ne donnent pas l'impression qu'il s'agisse d'un trafic organisé. Les lourdes peines infligées aux trafiquants et aux toxicomanes ont des effets salutaires.

227. La Commission a constaté que la diacétylmorphine demeure le stupéfiant qui se rencontre le plus fréquemment sur le marché illicite au Japon. La plus grande partie des stupéfiants qui font l'objet d'un trafic dans ce pays sont importés clandestinement. Le trafic est dans une large mesure destiné à approvisionner les toxicomanes du pays ; un trait caractéristique est le grand nombre de saisies — portant sur de faibles quantités de stupéfiants — faites sur des toxicomanes ou des colporteurs, ainsi que la présence sur le marché illicite de ressortissants étrangers. Le degré moyen de pureté de la diacétylmorphine est de 65 pour 100.

228. Le représentant de la Turquie a donné des détails sur la découverte d'une fabrique clandestine à Hatapli, dans le district de Hassa-Iskenderon, qui a permis de saisir 14 kilogrammes de morphine base, puis 20 kilogrammes de morphine base et 1.500 kilogrammes de résidus d'opium. Il a remercié de leur collaboration dans cette affaire les autorités du Liban et des Etats-Unis ainsi que l'OIPC.

229. L'observateur du Liban a déclaré que son pays se trouvait sur l'itinéraire d'un trafic de transit à destination de l'Europe et des Etats-Unis. Une fabrique clandestine a été découverte et il a remercié de leur collaboration les autorités des Etats-Unis. Les services de prévention et de répression du Liban font tout ce qui est en leur pouvoir pour lutter contre le trafic. Il a mentionné une récente saisie signalée par la province égyptienne de la République arabe unie, affaire dans laquelle le stupéfiant aurait été acheminé depuis le port de Lattaquié (Syrie), ce détournement pouvant être imputé aux mesures sévères prises par les autorités libanaises.

230. Le représentant de la République arabe unie a appelé l'attention de la Commission sur la réapparition des stupéfiants « blancs » dans la province égyptienne et a exprimé des inquiétudes à ce sujet. M. Safwat s'est référé à la note du Directeur du Bureau permanent pour le contrôle des stupéfiants et a déclaré qu'il est bien connu qu'une fabrication clandestine de morphine et de diacétylmorphine existe en Syrie du Nord, particulièrement à Alep. En 1957, une fabrique clandestine a été découverte et détruite. Mais les autorités se heurtent à des difficultés en raison de la facilité avec laquelle les trafiquants peuvent se procurer l'opium.

231. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a félicité la République arabe unie, et tout particulièrement la province de Syrie, pour les opérations de police entreprises et menées avec succès contre les bandes de trafiquants internationaux de stupéfiants. Il a également exprimé la reconnaissance de son gouvernement pour le concours que les autorités syriennes ont fourni aux agents des stupéfiants des Etats-Unis. Il existe dans cette région un important trafic fortement organisé. De la morphine base et de la diacétylmorphine sont fabriquées clandestinement dans la région d'Alep. La diacétylmor-

phine est destinée aux Etats-Unis et, probablement aussi, au Canada. Pendant l'année 1957 et en janvier 1958, plusieurs saisies importantes ont été effectuées. Au total, 8 saisies ont été faites représentant un montant de 545 kilogrammes d'opium brut et 500 grammes de morphine base. Une des enquêtes menées en janvier 1958 a été particulièrement importante parce qu'elle a abouti à la saisie d'un laboratoire clandestin et à l'arrestation de deux trafiquants bien connus ayant l'un et l'autre des antécédents criminels. Cette enquête et une autre ont été menées en janvier 1958 par les autorités syriennes, en coopération avec le Bureau des stupéfiants des Etats-Unis. Toutes ces saisies ont été signalées par la presse syrienne et la presse libanaise. A ce propos, le représentant des Etats-Unis a rappelé qu'à sa douzième session, la Commission avait constaté avec étonnement qu'une quantité de 233 kilogrammes de morphine avait été confisquée en Syrie en 1955¹³². Il a fait observer qu'aucun renseignement n'avait été communiqué officiellement ni au sujet de cette affaire, ni au sujet des saisies mentionnées ci-dessus. La Commission a exprimé l'espoir que la République arabe unie poursuivrait son action vigoureuse de répression contre ce trafic, particulièrement dans la région d'Alep. Le représentant de la République arabe unie a promis d'attirer l'attention des autorités syriennes sur l'obligation qu'elles ont, aux termes des instruments internationaux relatifs aux stupéfiants, de communiquer à l'Organisation des Nations Unies des renseignements sur les saisies et le trafic illicite.

232. La Commission a constaté qu'il existait un trafic de transit intéressant l'Italie, la Grèce, la France, l'Espagne et la Suisse. Une fabrique clandestine de stupéfiants a été découverte en Italie, et une autre en Yougoslavie ; on n'a découvert dans cette dernière que 3 kilogrammes de morphine brute. Le représentant de la France a souligné qu'il n'est pas possible de mettre fin à ce trafic de transit si des mesures efficaces ne sont pas prises dans les régions de production.

233. Le représentant des Etats-Unis a porté à la connaissance de la Commission plusieurs autres affaires significatives du trafic illicite. Il a souligné que le trafic de diacétylmorphine est presque entièrement alimenté par des importations illicites ; à l'intérieur des Etats-Unis, la contrebande et la distribution illicite de ce stupéfiant sont fortement organisées. C'est ainsi que dans l'affaire Harry Stromberg, à l'issue d'une enquête de deux ans menée par les services de répression du Département du Trésor, 46 personnes ont été mises en accusation dans la ville de New-York en septembre 1957 pour avoir participé à l'une des plus vastes ententes dolosives en vue de commettre des infractions à la législation fédérale sur les stupéfiants, dont le Bureau des stupéfiants ait jamais eu connaissance. On a appris que depuis 1950 cette bande avait importé illicitement d'Europe aux Etats-Unis environ 50 livres de diacétylmorphine par mois ; une certaine quantité de ce stupéfiant était importée par le Canada. Des membres de la bande distribuaient ensuite le stupéfiant dans les grandes villes des Etats-Unis. Harry

¹³² Rapport douzième session, par. 146.

Stromberg, dit « Nig » Rosen, *racketeer* bien connu de New-York et de Philadelphie, était l'un des principaux commanditaires de l'organisation. La bande comprenait également John Baruch, Jean Aron, Saul Gelb, Nathan Behrman et Anthony Velucci, tous bien connus comme auteurs d'infractions à la législation sur les stupéfiants. Cette bande bénéficiait de la complicité de trois inspecteurs du Service des douanes des Etats-Unis. Les autorités françaises ont apporté une aide précieuse au Bureau des stupéfiants en menant des enquêtes en France sur certaines phases de cette importante affaire.

234. Au mois de janvier 1957, à San-Francisco (Californie), des agents du Bureau des stupéfiants ont arrêté un groupe de 33 marins, dockers et fournisseurs, qui faisaient partie d'une bande dirigée par George D. Poole, John H. Chappel, etc. Ces trafiquants avaient organisé un réseau d'importation illicite de diacétylmorphine de Hong-kong à San-Francisco. On estime qu'ils ont réussi à importer aux Etats-Unis au moins 154 livres de diacétylmorphine pure en provenance de la Chine continentale. Tout au long de ses activités, la bande a fait preuve d'une telle prudence qu'elle a pratiquement échappé à l'attention des autorités. Un ou deux membres seulement de la bande se chargeaient de l'importation proprement dite du stupéfiant, qui était transporté à bord de navires de la *President Line* faisant escale à San-Francisco tous les trois mois. Les autres membres demeuraient à terre et fournissaient les fonds nécessaires à l'achat du stupéfiant à Hong-kong. Chacun des sept trafiquants directement mis en cause a été condamné à cinq ans de prison.

235. Dans l'affaire Ray J. Bolling et consorts, il s'agissait d'un groupe de cinq trafiquants, dont on savait qu'il vendait de la diacétylmorphine importée illicitement du Mexique. Des agents secrets du Bureau des stupéfiants sont parvenus à acheter à cette bande des lots d'une once ; toute la bande a été arrêtée au mois de mai 1957. Ray Bolling, qui avait déjà purgé une peine de cinq ans de prison pour vol à main armée et détention de cannabis, a été condamné à 50 ans de prison. Un autre délinquant, Ralph Ellison, déjà titulaire de deux condamnations pour infraction en matière de stupéfiants, a été condamné à 40 ans de prison.

236. Plusieurs autres trafiquants importants ont été condamnés en 1957. Dans l'affaire Oreatha Gupton et consorts, le principal délinquant a été condamné à 12 ans de prison et à une période de probation de 20 ans ; Robert Outten, déjà condamné pour vente illicite de stupéfiants, a été condamné à une peine de 10 à 20 ans de prison ; Frank Huizar, dont les antécédents criminels remontaient à 1940 et dont le casier judiciaire portait des condamnations pour vol avec effraction et vol qualifié, a été condamné à 20 ans de prison ; Rudolph Moreno, dont les antécédents criminels remontaient à 1944, a été condamné à 15 ans de prison.

237. La Commission a félicité les services de répression des Etats-Unis pour les enquêtes approfondies et délicates qu'il a menées au cours de l'année et a approuvé pleinement les peines sévères infligées aux trafiquants invétérés. Elle a également appelé l'attention sur plusieurs enquêtes menées

conjointement et avec succès au Liban, en Syrie, en Iran, en Turquie, en Suisse, en Italie, en Colombie, à Cuba et en Equateur ; elle y voit d'excellents exemples de la coopération internationale dans la lutte contre le trafic illicite. Le représentant des Etats-Unis a tenu à exprimer ses remerciements à ces pays, ainsi qu'à tous les autres pays qui ont coopéré avec les agents du Bureau des stupéfiants des Etats-Unis dans la lutte commune contre les trafiquants internationaux de stupéfiants.

238. Le représentant du Canada a indiqué que la diacétylmorphine demeure le stupéfiant le plus important sur le marché illicite de son pays. Comme par le passé, la diacétylmorphine provient de sources illicites à l'étranger et les approvisionnements paraissent abondants.

239. Le représentant du Mexique a fait observer que l'on n'avait pas découvert dans son pays de fabrication clandestine d'opiacés. Il existe un trafic de transit qui a sa source à l'étranger et l'attrait de la monnaie des Etats-Unis est très puissant. Le Gouvernement mexicain a pris des mesures spéciales de précaution le long de sa frontière et les autorités de répression de l'un et l'autre pays travaillent en étroite collaboration en vue de résoudre ce problème commun.

Cannabis

240. Les renseignements relatifs au trafic du cannabis présentent de grandes lacunes, particulièrement en ce qui concerne l'Afrique et l'Amérique du Sud. On a rappelé que le Secrétariat avait entrepris la rédaction de plusieurs monographies nationales relatives au cannabis et que plusieurs de ces études avaient été publiées dans la série E/CN.7/286 et additifs 1 à 20. La Commission ne peut que répéter les observations générales qu'elle a formulées l'année passée¹³³, à savoir que le trafic du cannabis est constitué en grande partie, en Extrême-Orient¹³⁴, en Afrique¹³⁵, en Amérique centrale¹³⁶ et en Amérique du Sud, par la production et la consommation locales, surtout des formes les moins concentrées du stupéfiant. L'existence de plantes poussant à l'état sauvage en de nombreux endroits de ces régions du monde pose un problème difficile à résoudre aux autorités de répression, qui doivent lutter contre des traditions fortement enracinées. Le trafic international illicite des substances à base de cannabis se fait également en grande partie entre pays limitrophes ; ce trafic impose, lui aussi, une lourde tâche aux services de prévention, par exemple aux patrouilles chargées de la surveillance des frontières et aux services douaniers. Il existe enfin un trafic abondant qui est surtout le fait de marins de navires marchands¹³⁷.

241. Le représentant du Royaume-Uni a fait observer que la quantité de cannabis saisie, soit 237 kg 200, a plus que doublé par rapport à 1956,

¹³³ Rapport douzième session, par. 161 et 162.

¹³⁴ E/CN.7/347, par. 162 à 171, 268 à 272.

¹³⁵ E/CN.7/347, par. 140 à 146, 262 et 263.

¹³⁶ E/CN.7/347, par. 147, 148, 150 et 152.

¹³⁷ E/CN.7/347, par. 153 à 161, 266 et 275 ; E/CN.7/348, p. 36 à 41.

bien que le nombre des saisies (36) ait diminué¹³⁸. Dans de nombreuses affaires, le cannabis se présentait sous forme de blocs rectangulaires comprimés à la machine et enveloppés dans du papier brun ; dans plusieurs affaires, les navires mis en cause venaient de ports birmans.

242. Le représentant de l'Inde a exposé certaines des mesures prises dans son pays en ce qui concerne le cannabis¹³⁹. La consommation du charas (résine de cannabis) est interdite dans tous les Etats de l'Inde ; Il se fait néanmoins un certain trafic illicite de ce stupéfiant et 987 affaires ont été découvertes. Au cours de l'année, 5.627 affaires de trafic illicite de ganja et 937 affaires de trafic illicite de bhang ont été découvertes. Au sujet de l'expression « chanvre indien » qui figure dans un certain nombre de rapports de gouvernements, le représentant de l'Inde a souligné que le terme exact est « cannabis » et a exprimé l'espoir que les gouvernements suivraient les recommandations formulées sur ce point par la Commission¹⁴⁰. La Commission a félicité le Gouvernement de l'Inde des efforts vigoureux qu'il déploie contre le trafic illicite, ainsi que de la politique qu'il poursuit en matière de cannabis.

243. Le trafic traditionnel de hachich au Proche et au Moyen-Orient ne s'est pas ralenti. Il s'agit essentiellement d'un trafic de transit, dans lequel le Liban et la Syrie sont les pays producteurs, Israël et la Jordanie les pays de transit et la province égyptienne de la République arabe unie la cible principale¹⁴¹. L'observateur du Liban a fait observer que la culture de la plante de cannabis est interdite dans son pays, mais que l'on continue à découvrir des cultures clandestines dans les régions montagneuses difficiles d'accès. Les autorités libanaises ont intensifié la lutte qu'elles mènent contre le trafic illicite et plus de 2.900 kilogrammes de ce stupéfiant ont été saisis. De lourdes peines ont été infligées aux trafiquants et il semble que le trafic du cannabis ait été en régression au cours de l'année.

244. Le représentant de la République arabe unie a fait observer que le cannabis (hachich) est le principal stupéfiant auquel s'adonnent les toxicomanes de la province égyptienne. En dépit d'une répression sévère et des efforts incessants des autorités compétentes, l'usage du hachich est répandu et a même gagné les classes moyennes et cultivées. D'importantes quantités de hachich préparé sont importées illicitement dans le pays. Au cours de l'année, plus de 11 tonnes de hachich préparé ont été saisies et des poursuites ont été intentées dans 1.547 affaires. La plus grande partie du stupéfiant saisi provenait du Liban ou de la Syrie. Les autorités syriennes combattent la culture de la plante de cannabis sur tout le territoire. Dans la zone du djebel Druse, cette culture est encore pratiquée sur des superficies de faible étendue par une population de hors-la-loi bien connus pour leur cruauté et leur brutalité.

¹³⁸ E/CN.7/R.8/Add.39.

¹³⁹ E/CN.7/R.8/Add.30.

¹⁴⁰ Rapport, neuvième session, par. 119.

¹⁴¹ E/CN.7/R.8/Add.45, 49 et 50.

245. Le représentant du Bureau permanent de la LEA a appelé l'attention sur la situation en Jordanie, au Liban, en Irak, en Arabie Saoudite, au Yémen, en Libye, au Soudan et au Koweït, telle qu'elle est décrite dans la note du Directeur du Bureau. A cet égard, le représentant du Royaume-Uni a fait observer que les autorités du Koweït n'ignorent pas l'existence d'un trafic de stupéfiants qui se fait à bord de pétroliers et ont récemment renforcé les mesures de surveillance et de contrôle en vue d'intercepter ce trafic illicite.

246. L'observateur du Liban a estimé que les observations de M. Safwat, ainsi que les informations qui figurent au sujet de son pays dans la note du Bureau, étaient fantaisistes et inexactes. La presse égyptienne a signalé d'importantes saisies dans la région du Sinaï, à l'intérieur du pays, sur la côte de la Méditerranée et près de la frontière libyenne ; or, M. Safwat n'en a pas fait mention. En outre, le Gouvernement libanais n'a reçu aucun renseignement direct des autorités égyptiennes de la République arabe unie en ce qui concerne des saisies de stupéfiants censés provenir du Liban. L'observateur du Liban a tenu à appeler l'attention de la Commission sur la pratique dangereuse qui consiste à examiner des renseignements obtenus de sources non officielles. Le Gouvernement libanais estime que le fait que la Commission tienne officiellement compte de la note présentée par le Bureau pourrait rendre inutile la présence, à ses séances, de l'observateur du Liban. Cette pratique équivaudrait à mettre en doute la valeur des rapports officiels sur le trafic illicite que les gouvernements envoient à l'Organisation des Nations Unies.

247. Le représentant de la Turquie a estimé, lui aussi, que la note du Bureau appelle de sérieuses réserves quant aux sources utilisées et aux renseignements qui y sont donnés. Il est difficile d'admettre que 400.000 toxicomanes s'adonnant au hachich puissent se pourvoir en stupéfiants en provenance de pays où la culture du cannabis est interdite. Le fait que le trafic illicite qui alimente ces toxicomanes échappe en très grande partie à la saisie n'est pas à porter au crédit des autorités de la province égyptienne de la République arabe unie. Il eût été plus indiqué d'examiner d'autres aspects de la question et de cesser d'incriminer les pays voisins, ce qui est une méthode facile de défense. Il serait nécessaire de prendre et d'appliquer des mesures législatives et administratives appropriées et sévères dans tous les pays membres de la LEA. Ce raisonnement s'applique également en ce qui concerne le trafic de l'opium. Le représentant de la Turquie a affirmé de nouveau qu'à son avis l'échange direct de renseignements entre autorités intéressées constituait le meilleur moyen de lutter contre le trafic illicite.

248. L'observateur du Maroc a indiqué les progrès accomplis dans son pays en ce qui concerne la lutte contre l'usage du cannabis. L'unification administrative des anciennes zones sud et nord a été achevée au mois de février et les lois de l'ancienne zone sud portant interdiction du kif seront appliquées à l'ancienne zone nord. La zone de Ketama, dans le nord du pays, où se pratique la culture du kif, pourra

être désormais circonscrite et soumise à une surveillance. Le problème qui se pose est que des milliers de personnes vivent depuis des années de la culture du kif, qui constitue leur principal moyen d'existence. Le gouvernement envisage une reconversion des terres et une rééducation de la population et espère à cet égard faire appel à l'assistance technique, conformément à la résolution 667 F (XXIV)¹⁴² du Conseil économique et social. Le Ministère de la santé publique accorde une attention toute particulière au traitement et à la prévention de la toxicomanie ; un rapport détaillé de l'hôpital de Ber-Rechid sur les aspects psychopathologiques du cannabisme au Maroc a été publié dans le *Bulletin des stupéfiants*, volume IX, octobre-décembre 1957. La Commission a manifesté de l'intérêt pour les aspects scientifiques de cet article. Un rapport détaillé a été présenté sur la question du trafic illicite du kif¹⁴³. Le stupéfiant provient presque exclusivement de la culture clandestine pratiquée dans l'ancienne zone nord et est destiné au marché intérieur. On a saisi et détruit plus de 8 tonnes de kif. L'observateur du Maroc a déclaré également que l'Espagne avait signalé¹⁴⁴ des saisies de petites quantités de kif provenant vraisemblablement de l'ancienne zone nord du Maroc, mais les autorités marocaines n'ont pas connaissance d'un trafic illicite dirigé soit vers l'Espagne, soit vers le marché illicite international. En outre, les autorités espagnoles ont signalé elles-mêmes que les trafiquants étaient des ressortissants espagnols. On ne s'est pas mis en rapport avec les autorités marocaines au sujet des saisies de cannabis, ce qui n'est pas conforme aux résolutions adoptées par la Commission à ses neuvième et dixième sessions. Le Gouvernement du Maroc souhaiterait recevoir des renseignements sur les saisies de stupéfiants, et en particulier les saisies de cannabis qui, bien qu'effectuées hors de son territoire, pourraient sembler mettre en cause des navires ou des avions faisant escale au Maroc.

249. Il existe toujours un trafic de cannabis (marihuana) par voie terrestre à destination des Etats-Unis¹⁴⁵. Le représentant du Mexique a signalé l'existence d'un trafic illicite de marihuana d'origine mexicaine. Le Gouvernement mexicain a saisi environ 36 tonnes de cannabis ; une campagne énergique a été entreprise contre la culture de la plante de cannabis ; les plantations détruites au cours de l'année représentent une superficie de 27.469 mètres carrés. Des mesures spéciales de surveillance et de contrôle ont été mises en œuvre à la frontière et le Gouvernement mexicain a fait tout ce qui est en son pouvoir pour intercepter le trafic à destination des Etats-Unis. La Commission a remercié le Gouvernement mexicain des efforts qu'il tente en vue de réprimer le trafic et de supprimer la culture illicite.

Cocaïne

250. Plusieurs pays ont signalé au cours de l'année

des saisies de cocaïne¹⁴⁶. Elles traduisent le déclin relatif de ce stupéfiant sur le marché illicite.

251. Le représentant des Etats-Unis a signalé deux affaires récentes dans lesquelles deux échantillons de feuilles de coca, pesant respectivement 10 kilogrammes et 500 grammes avaient été expédiés de certains pays d'Amérique du Sud sans les certificats nécessaires.

252. La Commission a pris acte des renseignements disponibles et a émis l'avis qu'il fallait faire preuve d'une vigilance incessante en ce qui concerne le trafic de ce stupéfiant.

Stupéfiants synthétiques

253. La Commission a examiné les renseignements relatifs aux saisies de stupéfiants synthétiques qui figurent dans les documents mis à sa disposition¹⁴⁷. A la demande des représentants de la France et de la Turquie, le Secrétariat a établi un nouveau relevé¹⁴⁸ de ces saisies d'après les renseignements donnés dans le document E/CN.7/347. Aux fins de comparaison, ont été également repris dans ce relevé les renseignements pour 1956 extraits de l'additif au *Résumé des rapports annuels pour 1956* (E/NR.1956/Summary/Add.1, p. 19 à 32). Les quantités d'opium, d'opiacés et de stupéfiants synthétiques dont la saisie a été signalée en 1956 et 1957 ont été converties en doses thérapeutiques, selon le mode de présentation adopté dans le document E/CN.7/339 (Renseignements complémentaires relatifs aux stupéfiants synthétiques et aux autres stupéfiants nouveaux). Les doses thérapeutiques de chaque stupéfiant ont été calculées de la même manière que dans ce document.

254. La Commission a constaté que les saisies déclarées de stupéfiants synthétiques ne représentent qu'une proportion infime du total des saisies déclarées. Le représentant du Royaume-Uni, appuyé par le représentant des Etats-Unis, a beaucoup insisté sur ce fait. Les représentants de la France, de la Turquie et de la Yougoslavie ont émis l'avis que les renseignements relatifs aux saisies de stupéfiants synthétiques ne sont pas suffisamment complets, ni même assez précis, pour qu'on puisse en tirer actuellement des conclusions. Il serait cependant utile de disposer de renseignements plus abondants sur cette question, ce qui permettrait de déterminer l'évolution de la situation au cours des dernières années.

255. Le représentant de la Turquie a signalé qu'il serait particulièrement intéressant que les gouvernements fournissent de plus amples renseignements concernant la toxicomanie par emploi de stupéfiants synthétiques. A propos du rapport sur la toxicomanie par emploi de chlorhydrate de péthidine, qui est joint en annexe au cinquième rapport du Comité d'experts des drogues engendrant la toxicomanie, de l'OMS¹⁴⁹, il a exprimé l'espoir que les gouvernements continueraient à fournir

¹⁴² E/CN.7/335, par. 122.

¹⁴³ E/CN.7/R.8/Add.4.

¹⁴⁴ E/CN.7/348, p. 37 à 39.

¹⁴⁵ E/CN.7/R.8/Add.10 ; E/CN.7/347, par. 147, 151, 152 et 264.

¹⁴⁶ E/CN.7/347, par. 125 à 139, 260 et 261 ; E/CN.7/348, p. 60 ; E/CN.7/R.8/Add.44, 45 et 50.

¹⁴⁷ E/CN.7/347, par. 178 à 203, 276 ; E/CN.7/348, p. 63.

¹⁴⁸ E/CN.7/347/Add.1.

¹⁴⁹ OMS, *Série de rapports techniques*, 1955, n° 95.

des renseignements aussi précieux. Il a déclaré ne pas partager l'optimisme des autres membres de la Commission quant à la signification des stupéfiants synthétiques sur le marché illicite, surtout si l'on tient compte du fait que les stupéfiants synthétiques sont d'apparition récente (ils n'existent que depuis cinq ans), alors que les stupéfiants naturels sont utilisés depuis bien plus longtemps. Le représentant de la Turquie a souligné qu'il y a trois ans, d'après une étude faite dans un seul hôpital, le nombre des péthidinomanes était de plus de 450. La situation est très inquiétante et il y aurait grand intérêt à connaître les statistiques relatives aux toxicomanes par usage de stupéfiants synthétiques qui sont traités dans les différents hôpitaux. D'autre part, le représentant de la Turquie s'est beaucoup inquiété du détournement des stupéfiants synthétiques de leur usage thérapeutique, notamment par des membres de la profession médicale.

256. Le représentant de la France a estimé que la seule étude des saisies ne donnait pas un tableau exact de la situation. Il y a lieu de tenir compte, en outre, des statistiques portant sur les stupéfiants employés par les toxicomanes. En effet, en ce qui concerne les stupéfiants synthétiques, la toxicomanie est, dans la plupart des cas, d'origine thérapeutique. Le représentant de l'Iran a souligné qu'il y avait lieu de tenir compte aussi du fait que, d'ores et déjà, le nombre des stupéfiants synthétiques dépasse celui des stupéfiants naturels.

257. La Commission a reconnu la nécessité d'obtenir des renseignements plus précis sur les saisies de stupéfiants synthétiques et a chargé le Secrétaire général d'inviter instamment les gouvernements à signaler à tous les organismes internationaux intéressés dont ils font partie toutes leurs saisies, si faibles qu'elles soient, des différentes formes et espèces de stupéfiants synthétiques, afin que ces organismes puissent en faire état dans leurs rapports.

Divers

258. La Commission a constaté que plusieurs pays continuent à signaler des saisies diverses de stupéfiants, principalement sous forme d'ampoules, de flacons¹⁵⁰. Elle a exprimé le vœu qu'à l'avenir les gouvernements veuillent bien donner toutes précisions sur la dose de principe actif contenu dans ces ampoules, flacons, etc.

259. Le représentant du Canada a fait savoir à la Commission que la quantité de « substances données comme stupéfiants » dont le Canada a signalé la saisie¹⁵¹, était constituée par des substances que les trafiquants offrent à la vente en les présentant faussement comme des stupéfiants. Ces tentatives de trafic illicite sont considérées comme équivalant à une infraction à la législation sur les stupéfiants et leurs auteurs sont passibles d'une peine allant jusqu'à 14 ans de prison.

260. La Commission a reconnu que, dans les cas de saisie de stupéfiants divers, il s'était agi surtout de détournements peu importants de stupéfiants d'origine licite ou de menus vols. Plusieurs membres, et notamment le représentant de la Turquie, ont estimé que les gouvernements n'attachent pas assez d'attention à la communication de rapports sur ce genre de saisies. La Commission a été d'avis que les gouvernements devraient, dans leurs rapports, éviter d'employer le mot « divers », mais devraient préciser, en chaque cas, le nom de la drogue saisie. Cette situation n'est pas sans danger, car la toxicomanie d'origine thérapeutique est en grande partie provoquée par l'absence de contrôle suffisant en ce qui concerne la prescription de stupéfiants, les doses prescrites, etc. La Commission a exprimé l'espoir que les gouvernements ne relâcheraient pas leur vigilance à cet égard.

¹⁵⁰ E/CN.7/347, par. 180 à 203 ; E/CN.7/348, p. 63.

¹⁵¹ E/CN.7/R.8/Add.1.

CHAPITRE IV

EMPLOI ABUSIF DES STUPÉFIANTS (TOXICOMANIE)¹⁵²

261. La Commission a examiné certains aspects particuliers du problème de la toxicomanie, à savoir la fréquence de la toxicomanie et la situation en ce qui concerne les données quantitatives et qualitatives sur le problème, les facilités pour le traitement des toxicomanes et les méthodes de traitement, la toxicomanie d'origine thérapeutique et la toxicomanie dans la profession médicale, les progrès dans la recherche médicale sur la toxicomanie, enfin, la prévention de la toxicomanie.

262. L'étude du problème de la toxicomanie exigerait l'examen, par la Commission, de questions que n'ont pas prévues les instruments internationaux

lorsqu'ils ont défini l'œuvre de contrôle en matière de stupéfiants. On pourrait dire que cette œuvre de contrôle, en ce qui concerne la toxicomanie, consiste à prévenir son développement en réglementant l'approvisionnement licite en stupéfiants et en supprimant l'approvisionnement illicite. Cependant, si le but du contrôle des stupéfiants est l'élimination de la toxicomanie, il faut pour y arriver employer quantité de moyens. Il s'agit d'empêcher la toxicomanie non seulement par des moyens administratifs, mais aussi par des mesures d'ordre social ; d'assurer le traitement médical et social des toxicomanes tout autant que de fournir des données statistiques ; d'accroître les connaissances sur l'étiologie de la toxicomanie et sur sa fréquence.

263. Il est malaisé de parvenir à un accord général sur l'étiologie de la toxicomanie en tant que problème

¹⁵² Point 7 de l'ordre du jour (E/CN.7/SR.381 à 385, 405 et 412).

social. Cependant, on admet généralement qu'il existe une différence essentielle entre, d'une part, les causes déterminantes de la toxicomanie par usage de l'opium, de la feuille de coca et du cannabis que l'on rencontre dans les pays où la consommation non médicale de ces substances est traditionnelle, et d'autre part les causes déterminantes de la toxicomanie par usage de stupéfiants manufacturés que l'on rencontre dans les régions industrialisées. Dans ce dernier cas, les troubles de la personnalité semblent jouer un rôle beaucoup plus important. On admet aussi que, dans ce dernier cas, à cause de l'importance des problèmes de la personnalité, le traitement ne saurait se limiter au sevrage du toxicomane, mais qu'il doit également inclure un traitement psychiatrique et la réadaptation physique et professionnelle. Le rapport du Groupe d'étude de l'OMS sur le traitement médical et social des toxicomanes (E/CN.7/320), qui a été présenté à la Commission à sa douzième session, a été très utile de ce point de vue. A cette session, la Commission s'était prononcée en faveur du traitement des toxicomanes dans des établissements fermés¹⁵³. Cependant, un problème se pose du fait qu'il n'existe que très peu d'établissements spécialisés dans le traitement des toxicomanes. Certains pays ont manifesté de l'intérêt pour les possibilités d'une assistance technique dans ce domaine.

264. La Commission était saisie, à sa treizième session, d'une étude sur la fréquence de la toxicomanie (E/CN.7/345), qui mettait à jour les renseignements soumis dans l'étude analytique de la toxicomanie établie pour la douzième session (E/CN.7/318). Si les données sont plus nombreuses qu'il y a quelques années, les chiffres donnés pour le nombre des toxicomanes dans chaque pays et territoire, tels qu'on les trouve dans les rapports annuels, ne sont pas nécessairement comparables et donnent seulement une indication quantitative sur la fréquence de la toxicomanie par usage des divers stupéfiants. La difficulté de mesurer l'importance de la consommation illicite empêche bien entendu de déterminer de façon exacte le nombre des toxicomanes. Il faut également tenir compte de la diversité des méthodes et des pratiques des différents pays en ce qui concerne, par exemple : l'identification et le recensement des toxicomanes ; les méthodes utilisées par la profession médicale et par les pharmaciens ; les règlements et l'action gouvernementale. Par exemple, certains pays ne font pas de différence entre les toxicomanes et les patients qui, atteints de maladies chroniques, emploient des stupéfiants.

265. Il a été possible de rassembler des données intéressantes sur la mesure du pouvoir analgésique et sur les propriétés toxicomanogènes des stupéfiants, grâce à la série d'études que l'OMS, en consultation avec le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, a entreprises en vertu de la résolution 505 C (XVI) du Conseil économique et social. Par contre, en ce qui concerne les données qualitatives sur la toxicomanie, c'est-à-dire celles qui se rapportent à la personne du toxicomane et à son milieu, aux stupéfiants utilisés et

à leurs sources, les difficultés de la recherche sont plus grandes. Un certain nombre de gouvernements, cependant, s'efforcent d'améliorer cette situation et l'on enregistre des progrès. Ces données, et notamment celles qui concernent la pyramide des âges et la profession des toxicomanes, sont nécessaires pour comprendre à la fois la manière de traiter les toxicomanes individuellement et le problème de la toxicomanie dans son ensemble. Ces questions ont déterminé la décision que la Commission a prise, à sa dernière session, d'examiner cette année le problème de la révision du chapitre X du formulaire des rapports annuels, dont un projet avait été établi par le Secrétariat (E/CN.7/318/Add.1)¹⁵⁴. Etant donné qu'on ne saurait demander aux services gouvernementaux responsables du contrôle des stupéfiants de fournir des renseignements détaillés sur toutes les questions possibles, on a décidé de renoncer à certaines rubriques du formulaire actuel et d'en préciser d'autres, de façon à diminuer le nombre des ambiguïtés et à faire ressortir les points sur lesquels l'expérience a montré qu'il convient d'insister.

266. La Commission a décidé que le texte révisé du chapitre X du formulaire des rapports annuels serait envoyé aux gouvernements pour l'établissement de leurs rapports annuels pour 1958. Elle a également décidé de demander au Secrétariat de préparer une étude, accompagnée de graphiques, des données disponibles sur l'étendue de la toxicomanie dans certains pays, suivant la pyramide des âges de la population.

267. La Commission a noté que les renseignements reçus au cours de l'année écoulée n'indiquaient pas de changement dans la répartition générale de la toxicomanie dans les diverses régions du monde. Il existe une toxicomanie très étendue, bien qu'en général en régression, en ce qui concerne l'opium et la feuille de coca. L'abus du cannabis, très fréquent en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud, s'est répandu récemment dans certaines régions plus industrialisées. La toxicomanie par emploi des opiacés manufacturés, en particulier de la diacétylmorphine, semble augmenter dans certaines régions de culture du pavot à opium ou aux alentours de ces régions, compensant à peu près le recul de la toxicomanie par usage de l'opium. La diacétylmorphine reste le stupéfiant le plus populaire du continent nord-américain. On a signalé relativement peu de cas de toxicomanie par usage de stupéfiants synthétiques, mais on a constaté à cet égard une progression dans plusieurs pays.

268. Dans la province égyptienne de la République arabe unie, le cannabis et l'opium sont les principaux stupéfiants utilisés ; on y compte respectivement près de 600.000 et près de 200.000 toxicomanes par emploi de ces deux substances. Le problème est donc grave ; de plus, on pense qu'un nombre égal de personnes sont en voie de devenir des toxicomanes et l'on a observé que la toxicomanie gagnait les classes moyennes.

269. Le représentant de l'Iran a expliqué qu'étant donné l'interdiction de l'usage de l'opium à fumer dans son pays et la nécessité, pour les toxicomanes, de

¹⁵³ Rapport, dixième session, par. 223 à 232 et annexe A, projet de résolution IV.

¹⁵⁴ Rapport, douzième session, par. 367.

rechercher des sources illicites, il n'était pas possible de donner des chiffres officiels sur l'étendue de la toxicomanie, mais qu'on pouvait présumer, sans risque de graves erreurs, qu'à la suite de l'application de la nouvelle loi et en raison du prix élevé de l'opium, le nombre des toxicomanes avait considérablement décliné.

270. Le représentant de l'Inde a informé la Commission que les registres des toxicomanes montrent que le nombre des fumeurs d'opium, qui n'a jamais été très élevé dans l'Inde, a encore diminué. De plus, les mesures importantes prises par la Conférence panindienne de 1956 contre la consommation de l'opium par voie buccale à des fins non médicales, et contre la culture et l'usage du cannabis, sont appliquées avec énergie. Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne l'immatriculation des toxicomanes et le rationnement de l'opium ; le but de ces mesures est de supprimer la consommation d'opium par la voie buccale pour le 1^{er} avril 1959.

271. L'emploi du cannabis, même à des fins médicales, est interdit dans l'ancienne zone sud du Maroc et le sera bientôt dans la zone nord. Il semble que le nombre des consommateurs n'augmente pas. La toxicomanie existe surtout parmi les chômeurs des grandes villes comme Casablanca. La campagne menée par le Gouvernement marocain contre la toxicomanie est fondée sur des mesures préventives ; la sous-alimentation est une cause prédominante de la toxicomanie et il arrive souvent que le toxicomane cesse de fumer dès qu'il trouve un emploi et que son régime alimentaire devient normal. La diminution de l'analphabétisme est également en relation directe avec la diminution de la toxicomanie ; or, au cours des deux dernières années, 500.000 Marocains ont appris à lire.

272. Au Mexique, la consommation du cannabis est un délit, mais les toxicomanes se rencontrent parmi les couches pauvres de la population et, en particulier, parmi les illettrés ; l'emploi du cannabis et du peyotl date de l'époque précolombienne ; ces drogues étaient utilisées à des fins magiques et religieuses par les populations indigènes.

273. La représentante de l'URSS a rappelé qu'à la douzième session elle avait déclaré que son gouvernement fournirait des données séparées pour les Républiques de Biélorussie et d'Ukraine. Cependant, cette ventilation n'a pu être faite et l'on y a donc renoncé. Vu l'intérêt que la Commission a montré pour les recherches effectuées en URSS sur les effets des stupéfiants sur le système nerveux, la Commission sera saisie, à sa quatorzième session, d'un rapport détaillé sur les expériences faites dans certains hôpitaux de l'URSS.

274. Le représentant de la Chine a déclaré que les 586 toxicomanes connus, signalés pour l'année 1957, avaient été arrêtés et envoyés par les tribunaux dans des centres publics de traitement, où ils font l'objet d'une surveillance constante. Une fois guéri, le toxicomane est condamné à une peine de prison qui varie de trois à sept ans, et même davantage en cas de récidive ; il peut même parfois être condamné à mort.

275. En Turquie, les toxicomanes sont internés et

traités dans des services spéciaux des hôpitaux ; après traitement, ils sont condamnés par les tribunaux à des peines sévères.

276. En réponse à des demandes de renseignements concernant les chiffres relatifs à la fréquence de la toxicomanie dans la République fédérale d'Allemagne, l'observateur de la République fédérale a expliqué que son gouvernement considère comme toxicomanes toutes les personnes utilisant des stupéfiants sur ordonnance médicale si elles ont reçu des stupéfiants pendant plus de six semaines ; la vérification à ce sujet est faite par les inspecteurs de la santé publique chargés de contrôler les registres des pharmacies et les ordonnances médicales. A cet égard, la Commission a discuté la question de la définition du terme « toxicomane ».

277. A propos de l'étude, faite par la Commission à sa dernière session¹⁵⁵, du niveau de la consommation de stupéfiants au Danemark, une déclaration a été communiquée aux membres de la Commission avant l'ouverture de la treizième session. L'observateur du Danemark a participé aux débats sur ce sujet et a répondu en détail aux demandes d'explication de certains représentants. En réponse à une question du représentant des Etats-Unis, l'observateur du Danemark a déclaré que ni les règlements ni la pratique médicale de son pays n'autorisent la prescription ou la délivrance de stupéfiants en vue de satisfaire les besoins des toxicomanes ou d'entretenir la toxicomanie. L'observateur du Danemark a insisté sur le fait qu'une grande partie de l'inquiétude de la Commission au sujet de la toxicomanie au Danemark était fondée sur un malentendu car, comme il avait été expliqué à la douzième session, aucune autorité danoise responsable ne partage les opinions émises par le directeur d'un hôpital danois dans le *Journal of the American Medical Association*, et qui avaient attiré l'attention de la Commission. De plus, une erreur commise dans le rapport du Gouvernement danois au Comité central a créé l'impression qu'au Danemark les ordonnances prescrivant des stupéfiants pouvaient être renouvelées sans signature, alors que cette pratique est interdite depuis plus de 70 ans. L'observateur du Danemark a déclaré qu'il y avait bien une consommation assez élevée de stupéfiants dans son pays, mais qu'il n'y avait ni importation illicite ni fabrication illicite et qu'on ne pouvait pas dire qu'il y eût au Danemark un problème particulier de toxicomanie. Le Danemark possède un système de contrôle très efficace : chaque milligramme de stupéfiant vendu dans le pays est enregistré en même temps que les noms de la pharmacie, du médecin et du patient. La consommation licite élevée de stupéfiants est le résultat d'un système de santé publique très développé et très complet. L'assistance médicale est garantie à chaque citoyen danois et la proportion des médecins et des hôpitaux par rapport à l'ensemble de la population est très élevée.

278. Plusieurs représentants ont parlé des aspects de la toxicomanie particuliers à leur pays. Au Canada, on remarque qu'environ la moitié des plus de 3.000 toxicomanes emploient la diacétylmorphine, et 25

¹⁵⁵ Rapport, douzième session, par. 217 à 222.

seulement les stupéfiants synthétiques. Le représentant de la Chine a déclaré que les principaux stupéfiants employés dans son pays par les toxicomanes sont la morphine et la diacétylmorphine, qui sont introduites en contrebande. On n'a pas découvert de cas de toxicomanie par usage de stupéfiants synthétiques ou de cannabis. Dans l'Inde, la toxicomanie par emploi des stupéfiants manufacturés, tels que l'opium préparé, est pratiquement inexistante. En Grèce, les toxicomanes n'emploient que la diacétylmorphine et le cannabis ; les deux tiers emploient la diacétylmorphine. Le représentant du Pérou a déclaré qu'il n'y avait plus dans son pays de toxicomanes par usage de la diacétylmorphine. Les quelques personnes qui suivent un traitement de désintoxication s'adonnaient aux stupéfiants synthétiques. Le représentant du Royaume-Uni, répondant à une demande faite par la Commission à sa douzième session¹⁵⁶, a fourni des renseignements détaillés sur la pratique de certains toxicomanes de Hong-kong qui aspirent par un petit tube les vapeurs de poudre de diacétylmorphine brute et de barbitol sodique chauffés ensemble. Cette pratique est appelée la « poursuite du dragon ». On a également signalé qu'à Hong-kong la diacétylmorphine est absorbée par la voie cutanée, la drogue étant frottée contre la peau, dans laquelle elle pénètre.

279. La Commission a appris avec intérêt qu'en Suisse, contrairement à ce qui se passe d'habitude, il y a plus de toxicomanes parmi les femmes que chez les hommes. Ce sont des infirmières, des femmes sans emploi rémunéré ou des femmes travaillant aux pièces dans l'industrie horlogère qui, parfois pour augmenter leur rendement, absorbent des préparations contenant de l'aminophénazone, de la phénacétine ou de la caféine, et vont même parfois jusqu'à utiliser des stupéfiants tels que l'oxycodone, l'hydrocodone ou la morphine. Aucune de ces toxicomanes n'a recours à des stupéfiants synthétiques. Des 101 toxicomanes connus en Suisse, les quatre cinquièmes se servent de stupéfiants naturels et un cinquième emploie des stupéfiants synthétiques, et cette proportion n'a pas changé depuis des années.

280. Le représentant de la Turquie a déclaré que, dans son pays, la question de la toxicomanie ne se pose pas ; en effet, sur 25 millions d'habitants, il n'y a que 700 toxicomanes signalés environ (soit moins de deux et demi pour 100.000 habitants). L'existence d'un stupéfiant dans un pays ne suffit pas nécessairement à provoquer la toxicomanie, celle-ci ayant certainement des causes d'ordre social, économique, etc. L'importation, l'exportation et la fabrication de la diacétylmorphine sont interdites en Turquie et ce produit ne peut être utilisé à des fins médicales. La délivrance des autres stupéfiants s'effectue uniquement sur des carnets à souche. Le représentant de la Turquie a attiré l'attention de la Commission sur le fait que la toxicomanie par usage de stupéfiants synthétiques est en augmentation ; en effet, les trafiquants ont tendance à se tourner vers les stupéfiants synthétiques en raison des restrictions et du contrôle imposés en ce qui

concerne les stupéfiants naturels. Il est à espérer que, dans divers pays, l'on effectuera d'autres études du genre de celles auxquelles procède l'hôpital de Lexington (Kentucky) ; les résultats de ces études pourraient être publiés par la Commission et par l'OMS.

281. Lors de l'examen de certaines questions relatives à l'emploi des stupéfiants, l'attention de la Commission a été attirée sur la nécessité de prendre du recul lorsqu'on observe la fréquence apparente de la toxicomanie par usage de tel ou tel type de stupéfiant ; on a fait état de la possibilité d'établir de nombreuses distinctions, par exemple entre stupéfiants à l'état brut et stupéfiants manufacturés comme entre stupéfiants naturels et stupéfiants synthétiques. Le toxicomane emploie les stupéfiants disponibles et il faut s'attendre à trouver des variations dans l'approvisionnement et l'abus suivant le temps, le lieu et le stupéfiant considérés. La Commission a reconnu que l'apparition, sur les marchés mondiaux, de stupéfiants synthétiques est un fait qui intéresse tous les pays. La Commission a estimé que l'on pourrait étudier la question de savoir s'il n'existe pas un rapport entre l'augmentation de la toxicomanie par emploi de stupéfiants synthétiques et l'augmentation de leur usage médical.

282. Plusieurs représentants ont signalé qu'il existe un grand nombre de toxicomanes parmi les membres du corps médical. Le problème se présente, semble-t-il, dans beaucoup de pays où la toxicomanie est surtout d'origine thérapeutique. Les médecins, qui ont accès aux stupéfiants, peuvent être tentés de recourir aux analgésiques lorsqu'ils sont surmenés. Un problème supplémentaire se pose du fait que les médecins toxicomanes prescrivent parfois des stupéfiants alors qu'ils ne sont pas absolument nécessaires, afin d'en garder une partie pour eux ; mais en même temps ils contribuent à créer de nouveaux toxicomanes, puisqu'ils administrent une partie de la drogue à leurs malades. Il est probable que la toxicomanie de certains médecins doit être attribuée en partie aux tensions de la vie moderne, et c'est ce qui explique que des praticiens, qui devraient être tout particulièrement conscients des conséquences de leurs actes et qui ont su s'imposer une forte discipline au cours de longues études, aient pu devenir toxicomanes. On a noté qu'il était difficile de déceler et de traiter les cas de toxicomanie d'origine thérapeutique et de toxicomanie parmi les membres de la profession médicale car il est délicat, des points de vue professionnel et juridique, de mettre en doute le diagnostic d'un médecin ou la valeur du traitement qu'il a prescrit. Une des solutions de ce problème doit être l'éducation des étudiants en médecine.

283. On a décrit le système utilisé en Autriche pour le contrôle rigoureux des ordonnances des médecins. Si, après contrôle et vérification, il apparaît qu'un médecin prescrit des stupéfiants trop souvent ou en trop grandes quantités, les malades intéressés doivent subir un examen destiné à déterminer exactement leurs besoins en stupéfiants. On n'a pas signalé de cas de toxicomanie parmi les pharmaciens autrichiens. Au Canada, en 1957, on a noté 326 cas de toxicomanie d'origine thérapeutique et 197 cas de toxicomanie parmi les membres

¹⁵⁶ Rapport, douzième session, par. 235.

de la profession médicale. Le nombre de ces cas diminue de façon constante. On a essayé de résoudre le problème par le moyen de cours spéciaux dans les écoles de médecine, de pharmacie et d'infirmières ; cet essai a été couronné de succès et le nombre des toxicomanes parmi les médecins qui ont terminé leurs études durant les 12 dernières années est très faible. Au Danemark, 42 médecins ont été privés du droit de prescrire des stupéfiants. La plupart étaient toxicomanes, mais quelques-uns seulement avaient prescrit des stupéfiants à la légère. En Hongrie, les quelques cas de toxicomanie observés semblent avoir pour origine un traitement médical prolongé. Au Mexique, on a noté quelques cas de toxicomanie parmi les médecins, mais aucun dans les écoles et les universités. L'emploi thérapeutique des stupéfiants est strictement contrôlé dans la République arabe unie, et les médecins ne doivent les prescrire que dans des cas exceptionnels. Aux Etats-Unis, dans l'Etat de Californie, un médecin déclaré coupable d'irrégularités dans la prescription ou l'usage des stupéfiants est rayé de l'ordre des médecins, mais on lui accorde un sursis pendant une période d'essai afin qu'il puisse se faire traiter ; 92 pour 100 des médecins toxicomanes de Californie ont été désintoxiqués. L'URSS a publié un décret aux termes duquel les ordonnances relatives aux stupéfiants doivent être rédigées sur des formulaires à filigrane, portant des numéros de série différents pour chaque république, cela afin de permettre un contrôle plus strict des ordonnances.

284. La Commission a examiné la situation qui existe dans un certain nombre de pays en ce qui concerne tant la création et l'amélioration des établissements de traitement des toxicomanes que les méthodes de traitement. En Grèce, les travaux ont commencé en vue de la création d'un hôpital spécialisé. Le Gouvernement de la République arabe unie (province égyptienne) a mis à l'étude la création d'un sanatorium. Dans l'Inde et en Iran, en particulier à l'hôpital de Téhéran, on a effectué des traitements avec beaucoup de succès¹⁵⁷. L'Etat d'Assam a mis au point un traitement médical des opiomanes qui a été recommandé aux autres Etats indiens. L'Indian Council of Medical Research procède actuellement à une enquête sur les diverses méthodes de traitement des toxicomanes, en vue de mettre au point une méthode uniforme qui convienne aux opiomanes.

285. La Thaïlande a également pris des mesures pour combattre l'abus des stupéfiants, en application de sa politique d'abolition progressive de l'usage de l'opium à fumer. Une méthode révisée d'immatriculation des toxicomanes est presque au point. On a chargé quatre fonctionnaires, dont trois médecins, d'aller

étudier le traitement des opiomanes au centre spécial de St. John's Island, à Singapour. Le Gouvernement de la Thaïlande a décidé d'établir quatre centres de traitement de la toxicomanie, où sera pratiquée notamment la rééducation professionnelle des toxicomanes. Les Philippines et le Viet-Nam ont fourni des renseignements sur la toxicomanie (E/CN.7/350)¹⁵⁸, dont la Commission a pris acte.

286. La Commission a demandé des renseignements supplémentaires sur un remède, destiné à être utilisé dans le traitement de la toxicomanie, proposé par un médecin égyptien au Bureau permanent de la LEA pour le contrôle des stupéfiants. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a été invité à fournir des renseignements supplémentaires à propos des médicaments, qui, d'après son rapport annuel¹⁵⁹, pourraient remplacer jusqu'à un certain point les stupéfiants.

287. La Commission a écouté avec beaucoup d'intérêt une déclaration de M. Eddy sur les expériences en matière de toxicomanie que M. Seevers, de l'Université du Michigan, a faites sur des singes. Les résultats de ces travaux seront publiés prochainement. Ces recherches ont été entreprises pour évaluer dans quelle mesure la détermination des effets toxicomanogènes des stupéfiants nouveaux administrés à des singes est valable pour les hommes. On a découvert qu'il existait une étroite corrélation en ce qui concerne le type de la réaction et sa qualité, entre les données des essais faits sur des singes pendant plusieurs années et les séries de données obtenues lors d'essais faits sur des êtres humains à l'hôpital de Lexington.

288. La Commission a rappelé qu'elle avait accueilli avec satisfaction les renseignements que lui avait donnés à sa dernière session le représentant de l'OMS, suivant lesquels cette organisation était prête à réunir un groupe d'étude sur la prévention de la toxicomanie. Plusieurs représentants ont insisté sur l'importance qu'ont, dans le domaine du contrôle des stupéfiants, les travaux tendant à la prévention de la toxicomanie et ils se sont à nouveau déclarés convaincus de la nécessité de réunir ce groupe d'étude le plus rapidement possible. La Commission a décidé à l'unanimité de présenter au Conseil économique et social, aux fins d'adoption, un projet de résolution (E/CN.7/L.197), établi par le rapporteur, par lequel le Conseil économique et social exprimerait l'espoir que l'OMS prenne les mesures nécessaires pour soumettre le plus tôt possible un rapport sur la prévention de la toxicomanie¹⁶⁰.

¹⁵⁷ Voir également, en ce qui concerne l'Iran, le chapitre XI (Assistance technique), par. 435 à 440.

¹⁵⁸ La Commission avait demandé ces renseignements (rapport, douzième session, par. 239).

¹⁵⁹ E/NR.1956/Summary, par. 894.

¹⁶⁰ Voir annexe I, projet de résolution V.

OPIUM ET OPIACÉS

289. Ce chapitre rend compte de la partie des débats sur l'opium et les opiacés qui a été consacrée : à la demande présentée par l'Afghanistan en vue d'être reconnu comme Etat produisant de l'opium pour l'exportation ; aux recherches scientifiques sur l'opium ; à la question de la diacétylmorphine. Les débats relatifs au trafic illicite de l'opium ont été résumés au chapitre III et les débats consacrés à la toxicomanie l'ont été au chapitre IV. D'autres questions, notamment celle du contrôle de l'opium en Iran, sont traitées au chapitre XI (Assistance technique pour le contrôle des stupéfiants).

Demande présentée par l'Afghanistan en vue d'être reconnu comme Etat produisant de l'opium pour l'exportation¹⁶¹

290. Une demande officielle présentée par l'Afghanistan en vue d'être reconnu, en vertu du Protocole de 1953, comme Etat autorisé à produire de l'opium pour l'exportation, figurait à l'ordre du jour de la Commission depuis trois ans. Cette demande avait également été étudiée par le Conseil économique et social et par la Troisième Commission de l'Assemblée générale. En 1956, la Commission a décidé d'inclure l'Afghanistan parmi les pays énumérés à l'article 33, paragraphe 1, a), du deuxième projet de Convention unique, en tant que pays autorisé à produire de l'opium en vue de l'exportation¹⁶². En 1956 et en 1957, la Commission a renvoyé sa décision sur la revision, proposée par l'Afghanistan, du Protocole de 1953.

291. Par la résolution 626 G (XXII) du Conseil, adoptée en 1956, la Commission était invitée à poursuivre l'étude de cette question ; elle l'a fait à sa douzième session, en 1957, et elle a décidé de continuer l'étude de la question à sa présente session en tenant compte des renseignements qui seraient alors disponibles, en particulier de ceux qu'auraient fournis l'Afghanistan et l'Iran¹⁶³.

292. L'observateur de l'Afghanistan a mis la Commission au courant des événements de l'année écoulée. Il a dit que son gouvernement était reconnaissant à la Commission des indications données et qu'il avait fait de son mieux pour satisfaire à ses demandes. L'Afghanistan a également suivi avec intérêt la mise en œuvre, par l'Iran, de sa nouvelle politique de prohibition totale de la production de l'opium et a examiné de très près la suggestion de l'Iran tendant à ce que l'Afghanistan interdise lui aussi cette production et recherche l'assistance technique des Nations Unies ainsi que l'aide des Etats amis, afin que les cultivateurs de pavot puissent se tourner vers des cultures de remplacement.

293. L'Afghanistan a décidé, dans l'intérêt de l'humanité et dans un esprit de coopération internationale, de remettre en vigueur sa politique d'interdiction complète de la culture, du commerce, de l'achat, de la vente, de l'importation, de l'exportation et de l'usage de l'opium. Le 24 novembre 1957, une loi était promulguée à cet effet (E/NL.1958/13).

294. L'observateur de l'Afghanistan a décrit la situation économique particulièrement difficile créée dans son pays par l'arrêt de la production de l'opium, spécialement au Badakhchan, la plus importante des quatre régions productrices d'opium. L'Afghanistan est un pays insuffisamment développé et, de plus, de vastes programmes de développement sont en cours d'exécution ; ces programmes exigent des dépenses considérables. Or, l'interdiction de cultiver le pavot prive les agriculteurs du Badakhchan de leur moyen d'existence, à un moment où la situation financière du pays est déjà précaire.

295. Alors que le pays, dans son ensemble, a besoin d'un plan de développement économique à long terme, des mesures d'urgence devront être appliquées en 1958 et 1959, en particulier au Badakhchan. L'Afghanistan a un besoin urgent de projets de développement régionaux. Il sera nécessaire non seulement d'assurer la réadaptation des cultivateurs, des ouvriers agricoles et de leurs familles et d'élever leur niveau de vie, mais aussi d'entreprendre des travaux publics pour créer des emplois durant la période de transition.

296. L'observateur de l'Afghanistan a insisté sur le fait que son gouvernement n'ignorait pas les difficultés en question mais avait placé son espoir et sa confiance dans l'aide qui, pense-t-il, lui viendra à la fois de l'Organisation des Nations Unies et des organisations publiques et privées des Etats amis.

297. Lorsque l'Afghanistan avait jadis interdit la production de l'opium, la situation économique des habitants du Badakhchan était devenue catastrophique et le gouvernement avait été obligé de lever l'interdiction. L'Afghanistan espère qu'on trouvera les moyens d'éviter un second échec de la politique d'interdiction de la culture du pavot.

298. L'observateur de l'Afghanistan a ajouté que, comptant sur une aide internationale, son gouvernement ne jugeait pas nécessaire, pour le moment, d'insister pour que l'Afghanistan figure désormais parmi les Etats reconnus comme producteurs d'opium pour l'exportation. Mais si ses projets de solution des problèmes créés par la prohibition de la production devaient échouer, le Gouvernement afghan n'aurait pas d'autre ressource que de reconsidérer son attitude à la Conférence des plénipotentiaires qui sera chargée d'adopter définitivement la Convention unique.

299. Le représentant de l'Iran a déclaré que son gouvernement appréciait hautement la décision du Gouvernement de l'Afghanistan qui, à son avis, devrait

¹⁶¹ Point 6 de l'ordre du jour (E/CN.7/SR.384, 385 et 411).

¹⁶² E/CN.7/AC.3/7 et Corr.1.

¹⁶³ Rapport, douzième session, résolution II de la Commission (annexe II).

être profitable aux deux pays. L'Iran, qui a interdit la production de l'opium en 1956, se rend très bien compte des répercussions que cette mesure aura sur l'économie de l'Afghanistan, encore qu'il existe une grande différence entre les gains que l'Iran retirait de la production de l'opium et ceux que réalisait l'Afghanistan. Sans aide internationale, il faudrait bien des années pour que l'Afghanistan atteigne les buts que ce pays se propose. Le Gouvernement de l'Iran est prêt à accueillir toute mission et à former toutes personnes que le Gouvernement de l'Afghanistan désirerait envoyer en Iran. L'Iran appuiera la demande d'assistance technique présentée par l'Afghanistan.

300. En ce qui concerne le problème du trafic illicite, le représentant de l'Iran a suggéré qu'un organisme commun de renseignements sur les stupéfiants soit créé par les Gouvernements de l'Afghanistan, de l'Iran, de l'Irak et du Pakistan. Le Gouvernement de la Turquie voudra peut-être aussi être représenté au sein d'un tel organisme.

301. Le représentant de l'Iran a exprimé l'espoir que le Gouvernement de l'Afghanistan communiquerait à la Commission le texte des règlements d'application et des autres mesures adoptés en vue de donner effet à la loi interdisant la culture du pavot à opium et la production de l'opium, et qu'il soumettrait également un mémoire sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la loi.

302. Le représentant du Secrétaire général a fait une déclaration sur la courte mission d'enquête qu'il a effectuée en Afghanistan pour examiner la situation créée par l'abolition de la culture du pavot et pour étudier la façon dont l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées pourraient atténuer les difficultés dues à cette abolition.

303. De nombreux membres de la Mission d'assistance technique des Nations Unies à Kaboul, y compris les représentants locaux de la FAO, de l'OMS et de l'UNESCO, ont pris part à cette mission. Dans la province du Badakhchan, des discussions ont eu lieu avec le gouverneur et d'autres autorités provinciales, ainsi qu'avec des notables des villages situés dans les régions de production de l'opium.

304. Les difficultés causées par l'abolition de la production de l'opium seront particulièrement grandes dans la province du Badakhchan, de sorte que l'on s'est préoccupé surtout de cette région. Les provinces d'Hérat et de Jalalabad sont également des centres de culture du pavot, mais le Gouvernement afghan considère qu'il sera possible de surmonter les difficultés causées par l'interdiction de la culture du pavot dans ces provinces en mettant l'accent sur d'autres activités économiques, particulièrement dans le domaine de l'agriculture, dans le cadre des programmes ordinaires de développement mis au point par les Ministères ; bien entendu cela n'ira pas sans mal. Mais c'est dans le Badakhchan, où les moyens de communication et de transport sont primitifs, que la question de la reconversion des cultures est particulièrement épineuse car elle est compliquée par des problèmes redoutables de transformation et de commercialisation.

305. Il n'y a jamais eu de recensement dans cette province et il n'existe pas de statistiques économiques et sociales. La nouvelle loi signifie l'arrêt de la culture du pavot pour environ 3.000 petits cultivateurs des environs de Faizabad, Jurm et Kishim. Les travaux effectifs de culture étaient accomplis par 12.000 à 15.000 travailleurs migrants qui descendaient en avril ou mai des hautes vallées montagneuses, situées à quelque distance des zones de culture, et retournaient dans leurs montagnes en octobre ou novembre. Les champs jadis sous licence ont, dès cette année, étéensemencés en blé ou en orge, dont la culture exige relativement peu de main-d'œuvre si on la compare à celle du pavot à opium, qui requiert une main-d'œuvre nombreuse pour inciser les capsules et récolter le latex. Le Gouvernement de l'Afghanistan s'est rendu compte que les cultivateurs subiraient des pertes d'argent considérables, même si une partie de ces pertes était compensée par d'autres activités agricoles. Les travailleurs migrants et leurs familles seront le plus durement touchés ; bien qu'il ne soit pas possible de donner le chiffre exact des populations affectées, les informations dont on dispose indiquent un total compris entre 75.000 et 100.000 personnes.

306. Il semble que la meilleure façon d'accorder une assistance technique à l'Afghanistan consisterait à faire de la province du Badakhchan le centre du prochain programme d'aménagement des collectivités ; on devra insister en particulier sur l'agriculture, l'artisanat et l'enseignement. La province a d'excellentes ressources en main-d'œuvre et sa productivité pourrait être très grande, surtout en ce qui concerne les produits agricoles cultivés ou poussant à l'état sauvage.

307. La population étant en grande partie illettrée, des moyens devront être trouvés pour faire l'éducation sanitaire des habitants des villages par des méthodes d'instruction auditive ou visuelle. Une ou deux organisations privées possédant une expérience spéciale dans ce domaine seront peut-être disposées à venir en aide au Badakhchan ; les autorités locales ont déjà pris contact avec elles.

308. Mais l'assistance technique ne saurait à elle seule résoudre la crise, surtout en 1958 et 1959. L'Organisation des Nations Unies n'a pas à l'heure actuelle de fonds pour des investissements. Le Gouvernement afghan devra donc mobiliser des ressources déjà lourdement mises à contribution et les pays amis qui ont créé des services bilatéraux d'assistance pourraient lui apporter leur aide.

309. En ce qui concerne le problème de la toxicomanie, les distinctions faites dans le rapport de l'OMS (intitulé « Le traitement médical et social des toxicomanes »¹⁶⁴), entre ce que l'on pourrait appeler la « toxicomanie collective » et la « toxicomanie individuelle » paraissent trouver leur illustration au Badakhchan. En effet, un grand nombre de toxicomanes de cette région appartiennent au premier groupe et ont recours à l'opium principalement ou en partie parce qu'ils ne sont pas assez nourris et parce que la consommation d'opium est, du point de vue social, une chose

¹⁶⁴ OMS, *Série de rapports techniques*, n° 131.

admise. Dans une forte proportion des cas, une nourriture suffisante, un travail satisfaisant et une vie sociale meilleure permettraient d'éviter un traitement médical spécial. De plus, si l'usage de l'opium devenait une pratique condamnable, comme c'est le cas actuellement dans de nombreux pays, il est probable que le nombre des consommateurs d'opium diminuerait considérablement dans le pays d'ici un ou deux ans. Le Ministère de la santé publique se propose, dans le cadre de ses activités ordinaires, de procéder à une enquête sur la toxicomanie et de faire pénétrer l'éducation sanitaire dans les foyers. La priorité absolue devra donc être donnée aux mesures destinées à procurer du travail et du pain à la population.

310. Le représentant de l'Inde a rappelé les raisons pour lesquelles son gouvernement avait appuyé la demande de l'Afghanistan aux sessions précédentes de la Commission. Maintenant que l'Afghanistan a interdit la culture du pavot à opium, au risque de difficultés économiques et sociales sérieuses, ce gouvernement a droit à des félicitations. Le représentant de l'Inde a rappelé les mesures prises par l'Afghanistan pour atténuer les effets d'une loi antérieure interdisant la culture du pavot à opium et il a insisté sur le fait que l'Afghanistan devrait recevoir de l'aide des services d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, en déclarant que sa demande d'assistance devrait être considérée par priorité. A cet effet, le représentant de l'Inde a soumis un projet de résolution (E/CN.7/L.180) par lequel la Commission recommanderait au Conseil économique et social de déclarer qu'il se rend compte de l'importance de la politique adoptée par l'Afghanistan et qu'il espère que ce pays réussira à accomplir la tâche qu'il a entreprise. Le Conseil attirerait également l'attention de l'Assemblée générale et des institutions spécialisées intéressées, et spécialement des organismes compétents d'assistance technique, sur l'importance, pour le développement économique et social de l'Afghanistan, d'un succès rapide dans ce domaine.

311. Les représentants de l'Autriche, du Canada, de la Chine, des Etats-Unis, de la France, du Mexique, de la République arabe unie, du Royaume-Uni, de la Turquie, de l'URSS et de la Yougoslavie ont félicité le gouvernement de l'Afghanistan de la décision courageuse qu'il a prise face à un problème difficile et ont déclaré approuver la proposition de l'Inde.

312. L'observateur du Pakistan a indiqué que son gouvernement se félicitait de la décision prise par l'Afghanistan. Il a approuvé la suggestion, faite par le représentant de l'Iran, et tendant à ce que les Gouvernements de l'Iran, du Pakistan, de l'Irak et de la Turquie, s'unissent pour aider le Gouvernement afghan à surmonter les difficultés qu'il rencontrera dans la mise en œuvre de sa décision d'interdire la production de l'opium. Des conversations à ce sujet ont déjà commencé entre l'Afghanistan et le Pakistan.

313. Le projet de résolution de l'Inde a été adopté à l'unanimité¹⁶⁵.

314. L'observateur de l'Afghanistan a remercié la Commission et a exprimé la gratitude de son gouvernement pour tous ceux qui ont reconnu les besoins d'assistance de l'Afghanistan, face aux nombreuses difficultés que présente l'application du programme d'interdiction entrepris par son pays. Il a manifesté également de l'intérêt pour la suggestion de l'Iran relative à la possibilité d'étudier en commun les problèmes du trafic illicite.

Recherches scientifiques sur l'opium¹⁶⁶

315. La Commission a examiné le programme des Nations Unies relatif aux recherches sur les méthodes permettant de déterminer l'origine géographique de l'opium saisi sur le marché illicite, et a accordé toute son attention au rapport du Comité d'experts chargé d'étudier le programme des Nations Unies relatif aux recherches sur l'opium (E/CN.7/338).

316. En exécution de la résolution 626 H (XXII) du Conseil économique et social, le Comité d'experts s'est réuni à Genève du 20 au 31 janvier 1958. Il était composé des experts ci-après, siégeant à titre personnel : M. Haruyo Asahina (Japon), M. H. Baggesgaard Rasmussen (Danemark), M. Charles G. Farmilo (Canada), M. A. H. Homeyer (Etats-Unis), M^{lle} Zisan Karaata (Turquie), M. Palamarneri S. Krishnan (Inde), M. L. N. Macleod (Australie), M. Georges Panopoulos (Grèce) et M. Vassili V. Zakoussov (URSS).

317. On peut classer en trois grandes catégories les tâches du Comité d'experts, savoir : les problèmes concernant les échantillons d'opium ; l'examen critique des diverses méthodes physiques et chimiques employées pour déterminer l'origine géographique de l'opium ; la mise au point de méthodes de détermination d'origine, enfin, l'organisation des travaux futurs de recherche et l'application pratique des méthodes. Un chapitre du rapport du Comité d'experts est consacré à chacune de ces tâches.

318. La Commission a constaté avec satisfaction que les recommandations et les autres propositions du Comité d'experts ont été adoptées par ce dernier à l'unanimité. Les plus importantes d'entre elles sont les suivantes. Le Comité d'experts a recommandé : i) de prier instamment les gouvernements de fournir un beaucoup plus grand nombre d'échantillons d'opium authentifiés ; ii) d'inviter les gouvernements à fournir des échantillons d'opium de saisie, même s'ils ne pouvaient pas certifier que l'opium en question avait été produit sur leur territoire ; iii) que le Secrétariat dresse la liste de tous les travaux en cours et institue une procédure lui permettant de porter les faits nouveaux à la connaissance de tous les laboratoires participant aux travaux ; iv) que tous les laboratoires qui participent au programme collaborent aux études communes qui doivent permettre d'évaluer rationnellement les diverses méthodes, d'en déterminer l'exactitude et la reproductibilité et d'émettre un jugement sur leur utilité aux fins d'application pratique ; v) que le Laboratoire des Nations Unies procède à des déterminations d'origine, mais que

¹⁶⁵ Voir annexe I, projet de résolution VI.

¹⁶⁶ Point 8 de l'ordre du jour (E/CN.7/SR.394 et 411).

ces déterminations ne portent, d'une manière générale, que sur des échantillons pour lesquels il existe une divergence d'opinion et sur des échantillons envoyés par des gouvernements ne possédant pas les installations de laboratoire nécessaires. Le Comité d'experts a également souligné qu'il conviendrait d'accorder une attention toute spéciale à la mise au point d'une ou de plusieurs méthodes rapides et faciles à reproduire pour effectuer les déterminations d'origine.

319. La Commission a constaté que le Comité d'experts avait conclu à la possibilité de déterminer dès à présent, jusqu'à un certain point, l'origine de l'opium par l'interprétation des données disponibles.

320. Le représentant du Secrétaire général a passé en revue les travaux accomplis par le Laboratoire des Nations Unies au cours de l'année écoulée. Il a signalé qu'à la fin de 1957, un nombre relativement minime d'échantillons authentifiés avaient été analysés par la méthode unifiée en vue du dosage des divers alcaloïdes de l'opium. Pendant les premiers mois de 1958, le nombre de ces échantillons a été sensiblement plus important. De plus, 98 échantillons authentifiés ont été analysés par la méthode des réactions colorées simples, mise au point par le Secrétariat. Le représentant du Secrétaire général a rendu hommage au concours apporté à ces travaux par les laboratoires nationaux qui participent au programme.

321. Rappelant la résolution 667 C (XXIV) du Conseil, le représentant du Secrétaire général a signalé que deux des trois chimistes du Laboratoire ont démissionné peu après la douzième session, mais qu'ils avaient été remplacés et que le poste supplémentaire demandé par cette résolution avait également été pourvu à titre provisoire. On pense que dorénavant les postes du Laboratoire seront entièrement pourvus.

322. La Commission a examiné certains points en rapport avec les recommandations du Comité d'experts et les travaux relatifs aux recherches sur l'opium.

323. En ce qui concerne les conclusions du Comité d'experts sur les méthodes à employer pour déterminer l'origine de l'opium, le représentant de l'Inde a estimé que l'on ne devait pas considérer ces conclusions comme définitives, sauf dans le cas où elles se révéleraient infaillibles, et qu'elles devraient être étudiées plus avant, comme le Comité d'experts l'avait suggéré lui-même. La Commission a reçu l'assurance que l'Inde apporterait, comme par le passé, son entier concours à ces travaux.

324. L'observateur de la Grèce, qui avait été membre du Comité d'experts, a expliqué que, de l'avis de ce dernier, aucune méthode n'était en soi suffisante pour les déterminations d'origine. Le Comité d'experts a passé en revue les méthodes employées jusqu'ici et a retenu un certain nombre d'entre elles pour les soumettre à un nouvel examen, notamment celles qui sont faciles à appliquer et qui peuvent être reproduites aisément.

325. La Commission a été informée qu'en Turquie, le laboratoire qui participe aux recherches sur l'opium n'a pu avoir qu'une activité restreinte parce qu'il ne possède pas le matériel nécessaire à certaines catégories

d'expériences, et elle a exprimé l'espoir que cette situation retiendra l'attention des services d'assistance technique des Nations Unies.

326. La Commission a été avisée qu'un laboratoire bien équipé pour les recherches sur l'opium a été créé en 1957 en URSS. Elle espère que les travaux de ce laboratoire correspondront à ceux qui ont été recommandés par le Comité d'experts. On a exprimé le désir que le Laboratoire des Nations Unies envoie au nouveau laboratoire soviétique des échantillons prélevés sur ses propres stocks et fasse des suggestions au sujet des recherches qu'il pourrait entreprendre.

327. On a appelé l'attention sur les difficultés qui empêchent certains pays de fournir des échantillons d'opium authentifiés. La Commission a estimé qu'il était très encourageant de constater que la Birmanie, la République de Corée et le Mexique avaient surmonté, en partie, les difficultés d'ordre juridique qui faisaient obstacle à l'envoi d'échantillons. Les services mexicains compétents feront de nouveaux efforts pour envoyer au Secrétariat d'autres échantillons d'opium provenant de cultures illicites. On a estimé, cependant, qu'il conviendrait que les pays participants manifestent beaucoup plus d'empressement à envoyer des échantillons d'opium.

328. Le représentant de la Chine a confirmé qu'il était difficile d'obtenir des échantillons et a indiqué qu'il avait été impossible au Laboratoire des stupéfiants de Chine, d'obtenir des échantillons provenant des différentes régions.

329. Le représentant de l'Iran a exprimé l'espoir que le Laboratoire des Nations Unies serait bientôt en mesure de faire rapport sur l'analyse des échantillons d'opium soumis par son gouvernement.

330. Plusieurs membres ont rendu hommage au Canada pour les facilités d'étude offertes aux boursiers dans ce pays. Le représentant de la Turquie a exprimé l'espoir que, le moment venu, une deuxième bourse d'étude pourrait être mise à la disposition de son pays. Le représentant de l'Iran a également exprimé sa reconnaissance au Canada qui a accueilli le Directeur des Laboratoires centraux du service de santé publique de l'Iran, venu se perfectionner au Canada. Au nom du Gouvernement de Singapour, le représentant du Royaume-Uni a, lui aussi, remercié le Gouvernement du Canada d'avoir fait bénéficier de son programme d'étude un jeune technicien de Singapour.

331. Le représentant du Canada a signalé que la mise en œuvre du programme de formation s'était poursuivie avec succès et que les boursiers et les techniciens canadiens chargés de leur formation feraient rapport, en temps voulu, sur les résultats obtenus.

332. Le représentant de la France a présenté un projet de résolution (E/CN.7/L.172), qui comprend trois parties. Dans la première partie, la Commission : i) remercie le Comité d'experts du travail utile qu'il a accompli et des conclusions pratiques qui doivent permettre de fixer rapidement un ensemble de méthodes permettant de déterminer l'origine de l'opium ; ii) attire l'attention des gouvernements, des savants qui partici-

pent au programme et du Secrétaire général sur les diverses recommandations de ce rapport.

333. Dans la deuxième partie du projet de résolution, la Commission : i) invite instamment les Gouvernements de la Bulgarie, de la Grèce, de l'Inde, de l'Iran, du Japon, du Pakistan, de la Turquie, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Yougoslavie à fournir au Laboratoire des Nations Unies des échantillons d'opium authentifiés en provenance des diverses régions de production, et ceci pendant une succession d'années qui couvre les variations possibles de la production locale, en accompagnant ces échantillons des renseignements demandés dans la résolution ; ii) invite les gouvernements des pays précités et ceux de l'Afghanistan, de la Birmanie, de l'Equateur, du Laos, du Liban, du Mexique, du Népal, du Pérou, de la République arabe unie, de la République de Corée, de la Thaïlande et du Viet-Nam à faire parvenir au Laboratoire des Nations Unies des échantillons authentifiés et non authentifiés d'opium d'origine illicite et d'opium de saisie et, si possible, de fournir tous renseignements sur la production de cet opium ; iii) renouvelle l'invitation faite aux gouvernements, dans la résolution I (X) de 1955, en cas de saisie de quantités importantes d'opium sur le marché illicite, de faire parvenir des échantillons au Secrétariat qui en recherchera l'origine par des méthodes physiques et chimiques ; iv) recommande que les gouvernements qui ne disposent pas du matériel et du personnel spécialisé pour l'emploi de la spectrographie, de l'analyse directe par la spectrophotométrie d'absorption ultra-violette, de l'électrophorèse et de l'analyse quantitative par chromatographie sur papier, prennent les mesures propres à l'utilisation, parmi ces méthodes, de celles pour lesquelles l'acquisition du matériel et la formation du personnel leur sont le plus aisé.

334. Dans la troisième partie du projet de résolution, la Commission : i) invite le Secrétaire général à mettre en œuvre, au plus tôt, le programme d'étude en commun en vue d'une évaluation rationnelle des diverses méthodes et de la détermination de leur exactitude et de leur reproductibilité ; ii) exprime l'avis que le système le plus propre à remplir ces conditions consisterait à organiser, avec l'aide de tous les laboratoires participant au programme de recherches, une analyse étendue d'échantillons authentifiés, dont l'origine ne serait pas indiquée au laboratoire qui prendrait en charge les analyses ; iii) fait siennes les recommandations du Comité d'experts relatives à la mise à la disposition des personnes qui participent activement au programme de recherches, d'une collection représentative d'échantillons des principales variétés d'opium qui figurent dans la collection du Laboratoire des Nations Unies ; iv) suggère que le Secrétaire général, dans l'esprit de la recommandation relative à la publicité des faits nouveaux dans le domaine de la recherche sur l'opium, établisse une série de documents qui s'adressent plus particulièrement aux savants qui collaborent au programme de recherches ; v) recommande que le Laboratoire des Nations Unies attache un soin particulier à la sélection de méthodes comportant des résultats aisés à reproduire et exigeant un minimum de temps, de matériel et d'équipement spécial ; vi) invite le

Secrétaire général à prendre les dispositions voulues, comme la résolution I (IX) de 1955 l'y autorise, pour faire procéder à la détermination de l'origine des échantillons d'opium de saisie et, ce faisant, à faire figurer dans le rapport sur l'origine de ces échantillons qui sera soumis aux gouvernements intéressés, leurs réserves éventuelles concernant les méthodes employées ; vii) prie le Secrétaire général d'appliquer, au plus tôt, certaines recommandations que le Comité d'experts a formulées au sujet de l'organisation du Centre de distribution d'opium des Nations Unies.

335. Les représentants se sont ralliés, dans l'ensemble, au projet de résolution précité. A la suggestion des Etats-Unis, l'alinéa iv du dispositif de la deuxième partie de la résolution a été supprimé et de légers amendements ont été apportés à l'alinéa i du dispositif. Le projet de résolution, ainsi modifié, a été adopté à l'unanimité par la Commission¹⁶⁷.

336. Un certain nombre de représentants ont rendu hommage aux travaux accomplis par le Laboratoire des Nations Unies au cours de l'année écoulée.

Question de la diacétylmorphine¹⁶⁸

337. La Commission a examiné la suite qui a été donnée à la résolution 548 G (XVIII) du Conseil économique et social qui recommandait d'interdire la fabrication, l'importation et l'exportation de la diacétylmorphine, ainsi qu'à la résolution III (X) de la Commission qui invitait instamment tous les gouvernements à interdire également l'usage de la diacétylmorphine¹⁶⁹.

338. La Commission a étudié un résumé de la situation, établi par le Secrétariat (E/CN.7/335/Add.2)¹⁷⁰, et a constaté que, sur les 88 pays considérés, 69 (y compris la Fédération de Malaisie qui a envoyé son rapport après que le résumé eut été préparé) ont soit interdit l'usage de la diacétylmorphine, soit adopté une politique générale d'interdiction. Parmi les pays qui ne se sont pas encore pleinement conformés aux recommandations susmentionnées, quatre étudient actuellement la question ; ce sont la Birmanie, les Philippines, le Royaume-Uni et la Tchécoslovaquie ; le Maroc a annoncé son intention de décréter l'interdiction dans un proche avenir ; l'Irak envisage d'interdire l'usage de la diacétylmorphine ; quant à l'Albanie, son rapport indique que ce produit y est très peu utilisé¹⁷¹.

339. Le représentant de la France a déclaré que son gouvernement a autorisé l'importation et l'usage d'une nouvelle substance synthétique, la dextromoramide, qui — les essais l'ont démontré — possède des effets analgésiques supérieurs à ceux de la diacétylmorphine.

¹⁶⁷ Voir annexe II, résolution V de la Commission.

¹⁶⁸ Point 8 de l'ordre du jour (E/CN.7/S.R.376 et 403) ; cette question a été également examinée au cours de la discussion du rapport du Comité central permanent de l'opium (voir chap. II, par. 103).

¹⁶⁹ Rapport, dixième session, annexe B.

¹⁷⁰ Comme on l'a signalé au chapitre premier, par. 32, la Commission a décidé qu'il ne serait plus établi de résumés séparés.

¹⁷¹ E/CN.7/335/Add.2, par. 29 à 31, et E/CN.7/335/Add.1, par. 97.1.

En raison de cette découverte, et aussi des progrès remarquables de la thérapeutique (streptomycine, isoniazide, acide para-aminosalicylique) qui permettent d'atténuer la toux chez les malades atteints de tuberculose, le Gouvernement français se propose d'interdire l'usage de la diacétylmorphine. Il a invité l'Académie de médecine, jusqu'ici opposée à l'abandon de ce

médicament, à reconsidérer sa position ; un projet de décret tendant à prohiber l'usage de la diacétylmorphine a été soumis pour approbation au gouvernement. Ce projet prévoit une période de transition de deux ou trois ans, qui permettrait aux praticiens de se familiariser avec les nouveaux médicaments et d'en étudier les effets.

CHAPITRE VI

QUESTION DE LA FEUILLE DE COCA ¹⁷²

340. Le représentant du Pérou a avisé la Commission que son gouvernement continuait d'exercer un contrôle strict sur la production et le commerce de la feuille de coca par l'intermédiaire du Monopole de la coca, qui est un département du Ministère des finances ¹⁷³.

341. Il y a eu une légère diminution dans la production, qui est tombée de 9.956.406 kilogrammes en 1955 à 9.686.000 en 1956 et 9.598.000 en 1957. La surface cultivée (approximativement 15.937.540 ha) est restée sensiblement la même que durant les cinq dernières années. Le Ministère de l'agriculture n'a ni reçu ni accordé de nouvelle demande d'autorisation de culture. Le levé cadastral, commencé il y a deux ans, a été achevé. Les exportations de feuilles de coca du Pérou ont diminué, tandis que celles de pâte de cocaïne se sont accrues. Le prix de la feuille de coca a été augmenté et on envisage de frapper ce produit d'une nouvelle taxe.

342. Le nombre des masticateurs — environ 1.500.000 adultes, principalement dans la région des Andes — est resté stationnaire. Le Gouvernement du Pérou est convaincu que, grâce à l'éducation, et en particulier à l'éducation sanitaire telle qu'elle est assurée dans les écoles et dans les associations de parents par des professeurs et par des infirmières de la santé publique, la population se rendra pleinement compte des dangers qu'entraîne la mastication de la feuille de coca et que l'on pourra ainsi progressivement abolir cette habitude.

343. Un groupe d'étude a abordé l'examen des problèmes de l'alcoolisme et de la mastication de la feuille de coca, mais il n'est pas encore possible d'annoncer les résultats de cet examen. Un nouveau cours sur l'enseignement de l'hygiène, organisé par les Ministères de la santé publique et de l'éducation nationale, doit débiter en 1958. Il est principalement destiné aux habitants des régions rurales.

344. La Commission a pris note des renseignements qu'elle a reçus de la Colombie (E/CN.7/351), renseignements qui ont été complétés par les explications orales de l'observateur de ce pays. Selon ces renseignements, ce n'est que dans les départements du Cauca et de

Huila que se pose le problème de la culture du cocaïer, du commerce et de la consommation de la feuille de coca. La politique d'interdiction adoptée par le Gouvernement de la Colombie a été appliquée partout avec succès, sauf dans quelques municipalités du département du Cauca, où elle s'est heurtée à une forte résistance de la part de la population.

345. La Commission a également examiné les données relatives à la situation qui existe en Bolivie en ce qui concerne la feuille de coca. Les renseignements fournis comprenaient des statistiques sur la production et les exportations pour les années 1942 à 1957. Les chiffres portent sur la production des provinces Yunga où est concentrée la plus grande partie (probablement 80 pour 100) de la culture du cocaïer. Ces chiffres témoignent d'une tendance générale à la baisse, en particulier depuis 1952. La production de 1952 a été approximativement de 3.559.000 kilogrammes, tandis qu'en 1956 elle était d'environ 2.321.000 kilogrammes. Il n'est toutefois pas possible d'indiquer la surface globale plantée en cocaïer ni la quantité totale de feuille de coca produite au cours de l'année 1957. Les exportations ont marqué également une tendance à la baisse, en particulier de 1954 à 1956. Pour 1954, elles s'établissaient à 235.774 kilogrammes et pour 1956 à 42.282 kilogrammes. Toutefois, il y a eu une légère augmentation en 1957 : les exportations pour cette année ont été de 51.995 kilogrammes.

346. La culture du cocaïer n'est pas soumise à contrôle, mais la feuille de coca est frappée de taxes municipales et départementales. Elle est, en outre, placée sous contrôle douanier intérieur et international.

347. Le nombre approximatif de masticateurs de feuille de coca en Bolivie est de 250.000, pour la plupart indigènes, des hauts plateaux des Andes et de la région subandine.

348. La Commission a noté que le Gouvernement du Chili a, par décret n° 454 du 26 avril 1957, interdit l'importation et la fourniture de feuilles de coca à des fins de mastication ¹⁷⁴.

349. La Commission a également noté que, d'après une communication du Gouvernement de l'Equateur, il n'existe dans ce pays aucune culture de cocaïer ni aucun problème de mastication de la feuille de coca.

¹⁷² Point 9 de l'ordre du jour (E/CN.7/SR.390 et 412).

¹⁷³ On trouvera de plus amples renseignements sur le Monopole dans le rapport, douzième session, par. 289.

¹⁷⁴ E/CN.7/335/Add.1, par. 103.2.

CHAPITRE VII

QUESTION DU CANNABIS ¹⁷⁵

350. La Commission a procédé à l'examen et a pris note des études sur le problème du cannabis en Birmanie (E/CN.7/286/Add.19) et au Liban (E/CN.7/286/Add.20), ainsi que d'une version révisée de l'étude sur la situation au Mozambique (E/CN.7/286/Add.10/Rev.I). Ces textes avaient été préparés dans le cadre du programme d'études adopté par la Commission à sa huitième session ¹⁷⁶ sur la plante de cannabis et les produits qui en sont tirés.

351. L'observateur du Brésil a informé la Commission que l'usage du « maconha » (cannabis) n'est plus confiné, dans son pays, à la classe pauvre, mais s'est étendu à d'autres couches de la population. L'usage du cannabis conduit parfois aux délits et au crime, en particulier chez les adolescents. Il y a également eu un accroissement de la consommation de cannabis dans le sud du pays, en raison des migrations en provenance du nord-est (où il existe des plantations illicites). Il faut en chercher la cause dans l'amélioration des moyens de transport et dans les bénéfices plus considérables que les trafiquants réalisent dans le sud. Toutefois, la situation s'est améliorée à la suite des mesures prises par la Commission nationale pour le contrôle des stupéfiants : répression du trafic illicite par terre et par mer, mesures de police plus rigoureuses contre les fournisseurs de la drogue (particulièrement à Rio-de-Janeiro et à Sao-Paulo). La Commission nationale pour le contrôle des stupéfiants a également demandé au gouvernement fédéral de donner à l'armée l'ordre de rechercher et de détruire les plantations. L'opinion a été exprimée qu'il serait utile que le Brésil étudie la possibilité de recourir à l'assistance technique dans la mise en œuvre de son programme d'extirpation de la plante de cannabis.

352. Les représentants de la Colombie et du Pérou ayant demandé si le cannabis avait une valeur thérapeutique, il a été rappelé que, de l'avis de l'OMS, son emploi ne se justifie nullement en médecine ¹⁷⁷.

353. Le représentant de l'Inde a donné ensuite à la Commission d'autres renseignements sur la situation de son pays, où l'emploi du ganja ¹⁷⁸, du bhang ¹⁷⁸ et des extraits de cannabis en médecine indigène (médecine ayurvédique, unani et tibbi) fait l'objet d'une enquête. La Conférence panindienne des stupéfiants de 1956 a notamment recommandé d'interdire l'emploi du ganja dans les médicaments indigènes, d'étudier la possibilité d'en exclure le bhang et de supprimer les rubriques

« cannabis », « extrait de cannabis » et « teinture de cannabis » de la Pharmacopée indienne. Une enquête menée par le Commissaire aux stupéfiants de l'Inde a révélé que, dans la médecine indigène, le ganja et le bhang sont tous deux prescrits pour le traitement de maladies telles que les catarrhes gastro-intestinaux, comme « stimulants nerveux » et comme « produits doués d'un grand pouvoir fortifiant en cas de surmenage ou de fatigue aigus ».

354. La Commission de la Pharmacopée indienne a décidé, au début de 1958, que le cannabis et ses préparations avaient une valeur clinique certaine, mais que leur emploi était en déclin du fait de l'instabilité du ou des principes actifs. Aussi la Commission de la Pharmacopée indienne a-t-elle recommandé de consulter ses sous-commissions de la pharmacie, de la pharmacologie et des essais biologiques sur les moyens d'obtenir des préparations stables de cannabis. Lorsque ces sous-commissions auront fait connaître leurs vues, la Commission de la Pharmacopée indienne étudiera les recommandations pertinentes de la Conférence panindienne des stupéfiants. L'emploi du ganja et du bhang en médecine indigène est étroitement lié à la standardisation des drogues et des médicaments employés dans cette médecine ; cette question est actuellement à l'examen au Ministère de la santé de l'Inde. Il convient d'attendre le rapport définitif du Ministère avant de poursuivre l'examen des moyens d'exclure ces deux drogues de la médecine indigène.

355. Quant à l'emploi non médical du cannabis, la Commission a été avisée que la consommation, le transport et l'importation du charas (résine de cannabis) sont totalement interdits dans tous les Etats. La question de la consommation du ganja et du bhang à des fins non médicales et le problème de l'existence de la plante de cannabis à l'état spontané ont été examinés de manière approfondie avec tous les Etats, conformément aux recommandations de la Conférence panindienne des stupéfiants de 1956. Des mesures énergiques sont actuellement prises pour mettre en œuvre les décisions de la Conférence, qui visent à interdire totalement l'emploi du ganja à partir du 31 mars 1959 et celui du bhang à partir du 31 mars 1961. En attendant, la quantité maximale que pourra posséder chaque particulier sera limitée à 2 tolas (23,2 g) de ganja et à 20 tolas (232 g) de bhang. Les Etats d'Andhra, du Mysore et d'Orissa ont mis fin à la culture de la plante de cannabis pour la production de ganja en 1956, et dans l'Etat de Manipur il a été décidé que l'interdiction de cette culture prendrait effet au 1^{er} avril 1958.

356. L'observateur de la Grèce a informé la Commission que la culture de la plante de cannabis est interdite en Grèce, sauf pour la production de la fibre. D'ailleurs, depuis trois ans il n'existe plus de culture de la plante de cannabis pour la production de chanvre. On étudie actuellement la possibilité de découvrir une

¹⁷⁵ Point 10 de l'ordre du jour (E/CN.7/SR.383, 386, 387, 406 et 412).

¹⁷⁶ Rapport, huitième session, par. 183.

¹⁷⁷ OMS., *Série de rapports techniques*, n° 57, p. 11, voir aussi la résolution 548 F I (XVIII) du Conseil économique et social.

¹⁷⁸ Le ganja est constitué par les sommités fleuries séchées de la plante femelle de cannabis, le bhang par les feuilles mûres séchées de la plante de cannabis.

plante exempte de résine nocive. Pour l'instant, la Grèce importe son chanvre et utilise le sisal, dans une certaine mesure, à titre de succédané.

357. L'observateur du Maroc a avisé la Commission que la culture de la plante de cannabis et l'emploi du cannabis (kif)¹⁷⁹, même à des fins médicales, sont interdits dans la zone sud (ancienne zone française) du Maroc. La culture de la plante en vue de la production de kif continue dans la partie septentrionale du pays (ancienne zone espagnole). Les deux parties du pays ont été unifiées administrativement en février 1958 et la loi interdisant la culture de la plante de cannabis sera bientôt appliquée dans la région septentrionale.

358. Le courant principal du trafic illicite va du nord vers le sud. Le gouvernement s'efforce d'établir les services administratifs nécessaires à la répression de la culture et du trafic illicites, de rechercher une culture de remplacement et de faire l'éducation de la population en vue de l'amener à accepter l'interdiction prochaine de la culture dans la partie septentrionale du pays. Depuis bien des années, des milliers de personnes vivent de la culture de la plante de cannabis et de la production de kif, et c'est là leur principal gagne-pain. Toutefois, on a déjà pu constater une amélioration : la surface plantée en cannabis a diminué d'environ 20 pour 100.

359. Pour ce qui est de la plante de culture du cannabis à usage textile (fibre de chanvre), l'observateur du Maroc a assuré la Commission que son importance économique était mineure et que cette culture serait surveillée de très près.

360. L'observateur du Pakistan s'est référé aux renseignements détaillés fournis par son gouvernement (E/CN.7/286/Add.14) et que la Commission a déjà examinés à sa douzième session. Il a ajouté que, conformément à la résolution IV (XII) de la Commission, le Gouvernement du Pakistan a interdit l'emploi du cannabis à des fins médicales, sauf en médecine ayurvédique et unani¹⁸⁰.

361. La représentante de l'URSS a présenté une étude (E/CN.7/352) soumise par son gouvernement et intitulée « Les réactions du cannabinoïde et l'analyse pharmacologique des sécrétions résineuses de la plante de cannabis cultivée ou sauvage du Caucase septentrional », que des savants soviétiques ont entreprise en exécution de la résolution IV (XII) de la Commission ; cette résolution invitait les gouvernements à favoriser les recherches sur la nature exacte du ou des principes actifs du cannabis et à poursuivre la mise au point de réactions spécifiques à cette fin¹⁸¹. Commentant cette

étude, la représentante de l'URSS a déclaré qu'afin de déterminer la teneur en stupéfiant de la résine de cannabis provenant de plantes cultivées ou sauvages du Caucase septentrional, toutes les réactions connues du cannabinoïde ont été employées ; en même temps, il a été procédé à une analyse pharmacologique de l'effet des substances résineuses sur des lapins. Les expériences ont porté sur huit échantillons de plantes de cannabis provenant de diverses régions du Caucase septentrional. Elle a insisté sur la conclusion de l'étude, à savoir que les réactions du cannabinoïde ne sauraient être utilisées pour identifier les substances « stupéfiantes » de la résine des plantes de cannabis cultivées ou de la variété indienne de la plante, et elle a avisé la Commission que les recherches dans ce domaine se poursuivent dans l'URSS et embrassent d'autres variétés de cannabis que l'on rencontre dans l'URSS.

362. Les membres de la Commission ont été d'avis que cette étude présentait un grand intérêt scientifique et rendrait, en particulier, d'éminents services aux autorités de police et aux laboratoires de criminologie. D'autre part, l'observateur de la Grèce a insisté sur la grande utilité de la méthode Duquenois pour l'identification du cannabis.

363. Le représentant de la France a suggéré que le Laboratoire des Nations Unies pour les stupéfiants entreprenne des recherches sur le cannabis, et en particulier sur les techniques permettant d'identifier le cannabis, ce qui serait utile aux autorités chargées de l'application des mesures de contrôle. De plus, le Laboratoire devrait coordonner les recherches qui sont déjà en cours dans ce domaine dans différents pays.

364. La question s'est posée de savoir si l'attribution de cette tâche au Laboratoire des Nations Unies aurait des incidences financières. On a fait valoir que des recherches limitées pourraient être effectuées compte tenu des ressources actuelles et des travaux prioritaires du Laboratoire.

365. Répondant au vœu de la Commission, le rapporteur a incorporé la proposition de la France dans un projet de résolution (E/CN.7/L.199). Aux termes de cette résolution, la Commission demandera au Secrétaire général d'étudier les méthodes qui permettraient de coordonner les recherches dans ce domaine et — dans les limites des ressources existantes et sans que soit affectée la priorité déjà accordée aux travaux qui portent directement sur le problème de la détermination de l'origine de l'opium — de faire procéder par le Laboratoire des Nations Unies à une étude et à une estimation préliminaires des techniques d'identification du cannabis.

366. La Commission a adopté ce projet de résolution à l'unanimité et sans débat¹⁸².

¹⁷⁹ Le kif est la partie, hachée menu, et mêlée ou non à du tabac, des sommités fleuries ou fructifères de la plante de cannabis d'où la résine n'a pas été extraite.

¹⁸⁰ Rapport, douzième session, annexe II.

¹⁸¹ *Ibid.*

¹⁸² Annexe II, résolution VI de la Commission.

CHAPITRE VIII

QUESTION DES STUPÉFIANTS SYNTHÉTIQUES¹⁸³

367. La Commission a examiné les renseignements complémentaires relatifs aux stupéfiants synthétiques et autres stupéfiants nouveaux, sur la base d'un document (E/CN.7/339) établi par le Secrétariat pour compléter la documentation sur ces substances (E/CN.7/319 et addenda) qui avait été examinée à la douzième session¹⁸⁴.

368. Ces documents donnent un aperçu complet des renseignements dont on dispose en matière de stupéfiants synthétiques. La documentation comprend des données statistiques exprimées en nombre de doses thérapeutiques moyennes de certains stupéfiants naturels et synthétiques, consommées par mille personnes dans le monde entier et dans de nombreux pays considérés individuellement.

369. La Commission a noté avec intérêt que la consommation varie beaucoup, même dans des pays où les conditions économiques et sociales sont analogues et qui sont dotés de services médicaux équivalents.

370. La Commission a noté également que la situation générale enregistrée l'an dernier en ce qui concerne la consommation respective de stupéfiants naturels et de stupéfiants synthétiques¹⁸⁵ ne semblait pas avoir subi de grands changements. Compte tenu toutefois des chiffres les plus récents, il convient de mentionner les points suivants : la consommation de morphine et de diacétylmorphine a continué de fléchir, cette dernière d'une façon marquée ; la consommation de péthidine n'a accusé aucun changement, tandis que celle de méthadone a diminué de 20 pour 100 ; la consommation de codéine est en régression ; par contre, celle de dihydrocodéine et de norméthadone continue d'augmenter à un rythme rapide (accroissement de 33 pour 100 et de 60 pour 100 respectivement, en 1956, par rapport à 1955¹⁸⁶).

371. Plusieurs représentants ont rendu compte des mesures que les pouvoirs publics de leurs pays ont adoptées ou mises à l'étude en ce qui concerne les stupéfiants synthétiques.

372. En France, la Commission de contrôle des stupéfiants a autorisé l'importation et l'usage (pour administration par voie buccale) de la dextromoramide. L'administration par voie parentérale ou par voie rectale (suppositoires) a été interdite en principe ; toutefois, les médecins peuvent y recourir à condition que ce soit sous leur propre responsabilité. A titre de mesure exceptionnelle, la publicité relative à ce stupéfiant a été soumise à contrôle, car les autorités compétentes ont estimé que la dextromoramide ne répondait pas aux conditions d'un analgésique idéal et que ses propriétés avaient été surfaites par la publicité.

373. L'Inde ne fabrique aucun stupéfiant synthétique ; tous les stupéfiants qui ont fait l'objet d'une notification par le Secrétaire général sont placés sous contrôle et les importations de stupéfiants nouveaux ne sont autorisées qu'après un examen minutieux, sous le contrôle du gouvernement, de leurs propriétés toxico-manogènes. Le Commissaire aux stupéfiants est désormais la seule autorité habilitée par la loi à délivrer des certificats d'importation et des autorisations d'exportation pour tous les stupéfiants, quels qu'ils soient.

374. En Grèce, l'importation de tous les stupéfiants synthétiques est interdite, à l'exclusion de la péthidine seule utilisée en thérapeutique.

375. La Commission s'est félicitée d'apprendre que la cétobémidone a été interdite dans l'Inde et en Iran. Elle a noté, d'autre part, que le Chili avait adopté des dispositions législatives qui traduisent dans les faits son intention d'interdire ce stupéfiant¹⁸⁷.

¹⁸³ Point 11 de l'ordre du jour (E/CN.7/SR.392, 412).

¹⁸⁴ Rapport, douzième session, par. 336, 346 à 350.

¹⁸⁵ *Ibid.*, par. 347 à 348.

¹⁸⁶ Pour plus de renseignements sur la norméthadone, voir chap. II, par. 138 à 145.

¹⁸⁷ E/CN.7/335, par. 109 ; E/CN.7/335/Add.1, par. 109.1.

CHAPITRE IX

AUTRES SUBSTANCES

376. La question des amphétamines, des barbituriques et des tranquillisants n'était pas inscrite à l'ordre du jour de la présente session de la Commission. Toutefois, le contrôle des barbituriques et des tranquillisants, en particulier à l'échelon national, a été étudié lors de l'examen, par la Commission, du huitième rapport du Comité d'experts des drogues engendrant la toxicomanie, de l'OMS. L'essentiel des débats a été résumé dans la partie du chapitre II qui est consacrée à ce rapport.

Question du khat¹⁸⁸

377. La plante *catha edulis* (khat) pousse à l'état sauvage ou est cultivée dans de nombreuses régions de l'est de l'Afrique et dans certaines parties de la péninsule Arabique. Ses feuilles sont soit mâchées, soit préparées en infusion. Il a été rapporté que dans certaines régions de l'Afrique orientale, ainsi qu'à Aden et au Yémen, beaucoup de gens ont contracté l'habitude de consommer le khat, au grand détriment de leur

¹⁸⁸ Point 13 de l'ordre du jour (E/CN.7/SR.387 et 401).

santé, de leur capacité de travail et de leur vie de famille ; il en est résulté un problème social grave¹⁸⁹.

378. La Commission a examiné la situation au Congo belge, dans le territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne, dans l'Union Sud-Africaine, et dans les territoires suivants pour les relations internationales desquels le Royaume-Uni est responsable : Aden, Kenya, Protectorat de la Somalie, Tanganyika, Ouganda et Zanzibar, à la lumière des renseignements qu'elle a reçus à leur sujet des gouvernements intéressés, en réponse à l'invitation qu'elle en avait faite à sa douzième session (E/CN.7/353). Elle a profité également des renseignements fournis par le Bureau permanent de la LEA pour le contrôle des stupéfiants, et a entendu les opinions des observateurs de l'Ethiopie et de la Grèce qui ont participé à son examen de la question du khat.

379. La Commission a reçu aussi des renseignements du représentant de l'OMS sur l'état actuel de l'étude que cette organisation a entreprise conformément à la résolution 667 D (XXIV) du Conseil économique et social sur les aspects médicaux de la question du khat. La Commission a appris que plusieurs laboratoires essayaient d'isoler les constituants de la feuille de khat, qu'ils avaient l'intention d'étudier du point de vue pharmacologique, que cet examen était capital pour l'évaluation des aspects médicaux du problème et qu'ils n'étaient pas encore parvenus à des conclusions certaines. Certains membres de la Commission ont estimé que l'étude pharmacologique n'était pas aussi importante que l'étude médico-sociale. D'autres ont estimé que les deux aspects étaient aussi importants l'un que l'autre. La Commission a également appris la création, par le Gouvernement éthiopien, d'un Comité spécial pour l'étude de la question du khat, composé de représentants du Ministère éthiopien de la santé publique, de l'Institut Pasteur d'Addis-Abéba et d'un hôpital éthiopien important. Ce comité a déjà rassemblé des données dans les régions intéressées de l'Ethiopie, mais il n'est pas encore en mesure de présenter son rapport.

380. La Commission a noté que l'attitude à l'égard de la consommation des feuilles de khat diffère suivant les pays : certains gouvernements, qui considèrent que le khat est un stupéfiant ou présente des dangers analogues à ceux des stupéfiants, ont adopté une politique d'interdiction ; d'autres se sont bornés à prendre certaines mesures de contrôle ou même se sont abstenus d'en prendre, du moins pour le moment, soit parce qu'ils pensaient qu'aucune action n'était possible avant l'achèvement des études sur les problèmes scientifiques en jeu, soit parce qu'ils jugeaient qu'un contrôle efficace n'était pas possible tant que des mesures correspondantes n'auraient pas été prises dans les territoires voisins. La Commission a également appris que le Yémen serait prêt à interdire la consommation des feuilles de khat s'il était prouvé qu'elles ont des propriétés toxicomanogènes.

381. La Commission a reconnu que tous les aspects scientifiques, médicaux, sociaux et administratifs du problème posé par la consommation des feuilles de

khat n'étaient pas complètement élucidés. Certains membres ont exprimé l'opinion qu'il ne fallait pas agir sur le plan international avant de disposer des résultats de l'étude faite par l'OMS sur les aspects médicaux du problème. On a également exprimé l'opinion qu'il fallait attendre le rapport du Comité spécial nommé par le Gouvernement éthiopien. On a déclaré aussi que, à moins qu'il ne soit prouvé que les feuilles de khat possèdent des propriétés stupéfiantes, les décisions de la Commission dans ce domaine manqueraient de fondement juridique. On a indiqué qu'il ne fallait pas méconnaître les difficultés économiques et sociales que pourrait créer dans certaines régions la prohibition de la culture du khat. Le fait que la consommation excessive des feuilles de khat est nuisible ne suffit pas en soi à justifier des mesures restrictives. D'autres substances telles que l'alcool, le tabac et même le café sont nuisibles si on les prend sans modération, mais il n'a jamais été considéré qu'un contrôle international était nécessaire à leur égard. Pour qu'une action internationale soit justifiée, il faudrait montrer que le danger que présente le khat est très considérable, analogue à celui que présentent les stupéfiants. On a également signalé les difficultés administratives auxquelles on se heurterait et l'on a dit qu'il ne faudrait prendre des mesures de contrôle que si l'on était à même d'en imposer l'exécution.

382. On a proposé que les Nations Unies envoient une commission d'enquête dans les régions intéressées, afin de pouvoir se prononcer en connaissance de cause. L'observateur de l'Ethiopie a réservé la position de son gouvernement sur ce point.

383. En réponse à ces objections, on a souligné qu'il n'était pas nécessaire pour prendre des mesures, de résoudre d'abord tous les problèmes scientifiques qui pourraient se poser. Il n'est pas nécessaire, en particulier, d'attendre qu'on ait établi de façon définitive la nature du principe actif du khat ; le principe actif du cannabis n'est pas connu non plus de façon définitive ; or, tout le monde est d'accord pour admettre que cette substance doit être soumise au contrôle international. En particulier, savoir si les feuilles de khat ont des propriétés toxicomanogènes au sens technique de ce terme est de peu d'importance : il suffit de savoir que le khat crée une accoutumance très dangereuse et n'a aucune valeur thérapeutique. Il a été constaté que la mastication de la feuille de khat crée des problèmes médicaux et sociaux graves dans certaines régions, provoque la malnutrition de celui qui la consomme et de sa famille, favorise l'extension de maladies telles que la tuberculose, tue la volonté et la capacité de travail de l'individu et détruit les familles ; pour toutes ces raisons, il est clair qu'une action internationale est urgente. Etant donné les importantes incidences sociales du problème, l'OMS ne devrait pas étudier seulement les aspects médicaux de la consommation du khat, mais également ses méfaits sociaux ; ce devrait être une étude « médico-sociale » et il conviendrait d'en hâter l'exécution.

384. A la suite d'un vote par appel nominal la Commission a décidé, par 9 voix contre 5, avec une abstention, de renvoyer à sa quatorzième session l'examen de la question du khat.

¹⁸⁹ Rapport, douzième session, par. 389 à 407.

PROJET DE CRÉATION D'UN BUREAU OU D'UNE INSTITUTION DES NATIONS UNIES POUR LE CONTRÔLE DES STUPÉFIANTS AU MOYEN-ORIENT, ET MISSION POUR L'ÉTUDE DE LA QUESTION DES STUPÉFIANTS AU MOYEN-ORIENT¹⁹⁰

Historique de la proposition

385. A sa vingtième session, le 26 janvier 1954, le Conseil de la LEA a décidé de recommander la création d'un Bureau des Nations Unies pour le contrôle des stupéfiants au Moyen-Orient. Cette proposition a été transmise au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et communiquée en mars 1954 aux membres de la Commission.

386. A la demande du représentant de l'Égypte, la proposition a été inscrite à l'ordre du jour de la onzième session de la Commission, en 1956. Dans une note (E/CN.7/L.121), ce représentant a précisé le sens de sa proposition et indiqué que le bureau projeté aurait pour tâche « d'étudier la situation sur place, d'élaborer et d'appliquer les mesures permettant le mieux de lutter contre la culture, la fabrication et le trafic des stupéfiants, ainsi que de combattre la toxicomanie » (par. 1). Il a ajouté que si ladite proposition était jugée prématurée, une institution — qui constituerait un organisme embryonnaire — suffirait en attendant la création du bureau.

387. Au cours des débats auxquels a donné lieu cette proposition à la onzième session, de nombreux représentants se sont montrés sensibles aux difficultés que rencontrent les membres de la LEA dans la lutte qu'ils ont engagée contre la toxicomanie. Toutefois, un certain scepticisme s'est fait jour quant à l'intérêt qu'il y aurait à créer un organisme spécial, de caractère permanent, pour faire face à la situation ; d'autres représentants ont demandé un complément d'information sur les attributions qui seraient confiées au bureau ou à l'institution en question, sur son mode de fonctionnement et sur les rapports qu'il entretiendrait avec les gouvernements de la région. Etant entendu que l'auteur de la proposition fournirait ce complément d'information, la Commission a décidé de reprendre l'examen de la proposition à sa douzième session.

388. A sa douzième session, tenue en 1957, la Commission a sursis de nouveau à l'examen de la proposition ; en effet, les renseignements complémentaires (E/CN.7/L.147) n'étaient pas parvenus en temps utile, pour examen, aux membres de la LEA et aux autres gouvernements qui s'intéressaient au projet de création d'un bureau régional.

Mission pour l'étude de la question des stupéfiants au Moyen-Orient

389. Au cours de la présente session, plusieurs délégations (celles du Canada, des États-Unis, de l'Inde, de l'Iran et de la République arabe unie) ont estimé qu'il

était nécessaire d'envoyer une mission d'étude au Moyen-Orient afin d'approfondir les problèmes posés et d'examiner les moyens pratiques de les résoudre ; à cet effet, elles ont déposé conjointement un projet de résolution (E/CN.7/L.179) dont elles ont proposé l'adoption par le Conseil économique et social.

390. Aux termes de ce projet de résolution, le Conseil inviterait le Secrétaire général à nommer une mission comprenant au maximum cinq experts, qui seraient choisis, à titre individuel, pour leur connaissance des problèmes en question et des opérations de contrôle. Le Secrétaire général serait également invité à fournir le secrétariat nécessaire et à prendre des dispositions administratives pour permettre à la mission de s'acquitter de sa tâche (par. 1).

391. Toujours aux termes de ce projet de résolution la mission agissant en consultation avec les gouvernements intéressés et avec leur accord, serait invitée et autorisée à examiner et à étudier les problèmes posés et en particulier à se renseigner sur la situation en examinant les données communiquées par les gouvernements et le Secrétariat, en procédant à des échanges de vues avec les représentants des gouvernements intéressés, en se rendant dans les pays de la région dans lesquels des problèmes majeurs se posent dans le domaine des stupéfiants et en tenant compte des indications fournies par les organisations publiques et privées qui s'occupent du problème des stupéfiants (par. 2, i). La mission serait également invitée à examiner avec les gouvernements et les organisations intéressées leurs vues et leurs suggestions concernant l'amélioration de la situation (par. 2, ii). La mission serait autorisée à adresser des communications confidentielles à un ou plusieurs gouvernements (par. 2, iii) ; la mission ferait rapport à la Commission sur les questions générales et sur les suggestions à caractère non confidentiel (par. 2, iv) ; enfin, la mission serait habilitée à présenter des suggestions aux divers gouvernements sur la manière dont il serait possible d'utiliser l'assistance technique pour renforcer l'efficacité des mesures prises contre le trafic illicite (par. 2, v).

392. Le représentant de la République arabe unie a précisé que si sa délégation avait insisté en faveur de cette mesure, c'est parce qu'elle reconnaissait qu'un grave problème de trafic illicite se posait au Moyen-Orient et qu'il était à la fois nécessaire et possible de redoubler d'efforts pour le résoudre sur le double plan national et international.

393. Depuis des années, les gouvernements qui participent au système de contrôle international des stupéfiants signalent un intense trafic d'opium en provenance du Moyen-Orient et dirigé vers les autres parties du monde, notamment vers l'Amérique du Nord par la Méditerranée. Ces dernières années, des nouvelles inquiétantes ont circulé selon lesquelles la fabrication

¹⁹⁰ Point 14 de l'ordre du jour (E/CN.7/SR.386, 388, 389, 410 et 411).

de morphine brute et de diacétylmorphine à partir de l'opium ne cesse de s'intensifier au Moyen-Orient. Enfin, le trafic de hachich (résine de cannabis), qui se fait surtout à l'intérieur de la région, demeure lui aussi très intense.

394. Le représentant de la République arabe unie a reconnu qu'un certain nombre de gouvernements des pays de la région avaient déployé de grands efforts pour lutter contre ce trafic illicite ; de plus, le changement de politique courageux et gros de conséquences auquel s'est résolu l'Iran en 1955 a eu pour effet d'améliorer notablement la situation. Il n'en est pas moins vrai qu'à en juger d'après les rapports du Comité du trafic illicite, il n'y a aucune raison de se déclarer satisfait de la situation actuelle.

395. Il existe, bien entendu, d'autres régions où la situation présente une gravité analogue. Néanmoins, de l'avis du représentant de la République arabe unie, la situation générale qui règne au Moyen-Orient, sans être absolument claire, se prête mieux à une action concertée que celle que l'on trouve dans d'autres régions où une action de même ordre serait également nécessaire. C'est pourquoi la Commission pourrait commencer par le Moyen-Orient.

396. Poursuivant son exposé, le représentant de la République arabe unie a déclaré que l'opinion de son Gouvernement, selon laquelle il était nécessaire de recourir à une action hardie, avait trouvé un écho très favorable. Néanmoins, certains gouvernements ont soulevé des objections en ce qui concerne telle ou telle partie du plan de création d'un bureau ou d'une institution pour le contrôle des stupéfiants au Moyen-Orient ; d'autres ont estimé que l'accord n'était peut-être pas suffisamment réalisé pour qu'il soit possible de mettre en œuvre ce plan. Afin de permettre, dès lors, que soit repris l'examen approfondi et objectif des mesures à adopter, la République arabe unie n'insiste pas pour que son plan initial soit examiné pour le moment et propose de constituer la mission d'étude dont il est question dans le projet de résolution.

397. Le représentant de la République arabe unie a précisé qu'il s'agissait, dans l'esprit de sa délégation, d'une mission d'experts, désignée par le Secrétaire général comme le sont habituellement les missions de cet ordre de manière à obtenir un groupe harmonieusement composé où les compétences professionnelles s'allient à l'expérience. Certains membres seraient choisis dans le Moyen-Orient, en raison de leur expérience des problèmes qui s'y posent ; d'autres seraient choisis en dehors de cette région, afin que leur expérience propre soit également mise à profit pour résoudre les problèmes du Moyen-Orient. La mission se concerterait avec les gouvernements et avec les organisations compétentes qui ont une connaissance spéciale des problèmes de la région. Les séances qu'elle tiendrait ne seraient pas publiques ; la publicité voulue est déjà assurée par les séances de la Commission des stupéfiants.

398. Pour ce qui est des communications et des rapports, le projet de résolution prévoit que la mission devrait pouvoir adresser des communications confidentielles aux gouvernements, en raison du caractère secret

de certains renseignements et des mesures adoptées contre le trafic illicite. Ces communications ne seraient divulguées ni par la mission ni par le gouvernement intéressé ; il ne saurait être question, en effet, de mettre un gouvernement dans l'embarras en divulguant des renseignements confidentiels ou en faisant connaître les points de désaccord éventuels entre lui et la mission. Celle-ci offrirait ses conseils, ses avis ou ses suggestions au gouvernement intéressé. Si, pour des raisons qui lui seraient propres, le gouvernement s'opposait à ces vues, la question ne serait pas débattue en public, la communication en question étant faite uniquement dans l'intérêt dudit gouvernement. Dans son rapport à la Commission, la mission devra, comme prévu dans le projet de résolution, se borner à signaler qu'elle a présenté des communications confidentielles aux gouvernements X, Y et Z sans insister davantage. Il va sans dire que les suggestions de la mission seront formulées, en majeure partie, à la suite d'échanges de vues avec le gouvernement en cause et qu'elles seront fort probablement jugées acceptables, auquel cas il ne se posera aucun problème.

399. Les relations entre la mission d'une part et les gouvernements d'autre part seraient, dès lors, analogues à celles qui sont familières à la plupart des gouvernements dans le domaine de l'assistance technique. La principale différence sera qu'il s'agira ici d'une mission composite d'assistance technique intéressant plusieurs gouvernements à la fois, auxquels se posent des problèmes différents, mais étroitement solidaires. Comme dans les programmes d'assistance technique, les renseignements auront un caractère essentiellement confidentiel, que devront respecter à la fois la mission et les gouvernements appelés à bénéficier des observations et des conseils de la mission et ces gouvernements pourront, à leur gré, donner suite ou non à ces observations et conseils.

400. En outre, aux alinéas iv et v du paragraphe 2 du dispositif, le projet de résolution prévoit que la mission devra, dans la mesure du possible, dégager de ses travaux des conclusions générales et des suggestions et faire rapport à la Commission, tout en respectant le caractère confidentiel de ses communications aux gouvernements.

401. Le représentant de l'Iran et l'observateur de l'Afghanistan ont approuvé la proposition tendant à l'envoi d'une mission d'étude.

402. Le représentant de la Turquie a fait observer que, lorsqu'il avait été suggéré que la Commission présente des recommandations aux Etats, on avait élevé des objections d'ordre juridique, vu les rapports que la Commission entretient avec les Etats souverains. Or, on propose maintenant d'envoyer au Moyen-Orient une mission pour le « contrôle » des stupéfiants et cependant personne n'a fait allusion aux aspects juridiques de la question. On a suggéré que la durée de la mission soit de six semaines, mais l'on n'a pas précisé à quels pays s'étendrait la compétence de la mission dont le mandat est vague et mal défini ; quiconque est juriste s'apercevra sans peine que ce mandat peut donner lieu à des interprétations diverses et donc, probablement, à des litiges. Les rapports présentés par le Secrétariat et

par l'OIPC font ressortir qu'il est des régions du monde, par exemple l'Extrême-Orient, où la situation est bien pire qu'au Moyen-Orient. C'est donc faire preuve d'esprit discriminatoire que de proposer l'envoi d'une mission spéciale au Moyen-Orient.

403. Le projet de résolution mentionne le problème de l'opium au Moyen-Orient ; or, il ressort des rapports des gouvernements que la toxicomanie ne pose un problème grave que dans un petit nombre d'Etats de la région et que c'est dans la province égyptienne de la République arabe unie qu'il est le plus sérieux. Il apparaît en outre que, dans la province égyptienne, le nombre des toxicomanes qui consomment le hachich est deux à quatre fois supérieur à celui des opiomanes. C'est donc faire preuve également d'esprit discriminatoire que de mettre l'accent comme le fait le projet de résolution sur le problème de l'opium et de méconnaître le problème du hachich qui est beaucoup plus grave.

404. A propos de la situation dans la République arabe unie, le représentant de la Turquie a rappelé à la Commission que le Gouvernement de la République arabe unie a soutenu que la culture du pavot à opium et de la plante de cannabis était interdite sur son territoire et que les toxicomanes s'approvisionnaient en stupéfiants provenant entièrement d'autres Etats, où la culture de ces plantes est également interdite. Les experts ont calculé que le toxicomane moyen a besoin de 1 gramme de hachich par jour, c'est-à-dire de 5 grammes de cannabis. Pour 400.000 toxicomanes, cela représente 2 tonnes de cannabis par jour, soit 730 tonnes par an, et il résulte d'un calcul analogue qu'il faudrait disposer de 360 tonnes d'opium par an pour satisfaire les 200.000 opiomanes. Il est difficile de croire que des quantités aussi importantes puissent échapper à un contrôle frontalier rigoureux. Les saisies signalées ont porté sur 10 tonnes de cannabis et quelques tonnes d'opium, équivalant à environ 1,1 pour 100 du volume du trafic illicite de cannabis et à 1 pour 100 de celui d'opium. Il serait donc surprenant que la Commission puisse accepter une telle explication.

405. Le représentant de la Turquie a estimé que le projet de résolution avait son origine dans un rapport soumis par le Bureau de la LEA pour le contrôle des stupéfiants. Or, un Etat arabe a contesté la validité de ce rapport et, si d'autres Etats participaient à la session, ils auraient peut-être fait de même. Ce rapport est rédigé en termes vagues et il serait plus utile à la Commission que les Etats arabes fournissent des renseignements précis sur les textes de leurs lois et de leurs règlements douaniers relatifs au contrôle des stupéfiants ainsi que sur les sanctions prises à l'égard des délinquants. A défaut de ces renseignements concernant tous les Etats intéressés, il serait inconsidéré de s'attaquer dès maintenant à ce problème. Le représentant de la Turquie a appelé l'attention de la Commission sur la résolution qu'elle a adoptée au cours de la présente session¹⁹¹ et dans laquelle elle invite les Etats arabes à faire rapport à la Commission après avoir consulté les Etats membres mis en cause dans leur rapport. Il a exprimé l'espoir que les membres de la LEA parvien-

draient à s'entendre sur ce point avant la prochaine session et qu'ils fourniraient à la Commission les renseignements précis dont celle-ci a besoin. Il a suggéré que ces Etats soient invités à prendre ces deux mesures afin de permettre à la Commission de se prononcer en pleine connaissance de cause, à la quatorzième session, au lieu de se prononcer hâtivement, dès à présent, sur le projet de résolution des cinq pays.

406. Si néanmoins la Commission passait outre à ces objections et approuvait dès la présente session le projet tendant à l'envoi d'une mission, il insisterait pour que l'on ne la nomme pas « mission de contrôle », ce qui pourrait être offensant pour les Etats intéressés.

407. L'observateur du Liban s'est félicité de l'envoi éventuel au Moyen-Orient d'une mission des Nations Unies pour le contrôle des stupéfiants et il a déclaré que son gouvernement était prêt à participer aux travaux de la mission et lui apporterait volontiers son concours dans l'exécution d'une tâche délicate et complexe. Il a cependant exprimé l'espoir que la mission respecterait le principe de la souveraineté des Etats. D'autre part, les solutions proposées par la mission devraient aussi être conformes aux traités en vigueur. En revanche, tous les membres de la LEA n'ont pas approuvé la proposition tendant à créer un bureau régional ou une institution des Nations Unies et le Gouvernement du Liban a adressé, le 25 mars 1958, une lettre au Secrétaire général de la LEA pour l'informer de son opposition formelle à cette proposition.

408. L'observateur d'Israël a dit que la création de la mission envisagée ne soulevait de sa part aucune objection, car il importe au premier chef de renforcer la collaboration entre tous les pays du Moyen-Orient, et notamment entre leurs services de répression. Il lui a semblé que le projet de création d'un Bureau ou d'une institution ne rencontre guère d'appui et il a estimé qu'il ne devrait exister aucun lien entre cette proposition et le projet d'envoi d'une mission au Moyen-Orient. Aussi aimerait-il savoir si cette proposition avait été retirée par le gouvernement qui en avait pris l'initiative.

409. Le représentant de la République arabe unie a déclaré qu'il retirait, pour la présente session, sa proposition visant à créer un bureau ou une institution des Nations Unies pour le contrôle des stupéfiants au Moyen-Orient, tout en se réservant le droit de le présenter à nouveau, le cas échéant, lorsque la mission aura accompli sa tâche.

410. L'observateur du Liban a estimé que la question de l'envoi d'une mission au Moyen-Orient constituait un point nouveau de l'ordre du jour de la Commission et que les gouvernements n'avaient pas eu la possibilité prévue au règlement intérieur de la Commission d'étudier la question. En conséquence, il a exprimé l'avis que toute décision sur le projet de résolution devrait être différée jusqu'à la prochaine session de la Commission. Le représentant de la Turquie a formellement demandé l'ajournement du débat jusqu'en 1959, étant entendu que les membres de la LEA pourraient s'entendre entre eux sur les mesures à prendre au cours des 12 prochains mois. En attendant, on pourrait demander aux gouvernements intéressés de

¹⁹¹ Voir annexe II, résolution IV de la Commission.

fournir des renseignements sur leur législation, leur réglementation douanière et leurs dispositions pénales relatives au contrôle des stupéfiants.

411. D'autres représentants ont estimé au contraire que l'envoi de la mission constituait l'aboutissement du débat sur le projet de création d'un Bureau pour le Moyen-Orient et qu'il n'y avait donc pas là un point nouveau de l'ordre du jour ; d'ailleurs, aux termes du règlement intérieur, d'anciens points de l'ordre du jour peuvent être modifiés et de nouveaux points peuvent être ajoutés. Au demeurant, l'envoi d'une mission au Moyen-Orient n'empêcherait pas l'envoi de missions dans d'autres régions.

412. A la suite d'un vote par appel nominal, la motion du représentant de la Turquie a été rejetée par 4 voix contre 2, avec 9 abstentions¹⁹².

413. La Commission a ensuite abordé l'examen du projet de résolution.

414. Le nom de la mission a été changé ; au lieu de « Mission pour le contrôle des stupéfiants au Moyen-Orient », ce nom devient : « Mission pour l'étude de la question des stupéfiants au Moyen-Orient ».

415. La Commission a modifié le texte du premier considérant pour marquer qu'elle se préoccupait tout autant du trafic illicite du cannabis au Moyen-Orient que du trafic de l'opium et des opiacés.

416. Les deuxième et troisième considérants ont été adoptés sans modification, respectivement par 12 voix contre une avec 2 abstentions, et par 13 voix contre zéro, avec une abstention.

417. Au sujet du paragraphe 1 du dispositif, la question a été posée de savoir si, habituellement, le Secrétaire général désigne lui-même les membres des missions. On a indiqué que telle était bien la procédure habituelle dans le cas des missions composées d'experts et non de représentants des gouvernements.

418. De l'avis général, tel qu'il s'est dégagé du débat, la mission devrait comprendre d'une part des experts du Moyen-Orient ayant une connaissance des problèmes régionaux en matière de stupéfiants et d'autre part des personnalités expérimentées n'appartenant pas à la région.

419. Il a été signalé que le choix des membres serait fort délicat et que, si la Commission tentait de participer à ce choix, celui-ci ne manquerait pas d'avoir une connotation politique, ce qui serait très fâcheux. Il conviendrait de laisser la plus grande latitude au Secrétaire général pour qu'aucune pression ne compromette les travaux de la mission avant même qu'elle puisse aborder sa tâche. Toutefois, le représentant de la République arabe unie a exprimé l'espoir que des ressortissants du Liban et de la République arabe unie seraient choisis pour faire partie de la mission.

¹⁹² A la demande du représentant de la Turquie, la Commission a décidé à titre exceptionnel de donner des détails sur le vote par appel nominal. *Ont voté pour* : Pérou, Turquie. *Ont voté contre* : Canada, Iran, République arabe unie, U.R.S.S. *Se sont abstenus* : Autriche, Chine, Etats-Unis, France, Hongrie, Inde, Mexique, Royaume-Uni, Yougoslavie.

420. Le paragraphe 1 du dispositif a été adopté sans changement, par 12 voix contre une, avec une abstention.

421. On a posé la question de savoir quels étaient les gouvernements visés aux alinéas i et ii du paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution. Le représentant du Secrétaire général a répondu que, dans l'esprit du Secrétariat, la zone dans laquelle la mission aurait à s'acquitter de sa tâche devrait comprendre les pays qui sont reconnus depuis quelques années comme appartenant au « Moyen ou Proche-Orient » dans les documents relatifs au trafic illicite qui ont été établis en vue de l'examen de ce point de l'ordre du jour de la Commission. Vu le texte de la résolution et compte tenu des observations de ses auteurs, la mission ou tels de ses membres, ne devront pas nécessairement se rendre dans chacun des pays de la région et il leur sera laissé quelque latitude pour arrêter les dispositions à prendre, compte tenu des nombreuses consultations qui devront avoir lieu auparavant avec les gouvernements au sujet des modalités des consultations auxquelles la mission devra procéder.

422. Selon une opinion exprimée, la mission ne devrait prendre contact qu'avec les gouvernements, à l'exclusion des organisations publiques ou privées, d'où pourraient émaner des renseignements erronés. D'autres représentants ont cité des organisations privées qui, à leur avis, pourraient fournir à la mission des renseignements utiles. Les auteurs du projet de résolution ayant précisé que, dans leur esprit, le texte permettait aux gouvernements de désigner des témoins qui pourraient être entendus par la mission, la Commission a décidé de supprimer l'allusion aux organisations publiques ou privées dans les alinéas i et ii du paragraphe 2. Ces deux alinéas ont été approuvés, sous leur forme amendée, par 11 voix contre zéro, avec 3 abstentions.

423. En ce qui concerne les alinéas iii et iv du paragraphe 2, on a exprimé l'avis que la mission ne saurait se substituer à la Commission pour ce qui est des avis à donner aux gouvernements, mais qu'elle devrait aider la Commission à accroître l'efficacité des mesures prises pour mettre fin au trafic illicite. Ainsi, les communications confidentielles devraient porter uniquement sur les questions pour lesquelles cette procédure est nécessaire, et un rapport aussi complet que possible, contenant notamment une documentation adéquate sur les recommandations faites aux gouvernements, devrait être soumis à la Commission. S'agissant des indications qui pourraient être considérées comme des allégations ou des critiques formulées par un gouvernement contre un ou plusieurs autres gouvernements, la mission devrait informer le ou les gouvernements en cause et examiner avec eux les questions soulevées ; c'est là un des cas où il est préférable que les questions soient traitées sur le plan confidentiel. L'alinéa iii du paragraphe 2 a été adopté par 11 voix contre zéro, avec 3 abstentions. Les auteurs du texte ont souligné que le rôle de la mission serait d'aider les gouvernements dans leur lutte contre le trafic illicite, et aussi de faciliter la tâche de la Commission dans l'examen qu'elle sera appelée à faire, à l'avenir, des moyens les plus propres à résoudre les difficultés des gouvernements ; ils ont estimé que les

méthodes de travail de la mission devraient être fixées en fonction de ces objectifs généraux.

424. La disposition aux termes de laquelle la mission devrait faire rapport à la Commission à sa quatorzième session (par. 2, alin. iv) a été adoptée par 11 voix contre zéro, avec 3 abstentions.

425. On a fait valoir que le libellé de l'alinéa v du paragraphe 2, qui traite des suggestions adressées aux gouvernements dans le domaine de l'assistance technique, pourrait poser des problèmes embarrassants à certains gouvernements. Il a été décidé, en conséquence, d'insérer dans la résolution un membre de phrase aux termes duquel la mission pourrait, si le gouvernement intéressé en exprime le désir, présenter des recommandations sur la manière dont il serait possible d'utiliser l'assistance technique pour rendre plus efficaces les mesures prises contre le trafic illicite. Ainsi amendé, l'alinéa a été approuvé par 10 voix contre zéro, avec 3 abstentions.

426. Avant de mettre aux voix l'ensemble de la résolution, le Président a appelé l'attention de la Commission sur l'état estimatif des dépenses qu'entraînerait la création de la mission (E/CN.7/L.179/Add.1)¹⁹³ Le Secrétaire général a indiqué dans cet état qu'il ne pouvait établir une estimation précise, étant donné que le montant des dépenses dépendrait des points de départ respectifs des membres de la mission et du nombre des déplacements qu'ils seraient appelés à faire à l'intérieur de la région (il est parti de l'hypothèse que la mission visiterait cinq ou six pays). Les chiffres présentés sont fondés sur des hypothèses types faites à cet égard, étant entendu que la mission séjournerait six semaines au Moyen-Orient. Dans ces conditions, le coût total estimé se chiffre à 24.900 dollars, dont 1.500 dollars de dépenses imprévues.

427. L'observateur du Liban a indiqué qu'à son avis l'état estimatif des dépenses ne correspondait pas au coût probable de la mission. Il a souligné que la région comprenait 14 pays et 26 territoires et que la mission devrait travailler dans cinq ou six langues différentes. Selon lui, les dépenses prévues pour les frais de déplacement à l'intérieur de la région et pour

¹⁹³ Des renseignements détaillés sur cet état estimatif figurent à l'annexe IV ci-après.

le recrutement des interprètes sont insuffisantes. Il a également indiqué que la mission ne pourrait sans doute pas s'acquitter de sa tâche en six semaines. A son avis, le coût total de la mission serait de l'ordre de 60.000 à 70.000 dollars.

428. Le représentant du Secrétaire général a précisé que l'état estimatif avait été établi par les services financiers de l'Organisation, qui s'étaient inspirés du texte du projet de résolution et des explications fournies par ses auteurs. Cet état estimatif sera communiqué au Conseil selon la procédure habituelle.

429. A la suite d'un vote par appel nominal, la Commission a recommandé au Conseil par 10 voix contre 3, avec 2 abstentions, d'adopter le projet de résolution commun^{194, 195}.

430. Le représentant du Mexique a déclaré qu'il avait voté contre le projet de résolution, parce qu'il était hostile, en principe, à une mission dotée de pouvoirs discrétionnaires dont les activités seraient limitées à une seule région du monde. Les pays en cause pourraient considérer l'envoi de cette mission comme une mesure discriminatoire prise à leur égard par la Commission.

431. Le représentant du Pérou a dit qu'il avait voté contre la résolution, car il était en faveur d'un ajournement de la décision jusqu'à la prochaine session.

432. Les représentants de l'Inde et de l'Iran ont déclaré avoir voté en faveur de la résolution parce que les missions pacifiques de cette nature donnent normalement de bons résultats; elles permettent souvent de régler des malentendus et de renforcer les liens d'amitié entre pays voisins.

433. Le représentant des Etats-Unis, qui avait voté en faveur de la résolution, a déclaré que son gouvernement recommandait vivement la désignation, comme membres de la mission, de ressortissants du Liban et de la République arabe unie.

¹⁹⁴ A la demande du représentant de la Turquie, la Commission a décidé, à titre exceptionnel, de donner des détails sur le vote par appel nominal. *Ont voté pour*: Autriche, Canada, Chine, Etats-Unis, Hongrie, Inde, Iran, République arabe unie, URSS, Yougoslavie. *Ont voté contre*: Mexique, Pérou, Turquie. *Se sont abstenus*: France, Royaume-Uni.

¹⁹⁵ Le texte de la résolution figure à l'annexe I, projet de résolution VII.

CHAPITRE XI

ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LE CONTRÔLE DES STUPÉFIANTS¹⁹⁶

434. La Commission a fait le point de la situation en ce qui concerne l'assistance technique pour le contrôle des stupéfiants en se basant, d'une part, sur les indications que lui ont données les représentants et les

observateurs et, d'autre part, sur une note du Secrétariat (E/3.077 - E/CN.7/342).

435. Le représentant de l'Iran a rendu compte de l'assistance technique que son pays avait reçue dans sa lutte contre la production de l'opium et contre l'opio-manie. Il a indiqué que l'Iran avait bénéficié d'une assistance technique d'un montant de 104.000 dollars

¹⁹⁶ Point 15 de l'ordre du jour (E/CN.7/SR.376, 385, 390 et 409).

au cours des deux années précédentes, mais avait dépensé une somme beaucoup plus considérable en vue de mettre en œuvre son programme d'interdiction de l'usage de l'opium. Une nouvelle assistance financière de l'Administration de l'assistance technique des Nations Unies (AAT) serait donc nécessaire pour permettre à l'Iran de mener à terme le programme actuellement en cours d'application.

436. Les experts que la FAO a envoyés en Iran ont donné des conseils précieux, qui ont été mis en œuvre, de sorte que l'Iran n'a plus besoin, pour l'instant, d'experts de cette organisation. Le Gouvernement iranien a versé plus de 200 millions de rials aux cultivateurs qui, jadis, produisaient le pavot à opium, mais cette somme est loin de compenser les pertes que ces cultivateurs ont subies du fait de l'interdiction de la production d'opium.

437. En ce qui concerne le problème de la toxicomanie, le représentant de l'Iran a signalé que son pays a toujours besoin d'une assistance technique sous les formes suivantes : envoi d'experts de l'OMS et envoi de matériel médical. L'Iran a également besoin d'une aide dans le domaine de l'information et de la propagande. Le représentant de l'Iran a aussi demandé que 10 bourses d'études soient mises à la disposition de son pays au cours des cinq prochaines années, afin que des ressortissants iraniens puissent recevoir une formation qui leur permette de remplacer les experts étrangers. Le représentant de l'Iran a exprimé l'espoir que les services chargés des questions d'assistance technique examineraient favorablement cette requête de son gouvernement.

438. Le représentant de l'Iran a donné des précisions sur les progrès accomplis à ce jour. En ce qui concerne la lutte contre la toxicomanie, il a été distribué 54 millions de comprimés destinés à faire perdre le goût de la drogue aux fumeurs d'opium. D'autre part, une campagne publicitaire a été menée dans tout le pays afin de mettre en garde le public contre les dangers de l'opiomanie. La teneur en opium des comprimés a dû être réduite considérablement, les autorités ayant constaté que certains toxicomanes qui avaient cessé de fumer l'opium avaient recours à ces comprimés en tant que produit de remplacement. Soixante-cinq mille cinq cent soixante-cinq toxicomanes ont été traités dans les hôpitaux publics et, en 1957, 10 pour 100 de tous les lits d'hôpitaux ont été mis à leur disposition. Plus de 8.000 personnes ont été poursuivies pour infraction à la législation sur les stupéfiants : 2.627 kilogrammes d'opium ont été saisis et 4.552 pipes à opium ont été détruites. Toutes les fumeries d'opium ont été fermées et un système de contrôle efficace a été institué pour lutter contre le trafic illicite. Le représentant de l'Iran a ajouté que les propriétaires fonciers et les cultivateurs avaient dû abandonner la culture du pavot à opium et détruire les plantations existantes. A la suite de ces mesures, la superficie plantée en pavot a été réduite de plus de 14.000 hectares. Les fonctionnaires du Gouvernement iranien ont dû subir un examen médical et ceux d'entre eux qui étaient toxicomanes ont été révoqués.

439. Le représentant de l'Iran a ajouté que, malgré le caractère énergique de toutes ces mesures, il reste

de grandes difficultés à surmonter. Le trafic illicite tant à l'intérieur du pays qu'aux frontières n'a pas disparu, et une assistance internationale serait nécessaire pour le combattre. Mais l'opium de contrebande qui pénètre en Iran vaut maintenant quarante fois le prix qu'il atteignait avant l'entrée en vigueur de la loi interdisant la production. Aussi l'opium est-il devenu beaucoup trop cher pour la plupart des toxicomanes, de sorte qu'un grand nombre d'entre eux se sont désintoxiqués sans aucune aide médicale.

440. L'attention de la Commission a été appelée sur un rapport établi par un expert de l'OMS, qui avait été envoyé en Iran. Plusieurs membres de la Commission ont été d'avis que ce rapport pourrait être utile à d'autres pays, où se posent des problèmes analogues. Le représentant de l'Iran a indiqué qu'il ne voyait pas d'objection à ce que ce rapport soit diffusé et le représentant de l'OMS a pris des dispositions pour que ce rapport soit communiqué aux représentants qui participent aux travaux de la Commission.

441. L'observateur de la Thaïlande a mis la Commission au courant des besoins de son pays en matière d'assistance technique. Se fondant sur une des recommandations faites par une mission d'étude spéciale des Nations Unies, le Gouvernement thaïlandais a adressé à l'AAT une demande tendant à l'envoi d'un expert qui serait chargé de lui donner des conseils sur l'application et la coordination des mesures destinées à lutter contre l'opiomanie et contre le trafic illicite. Cette requête est actuellement à l'examen au Siège¹⁹⁷.

442. Le représentant de la Turquie a remercié le Gouvernement canadien de l'hospitalité accordée à un boursier turc, venu étudier les méthodes permettant de déterminer scientifiquement l'origine de l'opium. Il a exprimé l'espoir qu'une deuxième bourse serait accordée à son pays. Il a estimé que l'assistance technique est l'un des plus utiles moyens de lutter contre la toxicomanie et contre le trafic illicite des stupéfiants. Le représentant de l'Iran a remercié les Gouvernements des Etats-Unis et du Canada de l'assistance technique qu'ils ont accordée à son pays.

443. La Commission a constaté que l'Afghanistan avait un besoin urgent d'assistance technique dans le domaine des stupéfiants. Cette question a été traitée de façon détaillée au chapitre V.

444. Le représentant de l'Inde a expliqué que des travaux préparatoires étaient en cours dans son pays en vue de présenter les demandes d'assistance technique prévues dans la résolution 667 F (XXIV) du Conseil économique et social. En ce qui concerne les méthodes modernes de traitement des toxicomanes, le Gouvernement indien attend les conclusions d'un comité de travail spécial créé par l'*Indian Council of Medical Research*. Ce comité doit se réunir en juin-juillet 1958. Lorsqu'il sera saisi de ses conclusions, le Gouvernement de l'Inde présentera une demande précise d'assistance technique à l'OMS.

445. Quant au cannabis qui existe à l'état sauvage

¹⁹⁷ Pour plus de renseignements sur le trafic illicite et la toxicomanie en Thaïlande, voir chap. III et IV ci-dessus.

dans l'Inde, le Gouvernement indien estime qu'il lui sera très difficile de détruire toutes les plantes, car elles poussent sur de vastes étendues dans 12 Etats de l'Inde. Toutefois, des mesures sont actuellement prises pour examiner la possibilité de détruire les plantes dans le voisinage des zones habitées où elles sont le plus facilement accessibles. Pour cette raison et aussi à cause de la campagne entreprise par l'Inde pour mettre fin à l'usage non médical du cannabis, le Gouvernement indien estime qu'il n'a pas besoin pour l'instant d'une assistance technique dans ce domaine. Il procédera toutefois à un nouvel examen de la question lorsque les différentes mesures envisagées pour interdire l'utilisation du ganja et du bhang à des fins non médicales seront entrées en vigueur, c'est-à-dire dans deux ou trois ans.

446. L'observateur de la Grèce a rappelé qu'il y a deux ans, sa délégation avait indiqué que la Grèce aurait besoin de deux médecins et de deux autres spécialistes pour traiter les toxicomanes dans un hôpital spécial en voie de création au Pirée. A cet égard, il a exprimé l'espoir que la demande d'assistance technique faite par son pays recevrait satisfaction dans un proche avenir.

447. L'observateur du Maroc a donné à la Commission des renseignements sur les mesures préparatoires prises actuellement par son pays pour demander une assistance technique en vertu de la résolution 667 F (XXIV) du Conseil. Le Ministre de l'agriculture du Maroc a procédé à une enquête approfondie sur la culture de la plante de cannabis dans les régions d'accès difficile du nord du pays ; la fusion administrative des deux zones du Maroc n'a été achevée qu'en février 1958. La culture du cannabis, qui était permise jadis, s'est répandue à tel point qu'elle est devenue le principal moyen de subsistance d'un certain nombre de tribus. Lorsque l'enquête sera achevée, le Gouvernement marocain a l'intention de demander l'envoi d'experts de la FAO en vue de remplacer la culture du cannabis par celle d'autres plantes.

448. L'observateur du Maroc a ajouté que son pays avait commencé à traiter les toxicomanes et qu'il espérait, en mettant à profit l'expérience des autres pays et en demandant au besoin l'assistance technique de l'OMS, mener à bonne fin son programme de lutte contre la toxicomanie.

449. La Commission a examiné également la note du Secrétariat, dans laquelle sont résumées l'assistance technique fournie en 1957, ainsi que les demandes d'assistance approuvées pour 1958. La note du Secrétariat énumère également les demandes de renseignements qui lui ont été envoyées par des gouvernements désireux d'obtenir une assistance technique, mais qui n'ont pas encore été suivies de requêtes officielles d'assistance. Il a été signalé à maintes reprises que la répression du trafic illicite est encore plus utile à la communauté internationale qu'aux pays qui demandent une assistance technique pour lutter contre le trafic ; le cas de l'Iran a été cité en exemple. Il a été dit également que la lutte contre l'abus des stupéfiants n'est inscrite que depuis peu au nombre des activités de l'assistance technique ; or, la mise en œuvre de nou-

veaux projets, dans un pays donné, exige souvent l'abandon de projets plus anciens qui, dans bien des cas, sont en exécution depuis fort longtemps et représentent d'importants investissements. Il a été signalé enfin que les fonds dont dispose le Programme d'assistance technique des Nations Unies ne suffisent qu'à la mise en œuvre d'une faible partie des projets dont il serait possible d'envisager l'application.

450. Les représentants de la France, de l'Iran, de la République arabe unie et des Etats-Unis ont soumis un projet de résolution (E/CN.7/L.178) aux termes duquel la Commission prierait le Conseil économique et social de reconsidérer les arrangements financiers applicables à l'assistance technique pour le contrôle des stupéfiants, de façon que les gouvernements puissent présenter les demandes voulues d'assistance technique et que les organisations intéressées puissent les mettre à exécution. La résolution proposait également que soit étudiée la possibilité de rendre disponible un montant déterminé pour les besoins de l'assistance technique dans le domaine du contrôle des stupéfiants, par exemple sous la forme d'une attribution financière séparée, ou bien en prévoyant une certaine somme à cet effet dans les attributions financières séparées existantes.

451. En présentant ce projet de résolution, le représentant de l'Iran a expliqué que les demandes dont l'urgence est reconnue sont parfois financées par prélèvement sur le fonds de roulement et de réserve du Programme élargi d'assistance technique. Toutefois, il n'est possible de prélever des fonds sur cette réserve spéciale pour les cas d'urgence que durant la première année de la mise en œuvre d'un programme donné ; dans les conditions actuelles, si la mise en œuvre du projet doit être poursuivie, il est nécessaire que les crédits soient inscrits au programme national prévu pour le pays intéressé. Aussi arrive-t-il qu'il ne soit pas possible de mener le projet à bon terme. Il est certain qu'un grand nombre de pays qui ont exprimé le désir de bénéficier d'une assistance technique n'ont pas reçu satisfaction ; les auteurs du projet de résolution espèrent que l'adoption de leur proposition permettrait de surmonter ces difficultés. A l'heure actuelle, comme le montre la note du Secrétariat, certains projets fort utiles ne peuvent même pas recevoir un commencement d'exécution.

452. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que le problème que le projet de résolution se proposait de résoudre ne lui paraissait pas très clair. Le projet de résolution pourrait être d'une certaine utilité si les difficultés étaient dues au fait que les gouvernements, dans leurs programmes nationaux, n'accordent pas une priorité suffisante aux demandes d'assistance technique pour le contrôle des stupéfiants. Mais il semble que les gouvernements n'aient pas inscrit de demande d'assistance technique de cette nature dans leurs programmes nationaux, de sorte qu'il serait préférable, semble-t-il, d'adopter une résolution attirant l'attention des Etats sur l'utilité de présenter des demandes à ce sujet. A cet argument, il a été répondu que les programmes nationaux font généralement l'objet de compressions extrêmement sévères, pour des raisons financières, et que l'existence de projets anciens empêche souvent

l'inscription de projets nouveaux comme ceux qui concernent la lutte contre les stupéfiants. L'attention de la Commission a été attirée aussi sur l'invitation adressée aux gouvernements intéressés dans la résolution 626 D (XXII) du Conseil économique et social.

453. La crainte a été exprimée que l'ouverture de crédits spéciaux réservés à des fins spéciales ne se fasse au détriment des autres domaines de l'assistance technique. Fragmenter exagérément les fonds dont on dispose ne pourrait que nuire à l'efficacité de l'ensemble des programmes d'assistance technique. A quoi l'on a répondu qu'à plusieurs occasions les Nations Unies avaient approuvé l'ouverture de crédits spéciaux, par exemple en matière de services consultatifs dans les domaines de l'assistance sociale, de l'administration publique et des droits de l'homme. La Commission a approuvé un amendement de l'Inde (E/CN.7/L.185/Rev.1) qui attirait l'attention sur ce fait.

454. Le projet de résolution a été adopté par la Commission, sous sa forme amendée, par 14 voix contre une, avec une abstention¹⁹⁸.

455. Des représentants ont tenu à appeler l'attention sur le fait que, si le Conseil économique et social et l'Assemblée générale approuvaient des attributions financières spéciales pour l'assistance technique en vue du contrôle des stupéfiants, les Gouvernements de

l'Afghanistan et de l'Iran auraient droit, en raison des efforts particuliers qu'ils accomplissent pour abolir la production d'opium et la toxicomanie, et en raison des sacrifices qu'ils s'imposent ainsi, à un rang de priorité très élevé dans l'octroi de cette assistance.

456. La Commission a appris avec intérêt que l'OIPC projetait d'organiser un cycle d'études. La vingt-sixième Assemblée générale de l'OIPC a en effet décidé à l'unanimité d'organiser, en consultation avec l'AAT¹⁹⁹, un cycle d'études sur le trafic illicite des stupéfiants, à l'intention des fonctionnaires chargés de la répression de ce trafic. A cet effet, l'OIPC s'est assuré le concours de spécialistes compétents et a soigneusement choisi les matières qui seront enseignées, en insistant sur les méthodes pratiques de lutte contre le trafic illicite. Les fonctionnaires de toute administration qui participe à la lutte contre le trafic illicite pourront assister au cycle d'études. Le représentant de l'OIPC a suggéré que les gouvernements fassent les démarches nécessaires auprès de l'AAT en vue de l'octroi de bourses. Le cycle d'études doit se tenir du 10 mars au 15 avril 1959.

457. L'observateur du Laos a dit qu'il informerait son gouvernement des possibilités d'assistance technique qui s'offrent dans le domaine du contrôle des stupéfiants. Il a exprimé, en particulier, l'espoir que son pays pourrait participer au cycle d'études de l'OIPC.

¹⁹⁸ Voir annexe I, résolution II de la Commission.

¹⁹⁹ Pour plus de détails à ce sujet, voir E/CN.7/L.175.

CHAPITRE XII

PROJET DE CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS²⁰⁰

458. En application de la résolution 667 E (XXIV) du Conseil économique et social, la Commission a donné la priorité, dans ses travaux, au projet de Convention unique sur les stupéfiants. Elle a consacré à cette tâche la totalité ou la majeure partie de dix-neuf séances et elle a réussi à achever la mise au point de ceux des articles du deuxième projet de Convention unique qu'elle n'avait pas encore révisés à sa douzième session²⁰¹.

459. La Commission a désigné un Comité de rédaction, composé de M. Curran (Canada), de M^{me} Gömöri (Hongrie) et de M. Raj (Inde), et l'a chargé d'établir un texte révisé de ces articles en tenant compte des décisions prises par la Commission en première lecture. Le Comité de rédaction a tenu au total 13 séances, sous la présidence de M. Curran, et a soumis à la Commission huit rapports²⁰². Le texte définitif des articles 1^{er}, 2, paragraphe 1, a, 21-22 et 28-58 du projet de Conven-

tion, tel qu'il est reproduit à l'annexe V ci-après, a été adopté en seconde lecture par la Commission en séance plénière.

460. La Commission a examiné la procédure à suivre en vue de l'adoption du projet de Convention. Elle a considéré qu'il conviendrait de recueillir l'avis des gouvernements qui n'ont pas participé à l'élaboration du projet et qu'en raison de l'ampleur du projet de Convention, qui touche à tous les aspects du contrôle international des stupéfiants (aspects économiques, sociaux, sanitaires, juridiques et administratifs), il faudrait leur laisser suffisamment de temps pour leur permettre de formuler des observations.

461. Compte tenu des débats de la Commission, le rapporteur a élaboré un projet de résolution (E/CN.7/L.205), aux termes duquel la Commission déciderait de transmettre au Conseil économique et social le texte révisé du projet de Convention unique, afin que le Conseil puisse prendre telles autres mesures qu'il jugera souhaitables. Elle recommanderait en outre au Conseil d'adopter une résolution par laquelle celui-ci prierait le Secrétaire général de communiquer le projet : i) à tous les Etats Membres de l'Organisation

²⁰⁰ Point 5 de l'ordre du jour (E/CN.7/SR.379, 391, 393, 395 à 408, 411 et 412).

²⁰¹ E/CN.7/AC.3/7 et Corr.1 : art. 1^{er}, 21, 22, 28 à 60, n^{os} 1 à 50, 163 à 184 et 259 à 662.

²⁰² E/CN.7/L.192, 194, 196, 198 et 200 à 203.

des Nations Unies et aux Etats membres des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique ; ou ii) à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux Etats non membres parties à au moins l'un des instruments multilatéraux existants en matière de stupéfiants ; ou iii) à tous les Etats, à l'OMS, à d'autres institutions spécialisées, à l'Agence internationale de l'énergie atomique, au Comité, à l'Organe de contrôle, ainsi qu'à l'OIPC.

462. Aux termes de cette résolution, le Conseil inviterait les Etats et les organisations susmentionnés à communiquer au Secrétaire général leurs observations sur le projet avant le 1^{er} octobre 1959 et prierait le Secrétaire général de préparer et de communiquer à ces Etats et organisations, avant le 1^{er} novembre 1959, un recueil des observations reçues. Le Secrétaire général serait également prié : i) dans un délai raisonnable après la communication du recueil des observations, de convoquer une conférence de plénipotentiaires pour l'adoption de la Convention unique ; ii) d'inviter à la conférence les Etats et les organisations mentionnés plus haut ; iii) de préparer un règlement intérieur provisoire à l'usage de la conférence.

463. La Commission a examiné les variantes concernant les Etats auxquels devrait être communiqué le projet de Convention unique et qui devraient être invités à la conférence. On a fait observer que la première variante était la plus conforme à la politique générale de l'Organisation des Nations Unies et que la Commission ne devait pas modifier cette politique. Les représentants du Canada, de la Chine, des Etats-Unis, de l'Iran, du Mexique, du Pérou, du Royaume-Uni et de la Turquie ont appuyé ce point de vue.

464. Selon le représentant de l'URSS, le projet de Convention unique ne devrait pas être communiqué uniquement aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Il a estimé que la troisième variante, selon laquelle le projet serait communiqué à tous les Etats, était la meilleure. Le représentant de l'URSS a en outre estimé qu'il était indispensable d'autoriser la conférence de plénipotentiaires à inviter n'importe quel Etat à participer à ses travaux. Le représentant de la Yougoslavie a fait observer que la Commission avait toujours insisté sur le fait que sa principale tâche était de rendre universel le contrôle des stupéfiants ; il serait donc logique de communiquer le projet de Convention unique, pour observations, à tous les Etats. Les représentants de la Hongrie et de l'Inde ont appuyé ces points de vue.

465. Une proposition de l'URSS visant à faire adopter la troisième variante a été rejetée par 9 voix contre 4, avec une abstention. Une proposition du Royaume-Uni en faveur de l'adoption de la première variante a ensuite été adoptée par la Commission par 10 voix contre 3, avec 2 abstentions. Une proposition de l'URSS visant à autoriser la conférence à inviter des gouvernements et des organisations non expressément mentionnés dans la résolution à participer à ses travaux a ensuite été rejetée par 9 voix contre 4, avec une abstention.

466. La Commission a décidé d'insérer, dans le projet de résolution, des alinéas supplémentaires aux termes desquels elle demanderait au Secrétariat de communiquer le recueil des observations aux Etats et organisations intéressés avant la fin de 1959, et recommanderait de convoquer la conférence en tenant compte des dates limites prévues dans la résolution pour la transmission des observations et la communication du recueil des observations.

467. Par 14 voix contre zéro, avec une abstention, la Commission a adopté le projet de résolution, ainsi modifié²⁰³. Le représentant de la Yougoslavie a déclaré qu'il s'était abstenu de prendre part au vote parce qu'il estimait que l'adoption du projet de résolution constituerait une mesure rétrograde dans le domaine du contrôle des stupéfiants. Le représentant de l'URSS a expliqué qu'il avait voté en faveur du projet de résolution, mais qu'il estimait néanmoins que le fait de limiter le nombre des gouvernements appelés à présenter des observations sur le projet de convention et à participer à la conférence constituait une mesure discriminatoire à l'égard de certains Etats et une violation du principe fondamental d'universalité sur lequel doit être fondé un contrôle efficace des stupéfiants.

468. La Commission a également chargé le Secrétariat de préparer un projet de tableaux des substances qui seront soumises aux différents régimes prévus dans la nouvelle Convention et de communiquer ces tableaux aux gouvernements dès qu'ils seront prêts. Le Secrétariat devra également indiquer quels autres termes, parmi ceux qui sont employés dans le projet de Convention unique, auraient besoin d'être définis.

*
*
*

469. La Commission avait abordé pour la première fois ses travaux sur la Convention unique à sa quatrième session, en application de la résolution 159 II D (VII) du Conseil. Aux termes de cette résolution, complétée par la résolution 246 D (IX) du Conseil, la Convention unique devait remplacer les instruments internationaux existants dans ce domaine, ramener de trois à deux le nombre des organes internationaux créés en vertu des traités et s'occupant exclusivement du contrôle des stupéfiants et assurer le contrôle international intégral des matières premières qui servent à la fabrication des stupéfiants. La Commission a travaillé au projet de Convention unique de sa quatrième à sa treizième session. Après avoir fixé, à sa quatrième session, les principes fondamentaux de la Convention unique²⁰⁴, elle a procédé à la rédaction du projet pendant neuf sessions annuelles, de sa cinquième à sa treizième session²⁰⁵ et a examiné trois projets succes-

²⁰³ Voir annexe I, résolution III de la Commission.

²⁰⁴ Rapport, quatrième session, sect. 12.

²⁰⁵ Rapport, cinquième session, par. 64 à 144 ; rapport, sixième session, par. 67 à 73 ; rapport, septième session, par. 72 à 103 et annexe C ; rapport, huitième session, par. 93 à 163 et annexe C ; rapport, neuvième session, par. 59 à 91 et annexe D ; rapport, dixième session, par. 73 à 158 et annexe D ; rapport, onzième session, par. 188 à 243 et annexe IV ; rapport, douzième session, par. 432 à 440 et annexe VI ; et annexe V du présent rapport.

sifs ²⁰⁶. La Commission n'a pu consacrer à l'élaboration de la Convention unique qu'une partie de son temps, car elle devait aussi s'acquitter des fonctions qui lui incombent dans le domaine des stupéfiants en vertu des instruments en vigueur, tâche qu'elle ne pouvait retarder sans compromettre gravement le contrôle international des stupéfiants. Le temps qu'il a fallu à la Commission pour mener à bien son œuvre s'explique à la fois par cette raison et par le caractère très vaste du nouveau projet de traité qui touche à tous les aspects, multiples, du contrôle des stupéfiants.

470. La Commission considère qu'elle a exécuté les instructions que lui avait données le Conseil. Aux termes de la nouvelle convention, l'actuel Comité central permanent de l'opium et l'actuel Organe de contrôle des stupéfiants seraient remplacés par un organe unique. La production de l'opium, de la paille de pavot, de la feuille de coca, du cannabis et de la résine de cannabis serait placée sous un contrôle international total. Ce qui subsisterait des usages non médicaux des stupéfiants (opium à fumer et à manger, abus du cannabis et mastication de la feuille de coca) serait prohibé après une période de transition déterminée. Les dispositions actuellement énoncées dans neuf instruments internationaux seraient codifiées en une seule convention.

471. Toutefois, la Commission a été parfaitement consciente du fait que toutes les dispositions du nouveau projet de convention ne seraient pas accueillies avec une égale faveur par tous les gouvernements. Certaines dispositions sont des compromis; plusieurs restent controversées au sein de la Commission; d'autre part, il y a lieu de penser que les opinions des gouvernements non représentés à la Commission seront également divisées. La Commission tient à appeler l'attention du Conseil sur certaines des questions qui ont donné lieu à de nettes divergences d'opinions.

Interdiction obligatoire de certains stupéfiants particulièrement dangereux

472. Aux termes de la nouvelle convention, la Commission des stupéfiants serait autorisée à exiger des parties qu'elles interdisent les stupéfiants particulièrement dangereux qui ne présentent pas d'avantages thérapeutiques particuliers et importants, exception faite de petites quantités réservées à la recherche médicale et scientifique, y compris des expériences cliniques contrôlées ²⁰⁷. La majorité de la Commission a jugé une pareille disposition nécessaire, afin de réduire la fréquence de la toxicomanie d'origine thérapeutique. D'autres membres de la Commission ont estimé qu'une pareille mesure risquerait d'entraver le progrès de la

médecine et constituerait une ingérence injustifiée dans le libre exercice de la médecine. Ils ont proposé que les décisions de la Commission visant à interdire des stupéfiants n'aient pas force obligatoire pour les parties, mais simplement le caractère d'une recommandation.

Emploi obligatoire des dénominations communes internationales

473. Aux termes de la nouvelle convention, les parties seraient tenues d'exiger, pour les stupéfiants, l'emploi de dénominations communes internationales dans les offres imprimées ou écrites, les annonces publicitaires de tout genre, les notices descriptives, étiquettes, etc. ²⁰⁸. La majorité de la Commission a estimé qu'une telle mesure aurait le double avantage de simplifier la tâche des fonctionnaires chargés du contrôle et de signaler à l'attention des membres du corps médical, ainsi que des usagers, le caractère dangereux des substances stupéfiantes mises en vente. Il y aurait ainsi moins de danger que les stupéfiants en question soient prescrits sans que l'on connaisse pleinement leurs propriétés toxicomanogènes. D'autres membres de la Commission et le représentant de l'OMS, tout en reconnaissant l'intérêt de l'emploi de dénominations communes internationales pour les stupéfiants, ont estimé qu'un système obligatoire ne serait pas applicable, du moins en l'état actuel des choses. Ils ont mentionné les difficultés d'ordre linguistique ou juridique auxquelles les pouvoirs publics se heurteraient s'ils étaient tenus d'exiger l'usage de toutes les dénominations internationales prescrites par un organisme international. Il ne serait pas possible d'opérer les changements qu'il y aurait lieu d'apporter à la législation nationale en matière de noms commerciaux et de marques déposées sans porter sérieusement atteinte à des droits privés, acquis de longue date, de sorte que ces changements iraient à l'encontre de principes juridiques importants ²⁰⁹.

Evaluations des récoltes d'opium, de paille de pavot, de feuille de coca, de cannabis et de résine de cannabis, ainsi que des superficies cultivées en vue de la production de ces substances

474. D'après le régime actuel du contrôle international des stupéfiants, les gouvernements sont tenus de fournir des évaluations annuelles de leurs besoins en stupéfiants manufacturés. Les quantités maximales que les Etats peuvent fabriquer ou importer sont calculées sur la base de ces évaluations ²¹⁰. Aux termes de la Convention unique, ce système serait étendu aux stupéfiants non manufacturés, c'est-à-dire à l'opium, à la paille de pavot, à la feuille de coca et au cannabis ²¹¹, ce qui permettrait de calculer les quantités maximales

²⁰⁶ Premier projet, E/CN.7/AC.3/3/Rev.2; deuxième projet, E/CN.7/AC.3/7 et Corr.1; troisième projet, rapport, douzième session, annexe VI; et annexe V du présent rapport. D'autres projets de texte figurent dans le document E/CN.7/AC.3/6. Dans la suite de ce document, les références au projet de Convention unique se rapportent au troisième projet; les articles 2 à 20 et 23 à 27 de ce projet figurent dans le rapport, douzième session, annexe VI, et les articles 1^{er}, par. 1, a, 21 et 22 et 28 à 58 à l'annexe V ci-après.

²⁰⁷ Art. 2, par. 1, e, en relation avec l'article 3, par. 3. Voir aussi l'article 2, par. 1, a, à l'annexe V ci-après.

²⁰⁸ Art. 42, par. 3.

²⁰⁹ Voir aussi chap. II, par. 83 à 87.

²¹⁰ Art. 5, 6 et 12 de la Convention de 1931.

²¹¹ Art. 29 et 30, avec l'article 1^{er}, k, et le tableau I. Pour une catégorie différente d'évaluations, concernant notamment les stupéfiants non manufacturés, voir l'article 21 de la Convention de 1925.

autorisées pour l'importation. En outre, la Convention unique obligerait les parties à fournir des évaluations annuelles de la récolte escomptée de ces produits agricoles, ainsi que des superficies qui seront cultivées en vue d'obtenir ces récoltes²¹³. Etant donné notamment qu'il s'agit d'estimations de récoltes imprévisibles, ces évaluations ne pourraient servir de base pour l'établissement des quantités maximales d'opium, de paille de pavot, de feuille de coca et de cannabis que les parties seraient autorisées à importer. Bien entendu, on ne pourra pas non plus déterminer à l'avance, par cette méthode, les quantités qui seront récoltées. Plusieurs membres de la Commission ont signalé cette différence entre les évaluations des besoins en stupéfiants d'une part, et, de l'autre, les évaluations des récoltes et des superficies cultivées, et ils ont exprimé l'avis que ces dernières évaluations étaient sans valeur du point de vue du contrôle des stupéfiants et constitueraient donc une charge superflue pour les gouvernements. Ils ont indiqué, en particulier, qu'ils ne seraient pas en mesure de fournir des évaluations préliminaires des récoltes de paille de pavot²¹³ et de cannabis, ainsi que des superficies cultivées à cet effet.

Contrôle de la production de paille de pavot

475. Aux termes de la Convention unique, la « production » (récolte) de paille de pavot destinée à la fabrication d'alcaloïdes de l'opium serait soumise au même régime que la « production » (récolte) d'opium²¹⁴. Un pays qui autoriserait la culture du pavot à opium en vue de la production de la paille de pavot serait donc tenu d'établir un organisme national²¹⁵ qui désignerait les parcelles de terrain sur lesquelles la culture serait permise, accorderait des licences aux cultivateurs et aurait le droit exclusif d'acquérir la récolte de paille de pavot, de se livrer au commerce de gros et au commerce international de ce produit et, d'une façon générale, d'en détenir des stocks de gros.

476. Plusieurs membres de la Commission ont déclaré qu'ils ne pouvaient accepter un tel système de contrôle pour la paille de pavot. Ils ont indiqué que la paille de pavot n'était qu'un sous-produit, que le pavot à opium était cultivé soit pour l'opium, soit pour ses graines, mais jamais exclusivement pour la paille. Lorsque le pavot est cultivé pour ses graines, il n'y a aucun danger d'abus. De plus, il est impossible de contrôler les innombrables petits cultivateurs qui se livrent à la culture du pavot pour les graines et de recueillir la paille produite par eux. En outre, étant donné que la fabrication de la morphine exige des quantités comparativement importantes de paille,

celle-ci ne pourrait être utilisée dans la fabrication clandestine et ne fait donc pas l'objet d'un trafic illicite.

477. Par contre, d'autres membres de la Commission ont signalé que la paille de pavot est une substance très dangereuse en elle-même, ainsi qu'en témoigne le fait que les toxicomanes consomment parfois des infusions de capsules de pavot. Le contrôle de la production d'opium soulève des difficultés du même ordre sans que l'on en ait, pour autant, tiré la conclusion que ce contrôle était impossible. On peut également penser que les fabricants clandestins seront amenés à utiliser de la paille de pavot non contrôlée comme matière première dès que l'opium aura disparu du marché en raison du contrôle rigoureux qui lui sera appliqué.

Limitation du nombre des pays produisant pour l'exportation

478. Aux termes de la Convention unique, seuls les pays expressément désignés à cet effet dans le traité seraient autorisés à produire, pour l'exportation, de l'opium, de la paille de pavot (destinée à la fabrication d'alcaloïdes de l'opium), des feuilles de coca et de la cocaïne brute²¹⁶. La cocaïne brute fabriquée à partir des feuilles exportées en conformité des dispositions de cette clause de la convention, pourrait également être importée. La majorité de la Commission a été d'avis que cette restriction du nombre des pays autorisés à produire pour l'exportation est indispensable si l'on veut limiter l'approvisionnement du monde en stupéfiants et, en particulier, limiter l'approvisionnement en opium aux quantités requises à des fins médicales et scientifiques ; un contrôle effectif des stupéfiants exige donc une pareille mesure. D'autres membres de la Commission ont fait valoir qu'une mesure restrictive de cet ordre n'était pas nécessaire aux fins du contrôle, qu'elle procédait d'une situation économique donnée, sans tenir compte des changements qui peuvent survenir dans la structure mondiale de la production et du commerce international et qu'elle risquerait de conduire, à l'avenir, à une grave pénurie de stupéfiants.

Stocks maximaux d'opium et de paille de pavot

479. La Convention unique prévoit que les stocks d'opium et de paille de pavot des parties ne devront pas dépasser certaines quantités maximales. Ces maximums seront calculés conformément à certaines règles énoncées dans la Convention²¹⁷. La Commission a adopté ces dispositions comme méthode indirecte de limitation de la production d'opium (et de paille de pavot) aux quantités requises à des fins médicales et scientifiques. Toutefois, plusieurs membres de la Commission ont estimé que la limitation quantitative de ces stocks est superflue et que les dispositions de la Convention unique qui font aux gouvernements un devoir d'exercer un contrôle sur les stocks de stupéfiants sont suffisantes.

²¹³ Art. 29, par. 1, a, avec l'article 1^{er}, k et x, et le tableau I. Pour les évaluations des récoltes d'opium et des superficies cultivées, voir l'article 8 du Protocole de 1953.

²¹⁴ La paille de pavot est définie à l'article 1^{er}, v, comme désignant toutes les parties (à l'exception des graines) du pavot à opium qui sont destinées à la fabrication d'alcaloïdes de l'opium.

²¹⁵ Art. 32 à 35.

²¹⁶ Art. 32.

²¹⁷ Art. 33 et 38.

²¹⁸ Art. 34.

Mesures d'application

480. Afin d'appliquer certains aspects du contrôle quantitatif des stupéfiants, le Comité central permanent de l'opium peut, en vertu du régime actuel des stupéfiants²¹⁸, recommander un embargo sur les exportations de stupéfiants vers le pays ou le territoire en cause. Aux termes de la Convention unique²¹⁹, cet embargo pourrait, dans des conditions semblables, être non seulement recommandé, mais imposé. L'embargo obligatoire pourrait faire l'objet d'un appel à un comité d'appel spécial. La majorité de la Commission a estimé que pareille extension du système d'embargo renforcerait le contrôle international des stupéfiants. Toutefois, d'autres membres de la Commission ont été d'avis que la possibilité de recommander un embargo est suffisante et qu'une clause d'embargo obligatoire, avec une procédure d'appel compliquée, ne contribuerait guère à rendre plus efficace le contrôle des stupéfiants. Il n'est pas souhaitable, selon eux, d'établir un mécanisme spécial d'appel et de compliquer le texte du traité par des dispositions qui ne présentent guère d'utilité pratique.

481. La Convention unique autorisera également un organisme international à entreprendre, avec l'accord du gouvernement intéressé, une « enquête sur les lieux » en vue d'éclairer la situation en matière de stupéfiants dans un pays ou un territoire donné²²⁰. Plusieurs membres de la Commission ont estimé qu'une disposition de cet ordre serait sans valeur à des fins de contrôle et serait en contradiction avec la constitution d'un certain nombre d'Etats. Une clause analogue du Protocole de 1953²²¹ avait empêché plusieurs Etats d'adhérer au Protocole et il pourrait en être de même si l'on insérait dans la Convention unique une disposition relative à des « enquêtes sur les lieux ».

Dispositions pénales

482. En raison des principes différents dont s'inspire la juridiction pénale des divers pays, la possibilité existe que des trafiquants échappent aux poursuites. La Commission a jugé nécessaire d'inclure dans la Convention unique des dispositions obligeant les parties à punir sévèrement les trafiquants et à prendre des mesures (extradition, extension de la juridiction aux délits commis à l'étranger) destinées à éviter qu'il y ait des lacunes dans la juridiction pénale applicable à ces trafiquants²²². La Commission s'est efforcée de parvenir à un compromis entre des principes nationaux contradictoires. Elle s'est fort bien rendu compte que les dispositions qu'elle a rédigées sont quelque peu vagues, mais elle a préféré les rédiger ainsi afin de rendre les dispositions pénales de la Convention unique plus généralement acceptables que ne le sont celles de

la Convention de 1936. Toutefois, la Commission n'exclut pas la possibilité d'une modification de certaines des dispositions pénales de la Convention unique, pour tenir compte des vues des gouvernements qui n'ont pas participé à l'élaboration du projet de convention.

Traitement des toxicomanes

483. La Convention unique prévoit que les parties pour lesquelles la toxicomanie constitue un grave problème et qui disposent de ressources économiques suffisantes devront faire tout ce qui est en leur pouvoir pour créer les services voulus pour le traitement obligatoire des toxicomanes dans des établissements fermés²²³. En proposant cette disposition, la Commission a confirmé son hostilité aux méthodes de traitement ambulatoire (y compris la méthode dite des dispensaires) de la toxicomanie²²⁴. Sans contester la valeur générale du traitement des toxicomanes dans des établissements fermés, quelques membres de la Commission ont exprimé des doutes quant à l'opportunité d'une disposition aussi précise. Ils ont, d'autre part, rappelé les difficultés constitutionnelles que certains pays à structure fédérale pourraient rencontrer dans l'application d'une disposition de cette nature et, d'autre part, ils ont insisté sur la considération suivante : vue que le traitement des toxicomanes implique des responsabilités médicales, cette disposition pourrait, si la Convention unique limitait le traitement à celui que donnent les établissements fermés, nuire à la recherche de méthodes de traitement perfectionnées.

Dispositions générales

484. La Commission s'est parfaitement rendu compte que, sous leur forme actuelle, les dispositions générales²²⁵ de la Convention unique sont de nature à donner lieu à des divergences d'opinions. Elle a estimé, toutefois, que les questions politiques et juridiques en jeu étaient hors de sa compétence technique et qu'il serait préférable de laisser le soin de les résoudre à une conférence de plénipotentiaires qui serait chargée d'examiner le projet de convention. Certaines questions précises ont toutefois été discutées par la Commission, qui tient à les porter à l'attention du Conseil et des gouvernements.

a) *Clauses relatives aux amendements*

485. Le projet de convention prévoit notamment que la Commission pourra amender les dispositions de la Convention sous réserve de l'agrément du Conseil et du droit de chaque partie de rejeter l'amendement et d'éviter ainsi que cet amendement lui soit applicable. Tout amendement que la Commission aurait adopté dans ces conditions serait également annulé s'il était rejeté par 25 parties contractantes au moins²²⁶.

²¹⁸ Art. 24 et 26 de la Convention de 1925, et art. 14, par. 3, de la Convention de 1931.

²¹⁹ Art. 23, par. 4.

²²⁰ Art. 23, par. 1, a.

²²¹ Art. 11, par. 1, d.

²²² Art. 46.

²²³ Art. 48.

²²⁴ Rapport, dixième session, par. 226 et résolution 588 E (XX) du Conseil.

²²⁵ Art. 49 à 58.

²²⁶ Art. 55.

486. La Commission a bénéficié des observations d'un certain nombre de gouvernements²²⁷ et elle a noté que nombre d'entre eux repoussaient l'idée de confier le droit d'amendement à la Commission ; d'autres ont exprimé le désir de voir limiter ce droit à des dispositions d'importance mineure. La Commission elle-même a été d'avis que la Convention unique ne devrait pas lui donner pleins pouvoirs d'amender celle-ci. Toutefois, cette incompétence ne devrait pas porter sur des modifications d'ordre secondaire, que la Commission serait en effet autorisée, aux termes du présent texte, à apporter soit de sa propre initiative, soit de concert avec l'Organe international de contrôle des stupéfiants : il s'agirait par exemple de modifications intéressant soit le contenu des tableaux de stupéfiants soit les points sur lesquels les gouvernements seraient appelés à fournir des statistiques ou des évaluations²²⁸.

487. On a également exprimé l'avis qu'il conviendrait d'opter une procédure aux termes de laquelle les propositions d'amendement seraient, avant toute décision à leur sujet, soumises à un examen analogue à celui qui est prévu à l'article 33 de la Convention de 1931²²⁹ par exemple.

b) Réserves

488. Les dispositions de la Convention unique relatives aux réserves²³⁰ permettraient aux Etats qui y sont parties de se réserver le droit d'autoriser, dans des conditions rigoureusement définies et pendant une période transitoire de durée limitée, certains usages de stupéfiants à des fins non médicales : usage de l'opium à manger ou à fumer, mastication de la feuille de coca, etc. La Commission a estimé en effet que ces dispositions transitoires étaient nécessaires pour mettre les pays à même de surmonter les difficultés que soulève l'abolition de ces pratiques fâcheuses. Elle a également reconnu que la Convention unique, qui porte codification de tous les instruments de droit conventionnel en vigueur dans ce domaine, contiendrait des dispositions telles que celles de la Convention de 1936 qui n'ont pas rallié l'adhésion générale. La Commission n'a pas décidé dans quelle mesure ce problème pourrait être résolu, le cas échéant, par l'acceptation de réserves pertinentes. Les dispositions susvisées ont été rédigées dès lors sous forme de variantes qui, à des degrés divers, admettent des réserves. Pourtant, plusieurs membres de la Commission ont émis l'avis que toute restriction des droits des parties à faire des réserves serait incompatible avec les principes existants du droit international.

c) Dispositions transitoires relatives aux organes internationaux de contrôle

489. Il y a lieu de penser que, après l'entrée en vigueur de la Convention unique, les relations conventionnelles des Etats en matière de stupéfiants seront

de deux ordres, dont l'un serait régi par les instruments anciens et l'autre par la nouvelle Convention unique.

490. Il conviendrait donc de prendre toutes dispositions utiles pour éviter les doubles dépenses qui résulteraient, pendant une période qui pourrait durer plusieurs années, du maintien simultané de l'ancien et du nouveau mécanisme international de contrôle.

491. A cet égard, la Convention unique prévoit²³¹ que le Comité central permanent de l'opium et l'Organe de contrôle des stupéfiants, qui sont actuellement en exercice, devront assumer à titre provisoire c'est-à-dire jusqu'à une date à fixer par le Conseil, les fonctions de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (c'est-à-dire de l'organe qui, aux termes de la nouvelle convention, remplacerait à la fois le Comité et l'Organe de contrôle). A partir de cette date, le nouvel Organe serait chargé de s'acquitter de ses fonctions de contrôle en vertu de la nouvelle convention ainsi que des fonctions respectives du Comité et de l'Organe de contrôle telles qu'elles étaient prévues par les anciens instruments internationaux. La Commission a été informée que ces dispositions reposaient sur l'hypothèse selon laquelle le Conseil, qui est l'autorité chargée de nommer les membres du nouvel Organe, ainsi que ceux du Comité actuel, ferait en sorte, avant de fixer la date en question, que les huit membres du Comité fassent également partie du nouvel Organe, composé de neuf membres. On est parti également de l'hypothèse que les organismes chargés de désigner les membres de l'Organe de contrôle, à savoir l'OMS, le Comité et la Commission des stupéfiants, parviendraient à s'entendre au sens de la résolution 667 H (XXIV) du Conseil, aux termes de laquelle tous les membres de l'Organe de contrôle doivent être choisis parmi les membres du nouvel Organe. Grâce à ce système, qui garantit l'union de ces deux organismes en la personne de leurs membres, les neuf membres du nouvel Organe pourront, le cas échéant, adopter des décisions qui seraient légalement exécutoires en vertu aussi bien des anciens instruments que de la nouvelle convention.

492. Certains membres de la Commission se sont montrés sceptiques quant à la légalité d'un arrangement d'après lequel un organe constitué en vertu d'une nouvelle convention se verrait transmettre les fonctions d'organes internationaux établis en vertu de conventions différentes, à moins que les Etats parties à ces instruments n'y consentent²³².

Chevauchement dans les fonctions des organes internationaux de contrôle

493. Sous le régime actuel, trois organes, créés par des conventions, s'occupent exclusivement du contrôle international des stupéfiants : la Commission, qui détient en principe un pouvoir général de contrôle, le Comité central permanent de l'opium et l'Organe de contrôle

²²⁷ E/CN.7/308 et Add.1 et 2.

²²⁸ Art. 3 et art. 12, c. ii.

²²⁹ Voir à l'annexe V la note 37 relative à l'article 55.

²³⁰ Art. 57.

²³¹ Art. 53. Le projet précédent (art. 55 du document E/CN.7/A.C.3/7) ne mentionnait pas l'Organe de contrôle ; voir également E/CN.7/AC.3/5, par. 371 et 372 et 1301 à 1303.

²³² Voir E/CN.7/L.195.

des stupéfiants, qui ont chacun des fonctions déterminées touchant principalement les mesures de contrôle quantitatif. Le représentant du Secrétaire général a attiré l'attention de la Commission sur le fait qu'en vertu de la Convention unique, le nouvel Organe international de contrôle des stupéfiants, qui remplacerait le Comité et l'Organe de contrôle, se verrait attribuer de larges fonctions de contrôle d'ordre général, qui pourraient faire en partie double emploi avec l'activité de la Commission ²³³.

²³³ Voir, par exemple, l'art. 12 (phrase liminaire) et l'alinéa *d* en relation avec l'art. 23 (par liminaire) ainsi que l'art. 20, *g*.

**Identité quant au fond
de la plupart des dispositions de la Convention unique
et du droit conventionnel existant**

494. Certaines dispositions nouvelles pouvant plus ou moins donner lieu à controverse ont été inscrites dans la Convention unique ; la Commission tient néanmoins à souligner que la plupart des dispositions du projet reproduisant le droit conventionnel existant relatif aux stupéfiants, de sorte qu'à son avis les Etats intéressés pourraient s'y rallier dans la même mesure qu'aux dispositions en vigueur.

ANNEXE I

RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION AU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

(NOTE. — Les chiffres entre parenthèses qui figurent à la suite de chaque résolution renvoient aux chapitres et paragraphes pertinents du rapport.)

1. La Commission a décidé de recommander au Conseil économique et social d'adopter les résolutions suivantes :

de la norméthadone, de placer ce stupéfiant sous contrôle national.

(II, par. 144)

I. — PUBLICITÉ RELATIVE AUX STUPÉFIANTS NOUVEAUX

Le Conseil économique et social

Considérant qu'un nombre croissant de nouveaux analgésiques puissants sont adoptés chaque année par le corps médical,

Inquiet de constater que fréquemment les fabricants ou la presse déclarent que tel ou tel de ces analgésiques n'est pas toxicomanogène,

Rappelant que des déclarations analogues, faites pour des stupéfiants tels que l'héroïne et la péthidine, ont fait beaucoup de mal et provoqué bien des souffrances humaines,

Invite instamment les gouvernements à surveiller de près la publicité relative aux nouveaux stupéfiants et, en particulier, à s'assurer dans la mesure du possible que les déclarations de cet ordre sont fondées uniquement sur des essais cliniques complets et approfondis.

(II, par. 106)

II. — CONTRÔLE NATIONAL DE LA NORMÉTHADONE

Le Conseil économique et social

Constatant que l'Organisation mondiale de la santé, dans son Etude sur les activités, les effets secondaires et les propriétés toxicomanogènes des stupéfiants synthétiques (E/CN.7/325), a conclu que la dose du nouveau stupéfiant synthétique dénommé « norméthadone » qui entretient la toxicomanie est la même que pour la morphine et que ce nouveau stupéfiant peut donc être considéré comme aussi dangereux que la morphine,

Constatant que ce stupéfiant a été placé sous contrôle international en 1954, à la suite d'une recommandation formulée par le Comité d'experts des drogues engendrant la toxicomanie, de l'OMS,

Ayant appris que la norméthadone commence à être employée très largement dans certains pays,

Prie instamment tous les pays qui ne l'ont pas encore fait et notamment les pays qui fabriquent et exportent

III. — EVALUATIONS

Le Conseil économique et social.

Conscient de l'importance que le système des évaluations, établi en vertu de la Convention de 1931, présente pour le contrôle du commerce licite des stupéfiants,

Rappelant sa résolution 588 B IV (XX), qui attirait l'attention sur la question des évaluations inexactes,

Constatant que l'Organe de contrôle des stupéfiants ne bénéficie toujours pas de la collaboration totale de certains pays et que, de ce fait, il éprouve des difficultés à s'acquitter de sa tâche,

1. *Insiste à nouveau* auprès de tous les Etats pour que, lorsqu'ils envoient leurs évaluations, ils indiquent la méthode employée pour les calculs, soit directement, soit en se référant à une communication antérieure dans laquelle la méthode a été décrite ;

2. *Rappelle* à tous les Etats Parties à la Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, signée à Genève le 13 juillet 1931 et amendée par le Protocole signé à Lake Success le 11 décembre 1946, qu'ils ont accepté en vertu de l'article 5 de ladite convention de fournir les précisions que pourrait leur demander l'Organe de contrôle des stupéfiants ;

3. *Attire* l'attention sur les fréquentes inexactitudes, relatives aux estimations de la consommation et des stocks, qui sont mentionnées aux sections IV, 3, et IV, 4, de l'état, dressé par l'Organe de contrôle des stupéfiants, des Evaluations des besoins du monde en stupéfiants en 1958 (E/DSB/15).

(II, par. 112)

IV. — MESURES DE SÉCURITÉ PROVISOIRES A OBSERVER LORS DU TRANSPORT DE STUPÉFIANTS DANS LES TROUSSES DE PREMIERS SECOURS DES AÉRONEFS EFFECTUANT DES VOLS INTERNATIONAUX

Le Conseil économique et social.

Ayant été prié par le Secrétaire général de l'Organisation de l'aviation civile internationale d'examiner le

problème du transport de stupéfiants dans les troussees de premiers secours des aéronefs effectuant des vols internationaux,

Ayant pris note de l'avis de la Commission des stupéfiants, selon lequel le transport de ces stupéfiants devrait être autorisé pour les vols internationaux dans des conditions appropriées de sécurité et de contrôle, ces stupéfiants devant être utilisés exclusivement dans les cas d'urgence,

Ayant décidé d'examiner plus avant le problème des directives à formuler à l'intention des Etats en ce qui concerne le régime de contrôle nécessaire à cet effet,

Considérant qu'entre-temps les Etats devraient prendre des mesures pour empêcher le détournement de ces stupéfiants à des fins illicites,

1. *Recommande* aux Etats de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'utilisation abusive et les détournements à des fins illicites des stupéfiants se trouvant dans les troussees de premiers secours des aéronefs effectuant des vols internationaux, en particulier en prenant des dispositions pour que ces stupéfiants soient conservés dans des récipients sous scellés ou sous clé, auxquels n'auront accès que les personnes dûment autorisées, pour qu'un état des fournitures, de l'utilisation et des stocks de stupéfiants soit tenu à jour par les compagnies aériennes intéressées, et pour que cet état et ces stocks soient régulièrement contrôlés ;

2. *Invite* l'Organisation mondiale de la santé à étudier sous ses aspects médicaux la question du transport de ces stupéfiants et à faire rapport à ce sujet au Secrétaire général aussitôt qu'il lui sera possible ;

3. *Prie* le Secrétaire général de demander l'avis de l'Organisation internationale de police criminelle sur les précautions qu'il y aurait lieu de prendre pour empêcher le détournement de ces stupéfiants à des fins illicites ;

4. *Prie* le Secrétaire général d'établir, compte tenu du rapport visé au paragraphe 2 et en consultation avec les secrétariats de l'Organisation de l'aviation civile internationale et de l'Organisation mondiale de la santé, si possible pour la quatorzième session de la Commission des stupéfiants, un projet de règlement relatif au transport de stupéfiants dans les troussees de premiers secours des aéronefs effectuant des vols internationaux ;

5. *Invite* la Commission des stupéfiants à examiner le projet de règlement visé au paragraphe précédent et à donner au Conseil économique et social un avis sur le point de savoir s'il y aurait lieu de recommander aux gouvernements d'appliquer ce règlement, sous réserve des modifications que la Commission pourra juger utile d'y apporter ;

6. *Prie* le Secrétaire général de soumettre à la Commission, à sa quatorzième session, un avis juridique sur le transport de stupéfiants dans les troussees de premiers secours des aéronefs effectuant des vols internationaux, compte tenu des dispositions du chapitre V de la Convention internationale de l'opium signée à Genève, le 19 février 1925 et amendée par le Protocole du 11 décembre 1946.

(II, par. 164, 166)

V. — PRÉVENTION DE LA TOXICOMANIE

Le Conseil économique et social

Rappelant sa résolution 588 E (XX),

Rappelant avec satisfaction les travaux accomplis par le Groupe d'étude du traitement médical et social des toxicomanes, de l'Organisation mondiale de la santé¹,

Constatant que de récents et importants progrès permettent de mieux comprendre la nature de la toxicomanie et de perfectionner les méthodes de traitement des toxicomanes,

Considérant qu'il serait utile de procéder à des études complémentaires sur les problèmes de la toxicomanie et que l'Organisation mondiale de la santé se prépare à créer un Groupe d'étude de la prévention de la toxicomanie,

Exprime l'espoir que l'Organisation mondiale de la santé prendra le plus tôt possible les mesures nécessaires pour présenter son rapport sur la prévention de la toxicomanie.

(IV, par. 288)

VI. — INTERDICTION DE LA PRODUCTION EN AFGHANISTAN

Le Conseil économique et social,

Ayant constaté que l'Afghanistan, qui était autrefois un important producteur d'opium, a adopté la loi du 2 Kaus 1336 portant interdiction de la culture, du commerce, de l'achat, de la vente, de l'importation, de l'exportation et de l'usage de l'opium (E/NL.1958/13 ; loi du 24 novembre 1957),

Approuvant cette politique, mais reconnaissant qu'elle comporte de graves incidences économiques et sociales pour une partie considérable de la population des régions autrefois consacrées à la culture du pavot, et qu'une assistance serait nécessaire à l'Afghanistan tant pour remédier à la situation d'urgence qui existe actuellement dans ce pays que pour assurer le développement à long terme de ce dernier,

Rappelant avec satisfaction que l'Afghanistan a donné suite aux invitations formulées, en ce qui concerne les Conventions de 1925 et de 1931, dans la résolution II B (XI) de la Commission des stupéfiants,

Reconnaissant que pour réussir dans ce domaine l'Afghanistan a besoin de la coopération internationale,

Reconnaissant que l'assistance technique est un moyen utile d'aider à mettre en œuvre la politique énoncée dans la loi susmentionnée,

Rappelant l'intérêt que l'Assemblée générale et le Conseil lui-même ont manifesté pour cette question,

1. *Tient* à souligner l'importance qu'il attache à la politique adoptée par l'Afghanistan et à exprimer l'espoir que ce pays réussira à mener à bien l'œuvre qu'il a entreprise ;

2. *Attire* l'attention de l'Assemblée générale, des

¹ OMS, *Série de rapports techniques*, n° 131.

institutions spécialisées intéressées et tout particulièrement des services d'assistance technique compétents en la matière sur l'importance, pour le développement économique et social de l'Afghanistan, du succès rapide de cette œuvre.

(V, par. 313)

VII. — MISSION POUR L'ÉTUDE DE LA QUESTION DES STUPÉFIANTS AU MOYEN-ORIENT

Le Conseil économique et social,

Vu l'importance du trafic illicite des stupéfiants (en particulier de l'opium, du cannabis et de leurs dérivés) dont font état les rapports des gouvernements du Moyen-Orient et vu les problèmes graves que fait naître ce trafic illicite,

Considérant que la situation appelle des mesures plus efficaces contre le trafic illicite et exige en particulier l'amélioration de la coopération entre les gouvernements des pays intéressés et entre leurs autorités de contrôle,

Persuadé de la nécessité d'examiner plus avant les problèmes qui se posent et les possibilités pratiques de solution,

1. *Prie* le Secrétaire général de désigner une mission comprenant au maximum cinq experts, choisis à titre individuel pour leur connaissance de ces problèmes et des opérations de contrôle, de fournir à la mission les services de secrétariat nécessaires et de prendre les dispositions administratives qui doivent lui permettre de s'acquitter de sa tâche ;

2. *Invite et autorise* la mission, agissant en tant que telle à examiner et à étudier les problèmes posés en consultation et avec l'accord des gouvernements intéressés et, en particulier :

i) A se renseigner sur la situation en examinant les données communiquées par les gouvernements et le Secrétariat, en procédant à des échanges de vues avec les représentants des gouvernements intéressés et en se rendant dans les pays de la région dans lesquels des problèmes majeurs se posent dans le domaine des stupéfiants ;

ii) A examiner avec les gouvernements leurs vues et leurs suggestions au sujet de l'amélioration de la situation ;

iii) *Vu* la nécessité de maintenir le caractère confidentiel de certains renseignements, à adresser des communications à un ou plusieurs gouvernements, communications qui resteront confidentielles entre la mission et le ou les gouvernements intéressés ;

iv) *Compte tenu* du précédent alinéa, à faire rapport à la quatorzième session de la Commission des stupéfiants sur les questions générales et les suggestions que la mission jugera souhaitables ;

v) A présenter, à ceux des gouvernements qui en exprimeraient le désir, des suggestions sur la manière dont il serait possible, dans le cadre des programmes d'assistance technique actuels et des remaniements que le Conseil pourrait y apporter, d'utiliser l'assistance technique pour rendre plus efficaces les mesures prises contre le trafic illicite, et, si la mission le juge souhai-

table, à faire rapport à ce sujet à la Commission des stupéfiants.

(X, par. 429)

*
**

2. La Commission a adressé les résolutions suivantes au Conseil :

I. — LIEU DE RÉUNION DE LA QUATORZIÈME SESSION DE LA COMMISSION

La Commission des stupéfiants,

Vu la résolution 1202 (XII) de l'Assemblée générale, qui dispose que les réunions des organes des Nations Unies se tiendront au siège des organes intéressés, c'est-à-dire à Genève, dans le cas de la Commission des stupéfiants,

Vu l'exception qui est prévue en ces termes pour la Commission des stupéfiants : « dans des circonstances exceptionnelles et sur décision du Conseil économique et social, prise en consultation avec le Secrétaire général, la Commission des stupéfiants pourra se réunir à New-York... »,

Considérant que les questions qui relèvent de la compétence de la Commission intéressent tout particulièrement les Etats Membres situés dans l'hémisphère occidental,

Considérant que, si la Commission des stupéfiants se réunissait à New-York, un plus grand nombre d'experts des Etats de l'hémisphère occidental pourraient assister à ses travaux et répondre aux questions que la Commission pourrait leur poser en ce qui concerne la répression du trafic illicite des stupéfiants,

Considérant que l'Amérique du Nord constitue l'un des principaux marchés du trafic illicite et qu'il est de la plus haute importance, pour lutter contre ce trafic, que l'opinion publique soit bien informée,

Considérant que la place faite par la presse aux comptes rendus des séances est beaucoup plus importante au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New-York, qu'à l'Office européen à Genève et qu'ainsi les travaux et les objectifs de la Commission sont portés à la connaissance de l'opinion publique, non seulement en Amérique du Nord, mais dans le monde entier,

Recommande au Conseil économique et social et au Secrétaire général que la quatorzième session de la Commission des stupéfiants se tienne au Siège permanent de l'Organisation des Nations Unies, à New-York.

(I, par. 44)

II. — ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LE CONTRÔLE DES STUPÉFIANTS

La Commission des stupéfiants,

Estimant que l'assistance technique donnée par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées peut aider de façon substantielle les gouvernements à accroître l'efficacité des mesures qu'ils prennent pour contrôler la production des stupéfiants,

pour éliminer progressivement la toxicomanie et pour réprimer le trafic illicite,

Notant qu'un certain nombre de gouvernements ont exprimé leur intérêt pour une telle assistance, ainsi qu'il est mentionné dans le document E/3077, mais n'ont pas été à même, dans bien des cas, d'insérer les demandes adéquates dans leurs programmes annuels nationaux, soit sous la rubrique du programme ordinaire d'assistance, soit sous celle du programme élargi,

Tenant compte du fait qu'un certain nombre des mesures en question serviraient au bien de la communauté internationale au moins autant qu'à celui des Etats requérants,

Considérant qu'au cours des années passées des services distincts ont été créés pour l'octroi d'une assistance technique, comme par exemple les services consultatifs dans les domaines de l'assistance sociale, de l'administration publique et des droits de l'homme,

1. *Prie* le Conseil économique et social de reconsidérer les arrangements financiers applicables à l'assistance technique pour le contrôle des stupéfiants, de façon que les gouvernements puissent présenter les demandes pertinentes d'assistance technique et que les organisations intéressées puissent les mettre à exécution ;

2. *Suggère* que soit étudiée en particulier la possibilité de rendre disponible un montant déterminé pour les besoins de l'assistance technique dans le domaine du contrôle des stupéfiants, par exemple sous la forme d'une attribution financière séparée, ou bien en prévoyant une certaine somme à cet effet dans les attributions financières séparées existantes.

(XI, par. 454)

III. — PROJET DE CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS

La Commission des stupéfiants,

Ayant achevé la rédaction du projet de Convention unique sur les stupéfiants, conformément aux résolutions 159 II D (VII) et 246 D (IX) du Conseil économique et social,

1. *Décide* de communiquer au Conseil le texte révisé du projet de Convention adopté lors des douzième et treizième sessions de la Commission (annexes VI et V des rapports respectifs), de sorte que le Conseil puisse prendre telles autres mesures qu'il jugera souhaitables,

2. *Recommande* au Conseil d'adopter la résolution suivante :

« *Le Conseil économique et social,*

« *Rappelant* ses résolutions 159 II D (VII) et 246 D (IX) par lesquelles il demandait que soit élaboré un projet de Convention appelée à remplacer par un instrument unique les instruments multilatéraux existants en matière de contrôle des stupéfiants, à réduire le nombre des organes internationaux créés par les instruments existants et s'occupant exclusivement de ce contrôle et à assurer le contrôle de la production des matières premières des stupéfiants,

« *Constatant* que la Commission des stupéfiants a achevé la rédaction du projet de Convention unique,

« 1. *Prie* le Secrétaire général de communiquer le texte du projet de Convention unique adopté par la Commission lors de ses douzième et treizième sessions à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux Etats membres des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à l'Organisation mondiale de la santé, à d'autres institutions spécialisées, à l'Agence internationale de l'énergie atomique, au Comité central permanent de l'opium et à l'Organe de contrôle des stupéfiants, ainsi qu'à l'Organisation internationale de police criminelle ;

« 2. *Invite* les Etats et les organisations mentionnés au paragraphe 1 à faire parvenir au Secrétaire général leurs observations sur le projet avant le 1^{er} octobre 1959 ;

« 3. *Prie* le Secrétaire général de préparer et de communiquer à ces Etats et organisations, avant le 31 décembre 1959, le recueil des observations reçues par le Secrétariat avant le 1^{er} novembre 1959 ;

« 4. *Décide* de convoquer, conformément au paragraphe 4 de l'Article 62 de la Charte des Nations Unies et aux dispositions de la résolution 366 (IV) de l'Assemblée générale, une conférence de plénipotentiaires en vue de faire adopter une Convention unique sur les stupéfiants, appelée à remplacer les instruments multilatéraux existant en la matière ;

« 5. *Prie* le Secrétaire général :

« a) De convoquer cette conférence dans un délai raisonnable, compte tenu des dates limites indiquées aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus ;

« b) D'inviter à la conférence :

« i) Les Etats mentionnés au paragraphe 1 ci-dessus ;

« ii) L'Organisation mondiale de la santé et les autres institutions spécialisées qui s'intéressent à la question, avec les mêmes droits que ceux dont elles jouissent aux sessions du Conseil économique et social ;

« iii) Le Comité central permanent de l'opium et l'Organe de contrôle des stupéfiants, avec les mêmes droits que ceux dont ces deux organes jouissent aux sessions de la Commission des stupéfiants ;

« iv) L'Organisation internationale de police criminelle, avec les mêmes droits que ceux dont cette organisation jouit aux sessions de la Commission des stupéfiants ;

« c) D'établir un règlement intérieur provisoire à l'usage de la conférence. »

(XII, par. 467)

3. La Commission a décidé de recommander l'adoption de l'ordre de priorité ci-après :

PREMIÈRE PARTIE

Fonctions permanentes

Priorité absolue

a) Fonctions découlant de la mise en œuvre des instruments internationaux relatifs aux stupéfiants.

DEUXIÈME PARTIE

Projets permanents

Priorité de premier rang

- b) Recherches scientifiques sur l'opium.
- c) Toxicomanie.
- d) Question des stupéfiants synthétiques.
- e) Question du cannabis.
- f) Question de la feuille de coca.
- g) Question du khat.
- h) *Bulletin des stupéfiants* des Nations Unies.
- i) Questions ayant trait au contrôle d'autres substances (barbituriques, « tranquillisants », etc.).

Priorité de second rang

- j) Recherches scientifiques sur d'autres stupéfiants (y compris le cannabis).
- k) Bibliographie relative aux stupéfiants.

Projet spécial

- l) Transport de stupéfiants dans les trousseaux de premiers secours des aéronefs effectuant des vols internationaux. (I, par. 16 à 21)

**

- 4. La Commission a recommandé que son Comité du trafic illicite se réunisse, comme les années précédentes, trois jours ouvrables avant l'ouverture de la quatorzième session. (I, par. 39)

ANNEXE II

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR LA COMMISSION (AUTRES QUE CELLES QUI FIGURENT A LA SECTION 2 DE L'ANNEXE I)

(NOTE. — Les chiffres entre parenthèses qui figurent à la suite de chaque résolution renvoient aux chapitres et paragraphes pertinents du rapport.)

IV. — QUESTIONS POSÉES PAR LES RAPPORTS DU BUREAU PERMANENT DE LA LIGUE DES ETATS ARABES POUR LE CONTROLE DES STUPÉFIANTS.

La Commission des stupéfiants,

Considérant la nécessité de coordonner la lutte contre le trafic illicite des stupéfiants,

Considérant l'intérêt de réunir le maximum de renseignements sur le trafic illicite des stupéfiants,

Considérant l'intérêt présenté par toutes les informations concrètes communiquées par le représentant du Bureau permanent de la Ligue des Etats arabes pour le contrôle des stupéfiants,

Considérant la nécessité d'éviter toute contestation sur les faits rapportés,

Vu les dispositions des Conventions de 1925 et 1931, et notamment de l'article 21 de la Convention de 1931 concernant les rapports annuels et de l'article 23 de la même Convention qui a trait aux rapports relatifs à toutes les affaires de trafic illicite qui peuvent présenter une importance internationale,

1. *Invite* le Bureau permanent de la Ligue des Etats arabes pour le contrôle des stupéfiants à se faire représenter aux futures sessions de la Commission des stupéfiants ;

2. *Recommande* que les faits rapportés à la Commission soient basés sur des éléments concrets ;

3. *Recommande* que les observations visant un Etat appartenant à la Ligue des Etats arabes soient approuvées au préalable par le gouvernement mis en cause si ce dernier en fait la demande ;

4. *Insiste* sur l'intérêt présenté par la documentation visant particulièrement à coordonner les efforts des

différents Etats dans leur lutte contre le fléau social que constitue la toxicomanie.

(II, par. 184)

V. — DÉTERMINATION DE L'ORIGINE DE L'OPIUM

La Commission des stupéfiants,

A

Ayant considéré avec la plus grande attention le rapport du Comité d'experts chargé d'étudier le programme des Nations Unies relatif aux recherches sur l'opium et particulièrement les recommandations qui l'accompagnent (E/CN.7/338),

1. *Remercie* ce comité du travail particulièrement utile qu'il a fait et de ses conclusions pratiques qui doivent amener à fixer rapidement un ensemble de méthodes permettant de déterminer l'origine de l'opium ;

2. *Attire* l'attention des gouvernements, des savants qui participent au programme de recherches en commun et du Secrétaire général sur les recommandations de ce rapport ;

B

Constatant que la fixation d'une méthode ou d'un groupe de méthodes propres à déterminer de façon non contestable l'origine des saisies, bien qu'ayant fait au cours des dernières années des progrès encourageants, ne saurait être rapidement menée à bien que si les laboratoires qui y travaillent disposent d'une gamme d'échantillons authentifiés qui englobe pratiquement l'ensemble des pays producteurs,

1. *Invite* instamment les gouvernements des pays suivants : Bulgarie, Grèce, Inde, Iran, Japon, Pakistan, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques

et Yougoslavie à fournir ou à continuer de fournir au Laboratoire des Nations Unies des échantillons d'opium authentifiés en provenance des diverses régions de production à l'intérieur du pays, et ceci pendant une succession d'années qui couvre les variations possibles de la production locale, en accompagnant ces échantillons des renseignements suivants : année de production, localité exacte où l'échantillon a été produit, renseignements concernant la récolte, par exemple première ou deuxième incision, poids de l'échantillon, provenance de l'échantillon (un seul cultivateur ou plusieurs cultivateurs voisins), nom donné localement à la variété du pavot et autres renseignements pertinents ;

2. *Invite* également les gouvernements des pays cités au paragraphe précédent et ceux des pays suivants : Afghanistan, Birmanie, Equateur, Laos, Liban, Mexique, Népal, Pérou, République arabe unie, République de Corée, Thaïlande, Viet-Nam :

a) A faire parvenir au Laboratoire des Nations Unies, en les authentifiant, des échantillons de l'opium d'origine illicite qu'ils auraient pu saisir et, tout en reconnaissant que les renseignements énumérés au paragraphe 1 ci-dessus feront peut-être défaut en ce cas, exprime l'espoir que les gouvernements fourniront néanmoins tous les renseignements possibles en transmettant ces échantillons ;

b) A envoyer également au Laboratoire des Nations Unies des échantillons d'opium de saisie, lorsqu'ils ne peuvent certifier que ces opiums ont été produits dans leur territoire, afin de permettre une comparaison de ces échantillons soit entre eux, soit avec les échantillons authentifiés existants ;

3. *Renouvelle* par ailleurs l'invitation faite aux gouvernements par la Commission lors de sa dixième session, telle qu'elle est formulée à l'article 3 de la résolution I (X), en vue de déterminer l'origine des saisies ;

C

Considérant également qu'il est essentiel que l'on dispose rapidement de méthodes permettant la détermination de l'origine de l'opium, et désirant que le plus grand nombre possible de pays participent au programme de recherches en commun,

Rappelant les résolutions relatives à la désignation de savants en vue de participer au programme en commun, et notamment le paragraphe 2 de la résolution 159 C (VII) du Conseil économique et social du 3 août 1948, et la résolution III (XII) adoptée par la Commission des stupéfiants à sa douzième session,

Constatant que, selon le vœu exprimé par le Comité des experts, le Laboratoire des Nations Unies va être instamment doté du personnel permanent dont la Commission avait recommandé le recrutement lors de sa douzième session et qu'il sera ainsi à même d'accélérer la réalisation du programme qui lui avait été fixé dans la résolution III (XII) que la Commission a adoptée au cours de ladite session,

Constatant par ailleurs que l'existence de méthodes de valeur reconnue aiderait les gouvernements dans la lutte qu'ils poursuivent contre le trafic illicite,

1. *Invite* le Secrétaire général à mettre en œuvre au plus tôt le programme d'étude en commun, en vue d'une évaluation rationnelle des diverses méthodes et de la détermination de leur exactitude et de leur reproductibilité ;

2. *Exprime l'avis* que le système le plus propre à remplir ces conditions consisterait à organiser, avec l'aide de tous les laboratoires participant au programme de recherches, une analyse étendue d'échantillons choisis dans le stock des échantillons authentifiés, échantillons dont l'origine ne serait pas indiquée au laboratoire qui prendrait en charge les analyses ;

3. *Fait siennes* les recommandations du Comité des experts relatives à la mise à la disposition des personnes qui participent activement au programme de recherches d'une collection représentative d'échantillons des principales variétés d'opium qui figurent dans la collection du Laboratoire des Nations Unies ;

4. *Suggère* que le Secrétaire général, dans l'esprit de la recommandation relative à la publicité des faits nouveaux dans le domaine de la recherche sur l'opium, établisse une série de documents qui s'adressent plus particulièrement aux savants qui collaborent au programme de recherches ;

5. *Recommande* qu'en dehors du programme qui lui est déjà assigné, le Laboratoire des Nations Unies, qui s'est déjà engagé dans cette voie, attache un soin particulier à la sélection de méthodes comportant des résultats aisés à reproduire et exigeant un minimum de temps, de matériel et d'équipement spécial ;

6. *Rappelle* l'autorisation donnée au Secrétaire général au paragraphe 4 de la résolution I (X) adoptée par la Commission des stupéfiants à sa dixième session, et l'invite à y donner suite en accompagnant les résultats obtenus de toutes les réserves que l'état présent des méthodes lui paraît rendre nécessaires ;

7. *Prie* le Secrétaire général d'appliquer au plus tôt les recommandations du Comité des experts en ce qui concerne l'organisation du Centre de distribution d'opium des Nations Unies.

(V, par. 335)

VI. — QUESTION DU CANNABIS

La Commission des stupéfiants,

Notant que le ou les principes actifs du cannabis n'ont pas encore été déterminés de façon définitive,

Notant également que de nombreuses recherches ont déjà été entreprises dans plusieurs pays,

Considérant qu'il est souhaitable de coordonner sur le plan international les recherches déjà entreprises dans ce domaine,

Prie le Secrétaire général d'étudier les moyens qui permettraient d'établir cette coordination et — dans les limites des ressources existantes et sans que soit affectée la priorité donnée aux travaux directement liés au problème de la détermination de l'origine de l'opium — de faire procéder par le Laboratoire des Nations Unies à une étude et à une estimation préliminaires des techniques d'identification du cannabis.

(VII, par. 366)

ANNEXE III

DÉCISIONS PRISES PAR LA COMMISSION (AUTRES QUE CELLES QUI FIGURENT DANS LES ANNEXES I, II ET V)

(NOTE. — Les chiffres entre parenthèses renvoient aux chapitres et paragraphes pertinents du rapport.)

La Commission a décidé :

1. D'adopter l'ordre du jour provisoire qui figure dans le document E/CN.7/334, après avoir ajouté au point 3 un alinéa intitulé « Contrôle de la lévomramide ».

(I, par. 15)

2. D'examiner à une session ultérieure si la demande tendant à l'établissement du résumé quinquennal des lois et règlements prévu aux termes de la résolution 626 C III (XXII) du Conseil économique et social doit être maintenue.

(I, par. 25)

3. De prendre les mesures suivantes : i) la longueur moyenne de chaque compte rendu sera réduite de 15 à 12 pages ; ii) la liste complète des autorités habilitées à délivrer des licences d'importation et d'exportation sera publiée seulement tous les deux ans ; iii) on examinera la longueur et la présentation des documents destinés à la Commission et l'on prendra, chaque fois que ce sera possible, des dispositions pour en assurer la brièveté.

(I, par. 29)

4. De suggérer que la documentation soumise par les gouvernements à propos des notifications relatives à de nouveaux stupéfiants ne soit distribuée que dans la langue dans laquelle elle aura été reçue, étant entendu que l'on s'efforcera de la traduire dans une des langues de travail si un gouvernement demande expressément la traduction de tels ou tels passages.

(I, par. 30)

5. De ne pas s'opposer, pendant une période d'essai, à la solution proposée dans le document E/CN.7/L.171, paragraphe 18, au sujet de la publication des textes des lois et règlements envoyés en vertu de l'article 21 de la Convention de 1931.

(I, par. 31)

6. De demander au Secrétariat de ne plus établir de document annuel distinct sur la diacétylmorphine et de faire figurer à l'avenir les renseignements qui lui parviendront à ce sujet dans le document annuel relatif au champ d'application du contrôle.

(I, par. 32)

7. De demander au Secrétariat de veiller à ce qu'il n'y ait pas double emploi entre le rapport annuel de la Division des stupéfiants et le rapport annuel sur l'état d'avancement des travaux demandé par le Comité d'experts chargé d'étudier le programme des Nations Unies relatif aux recherches sur l'opium.

(I, par. 33)

8. D'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quatorzième session les questions mentionnées aux paragraphes 35 à 37.

(I, par. 35 à 37)

9. D'inviter certains Etats à se faire représenter par des observateurs à la quatorzième session lors de l'examen des questions énoncées au paragraphe 38.

(I, par. 38)

10. Que la composition et le mandat de son Comité du trafic illicite resteraient inchangés.

(I, par. 39)

11. De demander au Secrétariat d'insérer dans le prochain Formulaire des rapports annuels le texte révisé du chapitre X (E/CN.7/318/Add.1).

(II, par. 71 ; IV, par. 266)

12. De prendre note du *Résumé des rapports annuels des gouvernements pour 1956* (E/NR.1956/Summary et Add.1).

(II, par. 72)

13. De prier le Secrétaire général d'inviter les pays qui n'ont pas présenté de rapports annuels pour les trois années 1954, 1955 et 1956 de participer plus activement à l'œuvre du contrôle international en lui adressant leurs rapports annuels.

(II, par. 73)

14. Que les gouvernements des Etats qui n'ont pas communiqué le texte de leurs lois et règlements relatifs au contrôle des stupéfiants devraient être invités à envoyer le texte de ces lois et règlements au Secrétaire général.

(II, par. 82)

15. De ne pas recommander, dans les circonstances présentes, l'établissement d'une nouvelle procédure pour l'adoption de dénominations communes internationales pour les stupéfiants.

(II, par. 87)

16. Que la Convention unique devrait prévoir l'emploi obligatoire de dénominations communes internationales pour les stupéfiants dans toute offre de stupéfiants écrite ou imprimée (pourvu que l'on n'interdise pas l'emploi simultané par les maisons de produits pharmaceutiques de leurs propres labels, marques de fabrique et appellations déposées) ; des dénominations communes devraient être adoptées par la Commission si l'Organisation mondiale de la santé ne le fait pas.

(II, par. 87)

17. De prendre acte de la liste succincte intitulée « Liste des stupéfiants placés sous contrôle international ».

(II, par. 91)

18. D'approuver la *Liste multilingue des stupéfiants placés sous contrôle international* et de remercier tous ceux qui ont contribué à l'établir.

(II, par. 95)

19. D'adresser une lettre à M. H. L. May, membre du Comité central permanent de l'opium, pour le remercier des services rendus au cours des 30 dernières

années et pour lui exprimer tous les vœux de la Commission.

(II, par. 97)

20. De remercier les membres sortants du Comité central permanent de l'opium et de l'Organe de contrôle des stupéfiants pour les rapports et les exposés du plus haut intérêt qu'ils ont présentés à la Commission dans l'exercice de leurs fonctions.

(II, par. 113)

21. De proroger jusqu'au 31 mai 1958 le mandat de M. C. H. L. Sharman, que la Commission avait nommé pour siéger à l'Organe de contrôle des stupéfiants.

(II, par. 118)

22. De rendre hommage à la contribution importante que l'OMS et, en particulier, son Comité des drogues engendrant la toxicomanie continuent d'apporter dans le domaine du contrôle international des stupéfiants.

(II, par. 133)

23. De placer la lévomoramide sous contrôle international provisoire, conformément à l'article 2 du Protocole de 1948.

(II, par. 137)

24. De constituer un groupe de travail chargé de proposer les mesures d'attente nécessaires pour réglementer le transport de stupéfiants dans les troussees de premiers secours des aéronefs.

(II, par. 160)

25. De faire figurer dans le projet de Convention unique une clause relative au transport de stupéfiants dans les troussees de premiers secours des aéronefs, des navires et des trains effectuant des parcours internationaux et de demander au Secrétariat de rédiger un projet de dispositions qui pourrait faire l'objet d'un examen et d'une appréciation critique de la part des organisations internationales intéressées.

(II, par. 168 et 169)

26. D'accepter le projet de texte préparé en vertu de la décision n° 25, tout en précisant qu'il s'agit là d'un avant-projet qui pourra donner lieu à révision après que l'OMS et les autres organisations intéressées auront fait connaître leur avis.

(II, par. 171)

27. De créer un comité chargé d'examiner de plus près la question des rapports du Bureau permanent de la Ligue des Etats arabes pour le contrôle des stupéfiants.

(II, par. 181)

28. De prendre acte, avec satisfaction, des travaux de l'Organisation internationale de police criminelle en 1957, ainsi que de l'aide et des renseignements fournis par M. Nepote, représentant de l'OIPC.

(III, par. 187)

29. De rappeler l'intérêt qu'elle attache à la présence de M. Safwat, observateur du Bureau permanent de la Ligue des Etats arabes pour le contrôle des stupéfiants, qui a mis à la disposition de la Commission sa grande expérience et ses vastes connaissances.

(III, par. 188)

30. De remercier les observateurs de l'aide qu'ils lui ont apportée et des renseignements qu'ils lui ont fournis au sujet du trafic illicite, en exprimant l'espoir que certains Etats qui n'ont pas envoyé d'observateurs et qui n'ont pas fourni de renseignements officiels feront preuve à l'avenir d'un meilleur esprit de coopération.

(III, par. 189)

31. De demander au Secrétaire général qu'il prie instamment certains Etats (énumérés au paragraphe 202) de communiquer régulièrement des rapports de saisies au cours de l'année, conformément à l'article 23 de la Convention de 1931.

(III, par. 202)

32. D'attirer l'attention des gouvernements sur la possibilité qu'ils ont de bénéficier d'une assistance technique en vue de les aider dans leur lutte contre le trafic illicite.

(III, par. 203)

33. Que la collaboration devrait être resserrée à l'échelon international entre les différents services nationaux des pays d'Extrême-Orient qui s'occupent de la lutte contre le trafic illicite.

(III, par. 204)

34. D'accueillir avec satisfaction toutes les mesures que l'OIPC pourrait prendre pour faciliter la coopération dont il est question à la décision 33, en convoquant par exemple une réunion régionale des fonctionnaires chargés de la répression du trafic illicite.

(III, par. 204)

35. De féliciter les services de répression de Hong-kong et de Singapour pour l'excellent travail qu'ils accomplissent.

(III, par. 211)

36. De prendre acte, avec une bienveillante compréhension, de la situation dans laquelle se trouve le Gouvernement de la Thaïlande et d'exprimer sa satisfaction des efforts qu'il tente en vue de réprimer le trafic illicite de l'opium.

(III, par. 215)

37. De charger le Secrétaire général de poursuivre ses démarches instantes auprès du Gouvernement de la Birmanie pour l'inciter à coopérer à la lutte internationale contre le trafic illicite.

(III, par. 216)

38. D'appeler l'attention de tous les gouvernements sur la gravité de la situation en ce qui concerne le trafic illicite des opiacés.

(III, par. 222)

39. De féliciter les services de répression des Etats-Unis pour les enquêtes approfondies et délicates qu'ils ont menées au cours de l'année et d'approuver les peines sévères infligées aux trafiquants invétérés.

(III, par. 237)

40. De féliciter le Gouvernement de l'Inde des efforts vigoureux qu'il déploie contre le trafic illicite et de la politique qu'il poursuit en matière de cannabis.

(III, par. 242)

41. De charger le Secrétaire général d'inviter instamment les gouvernements à signaler à tous les organismes internationaux intéressés dont ils font partie toutes les saisies, si faibles qu'elles soient, de stupéfiants synthétiques.

(III, par. 257)

42. Que les gouvernements devraient, dans leurs rapports, éviter d'employer le mot « divers », mais préciser dans chaque cas le nom de la drogue saisie.

(III, par. 260)

43. De demander au Secrétariat de préparer une étude, accompagnée de graphiques, sur l'étendue de la toxicomanie dans certains pays suivant la pyramide des âges de la population.

(III, par. 266)

44. De demander des renseignements supplémentaires sur un remède, destiné à être utilisé dans le traitement de la toxicomanie, proposé par un médecin égyptien au Bureau permanent de la Ligue des Etats arabes pour le contrôle des stupéfiants.

(IV, par. 286)

45. De prier le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne de fournir des renseignements supplémentaires à propos des médicaments qui, d'après son rapport annuel pour 1956, pourraient remplacer jusqu'à un certain point les stupéfiants.

(IV, par. 286)

46. De prendre note des renseignements fournis par

la Colombie au sujet de la feuille de coca (E/CN.7/351).

(VI, par. 344)

47. De prendre acte des études sur le problème du cannabis en Birmanie (E/CN.7/296/Add.19), au Liban (E/CN.7/286/Add.20) et au Mozambique (E/CN.7/286/Add.10/Rev.1).

(VII, par. 350)

48. D'exprimer sa satisfaction d'apprendre que la céto-bémidone a été interdite dans l'Inde et en Iran.

(VIII, par. 375)

49. De renvoyer à sa quatorzième session l'examen de la question du khat.

(IX, par. 384)

50. De charger le Secrétariat de préparer un projet de tableaux des substances qui seront soumises aux différents régimes prévus dans la Convention unique et de communiquer ces tableaux aux gouvernements dès qu'ils seront prêts.

(XII, par. 468)

51. De demander au Secrétariat d'indiquer quels autres termes, parmi ceux qui sont employés dans le projet de Convention unique, auraient besoin d'être définis.

(XII, par. 468)

52. Enfin, la Commission a élu M. Vaille pour siéger à l'Organe de contrôle des stupéfiants.

(II, par. 117).

ANNEXE IV

INCIDENCES FINANCIÈRES DES DÉCISIONS PRISES AU COURS DE LA TREIZIÈME SESSION DE LA COMMISSION

Etat des incidences financières présenté par le Secrétaire général

Lieu de réunion de la quatorzième session de la Commission

1. La résolution I de la Commission (annexe I ci-dessus) recommande au Conseil économique et social et au Secrétaire général que la quatorzième session de la Commission des stupéfiants se tienne au Siège permanent de l'Organisation des Nations Unies, à New-York. Le Secrétaire général a donné à ce sujet les renseignements suivants à la Commission :

2. Si la session doit durer trois semaines, le Comité du trafic illicite se réunissant trois jours avant l'ouverture de la session, les dépenses supplémentaires sont estimées comme suit :

	Dollars des Etats-Unis
i) Frais de voyage des membres de la Commission (coût estimatif des dépenses supplémentaires au titre du voyage à New-York)	5.500
ii) Frais de voyage et indemnités de subsistance des membres du personnel	7.600
TOTAL	13.100

Il est tenu compte ii) du fait que certains membres du personnel se rendent en congé dans leurs foyers en Amérique du Nord.

3. On a présumé que les crédits budgétaires pour la représentation du Comité central permanent de l'opium et de l'Organe de contrôle des stupéfiants à la session de la Commission seront les mêmes à New-York qu'à Genève.

4. Il va de soi que l'on ne saurait indiquer quelles seront les incidences budgétaires nettes que lorsque sera établi le calendrier complet, pour 1959, des conférences dans le domaine économique et social qui se tiendront à New-York et à Genève.

Mission pour l'étude de la question des stupéfiants au Moyen-Orient

5. Le projet de résolution VII (annexe I ci-dessus) recommande que le Conseil économique et social prie le Secrétaire général de désigner une mission comprenant au maximum cinq experts, choisis à titre individuel, de fournir à la mission les services de

secrétariat nécessaires et de prendre les dispositions administratives qui doivent lui permettre de s'acquitter de sa tâche. A ce sujet, le Secrétaire général a donné à la Commission les renseignements ci-après.

6. Un état précis des dépenses qu'entraînera cette résolution ne peut encore être établi, étant donné que le montant exact de ces dépenses dépendra des points de départ respectifs des membres de la mission, ainsi que du nombre de déplacements qui seront nécessaires dans le Moyen-Orient. Les chiffres suivants sont fondés sur des hypothèses types concernant ces deux points et on a présumé que la mission séjournera six semaines au Moyen-Orient, non compris le voyage initial et le voyage de retour. Les sommes indiquées ci-dessous permettront à la mission tout entière de se rendre dans cinq ou six pays de la région et permettront en outre, à plusieurs membres de la mission, d'effectuer des

voyages isolés dans l'un ou l'autre des pays de la région.

	<i>Dollars des Etats-Unis</i>
<i>Membres de la mission</i>	
Frais de voyage	7.500
Indemnités de subsistance	4.600
<i>Secrétariat</i>	
Frais de voyage	5.100
Indemnités de subsistance	1.850
Traitements ou remboursement des traitements du personnel local	1.850
<i>Services de la mission</i>	
Location de bureaux, de salles de réunion, d'équipement ; fournitures de bureau, etc. (Ce poste pourra être réduit dans la mesure où les gouvernements des pays visités fourniront eux-mêmes ces services)	2.500
<i>Dépenses imprévues</i>	1.500
	<hr/> 24.900

ANNEXE V

TEXTE RÉVISÉ DES ARTICLES 1^{er}, 2 (par. 1, a), 21, 22 ET 28 A 58 DU DEUXIÈME PROJET DE CONVENTION UNIQUE TEL QU'IL A ÉTÉ ADOPTÉ PAR LA COMMISSION A SA TREIZIÈME SESSION

CHAPITRE PREMIER. — DÉFINITIONS

Article premier

Sauf indication expresse en sens contraire ou sauf si le contexte exige qu'il en soit autrement, les définitions ci-après s'appliquent à toutes les dispositions de la présente Convention :

a) Le terme « Organe » désigne l'Organe international de contrôle des stupéfiants visé à l'article 6 et créé en vertu de l'article 14.

b) L'expression « plante de cannabis »¹ désigne [la *cannabis sativa*, L.] [toute plante du genre *cannabis*].

[c) Le terme « cannabis » désigne les sommités [séchées], fleuries ou fructifères, de la plante de cannabis dont la résine n'a pas été extraite, quelle que soit leur appellation dans le commerce.]

[c) Le terme « cannabis » désigne les feuilles ou sommités (à l'exclusion des graines qui ne sont pas accompagnées d'autres parties des sommités) de la plante de cannabis.]

d) L'expression « résine de cannabis » désigne la résine séparée ou partiellement séparée, brute ou purifiée, de la plante de cannabis.

[e) Le terme « cocaïer » désigne les arbustes

erythroxylum coca, Lamarck, et *erythroxylum novo-granatense* (Morris) *Hieronymus* et leurs variétés.]

[e) Le terme « cocaïer » désigne l'*erythroxylum coca* ou l'*erythroxylum novo-granatense*.]

[f) L'expression « feuille de coca » désigne :

i) La feuille du cocaïer [à l'exception de la feuille dont toute la cocaïne, l'ecgonine et les autres alcaloïdes ecgoniniques ont été enlevés]² ;

ii) Toute autre feuille contenant de la cocaïne, de l'ecgonine ou tout autre alcaloïde ecgoninique.

g) Le terme « Commission » désigne la Commission internationale des stupéfiants visée à l'article 6 qui est chargée des fonctions stipulées dans la présente Convention.

h) L'expression « cocaïne brute » désigne tout extrait de la feuille de coca qui peut être utilisé pour la fabrication de la cocaïne.

i) Le terme « Conseil » désigne le Conseil économique et social des Nations Unies.

j) Le terme « culture » comprend l'acte qui consiste à cultiver le pavot à opium, le cocaïer et la plante de cannabis.

k) Le terme « stupéfiant » désigne toute substance inscrite ou décrite dans les tableaux I et II ainsi que toute substance dont le nom y sera ultérieurement inscrit, conformément à la procédure prévue dans la

¹ Sur ce point et pour toutes les autres définitions touchant la botanique, y compris celles du cocaïer, du pavot à opium, etc., on a maintenu les variantes, car ces définitions soulèvent des questions techniques de botanique qu'il y aurait lieu de réserver pour en discuter à la conférence de plénipotentiaires.

² En raison du libellé de l'article 39, les mots entre crochets ne sont peut-être pas nécessaires.

présente Convention, parce qu'elle donne lieu ou peut donner lieu à des abus analogues à ceux auxquels donnent lieu les substances déjà inscrites dans lesdits tableaux ou qu'elle produit ou est de nature à produire des effets nocifs analogues à ceux desdites substances³.

l) L'expression « Assemblée générale » désigne l'Assemblée générale des Nations Unies.

m) L'expression « besoins de l'Etat » désigne les besoins de l'Etat pour ses forces armées et pour faire face à des circonstances exceptionnelles.

n) L'expression « stocks d'Etat » désigne les stocks maintenus sous le contrôle de l'Etat pour son usage.

o) L'expression « trafic illicite » désigne la culture des plantes visées au paragraphe 2 de l'article 2, la production, la fabrication, le commerce, la distribution ou la détention de stupéfiants par des personnes qui n'y sont pas autorisées.

p) Les termes « importation » et « exportation » désignent, chacun avec son sens particulier, le transport matériel de stupéfiants d'un Etat dans un autre Etat ou d'un territoire dans un autre territoire du même Etat.

q) Le terme « fabrication » désigne toutes les opérations, autres que la production, permettant d'obtenir des stupéfiants et comprend la purification de même que la transformation chimique des stupéfiants en d'autres stupéfiants.

r) L'expression « opium médicinal » désigne l'opium qui a subi les préparations nécessaires pour son adaptation à l'usage médical, soit en poudre ou granulé, soit sous toute autre forme, soit mélangé à des substances inertes, selon les exigences de la pharmacopée nationale.

s) L'expression « pavot à opium » désigne le *paver somniferum*, L., et toute autre espèce de *papaver* qui peut servir à la production d'opium.

t) Le terme « opium » désigne le latex, épaissi spontanément, du pavot à opium.

u) Le terme « Partie » désigne un Etat contractant ayant, soit signé sans réserve quant à l'acceptation, soit accepté la présente Convention en conformité des dispositions de l'article 49.

v) L'expression « paille de pavot » désigne toutes les parties (à l'exception des graines) du pavot à opium, après fauchage, qui sont destinées à la fabrication d'alcaloïdes de l'opium.

w) Le terme « préparation » désigne un mélange, solide ou liquide, contenant un stupéfiant.

x) Le terme « production » désigne l'opération qui consiste à recueillir l'opium, la paille de pavot, la feuille de coca, la cannabis et la résine de cannabis des plantes qui les fournissent.

³ Il paraît préférable d'énoncer dans la Convention elle-même les critères à suivre pour l'adjonction d'une substance à un tableau; ces critères devraient sans doute figurer à l'article 3, qui traite des modifications du champ d'application du contrôle. Si l'on agissait ainsi, il suffirait de définir un stupéfiant en se référant aux tableaux et aux adjonctions qui leur seraient apportées, ainsi qu'il est prévu dans la Convention.

y) L'expression « Secrétaire général » désigne le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

z) L'expression « stocks » désigne la quantité totale d'un stupéfiant détenue légalement dans un pays ou territoire, à l'exclusion des quantités détenues : a) par les pharmaciens détaillants ou par d'autres distributeurs détaillants autorisés et par les institutions ou les personnes qualifiées dans l'exercice dûment autorisé de leurs fonctions thérapeutiques ou scientifiques; b) par l'Etat, ou se trouvant sous son contrôle pour les besoins de l'Etat.

aa) L'expression « stupéfiant synthétique » désigne un stupéfiant autre qu'un alcaloïde du pavot à opium et du cocaïer, de la cannabis et de la résine de cannabis ou qu'un stupéfiant obtenu à partir d'un tel alcaloïde, de la cannabis ou de la résine de cannabis. Cet alcaloïde ou stupéfiant n'est pas considéré comme un stupéfiant synthétique même s'il est effectivement obtenu à partir d'autres plantes ou fabriqué synthétiquement.

bb) Le terme « territoire » désigne toute partie d'un Etat qui est traitée comme une entité distincte pour l'application du système de certificats d'importation et d'autorisations d'exportation prévu à l'article 43. Cette définition ne s'applique pas au terme « territoire » tel qu'il est employé à l'article 51.

Article 2, paragraphe 1, a⁴

a) Sauf disposition particulière en sens contraire, les stupéfiants inscrits au tableau I sont soumis à toutes les mesures de contrôle applicables aux stupéfiants et, s'il s'agit de stupéfiants du tableau I qui sont également inscrits au tableau IV, ils sont en outre soumis aux mesures spéciales prévues à l'alinéa e du présent paragraphe.

.....

Article 21

Application du régime des évaluations

1. L'Organe fixera la date ou les dates auxquelles les évaluations devront être fournies ainsi que la forme sous laquelle elles devront être présentées, et il prescrira l'emploi de formulaires à cet effet (art. 29).

2. En ce qui concerne les pays et territoires auxquels ne s'applique pas la présente Convention, l'Organe invitera les gouvernements intéressés à fournir des évaluations conformément aux dispositions de celle-ci.

3. Au cas où un Etat ne fournirait pas à la date fixée les évaluations relatives à l'un de ses territoires, l'Organe les établira lui-même dans la mesure du possible, et, autant que faire se pourra, en coopération avec le gouvernement intéressé⁵.

4. L'Organe examinera les évaluations, y compris les évaluations supplémentaires, et, sauf en ce qui

⁴ Texte révisé de la disposition rédigé lors de la douzième session (rapport, douzième session, annexe VI).

⁵ Les représentants de la Hongrie, de l'URSS et de la Yougoslavie ont estimé qu'il était inadmissible d'autoriser l'Organe à établir des évaluations pour des Etats qui sont privés de la possibilité de devenir parties à la Convention.

concerne les besoins de l'Etat, il pourra demander, pour chaque pays ou territoire pour lequel une évaluation aura été fournie, les renseignements qu'il estimera nécessaires afin de compléter l'évaluation ou d'élucider telle indication qui s'y trouve.

5. L'Organe confirmera ensuite, dans le plus bref délai possible, les évaluations, y compris les évaluations supplémentaires ; il pourra également les modifier avec le consentement du gouvernement intéressé.

6. Outre la documentation prévue à l'article 24, l'Organe publiera, aux dates qu'il aura fixées, mais au moins une fois par an, les renseignements relatifs aux évaluations qui lui paraîtront devoir faciliter l'application de la présente Convention.

Article 22

Application du régime des statistiques

1. L'Organe fixera la forme sous laquelle les statistiques devront être fournies et prescrira l'emploi de formulaires à cet effet (art. 28).

2. L'Organe examinera les statistiques afin de déterminer si les Parties ou tous autres Etats se sont conformés aux dispositions de la présente Convention.

3. L'Organe pourra demander les renseignements qu'il estimera nécessaires pour compléter ces statistiques ou élucider telle indication qui s'y trouve.

4. L'Organe n'aura pas compétence pour poser des questions ou exprimer une opinion au sujet des statistiques relatives aux stupéfiants requis pour les besoins de l'Etat.

Article 28

Statistiques à fournir à l'Organe

1. Les Parties adresseront à l'Organe, pour chacun de leurs territoires, de la manière et sous la forme qu'il prescrira et que la Commission aura approuvées, des statistiques ayant trait aux sujets suivants et établies sur des formulaires fournis par l'Organe :

a) Superficies (en hectares) cultivées en vue de la production de stupéfiants ;

b) Production ou fabrication de stupéfiants des tableaux I et II ;

c) Utilisation de stupéfiants des tableaux I et II pour la fabrication d'autres stupéfiants des tableaux I et II, de préparations exemptées figurant au tableau III et de substances non visées par la présente Convention ;

d) Consommation de stupéfiants des tableaux I et II ;

e) Importations et exportations de stupéfiants des tableaux I et II ;

f) Saisies de stupéfiants des tableaux I et II et affectation des quantités saisies ;

g) Stocks de stupéfiants des tableaux I et II au 31 décembre de l'année à laquelle les statistiques se rapportent.

2. a) Les statistiques ayant trait aux sujets mentionnés au paragraphe 1, exception faite de l'alinéa e,

seront établies annuellement et seront fournies à l'Organe au plus tard :

i) Le 31 mars suivant l'année à laquelle elles se rapportent, pour les sujets mentionnés aux alinéas a, b, c, d, et f⁶ ;

ii) Le 31 mai suivant l'année à laquelle elles se rapportent, dans le cas de l'alinéa g, sauf pour l'opium, pour lequel les statistiques seront fournies le 31 mars au plus tard.

b) Les statistiques ayant trait aux sujets mentionnés à l'alinéa e seront établies trimestriellement et seront fournies à l'Organe dans le délai d'un mois à compter de la fin du trimestre auquel elles se rapportent.

3. Les Parties ne sont pas tenues de fournir de statistiques ayant trait aux stocks destinés aux besoins de l'Etat, mais elles fourniront séparément des statistiques ayant trait aux stupéfiants importés ou acquis dans le pays ou territoire pour les besoins de l'Etat, ainsi qu'aux quantités de stupéfiants prélevées sur les stocks de l'Etat pour satisfaire aux besoins de la population civile.

Article 29

Evaluations de la production de stupéfiants et des besoins

1. Les Parties adresseront à l'Organe, chaque année et pour chacun de leurs territoires, de la manière et sous la forme qu'il prescrira et que la Commission aura approuvées, des évaluations ayant trait aux sujets suivants et établies sur des formulaires fournis par l'Organe :

a) Les superficies (en hectares) qui seront cultivées en vue de la production de stupéfiants ; les quantités approximatives de stupéfiants qui seront ainsi produites, calculées d'après le rendement moyen obtenu au cours des cinq années antérieures. Ces renseignements seront fournis séparément pour chacune des régions dans lesquelles ces cultures sont autorisées⁷ ;

b) Les quantités de stupéfiants des tableaux I et II qui seront consommées à des fins médicales et scientifiques ;

c) Les quantités de stupéfiants des tableaux I et II qui seront utilisées pour la fabrication d'autres stupéfiants des tableaux I et II, de préparations exemptées figurant au tableau III et de substances non visées par la présente Convention ;

d) Les quantités de stupéfiants des tableaux I et II qui seront en stocks au 31 décembre de l'année à laquelle les évaluations se rapportent ;

⁶ Le représentant du Royaume-Uni estime qu'un délai de cinq mois est nécessaire pour la communication des statistiques relatives à la fabrication et à la consommation de stupéfiants.

⁷ Le Comité central permanent de l'opium et l'Organe de contrôle des stupéfiants ne sont pas convaincus que des évaluations relatives aux superficies qui seront cultivées en vue de la production de la feuille de coca, ou des évaluations portant sur le cannabis et la résine de cannabis, puissent être de quelque utilité. Leurs raisons sont exposées dans le rapport de la Commission sur sa onzième session sous le titre « Questions soulevées par le Comité central permanent de l'opium et l'Organe de contrôle des stupéfiants au sujet des dispositions relatives aux évaluations et aux statistiques », aux paragraphes 222 et 224 (rapport, onzième session).

e) Les quantités de stupéfiants des tableaux I et II requises pour être ajoutées aux stocks d'Etat⁸.

2. Sous réserve des déductions prévues au paragraphe 3 de l'article 30, le total des évaluations pour chaque territoire et pour chaque stupéfiant sera la somme des quantités définies aux alinéas b, c et e du paragraphe 1, augmentée de toute quantité nécessaire pour porter les stocks existant au 31 décembre de l'année précédente au niveau évalué conformément aux dispositions de l'alinéa d du paragraphe 1.

3. Les Parties peuvent fournir en cours d'année des évaluations supplémentaires en exposant les circonstances qui les rendent nécessaires.

4. Les Parties feront connaître à l'Organe la méthode employée pour déterminer les quantités indiquées dans les évaluations et les modifications qui auront pu être apportées à cette méthode.

5. Sous réserve des déductions prévues au paragraphe 3 de l'article 30, les évaluations établies conformément à l'article 21 ne devront pas être dépassées.

Article 30

Limitation de la fabrication et de l'importation

1. La quantité totale de chaque stupéfiant qui sera fabriquée et importée par un pays ou territoire quelconque au cours d'une année donnée ne devra pas être supérieure à la somme des éléments suivants :

a) La quantité consommée, dans la limite de l'évaluation correspondante, à des fins médicales et scientifiques ;

b) La quantité utilisée, dans la limite de l'évaluation correspondante, en vue de la fabrication d'autres stupéfiants des tableaux I et II, de préparations exemptées figurant au tableau III et de substances non visées par la présente Convention ;

c) La quantité exportée ;

d) La quantité versée au stock afin de porter celui-ci au niveau spécifié dans l'évaluation correspondante ; et

e) La quantité acquise, dans la limite de l'évaluation correspondante, pour les besoins de l'Etat.

2. De la somme des éléments énumérés au paragraphe 1, il sera déduit toute quantité qui aura été saisie et mise sur le marché licite, ainsi que toute quantité prélevée sur les stocks d'Etat pour satisfaire aux besoins de la population civile.

3. Si l'Organe constate que la quantité fabriquée et importée au cours d'une année donnée dépasse la somme des éléments énumérés au paragraphe 1, compte tenu des déductions prévues au paragraphe 2 du présent article, tout excédent ainsi constaté qui subsisterait à la fin de l'année sera déduit, l'année suivante, des quantités qui doivent être fabriquées ou importées, ainsi que du total des évaluations défini au paragraphe 2 de l'article 29.

⁸ Le Comité central permanent de l'opium estime que les mots « être ajoutés aux stocks d'Etat » devraient être remplacés par les mots « les besoins de l'Etat », qui s'appliqueraient de façon plus exacte aux renseignements requis.

4. a) S'il ressort des statistiques des importations et des exportations (art. 28) que la quantité exportée à destination d'un pays ou territoire quelconque dépasse le total des évaluations relatives à ce pays ou territoire, tel qu'il est défini au paragraphe 2 de l'article 29, augmenté des quantités déclarées comme ayant été exportées et déduction faite de tout excédent constaté aux termes du paragraphe 3 du présent article, l'Organe peut en aviser les Etats qui, à son avis, devraient en être informés.

b) Dès réception de cette notification, les Parties n'autoriseront plus, pendant l'année en question, aucune exportation nouvelle du stupéfiant dont il s'agit à destination du pays ou territoire en cause, sauf :

i) Dans le cas où une évaluation supplémentaire aura été fournie pour ce pays ou territoire en ce qui concerne à la fois toute quantité importée en excédent et la quantité supplémentaire requise ;

ii) Dans les cas exceptionnels où l'exportation est, de l'avis du gouvernement du pays exportateur, indispensable au traitement des malades.

CHAPITRE VIII. — CONTROLE ÉCONOMIQUE DES STUPÉFIANTS

GÉNÉRALITÉS

Article 31

Fins médicales et scientifiques

Sous réserve des dispositions de la présente Convention, les Parties limiteront exclusivement aux fins médicales et scientifiques la production, la fabrication, l'exportation, l'importation, la distribution, le commerce, l'emploi et la détention des stupéfiants.

SECTION A. — CONTROLE DE LA PRODUCTION⁹

PREMIÈRE PARTIE. — LE PAVOT A OPIUM ET DISPOSITIONS SPÉCIALES RELATIVES A L'OPIUM ET A LA PAILLE DE PAVOT

Article 32

Organismes nationaux de l'opium¹⁰

1. Toute Partie qui autorise la culture du pavot à opium en vue de la production d'opium ou de paille de pavot établira, si elle ne l'a déjà fait, et maintiendra un ou plusieurs organismes d'Etat (désignés ci-après dans le présent article par le terme « organisme »)

⁹ Les pays ci-après ont fait valoir des objections ou des réserves quant à toutes les dispositions de la Convention qui ont trait à la paille de pavot et à la production de cannabis : Autriche, Canada, France, Hongrie, Italie, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, Suisse, Tchécoslovaquie et Yougoslavie.

¹⁰ Le représentant de la Hongrie a déclaré que le contrôle exercé par les organismes nationaux de l'opium ne pourrait se faire parce que ceux-ci ne seraient pas en mesure de désigner les régions où la culture du pavot à opium, en vue de la production de paille de pavot devrait être autorisée, ni d'accorder des licences autorisant la culture de paille de pavot.

chargés d'exercer les fonctions stipulées au présent article.

2. Toute Partie visée au paragraphe précédent appliquera les dispositions ci-après à la culture du pavot à opium et à l'opium ou à la paille de pavot, ou à l'un et l'autre de ces derniers, selon le cas :

a) L'organisme désignera les régions et les parcelles de terrain où la culture du pavot à opium en vue de la production de l'opium ou de la paille de pavot sera autorisée ;

b) Les cultivateurs titulaires d'une licence délivrée par l'organisme seront seuls autorisés à se livrer à cette culture ;

c) Chaque licence spécifiera la superficie du terrain sur lequel cette culture est autorisée ;

d) Tout cultivateur de pavot à opium sera tenu de livrer à l'organisme la totalité de sa récolte d'opium et de paille de pavot. L'organisme achètera cette récolte et en prendra matériellement possession dès que possible, mais au plus tard dans un délai de quatre mois à compter de la fin de la récolte¹¹ ;

e) L'organisme aura seul le droit, en ce qui concerne l'opium et la paille de pavot, d'importer, d'exporter, de se livrer au commerce de gros et de conserver des stocks, à l'exception des stocks détenus par les fabricants d'alkaloïdes de l'opium, d'opium médicinal ou de préparations à base d'opium. Les Parties ne sont pas tenues d'étendre ce droit exclusif à l'opium médicinal et aux préparations à base d'opium.

3. Les fonctions administratives prévues au paragraphe 2 seront exercées par un seul organisme d'Etat si la Constitution de la Partie intéressée le permet.

Article 33

Restrictions au commerce international de l'opium et de la paille de pavot¹²

1. a) Sans préjudice des dispositions des paragraphes 3 et 5 de l'article 35, les Parties ne permettront ni l'importation ni l'exportation d'opium ou de paille de pavot autres que l'opium ou la paille de pavot produits dans l'un quelconque des Etats ci-après qui, au moment où s'effectuera l'importation ou l'exportation considérée, sera Partie à la présente Convention : Afghanistan, Bulgarie, Grèce, Inde, Iran, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie¹³.

¹¹ Le représentant de la Hongrie a déclaré que toute la paille de pavot ne pouvait être recueillie étant donné que les cultivateurs en brûlaient une partie ou l'utilisaient comme litière pour les bêtes, le reste (la partie de la tige qui dépasse 10 cm) ne se prêtant pas à la fabrication.

¹² Les représentants du Royaume-Uni et de l'URSS se sont opposés à l'insertion de cet article dans son ensemble. Les représentants de la Hongrie et de l'URSS se sont opposés aux alinéas a et b du paragraphe 1. L'observateur du Gouvernement suisse s'est opposé à l'alinéa a du paragraphe 1.

¹³ En ce qui concerne l'inclusion de l'Afghanistan, voir rapport, douzième session, par. 250. A la treizième session, l'observateur de l'Afghanistan a déclaré que son gouvernement pourrait reconsidérer sa politique d'interdiction dans le cas de l'opium (E/CN.7/SR.384).

b) Les Parties ne permettront pas l'importation d'opium ou de paille de pavot en provenance d'un pays ou territoire auquel la présente Convention ne s'applique pas.

2. Nonobstant les dispositions de l'alinéa a du paragraphe 1, toute Partie peut autoriser l'importation, dans l'un de ses territoires, d'opium ou de paille de pavot, ou de l'un et de l'autre, produits dans un autre de ses territoires, ainsi que l'exportation correspondante, à condition que la quantité ainsi importée :

a) Ne dépasse pas, annuellement, les besoins intérieurs du territoire importateur pendant une année ;

b) Soit utilisée exclusivement pour les besoins intérieurs.

3. Si l'une des Parties mentionnées à l'alinéa a du paragraphe 1 décide de cesser la production d'opium ou de paille de pavot, ou des deux, pour l'exportation, elle peut adresser une déclaration à cet effet à l'Organe, qui en avisera tous les Etats. Le 31 décembre de l'année suivant celle où la déclaration susmentionnée est faite, l'Etat intéressé cessera, en ce qui concerne l'opium ou la paille de pavot, ou l'un et l'autre, selon le cas, d'être dans la situation spéciale dont les Parties mentionnées à l'alinéa a du paragraphe 1 jouissent en vertu des dispositions de la présente Convention, étant entendu toutefois que l'opium ou la paille de pavot produits sur le territoire de ladite Partie et exportés avant cette date ne seront pas exclus du commerce international en vertu de l'alinéa a du paragraphe 1.

Article 34

Limitation des stocks¹⁴

1. Les Parties régleront la production, l'importation et l'exportation d'opium et de paille de pavot de telle manière que les stocks détenus par toute Partie au 31 décembre de chaque année ne dépassent pas, pour l'opium ou la paille de pavot, les quantités ci-après :

a) Pour les Etats mentionnés à l'alinéa a du paragraphe 1 de l'article 33 :

i) La quantité exportée à des fins médicales ou scientifiques au cours de deux années quelles qu'elles soient ;

ii) La quantité utilisée pour la fabrication d'alkaloïdes de l'opium au cours de deux années quelles qu'elles soient ;

iii) Une quantité égale à la moitié des quantités ainsi exportées et utilisées au cours d'une autre année quelle qu'elle soit.

La Partie intéressée peut choisir les années servant de base à ces calculs et peut désigner des périodes différentes pour l'opium et la paille de pavot et pour le calcul des quantités exportées et des quantités utilisées, étant entendu toutefois que les années désignées ne

¹⁴ De l'avis des représentants de la Hongrie et de l'URSS, il est superflu de faire figurer dans la Convention une disposition limitant le droit d'un Etat de constituer librement ces stocks : les dispositions de la Convention aux termes desquelles les autorités compétentes de l'Etat ont le devoir d'exercer un contrôle rigoureux sur ces stocks sont suffisantes.

doivent pas être antérieures à 1946, ni comprendre une année pour laquelle l'Organe n'aurait pas encore publié de statistiques pertinentes au moment du choix des années ;

b) Pour toute Partie autre que celles qui sont mentionnées à l'alinéa *a* du paragraphe 1 de l'article 33 qui permet la fabrication d'alcaloïdes de l'opium, ses besoins normaux pour une période de deux ans. Le montant desdits besoins sera fixé par l'Organe ;

c) Pour toute autre Partie, la quantité totale utilisée au cours des cinq années précédentes.

2. Les stocks maximaux d'opium et de paille de pavot autorisés aux termes des alinéas *a* et *c* du paragraphe 1 seront calculés sur la base des statistiques publiées par l'Organe.

3. a) Les Parties notifieront à l'Organe tous les faits ayant une incidence sur leur classement aux termes des alinéas *b* et *c* du paragraphe 1 de l'article 34 ;

b) Les Parties auxquelles s'appliquent les alinéas *a* ou *b* du paragraphe 1 notifieront chaque année à l'Organe :

i) Les périodes choisies par elles conformément aux dispositions de l'alinéa *a* du paragraphe 1 ou, selon le cas,

ii) La quantité d'opium ou de paille de pavot, ou de l'un et l'autre, qu'elles souhaitent être considérées comme correspondant à leurs besoins normaux aux fins de la détermination de ceux-ci par l'Organe conformément à l'alinéa *b* du paragraphe 1.

4. a) Les notifications prévues aux alinéas *a* et *b* du paragraphe 3 devront parvenir à l'Organe au plus tard quinze mois avant la date (par. 1) pour laquelle les stocks maximaux en question doivent être calculés.

b) Si une Partie qui est tenue de fournir les renseignements visés à l'alinéa *b* du paragraphe 3 ne l'a pas fait à la date prévue, l'Organe adoptera, sans préjudice des dispositions de l'alinéa *c* du paragraphe 4, les données contenues dans la dernière notification pertinente effectuée par cette Partie. Si, toutefois, l'Organe n'a jamais reçu de notification pertinente de la Partie en cause, il devra, en tenant dûment compte des renseignements dont il dispose, des buts de la présente Convention et des intérêts de ladite Partie :

i) Choisir les périodes de référence visées à l'alinéa *a* du paragraphe 1, ou, selon le cas,

ii) Fixer la quantité représentant les besoins normaux visés à l'alinéa *b* du paragraphe 1.

c) Si l'Organe reçoit une notification prescrite à l'alinéa *b* du paragraphe 3 à une date postérieure à celle qui est fixée à l'alinéa *a* du paragraphe 4, il pourra agir comme si cette notification lui était parvenue en temps voulu.

5. Au plus tard douze mois et demi avant la date du paragraphe 1, les années de référence choisies conformément doivent être calculés, l'Organe notifiera :

a) A toute Partie mentionnée à l'alinéa *a* du paragraphe 1, les années de référence choisies conformément à ladite disposition ou à celles des alinéas *b* ou *c* du paragraphe 4 ;

b) A toute Partie visée à l'alinéa *b* du paragraphe 1, la quantité d'opium ou de paille de pavot, ou de l'un et l'autre, que l'Organe considère comme représentant les besoins normaux de cette Partie pour une période de deux ans.

6. a) Si l'Organe estime que les circonstances sont exceptionnelles, pour des raisons de santé publique, il peut, sous les conditions et pour la période de temps qu'il détermine, dispenser une Partie de se conformer aux prescriptions du paragraphe 1 en ce qui concerne le niveau maximal des stocks d'opium ou de paille de pavot, ou de l'un et l'autre ;

b) Si, lors de l'entrée en vigueur de la présente Convention, une Partie visée à l'alinéa *a* du paragraphe 1 détient des stocks d'opium ou de paille de pavot, ou de l'un et l'autre, dépassant le niveau maximal autorisé en vertu de cette disposition, l'Organe tiendra compte, s'il le juge utile, de ce fait, afin d'éviter que la Partie en cause ne subisse les difficultés économiques qu'entraînerait une réduction trop rapide des stocks au niveau maximal prescrit.

7. Les dispositions du paragraphe 1 prendront effet, en ce qui concerne chaque Partie, à compter du 31 décembre de l'année suivant celle au cours de laquelle la présente Convention sera entrée en vigueur à l'égard de cette Partie.

Article 35¹⁵

Affectation donnée à l'opium et à la paille de pavot confisqués

1. Sauf disposition contraire du présent article, tout l'opium ou toute la paille de pavot confisqué pour avoir fait l'objet d'un trafic illicite doit être détruit.

2. Une Partie peut utiliser, sous le contrôle des pouvoirs publics, de l'opium ou de la paille de pavot ainsi confisqué pour la fabrication de stupéfiants inscrits au tableau II ou de substances non visées par la présente Convention, ou encore réserver cet opium ou cette paille de pavot, ou les stupéfiants fabriqués à partir de ces produits, à tel usage d'ordre médical ou scientifique qui pourront en être faits par les pouvoirs publics ou sous leur contrôle.

3. Toute Partie mentionnée à l'alinéa *a* du paragraphe 1 de l'article 33 peut utiliser ou exporter l'opium ou la paille de pavot confisqué sur son territoire ou les alcaloïdes fabriqués à partir de ces produits.

4. L'opium ou la paille de pavot confisqué qui peut être identifié comme ayant été dérobé d'un entrepôt d'Etat ou de tout autre entrepôt licite, peut être restitué à son propriétaire légitime.

5. a) Si une Partie ne permet ni la production d'opium ou de paille de pavot, ni la fabrication d'alcaloïdes de l'opium, elle peut obtenir de l'Organe l'autorisation d'exporter, à destination du territoire d'une Partie qui fabrique des alcaloïdes de l'opium, une quantité déterminée d'opium ou de paille de pavot

¹⁵ Le représentant de la Hongrie a déclaré que l'application de cet article à la paille de pavot n'était pas justifiée et ne pourrait être mise en œuvre.

confisqué, ou de l'un et l'autre, afin d'obtenir en contrepartie des alcaloïdes de l'opium, des sels ou des préparations à base d'alcaloïdes de l'opium, ou encore afin de faire extraire ces alcaloïdes, à condition toutefois que :

i) La quantité d'opium ou de paille de pavot, ou de l'un et l'autre, ainsi exportée au cours d'une année quelconque ne dépasse pas la quantité équivalant, en opium et en paille de pavot, aux besoins annuels de la Partie exportatrice en opium et en alcaloïdes de l'opium ;

ii) Les stupéfiants ainsi échangés ou extraits soient utilisés uniquement pour les besoins intérieurs.

b) La Partie exportatrice visée à l'alinéa a détruira tout opium ou toute paille de pavot confisqué qui ne doit pas être utilisé conformément à cette disposition ou au paragraphe 2 ou qui ne doit pas être restitué à son propriétaire légitime conformément au paragraphe 4.

DEUXIÈME PARTIE. — LE COCAÏER ET DISPOSITIONS SPÉCIALES RELATIVES A LA FEUILLE DE COCA ET A LA COCAÏNE BRUTE

Article 36

Restrictions à la culture et à la pousse du cocaïer

1. Toutes les fois qu'en raison de la situation dans un pays ou territoire d'une Partie, l'interdiction de la culture du cocaïer constituera la mesure la plus efficace pour empêcher le détournement de feuilles de coca vers le trafic illicite, la Partie en cause interdira cette culture.

2. Dans la mesure du possible, les Parties feront procéder à l'arrachage de tous les cocaïers poussant à l'état sauvage. Elles détruiront ces plantes si elles sont cultivées illégalement.

Article 37

Organismes nationaux de la feuille de coca

1. Toute Partie qui autorise la culture du cocaïer établira, si elle ne l'a déjà fait, et maintiendra un ou plusieurs organismes d'Etat (désignés ci-après dans le présent article par le terme « organisme ») chargés d'exercer les fonctions stipulées au présent article.

2. Toute Partie visée au paragraphe précédent appliquera les dispositions ci-après au cocaïer et à la feuille de coca :

a) L'organisme désignera les régions et les parcelles de terrain où la culture du cocaïer sera autorisée ;

b) Les cultivateurs titulaires d'une licence délivrée par l'organisme seront seuls autorisés à se livrer à cette culture ;

c) Chaque licence spécifiera la superficie du terrain sur lequel cette culture est autorisée ;

d) Tout cultivateur de cocaïer sera tenu de livrer à l'organisme la totalité de sa récolte. L'organisme achètera cette récolte et en prendra matériellement possession dès que possible, mais au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la fin de la récolte ;

e) L'organisme aura seul le droit, en ce qui concerne la feuille de coca, d'importer, d'exporter, de se livrer au commerce de gros et de conserver des stocks, à l'exception des stocks détenus par les fabricants de cocaïne ou de préparations à base de cocaïne ou de feuille de coca. Les Parties ne sont pas tenues d'étendre cette obligation aux préparations à base de feuille de coca.

3. Les fonctions administratives prévues au paragraphe 2 seront exercées par un seul organisme d'Etat si la Constitution de la Partie intéressée le permet.

Article 38¹⁶

Restrictions au commerce international de la feuille de coca et de la cocaïne brute

1. Les Parties ne permettront ni l'importation ni l'exportation de feuilles de coca ou de cocaïne brute autres que :

a) Les feuilles de coca produites et la cocaïne brute fabriquée dans l'un quelconque des Etats ci-après, qui, au moment où s'effectuera l'importation ou l'exportation considérée, sera Partie à la présente Convention : Bolivie, Indonésie, Pérou ;

b) La cocaïne brute obtenue à partir de ces feuilles.

Article 39

Dispositions spéciales relatives à la feuille de coca en général

1. Les Parties peuvent permettre l'utilisation de feuilles de coca pour la préparation d'un produit aromatique qui ne devra contenir aucun alcaloïde et elles peuvent, dans la mesure nécessaire à cette utilisation, permettre la production, l'importation, l'exportation, le commerce et la détention de ces feuilles.

2. Les Parties fourniront séparément les statistiques (art. 28) et les évaluations (art. 29) concernant leurs besoins en feuilles de coca pour la préparation du produit aromatique en question.

TROISIÈME PARTIE. — LA PLANTE DE CANNABIS ET DISPOSITIONS SPÉCIALES RELATIVES AU CANNABIS

Article 40

Interdiction du cannabis

1. Les Parties s'engagent à interdire la production de cannabis et de résine de cannabis, étant entendu toutefois que le gouvernement de chaque Partie peut produire ou, selon le cas, fabriquer, acquérir et importer en provenance ou exporter à destination du gouvernement d'une autre Partie, de petites quantités de cannabis, de résine de cannabis, ainsi que d'extraits et teintures de cannabis aux fins de la recherche scientifique et peut autoriser un établissement scientifique titulaire d'une licence à les acquérir par son entre-

¹⁶ Les représentants de la Hongrie, du Royaume-Uni et de l'URSS se sont opposés en principe à l'établissement d'une liste limitative d'Etats autorisés à produire pour l'exportation.

mise, à les produire, à les fabriquer, à les détenir et à les exporter, sous la surveillance étroite des pouvoirs publics, à destination du gouvernement d'une autre Partie.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 1, les Parties interdiront :

a) Le commerce, la distribution, la détention et l'utilisation du cannabis et de la résine de cannabis, des extraits et teintures de cannabis ou de toutes autres substances contenant le principe pharmacologiquement actif de la résine de cannabis ; et

b) La fabrication des extraits et teintures visés à l'alinéa a.

3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, toute Partie peut autoriser la production de cannabis et la fabrication d'extraits et teintures de cannabis, ainsi que le commerce et la détention de ces substances aux fins de leur usage en médecine indigène, c'est-à-dire dans les médecines ayurvédique, unani et tibbi. Dans les cas où une Partie donnera cette autorisation, les dispositions de l'article 32 régissant la production d'opium s'appliqueront *mutatis mutandis* à la production de cannabis. Le commerce, la détention et l'utilisation du cannabis et des extraits et teintures de cannabis seront régis par les dispositions de la présente Convention qui s'appliquent aux stupéfiants du tableau I, non inscrits au tableau IV, étant entendu toutefois que la délivrance d'ordonnances médicales (art. 42, par. 2, alin. b) ne sera pas obligatoire.

4. Toutes les fois qu'en raison de la situation dans un pays ou territoire, des mesures supplémentaires seront nécessaires en ce qui concerne la culture de la plante de cannabis, afin d'empêcher le trafic illicite du cannabis ou de la résine de cannabis, les Parties adopteront toutes mesures utiles pour empêcher le trafic illicite du cannabis ou de la résine de cannabis qui pourrait résulter de la pousse ou de la culture de la plante de cannabis.

SECTION B. — CONTROLE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Article 41

Fabrication

1. Les Parties établiront une entreprise d'Etat ou un système d'entreprises d'Etat ayant le droit exclusif de fabriquer des stupéfiants, ou, pour autant que leur fabrication ne soit pas effectuée par cette entreprise ou ce système d'entreprises, exigeront que la fabrication de stupéfiants se fasse sous licence.

2. Les Parties :

a) Contrôleront toutes les personnes se livrant à la fabrication de stupéfiants ;

b) Soumettront à un régime de licences les établissements et les locaux dans lesquels la fabrication peut se faire ;

c) Exigeront que les fabricants de stupéfiants titu-

laire d'une licence se munissent de permis périodiques précisant les catégories et les quantités de stupéfiants qu'ils auront le droit de fabriquer dans chacun de leurs établissements au cours de la période suivante, étant entendu toutefois que cette obligation ne s'appliquera pas aux préparations.

3. Les Parties empêcheront l'accumulation, en la possession de l'entreprise d'Etat ou du système d'entreprises d'Etat susmentionné et des fabricants de stupéfiants, de stocks de matières premières, pour autant que celles-ci relèvent de la présente Convention, ainsi que de quantités de stupéfiants excédant celles qui sont nécessaires au fonctionnement normal de l'entreprise, compte tenu de la situation du marché.

4. Les Parties examineront avec bienveillance (art. 4, alin. e), aux fins d'acceptation et d'exécution, les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé concernant les spécifications et les normes relatives aux stupéfiants.

Article 42

Commerce et distribution

1. a) Les Parties établiront une entreprise d'Etat ou un système d'entreprises d'Etat ayant le droit exclusif de se livrer au commerce et d'assurer la distribution de stupéfiants, à l'exception des stupéfiants que peuvent dispenser ou administrer les personnes dûment autorisées ou, pour autant que ce commerce ou cette distribution ne soit pas effectué par l'entreprise ou le système d'entreprises susmentionné, elles exigeront que ce commerce et cette distribution de stupéfiants se fassent sous licence ;

b) Les Parties :

i) Contrôleront toutes les personnes se livrant au commerce ou assurant la distribution de stupéfiants ;

ii) Soumettront à un régime de licences les établissements et les locaux dans lesquels ce commerce et cette distribution peuvent se faire, étant entendu, toutefois, qu'une licence ne sera pas nécessairement requise pour les préparations.

c) Les dispositions des alinéas a et b concernant le régime de licences ne s'appliqueront pas nécessairement aux personnes qualifiées dûment autorisées à exercer des fonctions thérapeutiques ou scientifiques, agissant dans l'exercice de ces fonctions.

2. En outre, les Parties :

a) Empêcheront l'accumulation, en la possession de l'entreprise d'Etat ou du système d'entreprises d'Etat, des commerçants, des institutions ou des personnes dûment autorisées visées ci-dessus, de quantités de stupéfiants excédant celles qui sont nécessaires au fonctionnement normal de leur entreprise ou à l'exercice normal de leur profession ;

b) Exigeront que les stupéfiants ne soient fournis ou dispensés à des particuliers que sur ordonnance médicale. Les ordonnances prescrivant des stupéfiants inscrits au tableau I seront écrites sur des formules officielles qui seront fournies sous la forme de carnets à souches par les autorités administratives compétentes

ou par les associations professionnelles autorisées¹⁷ ; les dispositions du présent alinéa ne s'appliqueront pas aux stupéfiants que les particuliers peuvent légalement obtenir, utiliser, dispenser ou administrer à l'occasion de l'exercice dûment autorisé de leurs fonctions thérapeutiques.

3. Les Parties exigeront que les offres écrites ou imprimées de stupéfiants, les annonces publicitaires de quelque nature qu'elles soient, y compris les affiches relatives aux stupéfiants, les notices descriptives concernant les stupéfiants et utilisées à des fins commerciales, les conditionnements de stupéfiants, et les étiquettes sous lesquelles les stupéfiants sont mis en vente, indiquent la dénomination commune internationale communiquée par l'Organisation mondiale de la santé ou, à défaut, par la Commission¹⁸.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 3, les fabricants de stupéfiants peuvent utiliser leurs marques de fantaisie.

5. Les Parties exigeront qu'un double filet rouge très apparent figure sur tout conditionnement contenant un stupéfiant, mais non sur le colis dans lequel ce conditionnement est expédié¹⁹.

6. Les Parties exigeront que les étiquettes sous lesquelles des stupéfiants sont mis en vente indiquent la composition exacte du produit en spécifiant le poids ou le pourcentage des diverses substances qui le composent.

7. Les dispositions des paragraphes 2 à 5 ne s'appliqueront pas au commerce de détail ou à la distribution au détail des stupéfiants inscrits au tableau II.

Article 43

Commerce international

1. Les Parties ne permettront pas seulement l'exportation de stupéfiants à destination d'un pays ou territoire quelconque, si ce n'est :

a) Conformément aux lois et règlements de ce pays ou territoire ;

¹⁷ Les représentants ou observateurs des Etats ci-après ont déclaré que leurs gouvernements respectifs n'accepteraient pas une disposition impérative prescrivant l'usage de carnets à souches officiels pour la délivrance d'ordonnances : Autriche, Canada, Etats-Unis, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, Suisse et Yougoslavie.

¹⁸ Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que sa délégation ne pouvait accepter une disposition impérative concernant l'emploi de dénominations communes, dont certaines pourraient n'être pas acceptables pour son pays. Cela s'appliquerait en particulier aux dénominations communes internationales qui n'ont pas été approuvées. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que son gouvernement ne pouvait pas accepter le membre de phrase « ou (...) par la Commission », car il considère que la Commission n'a pas compétence pour suivre la procédure requise pour l'établissement d'une dénomination commune internationale.

¹⁹ Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que son gouvernement ne considérerait pas que la nécessité de cette disposition avait été prouvée. Les représentants ou observateurs des Etats ci-après se sont associés à ce point de vue : Canada, Etats-Unis, République fédérale d'Allemagne et Suisse.

b) Dans les limites du total des évaluations afférentes à ce pays ou territoire, tel qu'il est défini au paragraphe 2 de l'article 29.

2. Elles exerceront dans les ports francs et les zones franches la même surveillance et le même contrôle que dans les autres parties de leur territoire, étant entendu, toutefois, qu'elles pourront appliquer un régime plus sévère.

3. Les Parties :

a) Etabliront une entreprise d'Etat ou un système d'entreprises d'Etat ayant le droit exclusif d'importer et d'exporter des stupéfiants, ou, pour autant que ces importations ou exportations ne soient pas effectuées par l'entreprise ou le système d'entreprises d'Etat susmentionné, elles exigeront de toute personne se livrant à l'importation et à l'exportation de stupéfiants qu'elle obtienne une licence pour procéder à ces opérations ;

b) Contrôleront toutes les personnes se livrant à ces importations ou exportations.

4. a) Toute Partie exigera l'obtention d'une autorisation d'importation ou d'exportation distincte pour chaque importation ou exportation d'un ou de plusieurs des stupéfiants auxquels s'applique la présente Convention ;

b) Cette autorisation indiquera la quantité à importer ou à exporter, les noms et adresses de l'importateur et de l'exportateur et spécifiera le délai dans lequel l'importation ou l'exportation doit être effectuée ;

c) L'autorisation d'exportation indiquera en outre le numéro et la date du certificat d'importation (par. 5), ainsi que l'autorité qui l'a délivré ;

d) L'autorisation d'importation pourra permettre d'importer en plusieurs envois.

5. Avant de délivrer une autorisation d'exportation, les Parties exigeront qu'un certificat d'importation, délivré par le gouvernement du pays ou territoire importateur et attestant que l'importation est approuvée, soit produit par la personne ou l'établissement qui demande l'autorisation d'exportation. Les Parties conviennent d'adopter en substance le modèle de certificat d'importation proposé par l'Organe et approuvé par la Commission.

6. Un duplicata de l'autorisation d'exportation sera joint à chaque envoi, et le gouvernement qui délivre l'autorisation d'exportation en adressera un duplicata au gouvernement du pays ou territoire importateur²⁰.

7. a) Lorsque l'importation a été effectuée ou lorsque le délai fixé pour l'importation est expiré, le gouvernement du pays ou territoire importateur renverra au gouvernement du pays ou territoire exportateur l'autorisation d'exportation, avec une mention spéciale à cet effet ;

b) La mention précitée spécifiera la quantité effectivement importée ;

²⁰ Le représentant des Etats-Unis a déclaré que son gouvernement exigeait que l'envoi soit accompagné d'une copie dûment authentifiée du certificat d'importation délivré par le pays de destination ; à son avis, cette obligation devrait figurer dans la présente Convention.

c) Si la quantité effectivement exportée est inférieure à celle qui est indiquée dans l'autorisation d'exportation, les autorités compétentes indiqueront la quantité effectivement exportée sur l'autorisation d'exportation et sur tout duplicata officiel de celle-ci.

8. Les exportations sous forme d'envois adressés à une banque au compte d'une personne différente de celle dont le nom figure sur l'autorisation d'exportation ou à une boîte postale seront interdites.

9. Les exportations sous forme d'envois adressés à un entrepôt de douane seront interdites, sauf si le gouvernement du pays importateur précise sur le certificat d'importation produit par la personne ou l'établissement qui demande l'autorisation d'exportation qu'il a approuvé l'importation de l'envoi afin que celui-ci soit déposé dans un entrepôt de douane. En pareil cas, l'autorisation d'exportation précisera que l'envoi est effectué à cette fin. Tout retrait de l'entrepôt de douane sera subordonné à la présentation d'un permis émanant des autorités dont relève l'entrepôt, et, dans le cas d'un envoi à destination de l'étranger, il sera assimilé à une exportation nouvelle au sens de la présente Convention.

10. Les envois de stupéfiants traversant une frontière sans être accompagnés d'une autorisation d'exportation seront saisis par les autorités douanières.

11. Les Parties n'autoriseront pas le transit d'un envoi quelconque de stupéfiants, que cet envoi soit ou non déchargé du véhicule qui le transporte, sauf si le duplicata de l'autorisation d'exportation qui est joint à l'envoi est présenté aux autorités compétentes du pays ou territoire de transit. Les autorités compétentes de chaque pays ou territoire de transit surveilleront et enregistreront l'entrée et la sortie de tels envois.

12. Aucun envoi de stupéfiants en transit ou déposé dans un entrepôt de douane ne peut être soumis à un traitement quelconque qui modifierait la nature des stupéfiants en question. L'emballage ne peut être modifié sans l'autorisation des autorités compétentes.

13. Les autorités compétentes d'un pays ou territoire quelconque à travers lequel le passage d'un envoi de stupéfiants est autorisé, prendront toutes les mesures nécessaires pour empêcher le déroutement dudit envoi vers une destination autre que celle qui figure sur le duplicata de l'autorisation d'exportation joint à l'envoi, à moins que le gouvernement de ce pays ou territoire n'autorise ce déroutement. Le gouvernement du pays ou territoire de transit traitera toute demande de déroutement comme s'il s'agissait d'une exportation du pays ou territoire de transit vers le pays ou territoire de la nouvelle destination. Si le déroutement est autorisé, les dispositions des alinéas *a* et *b* du paragraphe 7 s'appliqueront également entre le pays ou territoire de transit et le pays ou territoire d'où l'envoi a primitivement été exporté.

14. Les dispositions des paragraphes 11 à 13 relatives au transit des stupéfiants ne sont pas applicables si l'envoi en question est transporté par la voie aérienne, à condition que l'aéronef survole le pays ou territoire de transit sans y atterrir. Si l'aéronef fait un atterrissage forcé dans ce pays ou territoire, ces dispositions s'appliqueront dans la mesure où les circonstances l'exigent.

[Article 43 bis ²¹

Dispositions spéciales concernant le transport de stupéfiants dans les troussees de premiers secours des trains, navires ou aéronefs effectuant des parcours internationaux

1. Le transport par trains, navires ou aéronefs effectuant des parcours internationaux, de quantités limitées de stupéfiants nécessaires pendant le voyage pour l'administration de premiers secours [en cas d'urgence] ne sera pas considéré comme une importation, une exportation ou un transit au sens de la présente Convention.

2. Des précautions appropriées seront prises [par le pays d'immatriculation] pour empêcher [l'usage indu] [l'abus] de ces stupéfiants ou leur détournement à des fins illicites. La Commission recommandera ces précautions en [accord] [consultation] avec l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime et l'Organisation mondiale de la santé.

3. En ce qui concerne les stupéfiants transportés par des navires ou par des aéronefs conformément aux dispositions du paragraphe 1, les lois, règlements, permis et licences du pays d'immatriculation seront valables, sans préjudice toutefois du droit des autorités locales compétentes de procéder à des vérifications, inspections et autres mesures de contrôle à bord des navires ou aéronefs. L'administration de ces stupéfiants ne sera pas subordonnée à la délivrance d'une ordonnance médicale (art. 42, par. 2, alin. *b*).]

SECTION C. — SURVEILLANCE NATIONALE

Article 44

Mesures de surveillance et d'inspection

1. Les Parties exigeront :

a) Que toutes les personnes à qui des licences sont délivrées en application des dispositions de la présente Convention ou qui occupent des postes de direction ou de surveillance dans une entreprise d'Etat ou un système d'entreprises d'Etat établi conformément à la présente Convention, réunissent les qualités nécessaires pour appliquer effectivement et fidèlement les dispositions des lois et règlements édictés en exécution de la présente Convention ;

b) Que les autorités administratives, les fabricants, les commerçants, les savants, les établissements scientifiques et les hôpitaux tiennent des registres où seront consignées les quantités de chaque stupéfiant fabriqué et chaque opération portant sur l'acquisition et l'aliénation de stupéfiants. Ces registres seront conservés pendant une période qui ne sera pas inférieure à deux ans.

²¹ Le texte de cet article figure entre crochets conformément à une décision de la Commission et constitue un avant-projet qu'il faudra peut-être modifier lorsque seront connues les opinions de l'Organisation mondiale de la santé et d'autres organisations intéressées.

Le représentant des Etats-Unis s'est opposé à l'inclusion de cet article, car il est prématuré, à son avis, de s'occuper de la question à ce stade.

Dans les cas où des carnets à souches (art. 42, par. 2, alin. b) d'ordonnances médicales sont utilisés, ces carnets à souches, y compris les souches, seront également conservés pendant une période qui ne sera pas inférieure à deux ans.

CHAPITRE IX. — MESURES A PRENDRE CONTRE LES TRAFIQUANTS

Article 45

*Coopération internationale*²³

1. Les Parties coopéreront étroitement entre elles et avec les organisations internationales compétentes afin de mener une lutte coordonnée contre le trafic illicite.

2. Compte tenu de leur structure constitutionnelle et administrative, les Parties pourront utilement :

a) Créer des unités spécialisées, qui agiront soit dans le cadre de l'administration spéciale prévue à l'article 26, soit en liaison avec elle, dans les domaines visés à l'article 46²⁴ ;

b) Assurer sur le plan national une coordination de l'action répressive contre le trafic illicite²⁴.

Article 46

Dispositions pénales

1. Sous réserve de leurs dispositions constitutionnelles, les Parties s'engagent à adopter les mesures nécessaires pour que :

a) La culture, la production, la fabrication, l'extraction, la préparation, la détention, l'offre, la mise en vente, la distribution, l'achat, la vente, la livraison, à quelque titre que ce soit, le courtage, l'envoi, l'expédition en transit, le transport, l'importation et l'exportation de stupéfiants en contravention des dispositions de la présente Convention,

b) La participation intentionnelle à l'un quelconque desdits actes, l'association ou l'entente en vue de le commettre ou la tentative de le commettre, et,

c) Dans les limites permises par leur législation nationale, les actes préparatoires, constituent des infractions punissables et pour que les infractions graves soient passibles d'un châtiment sévère, notamment de peines de prison ou d'autres peines privatives de liberté.

2. Les Parties s'engagent, dans le cadre de leur système juridique existant et de leur compétence en matière pénale, et sous réserve de leurs dispositions constitutionnelles, à prendre les mesures nécessaires pour que :

a) Chacune des infractions énumérées au paragraphe 1 soit considérée comme une infraction distincte, si elles sont commises dans des pays différents ;

b) Les condamnations prononcées à l'étranger pour ces infractions soient prises en considération aux fins d'établissement de la récidive ;

c) Les infractions graves commises à l'étranger par des nationaux ou par des étrangers soient poursuivies par l'Etat sur le territoire duquel le délinquant²⁵ se trouvera, chaque fois que ce dernier risquerait autrement d'échapper aux poursuites.

3. Les infractions énumérées aux alinéas a et b du paragraphe 1, ainsi que, dans la mesure autorisée par la législation nationale et sous réserve des dispositions constitutionnelles, les infractions énumérées à l'alinéa c du paragraphe 1 seront considérées comme constituant des cas d'extradition aux termes de tout traité d'extradition conclu ou à conclure entre des Parties et seront reconnues comme cas d'extradition entre elles par les Parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité ou à la réciprocité, étant entendu, toutefois, que l'extradition sera accordée conformément à la législation de la Partie à qui la demande d'extradition est adressée et que ladite Partie aura le droit de refuser de procéder à l'arrestation du délinquant ou de refuser d'accorder son extradition si les autorités compétentes considèrent que l'infraction n'est pas suffisamment grave²⁶.

4. Aucune disposition du présent article ne portera atteinte à la position d'une Partie à l'égard de la question générale des limites de la compétence nationale en matière pénale selon le droit international.

5. Aucune disposition du présent article ne portera atteinte au principe selon lequel les infractions qui y sont visées seront qualifiées, poursuivies et punies dans chaque Etat conformément à la législation nationale.

²⁵ Le représentant de la Hongrie a déclaré que c'est au premier chef d'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise qui doit avoir le droit de poursuivre le délinquant. Par conséquent — compte tenu du principe territorial généralement appliqué en droit pénal international — un étranger ne sera poursuivi pour une infraction par l'Etat sur le territoire duquel il se trouve, que si l'Etat sur le territoire duquel il a commis l'infraction ne demande pas son extradition. Un pareil cas est concevable si le délinquant s'est rendu dans un pays si lointain que les frais de son extradition seraient hors de proportion avec l'infraction commise. A ce propos, le représentant de la Hongrie a estimé que, si l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise ne demande pas l'extradition du délinquant, cet Etat devrait être tenu d'envoyer à l'Etat sur le territoire duquel le délinquant se trouve les documents afférents à son infraction, afin de permettre audit Etat d'engager une action pénale contre ce délinquant.

²⁶ Le représentant de la Hongrie a déclaré que l'extradition devrait être rendue obligatoire afin que les poursuites contre les délinquants soient plus efficaces. Par conséquent, le libellé du paragraphe 3 de cet article, tendant à ce que les parties s'efforcent de faire figurer les infractions énumérées dans le deuxième projet dans tout traité d'extradition conclu ou à conclure entre elles, n'est pas suffisant. S'inspirant de l'exemple d'autres conventions internationales antérieures, la délégation hongroise a proposé que les parties stipulent dans tout traité d'extradition conclu ou à conclure entre elles, comme constituant des cas d'extradition, les infractions énumérées dans le projet.

²³ L'observateur de l'Italie s'est opposé à cette disposition, faisant valoir que son pays n'était pas partie à la Convention de 1936.

²⁴ Les représentants du Royaume-Uni et de la Yougoslavie n'ont pas estimé qu'il soit nécessaire ou souhaitable de faire figurer dans la Convention une disposition (par. 2, alin. a) ainsi rédigée, qui va au delà des dispositions des Conventions existantes.

²⁵ De l'avis du Comité de rédaction, cette disposition (par. 2, alin. a et b) devrait être associée à l'article 26.

Article 47

Saisie et confiscation²⁷

1. Tous stupéfiants, toutes substances et tout matériel destinés à la commission de l'une quelconque des infractions visées au paragraphe 1 de l'article 46 pourront être saisis et confisqués.

2. Sans préjudice des dispositions spéciales de l'article 35 relatives à l'opium et à la paille de pavot, les Parties :

a) Détruiront les stupéfiants inscrits au tableau I qui auront été confisqués au cours de la lutte contre le trafic illicite et qui ne seront plus nécessaires pour la procédure judiciaire ou toute autre action de la part des autorités ; ou

b) Utiliseront ces stupéfiants pour la fabrication des stupéfiants inscrits au tableau II ou de substances qui ne relèvent pas de la présente Convention ; ou encore

c) Sous réserve des dispositions de l'article 2, réserveront ces stupéfiants à l'usage médical ou scientifique, soit par les pouvoirs publics, soit sous leur contrôle.

CHAPITRE X. — TOXICOMANIE

Article 48

Traitement des toxicomanes

1. Les Parties prendront particulièrement en considération les mesures à prendre pour faire traiter, soigner et réadapter les toxicomanes²⁸.

2. Si la toxicomanie constitue un grave problème pour elles et si leurs ressources économiques le permettent, elles feront tout ce qui est en leur pouvoir pour créer les services voulus en vue du traitement obligatoire des toxicomanes dans des établissements fermés²⁹.

²⁷ Les représentants du Mexique et du Pérou ont estimé qu'il conviendrait de supprimer le mot « confiscation » ou, le cas échéant, de le remplacer par le mot « saisie ».

²⁸ Le représentant du Canada a déclaré que l'obligation imposée par l'article 48 de prendre des mesures en vue du traitement des toxicomanes appelle quelques observations ; au Canada, le traitement d'un état tel que la toxicomanie est considéré comme une question relevant de la compétence des autorités provinciales. Par conséquent, l'insertion de l'article 48 dans la Convention appellerait une réserve ou l'incorporation dans la Convention d'une clause fédérale satisfaisante.

²⁹ Le représentant de l'Autriche a estimé qu'il serait préférable de simplement recommander le traitement obligatoire. Les observateurs de l'Italie, de la République fédérale d'Allemagne et de la Suisse se sont associés à ce point de vue.

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que de l'avis de son gouvernement, le traitement obligatoire des toxicomanes dans des établissements publics (fermés) est une question qui pourrait faire l'objet d'une recommandation, mais non d'une obligation positive (même avec les réserves que contient le texte du projet) énoncée dans un traité international.

Le représentant du Canada a déclaré que, pour autant que le traitement des toxicomanes implique des responsabilités médicales, on risquerait d'entraver inutilement la mise au point de méthodes améliorées de traitement dans l'avenir, si la Convention mentionnait uniquement le traitement assuré dans des établissements fermés.

Le représentant de l'Iran a déclaré que son gouvernement utilisait à présent des groupes mobiles pour le traitement des toxicomanes, et cela non seulement parce qu'en l'état actuel des ressources économiques du pays, il n'était pas possible de créer des établissements fermés, mais aussi parce que les groupes mobiles étaient nécessaires pour assurer le traitement dans des régions isolées.

CHAPITRE XI. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 49

Langues et procédure d'acceptation de la Convention

1. La présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera ouverte à la signature ou à l'acceptation au nom de tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, de tout Etat invité à participer à la Conférence tenue à le, ainsi que de tout autre Etat que le Conseil pourra inviter à devenir Partie³⁰.

2. Tout Etat visé au paragraphe précédent peut :

a) Signer la Convention sans réserve d'acceptation ;

b) La signer sous réserve d'acceptation et l'accepter ultérieurement ; ou

c) L'accepter.

L'acceptation se fera par le dépôt d'un instrument en bonne et due forme auprès du Secrétaire général.

Article 50³¹

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur à l'expiration du trentième jour qui suivra la date de la signature sans réserve d'acceptation ou du dépôt des instruments d'acceptation (art. 49) d'au moins vingt-cinq Etats, dont :

a) Trois des Etats suivants :

Belgique, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie, Japon, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse ; et

b) Trois des Etats suivants :

Bulgarie, Grèce, Inde, Iran, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie³².

2. Pour tout autre Etat qui signera sans réserve d'acceptation ou qui déposera un instrument d'acceptation après la date à laquelle auront été remplies les

³⁰ Les délégations de la Hongrie et de l'URSS ont estimé que le paragraphe 1 de l'article 49 signifiait que certains Etats pourraient être privés du droit de devenir partie à la Convention unique, de sorte que ce texte irait à l'encontre de l'idée selon laquelle chaque Etat devrait participer au contrôle international des stupéfiants. A leur avis, le libellé de cet article devrait être amendé à l'effet de permettre à tout Etat désireux de devenir partie contractante à la Convention unique d'y adhérer, qu'il soit ou non Membre de l'Organisation des Nations Unies, qu'il ait été ou non invité à participer à la Conférence ou invité par le Conseil à devenir partie à la Convention.

³¹ Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que, de l'avis de sa délégation, l'article 38 ne reconnaissant que trois pays autorisés à produire des feuilles de coca en vue de l'exportation, et les parties n'étant, de ce fait, en mesure d'importer des feuilles de coca qu'en provenance de l'un de ces trois pays qui serait en même temps partie à la Convention, il conviendrait de stipuler, comme on l'a fait pour l'opium, que la Convention entrera seulement en vigueur lorsqu'un certain nombre de pays producteurs de feuilles de coca l'auront ratifiée.

³² E/CN.7/SR.384. L'observateur de l'Afghanistan a déclaré que son gouvernement pourrait reconsidérer sa politique dans le domaine de l'opium et demander à la conférence des plénipotentiaires chargée d'adopter la Convention unique de faire figurer l'Afghanistan parmi les parties autorisées à produire de l'opium en vue de l'exportation.

conditions relatives à la signature ou au dépôt des instruments d'acceptation prévues au paragraphe 1, la présente Convention entrera en vigueur à l'expiration du trentième jour qui suivra la date de la signature ou du dépôt de l'instrument d'acceptation par cet Etat.

Article 51

Application territoriale

La présente Convention s'appliquera à tous les territoires non autonomes, sous tutelle, coloniaux³³ et autres territoires non métropolitains qu'une Partie représente sur le plan international, sauf si le consentement préalable d'un territoire non métropolitain est nécessaire, en vertu soit de la Constitution de la Partie ou du territoire non métropolitain, soit de la coutume. En ce cas, la Partie s'efforcera d'obtenir dans le plus bref délai le consentement du territoire non métropolitain qui est nécessaire et, lorsque ce consentement aura été obtenu, elle le notifiera au Secrétaire général. La présente Convention s'appliquera au territoire ou territoires désignés par la notification, dès la date de la réception de cette dernière par le Secrétaire général. Dans les cas où le consentement préalable du territoire non métropolitain n'est pas nécessaire, la Partie intéressée déclarera au moment de la signature ou de l'acceptation, à quel territoire ou territoires non métropolitains s'applique la présente Convention.

Article 52

Abrogation des traités internationaux antérieurs

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, ses dispositions abrogeront et remplaceront, dans les rapports entre les Parties, les dispositions des traités ci-après :

a) Convention internationale de l'opium, signée à La Haye, le 23 janvier 1912³⁴ ;

b) Accord concernant la fabrication, le commerce intérieur et l'usage de l'opium préparé, signé à Genève, le 11 février 1925 ;

c) Convention internationale de l'opium, signée à Genève, le 19 février 1925 ;

d) Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, signée à Genève, le 13 juillet 1931 ;

e) Accord pour le contrôle de la consommation de l'opium à fumer en Extrême-Orient, signé à Bangkok, le 27 novembre 1931 ;

f) Convention pour la répression du trafic illicite des drogues nuisibles, signée à Genève, le 26 juin 1936 ;

³³ Le Département de la tutelle et des renseignements relatifs aux territoires non autonomes du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies est d'avis de ne pas employer le terme « coloniaux ».

³⁴ Les Etats-Unis ont recommandé de compléter l'alinéa a, qui serait alors ainsi conçu : « a) Convention internationale de l'opium, signée à La Haye, le 23 janvier 1912, sauf pour l'article premier qui restera en vigueur. » Il paraît nécessaire de conserver la disposition générale de l'article premier de la Convention de La Haye de 1912 afin de maintenir la validité constitutionnelle d'une loi des Etats-Unis relative au contrôle de la production d'opium.

g) Protocole signé à Lake Success, New-York, le 11 décembre 1946, amendant les Accords, Conventions et Protocoles sur les stupéfiants conclus à La Haye, le 23 janvier 1912, à Genève, le 11 février 1925, le 19 février 1925 et le 13 juillet 1931, à Bangkok, le 27 novembre 1931, et à Genève, le 26 juin 1936.

h) Les Conventions et Accords visés aux alinéas b à f, tels qu'ils ont été amendés par le Protocole visé à l'alinéa g ;

i) Protocole signé à Paris, le 19 novembre 1948, plaçant sous contrôle international certaines drogues non visées par la Convention du 13 juillet 1931 pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, amendée par le Protocole signé à Lake Success, New-York, le 11 décembre 1946 ;

j) Protocole visant à limiter et à réglementer la culture du pavot, ainsi que la production, le commerce international, le commerce de gros et l'emploi de l'opium, signé à New-York, le 23 juin 1953.

Article 53

Dispositions transitoires

1. Les fonctions de l'Organe dont la création est prévue à l'article 14 seront, à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention (art. 50, par. 1) exercées provisoirement, selon leur nature, par le Comité central permanent, créé en exécution des dispositions du chapitre VI de la Convention mentionnée à l'article 52, alinéa c, telle qu'elle a été amendée, et par l'Organe de contrôle, créé en exécution des dispositions du chapitre II de la Convention mentionnée à l'article 52, alinéa d, telle qu'elle a été amendée.

2. Le Conseil fixera la date à laquelle le nouvel Organe mentionné à l'article 14 entrera en fonctions. A cette date, ledit Organe assumera les fonctions du Comité central permanent et celles de l'Organe de contrôle mentionnées au paragraphe 1, à l'égard des Etats qui sont Parties aux traités énumérés à l'article 52³⁵ et qui ne sont pas parties à la présente Convention.

Article 54

Dénonciation

1. A l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention (art. 50, par. 1), toute Partie pourra, en son nom ou au nom d'un territoire qu'elle représente sur le plan international et qui a retiré le consentement donné en vertu de l'article 51, dénoncer la présente Convention en déposant un instrument à cet effet auprès du Secrétaire général.

2. Si le Secrétaire général reçoit la dénonciation avant le 1^{er} juillet ou à cette date, elle prendra effet le 1^{er} janvier de l'année suivante ; si la dénonciation est reçue après le 1^{er} juillet, elle prendra effet comme si elle avait été reçue l'année suivante avant le 1^{er} juillet ou à cette date.

³⁵ C'est-à-dire les traités mentionnés à l'article 52, alinéas c, d, i et j.

3. La présente Convention viendra à expiration si, par suite de dénonciations notifiées conformément aux dispositions du paragraphe 1, les conditions de son entrée en vigueur prévues au paragraphe 1 de l'article 50 cessent d'être remplies.

Article 55³⁶

Amendements

1. Tout Etat membre de la Commission et chaque Partie pourront proposer un amendement à la Convention.

2. La Commission décidera laquelle des procédures suivantes devra être appliquée³⁷ :

a) Convocation par le Secrétaire général d'une conférence des Parties pour examiner l'amendement proposé. Le Secrétaire général invitera à la conférence les Etats, autres que les Parties, qui auront été invités à la conférence mentionnée à l'article 49 ou dont la participation est jugée souhaitable par la Commission ; ou

b) Inscription par le Secrétaire général de l'amendement proposé à l'ordre du jour provisoire de l'Assemblée générale des Nations Unies. L'Assemblée générale pourra décider de recommander aux Parties d'accepter un traité comprenant l'amendement dans la forme où il aura été proposé ou sous une forme modifiée, ou un autre amendement ; ou

c) Adoption de l'amendement par la Commission, à la majorité des deux tiers des membres présents et prenant part au vote, l'amendement pouvant être adopté dans la forme où il aura été proposé ou sous une forme modifiée. Dans ce cas :

i) Après examen de la décision de la Commission par le Conseil (art. 11), le Secrétaire général adressera

³⁶ La Commission a estimé que les problèmes soulevés par cet article étaient d'ordre à la fois juridique et politique et que, en raison de la divergence des opinions exprimées par les gouvernements, il y aurait lieu de laisser à la conférence de plénipotentiaires le soin de rédiger cet article. La Commission a considéré, toutefois, qu'il ne conviendrait pas de donner à la Commission un pouvoir général d'amendement.

³⁷ Le point de vue du Gouvernement français (voir (E/CN.7/308) est que la Convention ne saurait être amendée dans d'autres formes que celles dans lesquelles elle aura été adoptée.

Les délégations de la Hongrie et de l'URSS pensent qu'il convient de stipuler à l'article 55 que les décisions de la Commission concernant les modifications à apporter à la Convention ne doivent pas toucher les dispositions fondamentales de celle-ci.

Le représentant des Etats-Unis a déclaré qu'il convenait de prévoir un examen préliminaire des amendements proposés en vue de déterminer s'ils présentent un intérêt suffisant pour justifier la mise en œuvre de la procédure d'amendement : par exemple, une disposition semblable à l'article 33 de la Convention de 1931 pourrait être envisagée. Il a rappelé également qu'à sa onzième session, la Commission a décidé que la Convention unique ne devait pas donner à la Commission pouvoir de l'amender. Il a exposé que le Gouvernement des Etats-Unis estimait que le choix de l'organe compétent pour amender la Convention, c'est-à-dire l'Assemblée générale ou une conférence diplomatique spéciale, devait être laissé à la Commission, et qu'un amendement adopté par l'Assemblée générale ou par la conférence ne lierait que les parties qui l'accepteraient et qu'il n'approuvait pas la variante : « ou ne la rejette pas dans un délai donné ».

sans délai à toutes les Parties une notification conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 11 ;

ii) L'amendement aura force obligatoire pour chaque Partie qui ne l'aura pas rejeté dans un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date de la réception par cette Partie de la notification prévue à l'alinéa c, i, du présent paragraphe :

aa) A condition que le Secrétaire général n'ait pas reçu vingt-cinq déclarations de rejet ou davantage dans un délai de trois cent soixante jours à compter de la date de l'adoption définitive de l'amendement (art. 11) ;

bb) Etant entendu que l'amendement ne prendra pas effet à l'égard d'une Partie avant la plus éloignée des deux dates suivantes, à savoir le lendemain du jour de l'expiration dudit délai de trois cent soixante jours ou le lendemain du jour de l'expiration dudit délai de quatre-vingt-dix jours ; et

iii) Les déclarations de rejet prévues à l'alinéa c, ii, du présent paragraphe pourront être retirées à tout moment, auquel cas l'amendement prendra effet à l'égard de la Partie intéressée à la date à laquelle ledit retrait aura été effectué, à condition toutefois que lesdits délais soient expirés et étant entendu que le retrait de la déclaration, s'il est effectué après l'expiration du délai de trois cent soixante jours, n'impliquera pas la radiation de ladite déclaration de la liste des vingt-cinq déclarations de rejet ou davantage visées à l'alinéa c, ii, aa, du paragraphe 2 du présent article.

Article 56

Différends

S'il s'élève entre les Parties un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera soumis à une procédure arbitrale ou judiciaire. A défaut d'accord sur le choix d'un autre tribunal, le différend sera soumis, à la requête de l'une des parties au différend, à la Cour internationale de Justice, si les parties au différend sont toutes Parties au Statut de cette Cour, et, si elles n'y sont pas toutes Parties, à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention de La Haye, du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 57³⁸

Réserves

1. Aucune réserve n'est autorisée en dehors des réserves faites conformément aux paragraphes ci-après.

³⁸ La Commission a estimé que les problèmes soulevés par cet article étaient d'ordre à la fois juridique et politique et qu'il conviendrait de laisser à la conférence de plénipotentiaires le soin de rédiger cet article.

Les délégations de la Hongrie et de l'URSS ont déclaré que tout Etat qui est disposé à devenir partie à la Convention unique a le droit de formuler des réserves à ladite convention. La conséquence juridique d'une telle réserve est que l'accord entre en vigueur entre l'Etat qui fait la réserve et les autres Etats parties à la Convention, à l'exception de la partie de la Convention à laquelle la réserve se rapporte. Tout Etat est

2. Toute Partie peut, au moment de la signature ou de l'acceptation (art. 49), se réserver le droit d'autoriser temporairement dans l'un de ses territoires ³⁹ :

- a) L'usage de l'opium à des fins quasi médicales ;
- b) L'usage de l'opium à fumer ;
- c) La mastication de la feuille de coca ;
- d) L'usage du cannabis, de la résine de cannabis, d'extraits et teintures de cannabis à des fins médicales et non médicales ; et

e) La production, la fabrication et le commerce des stupéfiants visés aux alinéas a à d aux fins mentionnées dans lesdits alinéas.

3. Les stocks maximaux d'opium que pourra détenir toute Partie qui aura fait une réserve au sujet de l'usage de l'opium à des fins quasi médicales ou de l'usage de l'opium à fumer (art. 34), seront augmentés de la quantité consommée à ces fins au cours des deux années précédentes.

4. Les réserves faites en vertu du paragraphe 2 seront soumises aux restrictions suivantes :

a) Les activités mentionnées au paragraphe 2 ne pourront être autorisées que dans la mesure où elles étaient traditionnelles dans les territoires pour lesquels la réserve est faite et y étaient autorisées au ;

b) Aucune exportation des stupéfiants visés au paragraphe 2 aux fins mentionnées dans ledit paragraphe, ne pourra être autorisée à destination d'un Etat non partie ou d'un territoire auquel la présente Convention ne s'applique pas aux termes de l'article 51 ;

c) Seules pourront être autorisées à fumer l'opium les personnes immatriculées à cet effet au par les autorités compétentes ;

d) L'usage de l'opium à des fins quasi médicales devra être aboli dans un délai de ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention (art. 50) ;

e) La mastication de la feuille de coca devra cesser dans un délai de vingt-cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention (art. 50) ; ⁴⁰

également libre d'informer le Secrétaire général qu'il n'accepte pas de se considérer comme lié par la Convention à l'égard de l'Etat qui fait la réserve. En ce cas, la Convention sera considérée comme n'étant pas en vigueur entre cet Etat et l'Etat qui fait la réserve.

La délégation du Mexique a déclaré qu'elle était opposée à l'insertion dans la Convention de l'article limitatif du Protocole de 1953 relatif aux réserves. Il faut tenir compte du fait que la Convention doit être un instrument unique concernant des questions régies par des dispositions constitutionnelles et législatives différentes. Il en résultera des conflits de lois dont certains ne pourront être résolus que par des réserves. Le paragraphe 654 du deuxième projet (E/CN.7/AC.3/7) est plus conforme au système des réserves adopté par l'Organisation des Nations Unies.

³⁹ L'observateur du Pakistan a déclaré que ce paragraphe devrait commencer par les mots « Toute Partie peut, au moment de la signature ou de l'acceptation (article 49) se réserver le droit d'autoriser dans ses territoires, pendant une période de temps raisonnable eu égard aux circonstances ». L'alinéa d du paragraphe 2 devrait commencer par les mots « La production et l'usage du cannabis ».

⁴⁰ Le représentant de l'Iran a déclaré que le délai prévu à cet alinéa devrait être ramené à 10 ans.

f) L'usage du cannabis à des fins autres que scientifiques devra cesser dans un délai de ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention (art. 50) ;

g) La production, la fabrication et le commerce des stupéfiants visés au paragraphe 2 pour les usages mentionnés audit paragraphe devront être réduits et finalement supprimés en même temps que ces usages.

5. Toute Partie faisant une réserve en vertu du paragraphe 2 devra :

a) Inclure dans le rapport annuel qu'elle adressera au Secrétaire général, conformément au paragraphe 1, a, de l'article 27, un exposé des progrès accomplis au cours de l'année précédente en vue de rendre effective l'abolition de l'usage, de la production, de la fabrication ou du commerce visés au paragraphe 2 ;

b) Fournir à l'Organe des évaluations (art. 29) et des statistiques (art. 28) séparées pour les activités au sujet desquelles une réserve aura été faite, de la manière et sous la forme prescrites par l'Organe et approuvées par la Commission.

6. a) Si une Partie qui fait une réserve en vertu du paragraphe 2 ne fournit pas :

i) Le rapport mentionné à l'alinéa a du paragraphe 5 dans les six mois suivant la fin de l'année à laquelle ont trait les renseignements qu'il contient ;

ii) Les évaluations mentionnées à l'alinéa b du paragraphe 5 dans les trois mois suivant la date fixée à cet égard par l'Organe conformément au paragraphe 1 de l'article 21 ;

iii) Les statistiques mentionnées à l'alinéa b du paragraphe 5 dans les trois mois suivant la date où elles doivent être fournies conformément au paragraphe 2 de l'article 28,

l'Organe ou le Secrétaire général, selon le cas, adressera à la Partie en cause une notification indiquant son retard et lui demandant de fournir ces renseignements dans un délai de trois mois à compter de la réception de cette notification.

b) Si ladite Partie ne se conforme pas, dans le délai indiqué ci-dessus, à la demande de l'Organe ou du Secrétaire général, la réserve en question faite en vertu du paragraphe 2 cessera d'avoir effet.

[7. Tout Etat pourra, au moment de la signature ou de l'acceptation, faire également des réserves au sujet des dispositions suivantes :

.....]

[7. Tout Etat qui désirera devenir Partie à la Convention, mais qui voudrait être autorisé à faire des réserves autres que celles qui sont énoncées au paragraphe 2, pourra aviser par écrit le Secrétaire général de cette intention. Le Secrétaire général communiquera immédiatement la réserve envisagée à tous les Etats qui auront signé ou accepté la présente Convention en leur demandant s'ils ont des objections à formuler. Si aucun de ces Etats n'élève d'objection par écrit dans un délai de cent quatre-vingts jours à compter de la date de cette communication, la réserve en question sera considérée comme acceptée, étant entendu, toutefois, qu'après l'entrée en vigueur de la

présente Convention seules les objections formulées par les Parties seront prises en considération.]

[7. Tout Etat qui sera disposé à devenir Partie à la Convention, mais qui voudrait être autorisé à faire, quant à l'application de la Convention, des réserves autres que celles qui sont énoncées au paragraphe 2, pourra aviser le Secrétaire général de son intention. Le Secrétaire général communiquera immédiatement ces réserves à toutes les Parties en leur demandant si elles ont des objections à formuler. Si aucune Partie n'élève d'objection dans un délai de cent quatre-vingts jours à compter de la date de cette communication, la réserve en question sera considérée comme acceptée.]

8. L'Etat qui aura fait des réserves pourra à tout moment et par voie de notification écrite, retirer tout ou partie de ses réserves.

Article 58

Notifications

Le Secrétaire général notifiera à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux autres Etats visés au paragraphe 1 de l'article 49 :

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention au nom de leurs gouvernements respectifs :

Fait à le 195..., en un seul exemplaire qui sera conservé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies et dont les copies certifiées conformes seront remises à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux autres Etats visés au paragraphe 1 de l'article 49.

TABLEAUX ⁴¹

Tableau I

Ce tableau contiendra les noms de tous les stupéfiants, à l'exception de ceux qui seront inscrits au tableau II, et comprendra des stupéfiants tels que l'opium, la morphine, la péthidine, la diacétylmorphine, etc.

Tableau II

Ce tableau contiendra tous les stupéfiants qui seront soumis à un régime moins rigoureux et qui figurent actuellement dans le groupe II, tels que la codéine.

Tableau III

Ce tableau comprendra les préparations qui seront exemptées du contrôle international, telles que les préparations qui ne contiennent pas plus de 0,2 pour 100 de morphine et qui sont mélangées avec une substance active ou les préparations qui étaient expressément exemptées par le Comité de l'hygiène de la Société des Nations, telles que la *pulvis ipecacuanhae compositus*.

Tableau IV

Ce tableau comprendra les stupéfiants du tableau I qui seront soumis au régime de l'interdiction, tels que la diacétylmorphine. Le cannabis, qui pourrait normalement y figurer, est cependant soumis à un régime spécial énoncé à l'article 40 et s'il était inscrit dans ce tableau, il faudrait renvoyer aux dispositions de cet article.

⁴¹ Voir l'article 2 à l'annexe VI du rapport, douzième session, et article 2, paragraphe 1, de la présente annexe.

ANNEXE VI

LISTE DES DOCUMENTS AYANT TRAIT AU RAPPORT DE LA COMMISSION

Chapitres	Documents
I. — QUESTIONS D'ORGANISATION ET D'ADMINISTRATION	
Représentation à la session	
Ouverture et durée de la session	
Election des membres du bureau	
Adoption de l'ordre du jour	Ordre du jour provisoire : E/CN.7/334 et Add.1. Calendrier provisoire : E/CN.7/L.173. Note du Secrétaire général : E/CN.7/L.171.
Ordre de priorité des travaux dans le domaine des stupéfiants ; contrôle et limitation de la documentation	
Adoption du rapport de la Commission au Conseil économique et social sur la treizième session	E/CN.7/L.191 et Add.1 à 29.
Organisation de la quatorzième session de la Commission	Note du Secrétariat : E/CN.7/L.206.
Lieu de réunion de la quatorzième session de la Commission	Projet de résolution des Etats-Unis : E/CN.7/L.177. Etat des incidences financières : E/CN.7/L.177/Add.1.

II. — MISE EN ŒUVRE DES TRAITÉS ET CONTRÔLE INTERNATIONAL

Rapport de la Division des stupéfiants	Rapport de la Division des stupéfiants : E/CN.7/335 et Add.1. Projet de résolution de la France ; liste des pays et régions : E/CN.7/L.174 (retiré).
Ratifications, acceptations, adhésions et déclarations concernant les instruments multilatéraux sur les stupéfiants	Etat des conventions multilatérales sur les stupéfiants : E/CN.7/335/Add.3.
Rapports annuels des gouvernements	<i>Résumé des rapports annuels des gouvernements pour 1956</i> : E/NR.1956/Summary et Add.1. (publication des Nations Unies, n° de vente : 58.XI.2 et Add.1).
Liste des entreprises autorisées à fabriquer des stupéfiants	Note du Secrétaire général : E/NF.1958/1.
Liste des autorités nationales habilitées à délivrer des certificats	Additif mettant à jour le document E/NA.1957/1 : E/NA.1957/1/Add.1.
Lois et règlements nationaux	<i>Index cumulatif 1947-1957</i> : E/NL.1957/Index (publication des Nations Unies, n° de vente : 58.XI.13). Champ d'application du contrôle : E/CN.7/336.
Emploi de dénominations communes internationales pour les stupéfiants placés sous contrôle international	Note du Secrétariat : E/CN.7/343.
Liste des stupéfiants	<i>Liste multilingue des stupéfiants placés sous contrôle international</i> : E/CN.7/341 (publication des Nations Unies, n° de vente : 58.XI.1).
Rapport du Comité central permanent de l'opium	Tableau établi par le Secrétariat : E/CN.7/335/Add.4. <i>Rapport du Comité central permanent de l'opium au Conseil économique et social sur l'activité du Comité au cours de 1957</i> : E/OB/13 et Addendum (publication des Nations Unies, n° de vente 1957.XI.3).
Etat dressé par l'Organe de contrôle	Projet de résolution établi par le rapporteur : E/CN.7/L.181. <i>Etat des évaluations des besoins du monde en stupéfiants en 1958</i> : E/DSB/15 (publication des Nations Unies, n° de vente : 1957.XI.4). Projet de résolution établi par le rapporteur : E/CN.7/L.183.
Nomination d'un membre de l'Organe de contrôle des stupéfiants	Note du Secrétariat : E/CN.7/349.
Question de la prorogation du mandat du membre de l'Organe de contrôle des stupéfiants nommé par la Commission	Note du Secrétariat : E/CN.7/337.
Huitième rapport du Comité d'experts des drogues engendrant la toxicomanie, de l'Organisation mondiale de la santé	<i>Organisation mondiale de la santé : Série de rapports techniques</i> , n° 142 : E/CN.7/340.
Décision de placer la lévomoramide sous contrôle international provisoire	NAR/CL.1/1958, NAR/CL.2/1958.
Contrôle de la norméthadone	Projet de résolution établi par le rapporteur : E/CN.7/L.182. Amendements du Royaume-Uni au document E/CN.7/L.182 : E/CN.7/L.188.
Contrôle de la nicophine	
Union postale universelle	
Transport de stupéfiants dans les troussees de premiers secours des aéronefs effectuant des vols internationaux	Note du Secrétariat : E/CN.7/344. Rapport du Groupe de travail des mesures de sécurité provisoires : E/CN.7/L.184.

Chapitres

Documents

Rapports du Bureau permanent de la Ligue
des Etats arabes pour le contrôle des
stupéfiants

Projet de résolution et proposition établie par le rap-
porteur : E/CN.7/L.186.

Addition proposée par le rapporteur au document
E/CN.7/L.184 : E/CN.7/L.204.

Projet de résolution du Comité nommé pour étudier
cette question : E/CN.7/L.176.

III. — TRAFIC ILLICITE

Rapports sur le trafic illicite en 1957

Etude du trafic illicite des stupéfiants en 1957 :
E/CN.7/347 et Add.1.

Mémorandum de l'Organisation internationale de police
criminelle concernant le trafic illicite en 1957 :
E/CN.7/348.

Chapitres XI des rapports annuels pour 1957 :
E/CN.7/R.8 et Add.1 à 50.

Résumés des rapports sur les transactions illicites et
les saisies : E/NS.1956/Summaries 4-12 ; E/NS.
1957/Summaries 1-2.

Rapport du Comité du trafic illicite : E/CN.7/L.170.

IV. — EMPLOI ABUSIF DES STUPÉFIANTS (TOXICO- MANIE)

Note du Secrétariat : E/CN.7/345.

Renseignements communiqués par les Philippines et le
Viet-Nam : E/CN.7/350.

Projet de résolution établi par le rapporteur :
E/CN.7/L.197.

V. — OPIUM ET OPIACÉS

Demande présentée par l'Afghanistan en vue
d'être reconnu comme Etat produisant de
l'opium pour l'exportation

Loi portant interdiction de la culture, du commerce,
de l'achat, de la vente, de l'importation, de l'expor-
tation et de l'usage de l'opium en Afghanistan :
E/NL.1958/13.

Projet de résolution de l'Inde : E/CN.7/L.180.

Recherches scientifiques sur l'opium

Rapport du Comité d'experts chargé d'étudier le pro-
gramme des Nations Unies relatif aux recherches sur
l'opium : E/CN.7/338.

Note du Secrétariat : E/CN.7/346 et Add.1.

Projet de résolution de la France sur la détermination
de l'origine de l'opium : E/CN.7/L.172.

Question de la diacétylmorphine

Note du Secrétariat : E/CN.7/335/Add.2.

VI. — QUESTION DE LA FEUILLE DE COCA

Renseignements communiqués par la Colombie :
E/CN.7/351.

VII. — QUESTION DU CANNABIS

Etudes sur la situation au Mozambique, en Birmanie
et au Liban en ce qui concerne le cannabis :
E/CN.7/286/Add.10/Rev.1 ;
E/CN.7/286/Add. 19-20.

Renseignements communiqués par l'URSS : E/CN.7/
352.

Projet de résolution établi par le rapporteur :
E/CN.7/L.199.

VIII. — QUESTION DES STUPÉFIANTS SYNTHÉTIQUES

Note du Secrétariat : E/CN.7/339.

IX. — AUTRES SUBSTANCES

Question du khat

Renseignements communiqués par des gouvernements : E/CN.7/353.

X. — PROJET DE CRÉATION D'UN BUREAU OU D'UNE INSTITUTION DES NATIONS UNIES POUR LE CONTRÔLE DES STUPÉFIANTS AU MOYEN-ORIENT

Projet de résolution présenté conjointement par le Canada, l'Inde, l'Iran, la République arabe unie et le Royaume-Uni concernant la création d'une mission d'étude pour la question des stupéfiants au Moyen-Orient : E/CN.7/L.179.

Etat estimatif des dépenses : E/CN.7/L.179/Add.1.

XI. — ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LE CONTRÔLE DES STUPÉFIANTS

Note du Secrétariat : E/3077, E/CN.7/342.

Cycle d'études organisé par l'Organisation internationale de police criminelle : E/CN.7/L.175.

Projet de résolution présenté conjointement par les Etats-Unis, la France, l'Iran et la République arabe unie : E/CN.7/L.178.

Amendement de l'Inde au document E/CN.7/L.178 : E/CN.7/L.185/Rev.1.

XII. — PROJET DE CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS

Observations des gouvernements sur les articles 48 et 50 du premier projet : E/CN.7/308 et Add.1 et 2. Deuxième projet de Convention unique : E/CN.7/AC.3/7 et Corr.1.

Recueil analytique des observations des gouvernements sur le deuxième projet : E/CN.7/AC.3/8 et Add.1 à 3.

Texte révisé des articles 2 à 20 et 23 à 27 du deuxième projet de Convention unique : rapport, douzième session, annexe VI.

Projet d'articles établi par le rapporteur concernant les dénominations communes internationales des stupéfiants sous contrôle international : E/CN.7/L.187.

Projet de dispositions établies par le Secrétariat sur le transport de stupéfiants dans les trousseaux de premiers secours des aéronefs effectuant des vols internationaux : E/CN.7/L.189.

Texte des articles 28 et 29 proposé par la France : E/CN.7/L.190.

Note de l'Organisation internationale de police criminelle : E/CN.7/L.193.

Observations de la délégation française sur les dispositions transitoires : E/CN.7/L.195.

Rapports du Comité de rédaction : E/CN.7/L.192, L.194, L.196, L.198, L.200, L.201, L.202, L.203.

Projet de résolution établi par le rapporteur : E/CN.7/L.205.

DEPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

ALLEMAGNE

R. Eisenschmidt, Kaiserstrasse 49, Frankfurt/Main.
Elwert & Meurer, Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.
Alexander Horn, Spiegelgasse 9, Wiesbaden.
W. E. Saarbach, Gereonstrasse 25-29, Köln (22c).

ARGENTINE

Editorial Sudamericana S.A., Alsina 500, Buenos Aires.

AUSTRALIE

H. A. Goddard, A.M.P. Bldg., 50 Miller St., North Sydney; 90 Queen St., Melbourne.
Melbourne University Press, 303 Flinders St., Melbourne.

AUTRICHE

Gerold & Co., Graben 31, Wien, 1.
B. Wüllerstorff, Markus Sittikusstrasse 10, Salzburg.

BELGIQUE

Agence et Messageries de la Presse S.A., 14-22, rue du Persil, Bruxelles.
W. H. Smith & Son, 71-75, boulevard Adolphe-Max, Bruxelles.

BIRMANIE

Curator, Govt. of Union of Burma Book Depot, 22 Theinbyu St., Rangoon.

BOLIVIE

Librería Selecciones, Casilla 972, La Paz.

BRESIL

Livraria Agir, Rio de Janeiro, São Paulo and Belo Horizonte.

CAMBODGE

Papeterie-Librairie Nouvelle Albert Portail, 14, Avenue Boullache, Phnom-Penh.

CANADA

Ryerson Press, 299 Queen St. West, Toronto.

CEYLAN

Lake House Bookshop, Assoc. Newspapers of Ceylon, P.O. Box 244, Colombo.

CHILI

Editorial del Pacifico, Ahumada 57, Santiago.
Librería Ivens, Casilla 205, Santiago.

CHINE

The World Book Co., Ltd., 99 Chung King Road, 1st Section, Taipei, Taiwan.
The Commercial Press Ltd., 211 Honan Rd., Shanghai.

COLOMBIE

Librería América, Medellín.
Librería Buchholz Galería, Bogotá.
Librería Nacional Ltda., Barranquilla.

COREE

Eul-Yoo Publishing Co. Ltd., 5, 2-KA, Chongno, Séoul.

COSTA-RICA

Trejos Hermanos, Apartado 1313, San José.

CUBA

La Casa Belga, O'Reilly 455, La Habana.

DANEMARK

Einar Munksgaard, Ltd., Norregade 6, København, K.

EQUATEUR

Librería Científica, Guayaquil et Quito.

ESPAGNE

Librería Bosch, 11 Ronda Universidad, Barcelona.
Librería Mundi-Prensa, Lagasca 38, Madrid.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

International Documents Service, Columbia University Press, 2960 Broadway, New York 27, N. Y.

ETHIOPIE

International Press Agency, P.O. Box 120, Addis-Ababa.

FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, 2 Keskuskatu, Helsinki.

FRANCE

Editions A. Pédone, 13, rue Soufflot, Paris (Ve).

GRECE

Kauffmann Bookshop, 28 Stadion Street, Athènes.

GUATEMALA

Sociedad Económico Financiera, 6a Av. 14-33, Guatemala.

HAITI

Librairie "A la Caravelle", Boite postale 111-8, Port-au-Prince.

HONDURAS

Librería Panamericana, Tegucigalpa.

HONG-KONG

The Swindon Book Co., 25 Nathan Road, Kowloon.

INDE

Orient Longmans, Calcutta, Bombay, Madras et New Delhi.
Oxford Book & Stationery Co., New Delhi et Calcutta.
P. Varadachary & Co., Madras.

INDONESIE

Pembangunan, Ltd., Gunung Sahari 84, Djakarta.

IRAK

Mackenzie's Bookshop, Baghdad.

IRAN

"Guity", 482 Ferdowsi Avenue, Téhéran.

IRLANDE

Stationery Office, Dublin.

ISLANDE

Bokaverzlun Sigfusar Eymundssonar H. F., Austurstraeti 18, Reykjavik.

ISRAEL

Blumstein's Bookstores Ltd., 35 Allenby Road, Tel-Aviv.

ITALIE

Librería Commissionaria Sansoni, Via Gino Capponi 26, Firenze et Roma.

JAPON

Maruzen Company, Ltd., 6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.

JORDANIE

Joseph I. Bahous & Co., Dar-ul-Kutub, Box 66, Amman.

LIBAN

Librairie Universelle, Beyrouth.

LIBERIA

J. Momolu Kamara, Monrovia.

LUXEMBOURG

Librairie J. Schummer, Luxembourg.

MEXIQUE

Editorial Hermes S.A., Ignacio Mariscal 41, México, D.F.

NORVEGE

Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Augustsgt. 7A, Oslo.

NOUVELLE-ZELANDE

United Nations Association of New Zealand, C.P.O. 1011, Wellington.

PAKISTAN

The Pakistan Co-operative Book Society, Dacca, East Pakistan.
Publishers United Ltd., Lahore.
Thomas & Thomas, Karachi, 3.

PANAMA

José Menéndez, Plaza de Arango, Panamá.

PARAGUAY

Agencia de Librerías de Salvador Nizza, Calle Pte. Franco No. 39-43, Asunción.

PAYS-BAS

N.V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.

PEROU

Librería Internacional del Perú, S.A., Lima et Arequipa.

PHILIPPINES

Alemar's Book Store, 749 Rizal Avenue, Manila.

PORTUGAL

Livraria Rodrigues, 186 Rua Aurea, Lisboa.

REPUBLIQUE ARABE UNIE

Librairie "La Renaissance d'Egypte", 9 Sh. Adly Pasha, Cairo.
Librairie Universelle, Damas.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Librería Dominicana, Mercedes 49, Ciudad Trujillo.

ROYAUME-UNI

H. M. Stationery Office, P.O. Box 569, London, S.E.1.

SALVADOR

Manuel Navas y Cia., 1a. Avenida sur 37, San Salvador.

SINGAPOUR

The City Book Store, Ltd., Collyer Quay.

SUEDE

C. E. Fritze's Kungl. Hovbokhandel A-B, Fredsgatan 2, Stockholm.

SUISSE

Librairie Payot S.A., Lausanne, Genève.
Hans Raunhardt, Kirchgasse 17, Zurich 1.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Ceskoslovensky Spisovatel, Narodni Trida 9, Praha 1.

THAILANDE

Pramuan Mit Ltd., 55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.

TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul.

UNION SUD-AFRICAINE

Van Schaik's Bookstore (Pty.), Ltd., Box 724, Pretoria.

URUGUAY

Representación de Editoriales, Av. 18 de Julio 1333, Montevideo.

VENEZUELA

Librería del Este, Av. Miranda, No. 52, Edf. Galipán, Caracas.

VIET-NAM

Papeterie-Librairie Nouvelle Albert Portail, Boite postale 283, Saigon.

YUGOSLAVIE

Cankarjeva Založba, Ljubljana, Slovenia.
Drzavno Preduzece, Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/11, Beograd.
Prosvjeta, 5, Trg. Bratstva i Jedinstva, Zagreb.

[58F2]

Les commandes et demandes de renseignements émanant de pays où il n'existe pas encore de dépositaires peuvent être adressées à la Section des ventes et de la distribution, Organisation des Nations Unies, New-York (Etats-Unis d'Amérique), ou à la Section des ventes, Organisation des Nations Unies, Palais des Nations, Genève (Suisse).

Price : SU.S. 6.80; 5/6 stg.; Sw. fr. 3.50
(or equivalent in other currencies)

Printed in France

18964 — October 1958—975